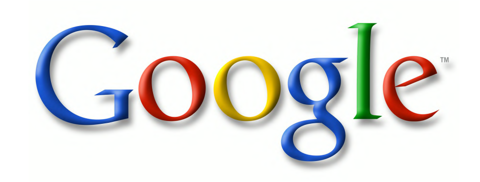
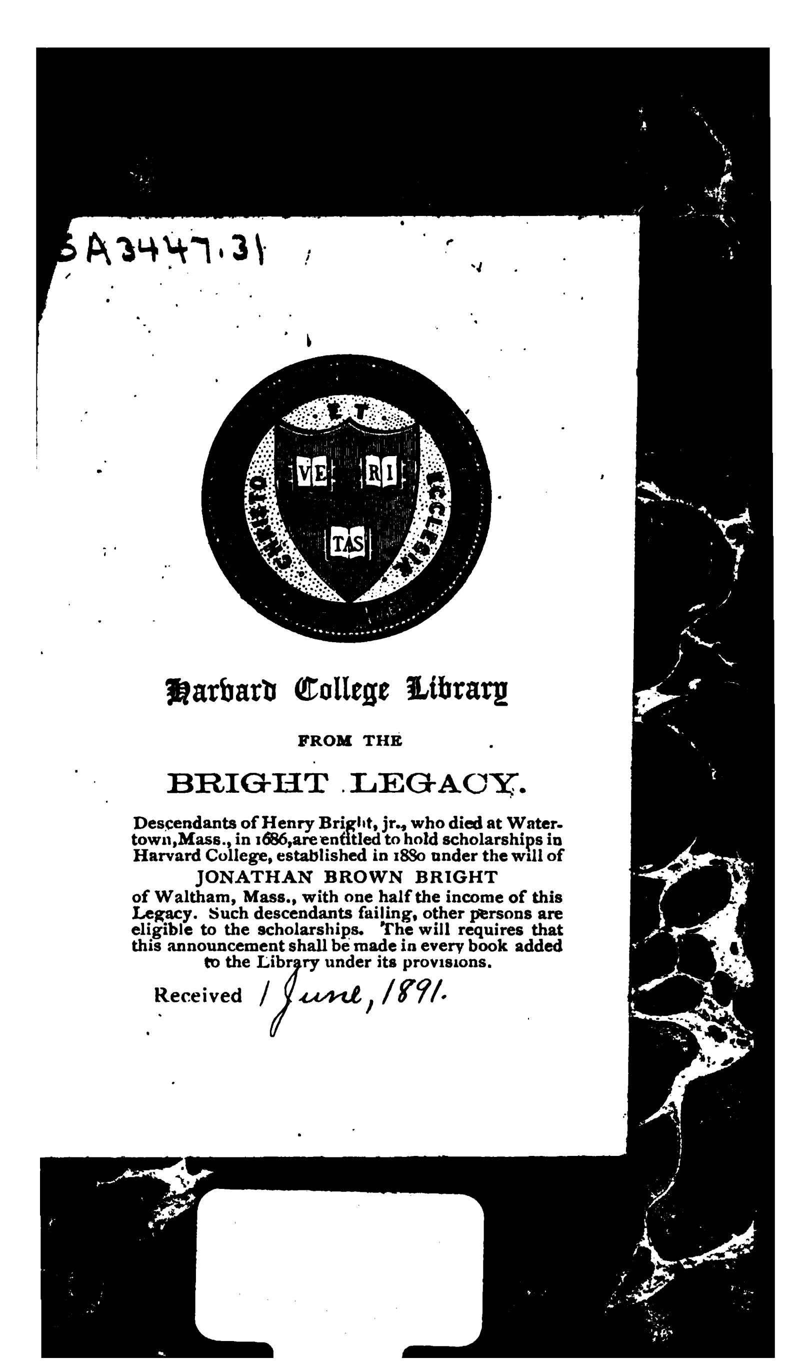
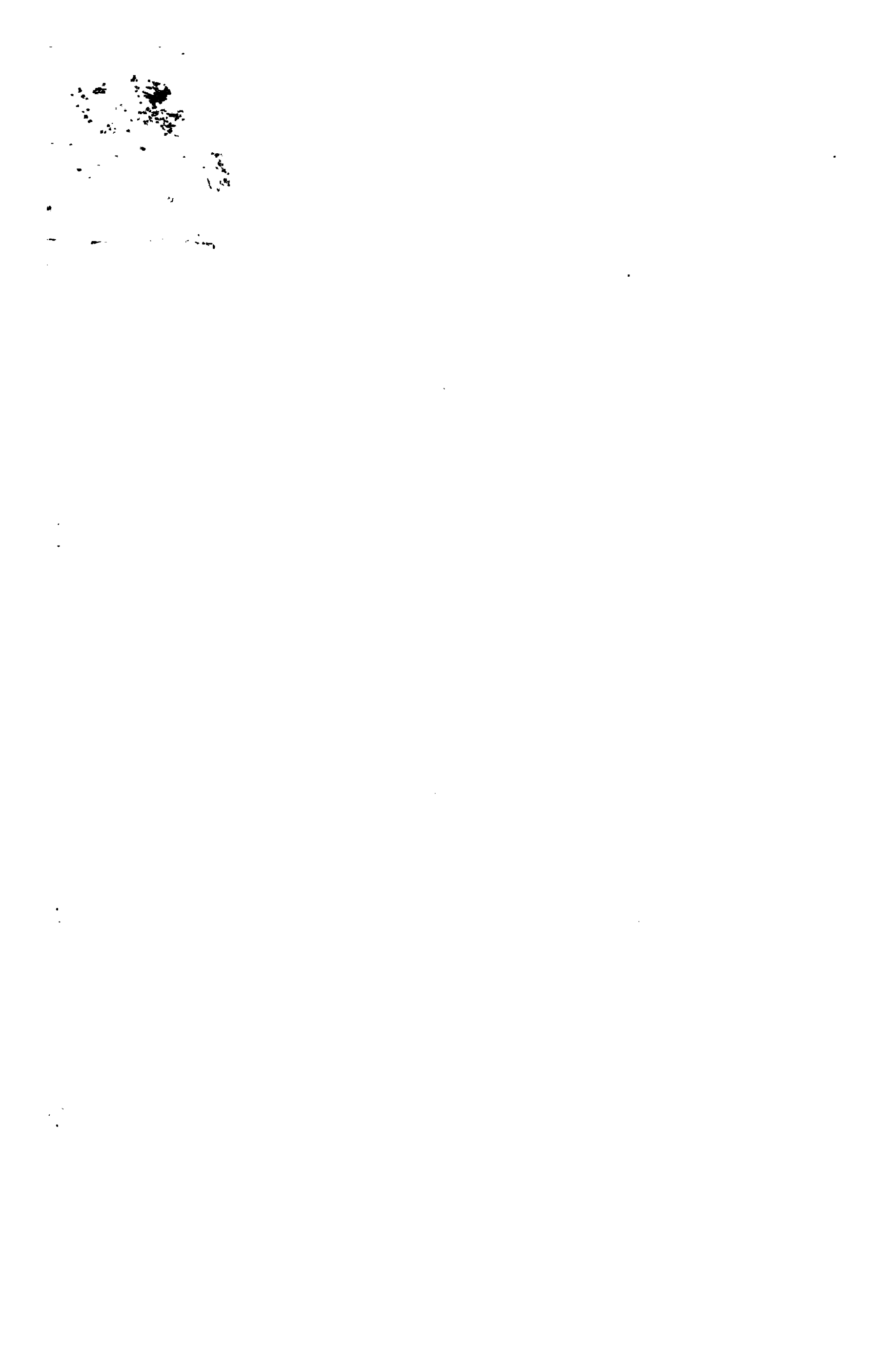



VE
RI
TAS
CHRISTO ET ECCLESIAE





Fin d'Empire

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

ROMAN

Mademoiselle de Poncin.

Le Mariage de Jules Lavernat.

L'Illustre Casaubon.

HISTOIRE

Un Complot sous la Terreur (*Marie-Antoinette. — Toulan-Jarjayes*). Ouvrage couronné par l'Académie Française.

La Vérité sur l'Expédition du Mexique :

I. **Rêve d'Empire.**
II. **L'Empire de Maximilien.**
III. **Fin d'Empire.**

(Chaque volume se vend séparément)

En préparation :

Un Ami de la Reine (*M. de Fersen*).

Pour sauver la Reine (*Michonis. — Baron de Batz. — Chevalier de Rougeville*).

Le Chemin, saynète en vers, dite par Mademoiselle Suzanne Reichenberg.

A Racine, poésie dite à la Comédie-Française le 21 décembre 1889.

LA VÉRITÉ SUR L'EXPÉDITION DU MEXIQUE

D'APRÈS LES DOCUMENTS INÉDITS

DE

ERNEST LOUET

PAYEUR EN CHEF DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

Fin d'Empire

PAR

PAUL GAULOT



PARIS

PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28 *bis*, RUE DE RICHELIEU, 28 *bis*

1890

Il a été tiré à part vingt exemplaires sur papier de Hollande numérotés à la presse (1 à 20)

PREMIÈRE PARTIE

LES DERNIERS JOURS DE L'OCCUPATION FRANÇAISE

PREMIÈRE PARTIE

LES DERNIERS JOURS DE L'OCCUPATION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

La lettre du 30 janvier 1866. — Inexécution de la convention de Miramar. — Mission du baron Saillard. — Lettre du Maréchal à Napoléon III. — Changements dans le ministère mexicain. — Continuation de la prépondérance du parti libéral. — Mission belge attaquée par des bandits. — Assassinat du baron d'Huart. — Envoi du commandant Loysel à Paris. — Le maréchal Randon au maréchal Bazaine. — Conseil des ministres à Paris. — Lettre de Napoléon III (16 février 1866). — Nouveau projet de constitution fédérale attribué à l'inspiration de M. le duc de Persigny. — La légion étrangère. — Tergiversations. — Le général Brincourt refuse le commandement de la légion. — Le général Neigre. — Ordre du jour de l'Empereur Maximilien.

La décision, relative au retrait des troupes françaises, transmise au maréchal Bazaine par la lettre du 30 janvier 1866[1] déterminait, non point la chute de l'Empire mexicain, mais seulement la date approxima-

1. Pour le récit des événements qui ont précédé, voir *l'Empire de Maximilien*.

tive à laquelle cette chute même deviendrait inévitable.

Presque personne, en effet, ne se faisait, à ce moment-là, illusion sur les chances de vitalité propre au nouveau gouvernement; chacun reconnaissait et disait alors que l'appui seul de la France soutenait l'édifice impérial, sans fondation et sans consistance dans le pays; dès que cet appui viendrait à disparaître, de lui-même et sans qu'il fût besoin d'un grand effort, l'édifice s'effondrerait.

Maximilien sentait confusément cette situation, mais il s'en préoccupait peu, car il se berçait de l'espoir de conserver longtemps encore, toujours peut-être, cet appui de la France, indispensable à la sûreté de son trône, et il manifestait à cet égard une confiance, qui, chose singulière, était dans son esprit.

Il semblait ne se rendre compte ni de la situation faite à Napoléon III par les embarras de l'expédition et les attaques de l'opposition, ni de la situation à lui créée par la continuation de la guerre civile, la pénurie du trésor mexicain et l'incapacité de son personnel gouvernemental. A ses yeux, la France était trop intéressée à son œuvre, pour lui retirer jamais ses soldats, ou le laisser complètement sans ressources; cette perspective n'entrait point dans son esprit, et ce ne fut qu'au dernier moment, alors qu'un aveuglement poussé jusqu'à la folie lui eût seul permis d'espérer encore, qu'il se rendit à la réalité. Clairvoyance tardive, qui n'empêcha point de nouvelles fautes.

L'entreprise mexicaine condamnée par celui-là même qui l'avait lancée, et qui n'avait rien épargné jusqu'alors pour la mener à bien, il ne restait qu'à préparer une double retraite, où pussent à la fois être sauvés notre honneur, nos intérêts, l'honneur et les intérêts de nos protégés.

C'est à quoi devait travailler le maréchal Bazaine; c'est à quoi furent invités à concourir divers personnages, envoyés extraordinaires au Mexique, tels que le baron Saillard et le général Castelnau. L'armée française se retirant, Maximilien devait se retirer avec elle : on ne pouvait l'abandonner sans défense, ou à peu près, à ses ennemis.

Mais Maximilien, empereur du Mexique, ne dépendait point de la France, et Napoléon III, qui lui avait offert la couronne, ne pouvait la lui retirer, non plus que le forcer à abdiquer. Il fallait que Maximilien y consentît de son plein gré.

En vue de ce but à atteindre vont s'engager les négociations, les intrigues, les démarches, les correspondances. Ici commence l'histoire de cette longue agonie de l'Empire de Maximilien.

Triste récit d'une triste période. Dans ces débats, les caractères s'aigrissent, les malentendus surgissent, les calomnies se multiplient : dans cette lutte d'intérêts contraires, les plus vilains côtés de l'égoïsme se font jour; mais si la tâche de découvrir la vérité, et celle plus difficile de la dire est parfois ingrate, elle n'en découle pas moins d'un devoir supérieur que nous avons proclamé au début de cette œuvre : « dire aux

vivants la vérité sur les morts », et nous n'y faillirons pas.

On peut se demander, en présence de l'ordre d'évacuation donné au maréchal Bazaine par Napoléon III, si celui-ci avait le droit de retirer ainsi à sa volonté les forces françaises mises au service de l'Empire mexicain par la convention de Miramar, alors que dans le traité secret qui avait suivi la signature de cette convention, le maintien d'une force de 28 000 hommes pour 1865, de 25 000 hommes pour 1866 et de 20 000 hommes pour 1867 était prévu. Cela revient à dire : la convention de Miramar existait-elle encore ?

La réponse ne saurait être douteuse, car les règles du droit et du bon sens s'appliquent à toutes les conventions. Il est incontestable qu'un contrat quelconque ne lie les deux parties qu'autant que chacune d'elles exécute les engagements pris. L'Empereur Maximilien pouvait-il exiger que Napoléon III fût lié par un traité dont lui-même n'avait rempli aucune des conditions ?

La convention de Miramar mettait à la charge du gouvernement mexicain le paiement d'une somme de 270 millions pour remboursement des frais de l'expédition antérieurs au 1er juillet 1864 ; à partir de ce jour, l'armée mexicaine devait être soldée uniquement par le trésor mexicain (art. 5) ; de plus, celui-ci devait payer à la France 1 000 francs par homme et par an pour les troupes restées au Mexique (art. 6)... Aucune de ces clauses n'avait été exécutée, et l'on a vu combien de fois déjà le maréchal Bazaine, usant des pleins pouvoirs que lui donnait sa situation, était venu au

secours du gouvernement impérial par des avances d'argent, destinées soit à payer certains services administratifs, soit à assurer la solde des troupes mexicaines.

En droit strict, l'inexécution de ces clauses principales rendait caduque la convention.

On connaît déjà les motifs qui avaient dicté à Napoléon III sa résolution dernière. Ces motifs étaient valables : il n'y a aucun mérite à persévérer dans une voie sans issue et à s'acharner à une œuvre irrémédiablement condamnée. Le gouvernement français, éclairé sur la situation, mettait fin à des sacrifices inutiles d'hommes et d'argent. Ce parti était sage, sinon glorieux.

Par malheur, sa résolution prise, Napoléon III n'osa pas la manifester avec la fermeté nécessaire. Les ordres envoyés au maréchal Bazaine étaient précis : l'évacuation devait être terminée dans un délai maximum de dix-huit mois; la nouvelle résolution ne fut transmise à Maximilien qu'avec des réserves, des réticences qui en atténuèrent complètement l'effet. Le commandant en chef, intermédiaire naturel entre les deux gouvernements, dut garder le silence : un envoyé extraordinaire, le baron Saillard, fut chargé de porter à Maximilien un avertissement timide.

Qu'arriva-t-il ? Le baron Saillard se borna à informer l'Empereur que l'occupation française ne durerait pas indéfiniment, que le gouvernement français songeait à rappeler ses troupes, qu'il était temps que le nouvel empire se préparât à se défendre par lui-même, à se

créer des ressources nécessaires. Maximilien ne vit là que des conseils, et point un ultimatum. Il reçut deux fois à peine le représentant de Napoléon III, et ne tint aucun compte de ses avertissements.

Le baron Saillard, d'après les avis du maréchal Bazaine, fit mine de s'éloigner, et descendit le 1er mars à Vera-Cruz, dans l'espoir que Maximilien le rappellerait bien vite. Il n'en fut rien, et, comme ses instructions ne lui permettaient point de tenir un langage plus énergique, il ne lui restait qu'à repartir pour la France. Le commandant en chef lui avait remis la lettre suivante destinée à Napoléon III :

Mexico, 1er mars 1866.

Sire,

J'ai mis M. le baron Saillard au courant de la situation de ce pays et de son gouvernement, afin qu'il soit à même de répondre aux questions de Votre Majesté. — L'Empereur Maximilien ayant réservé toute nouvelle combinaison au sujet de l'évacuation progressive du corps d'armée, M. Saillard a pensé que sa rentrée en France était urgente, et j'ai été de son avis.

Je crois qu'il faut agir sans l'assentiment de la cour de Mexico, dont le mauvais vouloir, basé sur des récriminations injustes, n'est pas loin de l'ingratitude.

En conséquence, je crois qu'en sauvegardant tous les engagements, l'évacuation du corps d'armée peut se faire en trois échelons à peu près égaux : le premier en novembre 1866, le deuxième en mars 1867, le troisième en décembre 1867.

Le premier, qui sera d'environ six mille hommes, arriverait en France fin décembre ou dans les premiers jours de janvier, avant l'ouverture du Corps législatif ; on pourrait le

faire rentrer plus tôt si Votre Majesté le désire, mais on pourrait croire que nous évacuons sous la dernière impression produite par la politique agressive des États-Unis; d'un autre côté, la saison des pluies et celle de la fièvre jaune ne permet pas de réunir des troupes dans les terres chaudes avant octobre au plus tôt.

Sous le rapport militaire, le pays est aussi pacifié qu'il ne l'a jamais été; c'est donc au gouvernement à achever l'œuvre par une meilleure politique, et surtout une plus sévère administration de ses ressources.

L'Empereur Maximilien paraît, du reste, croire qu'après le départ des troupes françaises, toute la nation mexicaine se groupera plus compacte autour de son trône, la présence d'une armée étrangère ne servant plus de prétexte aux vrais patriotes pour se tenir encore éloignés de lui. Plus nous resterons, moins le gouvernement mexicain fera d'efforts pour se consolider; et il est, en outre, tout disposé à user, tant qu'il le pourra, des ressources que Votre Majesté laissera à sa disposition comme d'une dette obligée, contractée par la France envers le Mexique.

Aujourd'hui que la question américaine est écartée, il n'y a plus à hésiter, car la reconnaissance, en prolongeant davantage notre situation ici, ne serait plus en rapport avec les sacrifices de la France.

J'ai l'honneur, etc.

BAZAINE.

M. Saillard devait en outre exprimer à Napoléon III le désir du Maréchal de rentrer avec le premier échelon.

On comprend que le Maréchal désirât se soustraire à la terrible responsabilité qui lui incombait. Le rôle que les instructions secrètes l'appelaient à remplir était en effet plus que difficile : c'est cette pensée, ap-

paremment, qui lui fait accorder quelque importance à ce dire de Maximilien que le départ des Français consolidera son trône en enlevant aux patriotes le prétexte de combattre le protégé d'une armée étrangère. Au fond, ni l'un ni l'autre n'étaient dupes d'une pareille boutade, et la preuve en est qu'après le départ du baron Saillard, le Maréchal ayant répété à l'Empereur les conseils donnés par l'envoyé extraordinaire, Maximilien lui répondit en ces termes : « L'empereur Napoléon m'a promis, en me donnant la main comme expression de sa parole, de me soutenir pendant cinq ans, et j'y crois. »

A quel moment pareille promesse avait-elle été faite? Personne ne pouvait le dire : cela n'empêchait point que Maximilien répétât sa phrase, au point d'y faire croire, au point d'y croire lui-même.

La mission du baron Saillard qui n'avait pas donné le résultat attendu en produisit un autre, et celui-ci déplorable. Elle sema dans l'esprit du souverain l'idée qu'il avait été desservi par le commandant en chef. A qui, en effet, attribuer, sinon au Maréchal, les résolutions nouvelles du gouvernement français?

Et précisément vers cette époque, le langage du Maréchal changea.

Il savait l'exacte vérité sur la portée des avertissements transmis à Maximilien, et de plus il avait reçu des ordres formels, mais sans pouvoir les divulguer; aussi prit-il en pitié la situation de l'Empereur. Et comme il lui était interdit de dire : « Nous partirons dans dix-huit mois au plus tard; d'ici là, j'ai l'ordre

ou de consolider votre trône, ou de le renverser et de trouver quelque autre gouvernement qui vous remplace », et comme, d'autre part, il lui répugnait de laisser Maximilien dans une faùsse sécurité, il saisit toutes les occasions de le préparer à la triste réalité qui ne devait être connue que plus tard.

Maximilien n'aimait point les pronostics fâcheux ni les sombres prévisions : il fut étonné d'abord et peiné du langage du Maréchal. Puis, lorsqu'au mois d'avril Napoléon III, mettant de côté tout ménagement, annonça officiellement le retrait des troupes, Maximilien, qui ignorait le dessous des cartes, rapprocha de cette nouvelle le changement qui s'était opéré dans le langage du Maréchal, et, naturellement, attribua à celui-ci la résolution de Napoléon III. De là son animosité contre le Maréchal, animosité qui ne devait point tarder à se manifester avec plus de violence que de franchise.

Bien que contenu et dissimulé, le mécontentement de l'Empereur n'échappa point à son entourage, et bientôt l'opinion publique, adroitement travaillée, se montra de plus en plus défavorable au commandant en chef. Le malheur voulut qu'une partie de l'armée, épousant la querelle de quelques-uns, s'associât à ce mouvement réprobateur. Le Maréchal s'en aperçut, mais il ne pouvait rien dire et ne dit rien.

Les conseils, les avertissements aigrissaient Maximilien; ils étaient impuissants à rien changer à sa politique ni à la direction de son gouvernement. On en eut une nouvelle preuve au commencement de mars

1866, lors des modifications apportées dans le ministère. M. Ramirez rentra dans la retraite et le nombre des ministères fut réduit à cinq. M. Escudero y Echanove devint ainsi ministre de la justice, de l'instruction publique et des cultes; le général Garcia ministre de la guerre; M. Salazar Ilarregui ministre de l'intérieur, et par intérim ministre d'État; M. Somera, ministre des travaux publics, et M. Martin Castillo, ministre des affaires étrangères, des finances et de la marine.

Ce personnel gouvernemental était pris, comme toujours, parmi les modérés du parti républicain : moins ouvertement et moins violemment hostiles à l'influence française, ces ministres ne lui étaient point favorables. On suivait donc les mêmes errements, qui avaient été cependant fatals jusqu'ici. Le seul avantage de la nouvelle combinaison était de réduire quelque peu les dépenses.

Déjà le départ du général Almonte, nommé ambassadeur extraordinaire à Paris, avait permis la suppression des fonctions, inutiles d'ailleurs, qu'il occupait à la cour; Maximilien réorganisa son cabinet civil et militaire et le remplaça par un simple secrétariat dont il confia la direction à M. le capitaine Pierron.

Vers cette époque, un triste événement vint jeter un jour douloureux sur la situation intérieure du Mexique, et par le retentissement qu'il eut en Europe, montra une fois de plus combien précaire était cette pacification du pays, toujours annoncée, jamais obtenue. Le nouveau roi des Belges, Léopold II, frère de

l'impératrice Charlotte, avait envoyé auprès des souverains du Mexique une mission chargée de leur notifier son avènement au trône. Composée du général Foury, de son aide de camp, M. Marschal, du baron d'Huart, officier d'ordonnance du comte de Flandre, et de deux attachés de légation, cette mission était arrivée à Mexico le 14 février, et en repartait quelques jours après, le 4 mars.

Parvenue à soixante-dix kilomètres de la ville, sur les hauteurs du Rio Frio, elle fut attaquée à l'improviste par une dizaine de bandits qui, cachés derrière des arbres, firent feu sur les voyageurs. Quatre de ceux-ci furent blessés, parmi lesquels le baron d'Huart atteint mortellement d'une balle dans la tête.

La nouvelle de cet attentat parvint rapidement à Mexico; l'Empereur monta à cheval et se porta au Rio Frio, d'où il ramena les blessés et le cadavre de la malheureuse victime de ce guet-apens. On lui fit des funérailles solennelles, mais toute cette pompe ne servit qu'à donner à ce déplorable événement plus de retentissement et plus d'importance; l'audace croissante des bandits montrait trop clairement le peu de succès des efforts accomplis par l'armée française aussi bien que de ceux tentés par le gouvernement impérial.

Cependant, sans attacher grande créance aux propos tenus par le baron Saillard, Maximilien jugea bon d'envoyer à Paris une personne de confiance. Bien qu'il eût déjà délégué le général Almonte auprès du gouvernement français, il expédia vers le même temps son ancien chef de cabinet, le commandant Loysel.

Celui-ci, parti sous un de ces prétextes de chancellerie qui ne trompent personne, avait mission de demander à Napoléon III le maintien des troupes françaises au Mexique pendant cinq années encore, et la continuation des secours en argent. M. Langlais l'avait autorisé à dire en son nom qu'on arriverait à établir l'équilibre entre les dépenses et les recettes, pourvu que, pendant six mois encore, la France consentît à faire des avances.

Mais les temps étaient passés où le gouvernement français croyait encore à la possibilité de rendre viable l'entreprise mexicaine, et de consolider l'empire. La conviction que tout nouveau sacrifice ne serait qu'une perte pour la France, sans aucun résultat pratique pour le Mexique, était si bien entrée dans l'esprit de Napoléon III, que les demandes de Maximilien, transmises par le commandant Loysel, se heurtèrent à une volonté contraire formellement exprimée.

Le 15 février, le maréchal Randon informait le maréchal Bazaine des résolutions prises à ce sujet :

... Ma dernière lettre vous a fait connaître, mon cher Maréchal, l'intention bien arrêtée du gouvernement français de rappeler une partie de nos troupes à la fin de cette année ; cette mesure, commandée par d'impérieuses nécessités politiques, se trouvera, je le crains bien, contraire aux désirs de l'Empereur Maximilien qui, déjà, attribue, dans la lettre qu'il vous a écrite le 6 janvier, la recrudescence de l'agitation juariste à l'insuffisance de l'effectif des troupes françaises. Le commandant Loysel, que j'ai vu récemment, partage cette idée et demande pour le nouvel empire des hommes et de l'argent que nous ne pouvons lui donner. Il

ne faut pas se le dissimuler, mon cher Maréchal, la situation serait tout autre si depuis un an on s'était sérieusement occupé d'organiser l'armée mexicaine, et si on avait donné plus d'autorité à nos agents financiers; le commandant Loysel et le colonel Boyer me disent que rien encore n'a été fait pour l'organisation des troupes. Il est grand temps qu'on se mette à l'œuvre et que l'on place cette formation sous la direction d'un homme habile, actif, expérimenté, capable enfin de la mener rapidement à terme... Autant que j'en puis juger à la distance où je me trouve, les Mexicains s'accommoderaient mieux de nos institutions militaires que de celles de l'Autriche. Sur ce point, comme sur tant d'autres, votre influence ne doit s'exercer qu'avec une extrême réserve et je me borne à le signaler à votre attention.

Vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées que le ministre reprenait la plume et annonçait au commandant en chef de nouvelles instructions. Il ne s'agissait plus de « l'influence qu'il devait exercer avec une extrême réserve » ; on lui traçait un plan de conduite dont la mise en pratique, dans les circonstances présentes, n'était rien moins que facile.

La question du Mexique a été traitée ce matin en Conseil des ministres en présence de l'Empereur, écrivait le 16 février le Maréchal Randon, et vous recevrez communication des décisions qui ont été prises en ce qui concerne plus spécialement les mesures financières...

Ces mesures financières étaient bien simples : une phrase les résume :

S. Exc. M. le Ministre des finances a dû adresser au Payeur en chef l'ordre formel de clore définitivement le

compte du gouvernement mexicain et de refuser le paiement de toute dépense qui ne serait pas régulièrement imputée sur un crédit budgétaire.

La lettre du maréchal Randon contenait ce post-scriptum :

Je pense que le colonel Boyer vous tient exactement au courant de tout ce qu'il apprend de la direction de l'opinion en France sur la question du Mexique, et que, d'après ces renseignements, vous reconnaîtrez que mes appréciations sont plutôt affaiblies que trop prononcées.

Que devenait la situation du Maréchal en présence de telles instructions? Ce n'était pas tout, cependant, et le même courrier lui apportait une lettre de Napoléon III qui, écrite sous l'impression du mauvais effet produit en France par les dernières nouvelles du Mexique, manifestait chez son auteur le désir d'en finir, et, à cet effet, imposait au maréchal Bazaine une conduite diamétralement opposée à celle qu'il avait suivie jusqu'ici, conformément aux ordres reçus.

Paris, 16 février 1866.

Mon cher Maréchal,

Je pense qu'au moment où je vous écris, le baron Saillard sera arrivé et vous aura expliqué mes intentions. Vous allez vous trouver dans des circonstances difficiles, mais je compte sur vous et sur M. Langlais pour surmonter les nombreuses difficultés que vous allez rencontrer.

L'évacuation du Mexique étant décidée en principe, il faut qu'elle se fasse de manière à être le moins préjudiciable possible au gouvernement de l'Empereur Maximilien, que

je désire soutenir autant que je le pourrai. *A cet effet, il faut que, jusqu'au départ des troupes, vous preniez, avec M. Langlais, carrément, la direction des affaires publiques, c'est-à-dire de l'armée et des finances,* ear il faut pour que l'Empire mexicain puisse se soutenir, que les finances et la force armée soient organisées de façon à offrir à l'Empereur Maximilien un appui certain.

Je voudrais donc que la légion étrangère fût portée à un effectif de quinze mille hommes, sous les ordres du général Jeanningros ; les troupes auxiliaires autrichiennes et belges seraient dissoutes et les soldats et les cadres, que vous auriez choisis, seraient versés dans la légion française. Cette légion ainsi augmentée serait payée par le Trésor français jusqu'au jour de notre évacuation complète. Les troupes mexicaines devraient être réduites au chiffre le plus restreint, et réorganisées avec des cadres français, si on trouvait assez de volontaires.

Les dépenses ainsi réduites, *les douanes les plus importantes devraient être remises à l'administration française.* Pour augmenter les revenus, il faudrait rendre au clergé les biens encore libres et ceux qui ont été frauduleusement aliénés. à charge par lui d'abandonner au gouvernement une partie de la valeur des biens restitués. Il faut enfin que l'Empereur Maximilien réduise ses dépenses au strict nécessaire, et qu'il se compare non pas à moi Empereur des Français, mais à moi Président de la République, ayant six cent mille francs de liste civile. Cela établi, M. Langlais pourrait alors dresser un budget sérieux qui inspirerait confiance à l'Europe.

Mais il y a une autre mesure que je voudrais conseiller à l'Empereur Maximilien et qui simplifierait bien des choses, *ce serait de revenir au système fédératif,* en constituant le Mexique en huit ou dix États, ayant chacun sa représentation locale et son gouvernement. Ces États seraient reliés au centre par des liens fédératifs assez faibles. L'État de Mexico, touchant aux deux mers, s'étendrait au nord et au

sud, assez loin pour comprendre les territoires les plus fertiles et les villes les plus importantes. L'Empereur conserverait les douanes, l'armée, la politique étrangère ; mais il se déchargerait du soin d'administrer les autres États, et il aurait ainsi créé, au centre de ce vaste pays, un foyer de civilisation qui rayonnerait peu à peu jusqu'aux extrémités.

Si ce plan est adopté et suivi, il faudra que M. Saillard me rapporte en France les dates précises de l'évacuation, et, alors, nous pourrons demander aux Chambres un crédit nécessaire pour subvenir aux frais du gouvernement jusqu'à ce que la nouvelle organisation soit faite. Pour assurer le remboursement de nos avances et l'intérêt des emprunts, nous conserverions encore longtemps l'administration des douanes, dont nous percevrions la moitié à notre profit. Il serait avantageux, dans ce but, de laisser encore pendant quelques années, quelques milliers d'hommes près de La Vera-Cruz, de Tampico, etc. ; mais j'ignore si on trouverait des hommes assez acclimatés pour n'avoir rien à craindre des maladies. C'est une des choses que vous aurez à examiner.

Je vous prie de communiquer cette lettre à M. Langlais, en lui disant combien je le remercie du zèle qu'il me témoigne. Il fera part de mes instructions à l'Empereur ; elles se résument ainsi : « Évacuer le plus tôt possible, mais faire tout ce qui dépendra de nous pour que l'œuvre que nous avons fondée ne s'écroule pas le lendemain de notre départ. »

Je compte sur votre énergie et votre intelligence pour accomplir la tâche difficile que je vous ai confiée, et je vous renouvelle, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Il fallait que les préoccupations que lui causait alors l'état de l'Europe, ainsi que les embarras que lui suscitaient l'opposition des Chambres et l'opinion con-

traire du pays, fussent bien grands pour que Napoléon III cherchât dans des remèdes empiriques une solution à l'affaire mexicaine.

Quel fut l'étonnement du commandant en chef en recevant une pareille lettre, et quelles durent être ses perplexités! Sa position était déjà assez difficile vis-à-vis de Maximilien; voilà qu'elle le devenait vis-à-vis de Napoléon III.

Il lui était impossible, en effet, d'obéir aux instructions envoyées.

L'idée d'une organisation fédérale était loin d'être mauvaise en elle-même. On l'attribuait, dans l'entourage impérial, au duc de Persigny, auteur présumé du mémoire envoyé au maréchal Bazaine, mais elle venait trop tard. Commencé deux ans plutôt, alors que les choses étaient entières, alors que l'édifice impérial n'avait pas encore été ébauché de toutes pièces, l'essai d'une fédération eût pu être fait avec un certain succès. Plus conforme aux habitudes du pays, elle eût facilité l'établissement du pouvoir de Maximilien. A l'heure actuelle, un semblable projet n'avait aucune chance d'être accepté par l'Empereur du Mexique, par son entourage, et cette reculade déguisée n'eût rien sauvé du tout. Bien plus, c'eût été un élément nouveau de trouble et de désunion.

Le conseil relatif à la restitution au clergé de ses biens restés libres, moyennant l'abandon au Trésor d'une partie de leur valeur, était plus inexécutable encore. C'était un de ces expédients de gouvernement aux abois : l'Empereur Maximilien, aban-

donné par la France, combattu par une portion des Mexicains, pouvait à la rigueur user de ces mesures exceptionnelles, mais la France ne le devait pas. C'eût été violer sa parole. On se rappelle en effet la proclamation dans laquelle le général Forey donnait aux Mexicains la solennelle assurance qu'on ne reviendrait point sur la nationalisation des biens ecclésiastiques. Ce souvenir seul suffisait à condamner un pareil procédé.

L'invitation adressée au Maréchal de prendre, de concert avec M. Langlais, « carrément la direction des affaires publiques, c'est-à-dire de l'armée et des finances », ne rentrait pas davantage dans les choses faisables ni possibles. Depuis bientôt deux ans que le gouvernement mexicain vivait côte à côte avec l'intervention française, celle-ci n'avait point encore pu faire prévaloir son influence dans les conseils du souverain, les ministres étaient tous pris parmi nos adversaires. Comment imposer à Maximilien, par la persuasion, un changement aussi radical, alors qu'on lui annonçait le prochain départ de nos troupes ? Fallait-il donc que le Maréchal eût recours à un coup de force? Mais alors c'était la France qui reprenait la direction du gouvernement et la responsabilité du pouvoir, au moment même où elle déclarait se désintéresser de l'avenir du Mexique, et procéder aux préparatifs d'une évacuation prochaine.

Ces instructions, envoyées par Napoléon III, ne provenaient point d'inspirations qui lui fussent personnelles. C'était, ainsi qu'on l'a vu, dans un Conseil des

ministres qu'elles avaient été émises, discutées, approuvées, et cela montre une fois de plus combien, en Europe, était mal connue ou plutôt mal comprise cette question mexicaine. Le souverain et les ministres ne la jugeaient que par les embarras qu'elle leur causait, que par le contre-coup qu'elle donnait à l'opinion publique. Le problème était mal posé : quoi d'étonnant à ce qu'il fût mal résolu ?

Seul peut-être de tout l'entourage de Napoléon III, et sans doute parce qu'il était constamment en rapports avec le maréchal Bazaine et prenait connaissance de tous les documents et renseignements que lui envoyait celui-ci, le Ministre de la guerre montrait plus de sens pratique et plus de perspicacité. Il ne se perdait point dans les projets nouveaux. L'aventure lui semblait mal tourner : comme un bon général, il ne songeait qu'à se défendre jusqu'au bout, en réduisant au minimum les désastres qui accompagnent toujours une retraite.

Dans ce but, il ne perdait point de vue l'organisation d'une force militaire au service de Maximilien, et, son opinion étant faite sur les chances de créer jamais une armée purement mexicaine, il se préoccupait d'organiser la Légion étrangère, de la rendre apte au rôle qu'elle aurait à jouer, ainsi que de lui assurer la solde et le recrutement nécessaires.

Il adressait au maréchal Bazaine, le 16 février, les instructions les plus sages :

... D'après les renseignements qui nous arrivent du Mexique, il paraît que le service de la solde aux troupes mexi-

caines présente et offrira par la suite les plus grandes difficultés. Nous ne pouvons, à aucun titre, et en présence des charges énormes que l'expédition du Mexique impose à notre budget, nous ne pouvons, dis-je, assumer de payer l'armée mexicaine, dans l'effectif de laquelle je fais entrer, comme de raison, les légions autrichienne et belge. Il pourrait en être autrement si la réunion en un seul corps des différents éléments qui composent les troupes que j'appellerai étrangères était effectuée; car alors il serait possible d'assimiler ce corps ainsi formé, en ce qui concerne les prestations, à ce qui se fait en ce moment pour notre légion; mais pour cela il faudrait que les règlements sur la comptabilité de ce corps unique fussent en rapport avec ceux qui régissent nos propres troupes, afin de faciliter la justification des dépenses.

Il me semble incontestable que cet allègement considérable pour le budget mexicain devrait faciliter la fusion dont je vous ai entretenu dans mes dépêches précédentes. Je vous prie de me faire connaître, le plus tôt que vous pourrez, l'accueil qui aura été fait par l'Empereur Maximilien à cette proposition.

Cette organisation nouvelle n'allait pas sans difficultés : le général de Thun ne pouvait garder le commandement, car il fallait que, du moment que le Trésor français payait la solde, la légion passât sous les ordres d'un chef français. Le maréchal Randon proposait que le général élevé à ce poste fût promu divisionnaire au titre mexicain : de la sorte, il présenterait la supériorité du grade.

Quant à notre légion étrangère, le commandant Loysel obtint pour elle des concessions énormes, de la part de Napoléon III. Le maréchal Bazaine fut autorisé à faire appel aux officiers de toutes armes pour

en former les cadres et aux soldats pour en fournir l'effectif; ces officiers et soldats devaient s'engager à rester au service du Mexique quatre ans au moins après l'évacuation. Et afin que la crainte de voir leur carrière brisée si l'empire de Maximilien venait à sombrer ne les arrêtât pas, on promettait de leur réserver une place dans un régiment de leur arme à leur rentrée en France.

Il était difficile de se montrer plus conciliant, plus généreux. Quel parti tira le gouvernement impérial de cette condescendance de son allié? Comme de coutume, tout se termina par des circulaires, des lettres et des décrets. Maximilien promulgua une nouvelle division de la commission des affaires militaires, et lui imposa comme travail la rédaction d'un règlement technique destiné à former le manuel du soldat!

Quelques jours après il adressait à son ministre de la guerre une lettre dans laquelle il exposait ses théories sur l'organisation de l'armée, et réclamait un rapport mensuel sur les progrès obtenus.

Il se trouvait alors à Cuernavaca. Le maréchal Bazaine ne put lui soumettre que par écrit, le 30 mars, les propositions qui découlaient des instructions reçues de Paris.

La situation commandait des résolutions promptes. Maximilien se borna à répondre :

Mon cher Maréchal,

Je réponds de la manière suivante à votre aimable lettre du 30 mars dernier.

Il m'est fort agréable de savoir que pendant la durée momentanée de l'état financier actuel du pays, le trésor français se charge de couvrir les besoins de la légion austro-belge. J'y vois une nouvelle preuve de sympathie du gouvernement français pour la cause du Mexique.

Pour ce qui touche à la réunion de la légion étrangère française et de la brigade austro-belge en une division sous les ordres du général Brincourt, je consens à cette mesure en tant que le permettent le terrain légal et les circonstances nattionales spéciales de ces deux corps et pourvu que leur effectif otal soit au moins de quinze mille hommes. Je désire donc voir des pourparlers s'engager à ce sujet.

Mon intention est que cette affaire soit débattue par une commission, et je vous prie de me faire connaître les membres que vous y désignerez. Je verrais avec plaisir que le général Brincourt pût déjà prendre part aux travaux de cette commission.

De mon côté, j'ai choisi le général comte de Thun, les colonels Zach et Van der Smissen comme représentants des nationalités engagées.

Je charge en même temps le général comte de Thun de se mettre pour cette négociation à votre disposition.

Recevez, mon cher Maréchal, les sentiments de mon amitié avec lesquels je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Mexico, le 3 avril 1866.

Une pareille lettre ne révèle que trop l'état d'esprit de son auteur. Ainsi, après deux ans d'essais, de tergiversations, en présence du péril croissant, Maximilien ne trouvait d'autre accueil à faire aux propositions du gouvernement français! Il acceptait volontiers l'aide financière, mais, pour le reste, il entourait son acquiescement de telles réserves qu'autant valait un

refus, et quant à l'organisation projetée, il la renvoyait à l'examen d'une commission!

Docile aux désirs de l'Empereur, le Maréchal se hâta de composer la commission susdite, et il en confia la présidence au général Osmont, chef d'état-major du corps expéditionnaire. Les commissaires, comprenant l'importance de leur mission et en même temps la nécessité d'aboutir promptement, se mirent sans tarder à la besogne, et le 24 avril le projet d'organisation d'une division auxiliaire étrangère était achevé, approuvé par le Maréchal et transmis à l'Empereur.

Par malheur, le général sur lequel à diverses reprises on avait compté pour commander cette troupe, et que le maréchal Bazaine avait en vue, se trouvait dans un état de santé tel qu'il n'osa point assumer une aussi lourde responsabilité. Le général Brincourt, vers cette époque, rentra en Europe, avec un congé de convalescence. Peut-être les difficultés qu'il entrevoyait à maintenir l'ordre avec 15000 hommes dans un pays que 38000 Français n'avaient jamais pu complètement pacifier ne contribuèrent-elles pas peu à le confirmer dans sa résolution de partir.

Pris de court, le Maréchal désigna pour le remplacer le général Neigre, mais le doyen des généraux de brigade du corps expéditionnaire, dont la bravoure et le zèle étaient hors de question, ne semblait pas posséder toutes les qualités nécessaires pour ce poste difficile. C'est du moins l'opinion qu'exprimait le maréchal Randon en apprenant ce choix :

Je regrette vivement que le général Brincourt n'ait pas cru pouvoir accepter le commandement de cette division, car il possède toutes les qualités nécessaires pour l'exercer avec distinction, et pour tirer le meilleur parti de ses troupes dans toutes les conditions où elles peuvent se trouver. En sera-t-il de même du général Neigre? Je n'ose l'espérer.

Le travail de la Commission fut approuvé par Maximilien, malheureusement avec des modifications telles qu'elles en détruisirent à peu près les résultats.

Au lieu d'une troupe unie, homogène, on conservait sous un même nom des corps différents : les commentaires de l'Empereur ne laissaient pas de doutes à ce sujet.

... L'article 2 subsiste en entier, mais on a soin de mentionner que chaque brigade devra être constituée de manière à pouvoir se suffire à elle-même, si elle est isolée; votre longue expérience de la guerre dans ce pays vous a convaincu, mieux que moi encore, de cette nécessité.

Les articles 3 et 4 restent intacts...

... A l'article 5, j'ai annexé des instructions que vous trouverez dans la lettre ci-jointe que j'adresse au général Neigre. Bien qu'elle n'ait pas besoin de commentaires, j'appellerai votre attention sur le principe que j'ai posé pour trancher la difficulté presque insurmontable du commandement. Vous verrez que la solution est radicalement impartiale et de nature à ne froisser aucune susceptibilité nationale.

Dans les articles 6 et 7, il m'a paru logique, puisque les troupes françaises conservent leurs lois et règlements, de laisser les leurs aussi aux troupes belges et autrichiennes. On n'apprend pas aux soldats un nouveau code en un jour; d'autant plus que les règlements mexicains sont surannés et que, d'ailleurs, l'article 8 stipule que l'instruction des

troupes sera dirigée d'après les règlements spéciaux à chaque nationalité.

MAXIMILIEN.

Puis, comme si on eut craint de mettre en présence les éléments disparates de ce corps, on envoya la première brigade, composée de Français ou de soldats tirés de notre légion étrangère, occuper le nord et l'ouest, tandis que la seconde, formée par les Belges et les Autrichiens, restait dans le sud et l'est. On prévoyait toutefois le cas où ces deux troupes seraient appelées à combattre ensemble et l'on donnait le commandement au chef de la fraction numériquement la plus forte, à moins qu'un officier n'eût reçu une commission spéciale de l'Empereur.

Cette organisation ainsi préparée et décrétée, Maximilien en informa les intéressés par l'ordre du jour suivant, qui mérite d'autant plus d'être reproduit qu'il débute par un singulier et solennel aveu du déplorable état financier du trésor mexicain :

Officiers, sous-officiers et soldats de mon corps austro-belge,

Les circonstances difficiles, que la crise financière nous impose l'obligation de supporter, ont amené la France à nous faire l'offre généreuse de ses ressources. J'ai accepté en votre nom, car je sais que plus les difficultés seront grandes, plus je serai assuré de trouver en vous un dévouement et une abnégation à toute épreuve.

Vous faites partie dorénavant d'une même division avec des compagnons d'armes appelés à partager vos fatigues et vos périls. Une même administration veillera à votre bien-

être; mais vous conserverez votre excellente organisation et les braves chefs qui vous ont si souvent donné l'exemple de l'honneur dans les combats.

Vos droits et vos intérêts ont été fidèlement sauvegardés. Comptez donc sur votre Empereur, comme lui compte toujours sur votre valeur et votre discipline.

MAXIMILIEN.

CHAPITRE II

Conditions mises en 1865 à l'aide financière du trésor français vis-à-vis du trésor mexicain. — Avance de 10 millions (janvier 1866). — Instructions de M. Fould à M. Langlais (16 février 1866). — Les bons Jecker. — M. Bonnefons. — Reconnaissance de la créance Jecker fixée à 22 660 000 francs. — Paiement de 12 660 000 francs. — Refus de Maximilien de payer les 10 000 000 restants. — Blâme du gouvernement français. — Le maréchal Bazaine accusé d'avoir favorisé cet arrangement. — Réponse du Maréchal (26 juin 1866). — M. de Maintenant remplace M. Langlais. — M. Lacunza au Maréchal. — Conférence du 1er mai 1866. — « La banqueroute du trésor ou l'espoir de le sauver. » — Concessions arrachées au commandant en chef.

On ne saurait mieux comparer la situation du gouvernement français vis-à-vis de l'empire mexicain qu'à celle de ces commanditaires qui, ayant englouti des sommes considérables dans une affaire, sont entraînés par la grandeur des pertes et par l'espoir de recouvrer un jour ou l'autre tout ou partie de l'argent perdu, à consentir de nouveaux sacrifices. Et dans la circonstance, la situation présentait cet inconvénient de ne pouvoir être tranchée d'un coup, quand bien même on

2.

l'eût voulu. La suppression radicale et complète de tout secours financier de la part de la France eût entraîné les plus graves événements et compromis peut-être le salut de l'armée.

Le ministre des finances envoyait par chaque courrier des instructions, des défenses réitérées, mais toujours la force des choses, plus puissante que la volonté des ministres, rendait ces instructions inutiles et ces défenses vaines.

Dès le 15 mars 1865, le gouvernement français avait notifié à Maximilien qu'il ne ferait plus aucune avance s'il ne donnait son adhésion aux trois propositions suivantes :

1° Remise au Trésor français de cinquante millions de francs en titres du premier ou du second emprunt mexicain, qui seront admis au pair, soit en 6 p. 100 à cent francs, pour compléter le règlement des réclamations émanées des sujets français;

2° Remboursement, en traites sur la commission des finances du Mexique à Paris, des frais de transports et de réquisitions faits dans les expéditions entreprises par nos troupes à travers le Mexique, et considérés comme une dépense de guerre indépendante de la somme annuelle de vingt-cinq millions, qui ne représentait que l'entretien des troupes en station;

3° Remise des bureaux des douanes de tous les ports du golfe du Mexique et du Pacifique entre les mains des agents français qui seraient chargés d'en encaisser les produits pour le gouvernement mexicain.

Ces mesures pouvaient être bonnes pour sauvegarder,

tout au moins en apparence, la responsabilité des ministres français vis-à-vis des Chambres, mais la remise de titres des emprunts mexicains, ou de traites payables à Paris, ne pouvait avoir de valeur qu'autant que l'Empire Mexicain se consoliderait; or, il n'avait chance de se consolider qu'avec l'appui financier de la France. La France devait donc, en attendant, fournir d'une main de l'argent pour recevoir de l'autre du papier. La seule mesure efficace, quant au résultat immédiat, était la remise des douanes entre les mains des agents français, mais que devenait alors le gouvernement mexicain, privé du droit de percevoir les seuls impôts qui produisissent de l'argent? C'était la main-mise du gouvernement français sur le gouvernement impérial, constatée officiellement.

On le voit, les difficultés étaient inextricables. Aussi, malgré les prohibitions, le Trésor français faisait de nouvelles avances, et une lettre confidentielle autorisait le maréchal Bazaine à délivrer des réquisitions sur la caisse du payeur en chef de l'armée pour la solde des troupes austro-belges jusqu'à concurrence de dix millions, à raison de deux millions par mois, « dans le cas où il jugerait absolument indispensable pour la sécurité de l'Empire mexicain de lui procurer temporairement quelques ressources ».

Cela n'empêchait point M. Fould d'envoyer à M. Langlais de nouvelles instructions prohibitives.

... En résumé, lui écrivait-il le 16 février 1866, le compte d'avances ouvert au gouvernement mexicain est et demeure clos. Il est entendu qu'il ne peut plus être question pour

nous de fournir la solde, l'entretien, les vivres, les armes et les munitions de l'armée mexicaine; le gouvernement mexicain devra pourvoir directement à ces dépenses sur tous les points du territoire...

Le gouvernement de Maximilien venait cependant vers cette époque de faire une grande concession, malheureusement sollicitée et provoquée par nos agents avec un zèle qu'on ne saurait trop regretter. Il s'agit, bien entendu, des bons Jecker, cette affaire privée qui s'était greffée si malencontreusement et si funestement pour notre honneur sur l'entreprise politique.

M. Corta avait soumis à l'Empereur un projet d'arrangement, dans lequel on trouve ces lignes :

L'affaire Jecker semble mériter, par son importance et à cause du bruit qu'elle a fait, une solution particulière. *Cette solution pourrait donner satisfaction à de nombreux intérêts en suspens, leur rendre un essor commercial et industriel, produire en Europe un effet utile au crédit du Mexique, sans imposer des sacrifices au Trésor...*

Après M. Corta, M. Bonnefons ne craignit pas d'insister sur ce point, mettant habilement en avant les intérêts des déposants de la caisse d'épargne, laquelle avait placé ses fonds dans la maison Jecker, et il concluait ainsi :

... En apposant sa haute sanction au règlement qui est soumis à son approbation, Sa Majesté aura donné un nouveau témoignage de sa loyauté à remplir les engagements du passé, et elle donnera une heureuse impulsion aux nom-

breuses affaires commerciales qui sont paralysées par la détresse de la maison Jecker.

Après de longs pourparlers l'arrangement ainsi sollicité fut conclu, et la créance Jecker fixée à 27 703 770 francs. En annonçant la solution de cette affaire à M. Fould, M. Bonnefons ajoutait :

... Je considère cette solution comme un triomphe pour la politique de la France. *Reste à savoir si le gouvernement mexicain pourra remplir ses engagements avec les ressources bornées dont il dispose, en présence d'un déficit qui ne peut être inférieur à cinquante millions, sans compter cette nouvelle charge qui pèsera sur ses finances.*

Si la politique de la France n'aboutissait qu'à des triomphes de cette espèce, mieux eût valu pour elle des échecs. Tout l'argent donné par le trésor mexicain aux créances Jecker était autant de pris sur les ressources déjà insuffisantes destinées à payer l'armée ou les services publics, et comme le trésor français était mis à contribution pour ces besoins-là, en réalité c'était lui qui payait les dettes du Mexique.

Malgré les termes de son arrangement, M. Jecker ne se sentait qu'à demi rassuré sur le paiement. M. de Morny était mort, l'Empire de Maximilien ne se consolidait guère et l'intervention ne semblait pas devoir durer longtemps. Il songea à faire quelques sacrifices pour toucher plus tôt une partie de sa créance. Le ministère des Finances avait alors pour titulaire M. César, petit receveur de l'administration des douanes de Jalapa, qu'une faveur plus inexpliquée qu'inexplicable

avait porté à ce poste élevé. M. Jecker s'adressa à lui, et, par des moyens de persuasion qui sont restés le secret des intéressés, obtint de lui la signature d'une convention qui, réduisant le montant de la créance à 22 660 000 francs, en stipulait le paiement en trois échéances :

7 660 000 francs le 15 octobre 1865;

5 000 000 de francs le 15 décembre;

10 000 000 de francs le 15 février 1866.

Et deux traites représentant les 12 660 000 francs furent en effet délivrées à M. Jecker, le 15 septembre 1865, payables par la commission des finances du Mexique à Paris.

La troisième de 10 000 000 ne fut pas remise. L'Empereur Maximilien avait appris par le dernier courrier le mécontentement éprouvé à Paris par l'arrangement conclu entre M. Jecker et M. César. Aussi résista-t-il aux instances de celui-ci : il fut appuyé vivement par M. Langlais. Lorsque le 20 janvier 1866, les créanciers de la maison Jecker lui adressèrent une pétition pour le règlement de la créance, heureux d'éviter une signature qui eût semblé trop contraire à celle qu'il avait apposée sur l'arrangement du 23 août, il se borna à écrire au crayon bleu, en marge de la pétition : « *Il* « *n'y a pas lieu, les ressources du Trésor ne le permet-* « *tent pas.* »

Maximilien comprenait la faute commise par son ministre des Finances, et cependant il hésita à le révoquer. M. Langlais, indigné de la conduite de M. César, insista pour qu'il fût puni ou tout au moins

renvoyé. L'Empereur tergiversa, atermoya, et ce ne fut que le 3 mars, quinze jours environ après la mort de M. Langlais, qu'il se décida à prendre cette mesure nécessaire, mais trop bénigne encore.

Le gouvernement français partagea l'indignation de son envoyé extraordinaire : il s'était heureusement désintéressé de la créance Jecker, dont il avait eu le plus grand tort de s'occuper au début. Lorsqu'il apprit le paiement des 12660000 francs par la commission mexicaine, il chargea M. Fould d'adresser un blâme officiel au gouvernement impérial.

Le contre-coup de cette affaire, grâce à de calomnieuses insinuations, alla atteindre le commandant en chef. Celui-ci avait trop d'ennemis en France et au Mexique pour qu'on ne saisît pas cette occasion de le mêler à une aventure scandaleuse. Le plus sûr moyen de perdre un homme était encore en ce temps-là de l'accuser de concussion ou de corruption. On n'y manqua pas, et la preuve se trouve dans la lettre confidentielle que M. Fould lui écrivit alors :

... A propos du premier paiement de la créance Jecker pour lequel on a disposé de 12 millions à prélever sur l'emprunt, paiement qui a été trouvé *très prématuré*, des rapports assurent que c'est sur vos instances que cette liquidation aurait eu lieu. Je cherche vainement à propos de quoi vous seriez intervenu dans cette affaire, et je vous prie de me renseigner à cet égard.

Avec une franchise toute militaire, le ministre de la Guerre, qui n'entendait point qu'un Maréchal de France fût soupçonné de tripotages financiers, mit

nettement son collègue au courant de l'accusation portée contre lui, et lui demanda la vérité sur ce point, par une lettre confidentielle, à laquelle, le 26 septembre 1866, le commandant en chef répondit en ces termes :

Votre Excellence, par une lettre particulière, m'a fait connaître confidentiellement les rumeurs qui auraient été répandues à Paris, sur l'influence qu'aurait exercée le quartier général de l'armée française, dans le règlement de l'affaire des bons Jecker.

Je remercie Votre Excellence de cette communication et je ne lui sais pas moins gré du sentiment qui l'a engagée à repousser ces rapports comme non fondés et calomnieux.

Cette tactique qui consiste à chercher à déconsidérer la politique de la France dans la personne du commandant en chef de l'armée n'est pas neuve; elle a été souvent essayée, mais j'aime à croire qu'elle n'a jamais eu crédit auprès de notre gouvernement.

Mais elle m'a fait rechercher les différentes phases qu'a subies l'affaire Jecker, et elle m'a amené à constater que cette négociation, *à laquelle je suis resté complètement étranger*, a été conduite par la mission financière, d'accord avec la Légation de France, et traitée, en dernière analyse, par le cabinet (direction civile) de S. M. l'Empereur Maximilien.

Les deux conventions du 10 avril 1865 (à laquelle la légation et la mission financière ont pris part) et celle du 23 août suivant (conçue et élaborée dans le cabinet de l'Empereur Maximilien) réservent à chacun la part qui lui incombe.

L'examen des pièces très complètes et très authentiques que j'ai l'honneur d'adresser sous ce pli à Votre Excellence vous convaincra de la réalité de ce que j'avance.

Votre Excellence y verra figurer des noms et des engagements qui témoignent de l'intérêt que certains personnages ont apporté au règlement de l'affaire Jecker.

Sans vouloir entrer dans la voie suivie par la calomnie, je crois pouvoir assurer à Votre Excellence que le paiement du premier terme de la convention intervenue avec M. Jecker a été l'objet de pots-de-vin et de tripotages d'argent dont la maison de l'Empereur Maximilien et le ministre de *Hacienda*, M. César, ont largement pris leur part. Le chiffre total des obligations de cette nature imposées à la maison Jecker ne s'élève pas à moins de 800 000 piastres. M. César en aurait pour son compte reçu 300 000 avec lesquelles il serait parti pour l'Europe après avoir mené grand train à Jalapa.

Il n'est pas inutile de faire savoir à Votre Excellence que M. César, très petit employé dans l'administration des rentes à Jalapa, n'a été appelé à Mexico pour prendre les fonctions de ministre de *Hacienda*, que pour précipiter le paiement du règlement de l'affaire Jecker. M. Campillo, sous-secrétaire d'État, signataire de la convention du 10 avril, ayant opposé une certaine résistance à l'action du cabinet et de l'Empereur dans le règlement de cette affaire, ainsi que cela résulte de la correspondance ci-jointe, et s'étant refusé obstinément à ordonnancer le paiement du premier terme.

Quant à moi, je n'ai connu l'affaire que par la réclamation qui m'a été adressée par la commission internationale au sujet de la caisse d'épargne dont les fonds étaient déposés chez M. Jecker et qui étaient compromis par la situation financière de la maison. J'ai eu l'honneur de transmettre cette pièce à Votre Excellence avec mon rapport du 28 janvier 1866, n° 106.

Je me suis encore occupé incidemment de cette affaire, lorsque j'appris qu'il était question de solder *le second terme de la Convention*. Je me rendis alors chez M. Langlais pour provoquer des explications, et pour le prier de s'opposer à cette mesure désastreuse pour le Trésor mexicain, et compromettante pour le Trésor français. Hors de là, je ne me suis jamais occupé de l'affaire des Bons de la maison Jecker et Cie.

Votre Excellence a cru devoir m'entretenir confidentiellement des calomnies répandues sur moi par la médisance; je lui réponds *officiellement*, en lui fournissant des pièces officielles. Je désire que l'Empereur Napoléon prenne connaissance du dossier que j'ai l'honneur de vous adresser, car il est de mon droit de demander que le jour se fasse sur cette question.

Veuillez agréer, etc.

BAZAINE.

Le Maréchal joignait en effet à sa lettre les pièces nécessaires à sa justification. Le Maréchal Randon, qui n'avait pas douté de son collègue, mais qui était satisfait d'avoir ainsi une riposte à adresser aux accusateurs, fit suivre son accusé de réception de ces quelques lignes :

Sans attacher à ces documents plus d'importance que ne comportent les circonstances, je suis bien aise d'avoir sous la main des arguments qui me permettent de répondre catégoriquement aux personnes qui reviendraient sur cette question.

Ces détails n'étaient point superflus : ils viennent à l'appui de ce que nous avons affirmé au commencement de cette histoire, que l'affaire Jecker fut une spéculation accessoire qui se greffa sur l'intervention, mais qu'elle n'en fut point la cause. Il fallait prouver que, si, dans l'entourage de Napoléon III, il se trouva des gens qui y furent intéressés, le gouvernement lui-même, les ministres et nos généraux ne s'en occupèrent que pour la blâmer et la condamner. Que ne peut-on en dire autant de la Légation et de la Mission Financière !

La mort de M. Langlais avait interrompu son œuvre à peine commencée. L'inspecteur général des Finances, M. de Maintenant, chercha à la reprendre et à la mener à bien, mais il se heurta à d'insurmontables obstacles, comme on peut s'en convaincre par ce passage d'une lettre qu'il adressa à Maximilien :

... Je n'ai pu avoir la prétention, Sire, de soumettre à Votre Majesté un travail complet et dont toutes les propositions seraient accueillies sans réserves ni changements; *mais j'avais espéré que le rapport de M. Langlais, que je n'ai fait que terminer d'après ses idées, serait au moins discuté et soumis aux Ministres, qui n'en ont pas même eu connaissance...*

Que penser d'une telle incurie, alors que la situation se montrait déjà terrible et menaçante? Et l'on ne peut pas dire que les intéressés l'ignoraient : voici le tableau qu'en traçait vers cette époque M. Lacunza, lequel venait d'être appelé à la direction des affaires financières ; c'est au maréchal Bazaine qu'il s'adresse (28 avril 1866) :

... La situation militaire, sous le point de vue des finances, est bien connue de Votre Excellence. Dans le nord, la division Mejia vit péniblement en consommant les faibles ressources de la localité dans laquelle elle se trouve, en faisant des emprunts presque forcés et en tirant en outre sur Vera-Cruz des sommes importantes.

Dans ce même nord, les troupes que commande Quiroga n'ont matériellement pas d'aliments, et le chef se voit obligé de faire payer par avance les contributions de toute une année, d'exiger malgré cela des emprunts et de placer les citoyens qui résident là où il se trouve dans la nécessité d'émigrer pour ne pas être victimes de vexations.

Dans le sud, les troupes qui sont sous les ordres de Franco

ne peuvent sortir de Oaxaca, pour se porter à l'encontre des ennemis qui les menacent, parce que la solde journalière du soldat n'est pas assurée et parce qu'il n'y a pas de fourrages pour les chevaux.

Dans le centre de l'Empire, c'est pour des raisons semblables que Florentino Lopez a perdu tant de jours avant de se mouvoir pour sortir de San Luis.

Les troupes austro-belges sont endettées de près d'un demi-million de piastres, et avant que Votre Excellence ne les ait fait payer par le Trésor français, elles auront dépensé leur dernier centime et consommé toutes les provisions de leurs places de guerre.

Il est inutile de pousser plus loin le triste tableau de la pénurie de nos ressources au point de vue militaire...

Cependant que se passe-t-il dans la caisse centrale de Mexico? Là on trouve des traites tirées sur elle, dont le montant s'élève à environ trois cent mille piastres (1 500 000 francs) qui n'ont pas été payées et pour lesquelles il n'y a pas d'espérance de paiements; puis ce sont des exigences très urgentes auxquelles on ne saurait faire face; ce sont enfin les troupes de la garnison auxquelles on doit la solde de près de deux mois.

Votre Excellence a eu la bonté de me montrer les communications qu'elle a reçues de Paris, et par lesquelles on la prévient qu'elle ne doit plus faire d'avances au Trésor mexicain. Probablement on ne connaissait pas à Paris la situation dans laquelle nous nous trouvons. L'eût-on connue, il n'était pas possible de donner de telles instructions, qui se trouvent directement en contradiction avec les intentions amicales et la politique elle-même de l'Empereur Napoléon...

... Pour produire leur effet, les nouveaux plans, qui, j'en ai la confiance, ne tromperont pas nos espérances, ont inévitablement besoin d'une certaine période de temps pour leur mise en pratique. Pendant cette période de transition, il faut compter sur quelque chose; ce ne peut encore être les ressources nouvelles, et il est nécessaire que ce soit la

France qui nous le fournisse. Cette vérité aussi fut reconnue et mise en pratique par M. Langlais...

... Votre Excellence comprendra que le fait de ce qu'une grande partie des Mexicains ont accepté l'intervention française, de ce qu'ils ont également accepté l'Empire, et le soutiennent aujourd'hui, en dépit des principes républicains qui furent ceux de leur enfance, constitue un argument puissant. Car à l'idée d'intervention et d'Empire se rattache celle de bonne foi, d'ordre, de fidélité au Gouvernement et conséquemment celle de l'Indépendance de la race latine dans le nouveau monde. Telle a été du moins la manière dont a été comprise, ici, la grande conception de l'Empereur Napoléon.....

'alternative pour Votre Excellence est donc celle-ci : ou bien imposer aujourd'hui au Trésor français une charge légère pour terminer une œuvre entreprise par l'Empereur Napoléon, laquelle est grande et utile en elle-même; ou bien nous abstenir de le faire et imposer en conséquence à ce même trésor français des dépenses et des sacrifices beaucoup plus grands...

La vérité n'était point déguisée, et cette lamentable énumération des embarras du gouvernement impérial avait du moins ce mérite de poser clairement la question et d'éclairer la situation. Le trésor vide ne pouvait subvenir à aucun des services publics. Il importait d'aviser au plus vite. Maximilien sortit un instant de son apathie, et provoqua une conférence, dans le palais de Mexico.

Elle eût lieu, le 1er mai, sous sa présidence, ainsi que le constate le procès-verbal qui en fut dressé :

En la cité de Mexico, le premier de mai mil huit cent soixante-six, étant réunis dans la salle du conseil, S. M.

l'Empereur Maximilien, et sur son invitation S. E. le ministre de France, S. E. M. le maréchal Bazaine, M. de Maintenant, M. Lacunza, directeur des affaires de Finances, M. Castillo, ministre des Affaires étrangères, et le général Garcia, ministre de la Guerre, S. M. l'Empereur manifesta qu'en dépit des travaux entrepris pour l'organisation des finances, on n'était pas encore arrivé à une situation définitivement régulière, et qu'on se trouvait précisément dans la période de transition de la méthode et du système anciens à la méthode et au système nouveaux.

Mais que pendant cette période de transition, la situation du trésor mexicain était tellement précaire et son insuffisance tellement complète, qu'il y avait nécessité d'être secouru par le Trésor français, et que dans le cas où il n'en serait pas ainsi, on se verrait obligé de licencier presque toute la partie de l'armée mexicaine aujourd'hui sous les armes. On demandait en conséquence à M. le Maréchal, ainsi qu'au représentant de la France et à M. de Maintenant, que le trésor français payât l'armée mexicaine.

M. le Maréchal donna lecture de la communication dernièrement reçue de France, par laquelle on n'approuvait pas qu'on eût découvert le Trésor français de certaines sommes, et l'on manifestait que ce fait n'eût plus à se reproduire.

S. M. l'Empereur Maximilien, ainsi que M. le Directeur des affaires de Finance, exprimèrent d'une manière détaillée que la nécessité d'être secouru par la France était absolue et indéclinable, de telle manière que l'œuvre même de l'intervention, le développement de l'Empire et par suite l'entreprise de la France elle-même, serait compromis si le secours demandé n'était pas accordé : que plusieurs villes et même des départements qui avaient été acquis au prix de grandes dépenses et de bon nombre d'existences, seraient perdus, et que, plus tard, il faudrait pour les recouvrer une plus grande quantité des unes et des autres.

M. de Maintenant interpella le directeur des finances

pour qu'il fixât le chiffre du secours demandé et le temps qu'on devrait le fournir. M. Lacunza répondit qu'il croyait nécessaire de huit cent mille piastres à un million par mois et que ce secours devrait continuer jusqu'à la fin de la présente année.

M. Dano et le maréchal Bazaine exprimèrent le défaut d'autorisation pour une telle affaire, et S. M. l'Empereur, reprenant la discussion, dit qu'en faisant abstraction de tous les détails, la question pouvait se résumer en peu de paroles : « *la banqueroute du Trésor ou l'espoir de le sauver,* » que si les personnages qui représentaient la France dans cette réunion ne voulaient pas prendre la responsabilité d'avoir dépensé quelques millions, ils devraient prendre celle d'avoir laissé venir la banqueroute, chose que, très certainement, on pouvait assurer n'être pas dans les désirs de l'Empereur Napoléon, qui s'était toujours montré et continuellement encore tellement ami de l'Empire.

Après une discussion ultérieure, et la déclaration formelle du directeur des Finances que la solution favorable de la question financière était impossible sans ce secours, chose qui fut confirmée par S. M. l'Empereur, M. le Maréchal convint des points suivants :

1° Le Trésor français prêtera au Trésor mexicain une somme de cinq cent mille piastres par mois jusqu'à ce qu'on ait reçu une réponse du gouvernement français auquel on rendra compte de cette affaire.

2° Ce secours sera donné en qualité de prêt, remboursable soit sur les produits des Douanes maritimes, soit sur ce qui existe des anciens emprunts (s'il en reste quelque chose) ou de quelque manière que ce soit, d'après les arrangements faits à Paris entre le Ministre mexicain et le gouvernement français.

3° Le Trésor français commencera à payer immédiatement, jusqu'à concurrence de cinq cent mille piastres par mois, la quotité relative au présent mois de mai pouvant être requise dès demain. »

Ce procès verbal mentionne ce qui s'est passé et l'arrangement convenu : ce qu'il ne pouvait révéler, ce sont les sentiments par lesquels passa le Maréchal pendant cette discussion. La lettre du 30 janvier 1866 lui donnait des pouvoirs dont l'étendue était illimitée et qui mettaient entre ses mains, à l'insu de tous, la destinée de Maximilien et de son empire.

Il pouvait opposer aux demandes de Maximilien un refus pur et simple : il était couvert par les ordres du Ministre français interdisant toute nouvelle avance.

La conséquence de ce refus était la chute de l'Empereur ; mais là encore il se trouvait couvert par la lettre de Napoléon III qui laissait à sa volonté le soin de consolider l'empire de Maximilien ou de le renverser. S'il avait eu contre le souverain mexicain cette hostilité qu'on lui a si souvent attribuée, s'il avait nourri ces pensées d'ambition personnelle, dont tant de gens l'ont accusé et l'accusent encore, que ne cédait-il à cette double impulsion ? Il le pouvait en toute sécurité ; il n'eût fait, ce faisant, qu'exécuter à la lettre les instructions de son empereur et les ordres de son ministre.

Il ne le fit point. Ému de la situation qu'on lui exposait avec une entière franchise, espérant encore peut-être dans quelque hasard heureux ou dans quelque revirement de la fortune, reculant devant l'odieux de renverser de ses propres mains cette œuvre à laquelle la France avait déjà consacré tant d'argent, et sacrifié le sang de tant de soldats, il céda, et, comme on l'a vu, il accorda à Maximilien le secours sollicité.

A peine sorti de la conférence, où ces graves intérêts avaient été agités, il télégraphia au ministre de la Guerre pour lui annoncer la résolution prise :

Mexico, 1er mai.

Dans un conseil présidé par l'Empereur Maximilien (procès verbal sera envoyé par prochain courrier) auquel j'assistais, ainsi que le ministre de France, et M. de Maintenant, inspecteur des Finances, et sur l'exposé de la pénurie absolue du Trésor mexicain, nous avons reconnu l'urgence de lui venir en aide par une avance de 2 millions 500 000 francs pour chacun des mois de mai et juin, époque à laquelle nous espérons avoir la réponse du gouvernement français. »

CHAPITRE III

Services rendus par le corps du génie français. — Désastre à Parras. — Défaites de Regulès. — Faits de guerre. — Situation précaire du général Mejia à Matamoros. — Projets de Santa-Anna. — Lettre du maréchal Randon au maréchal Bazaine (14 mars 1866). — Quatrième projet d'organisation de l'armée mexicaine. — Retour du commandant Loysel. — Lettre de Maximilien au commandant en chef (17 mai 1866). — Essai de recrutement de l'armée par voie de tirage au sort. — La marine française dans le Pacifique et dans l'Atlantique. — Contrebande de guerre. — La défense de Vera-Cruz. — Le commandant Cloué. — Sa lettre énergique au général Weitzell.

Au milieu de ces difficultés de la politique, l'armée française continuait à donner des preuves éclatantes aussi bien de sa valeur que de son intelligente activité. Tandis qu'une partie guerroyait contre les dissidents, besogne glorieuse mais stérile, d'autres travaillaient à rendre au Mexique des services plus durables, en fortifiant les villes, en élevant des digues, en construisant des chemins de fer, en accomplissant ces travaux de la paix qui, eux du moins, offrent ce double

avantage de procurer du travail aux ouvriers et d'assurer la sécurité aux habitants.

Mexico, naturellement, profita plus que toute autre ville de ces bienfaits. Le corps du génie français transforma la ville pour ainsi dire. Il éleva des ouvrages de fortification, il cura et approfondit les fossés, il travailla enfin à une série de travaux destinés à protéger la place contre les crues périodiques du lac de Texcoco. Ces diverses améliorations coûtèrent une somme de 3 500 000 francs, dont Mexico et le Trésor ne fournirent qu'une partie : ce fut encore le Trésor français qui versa 1 255 000 francs pour compléter le paiement de la dépense. Cela n'empêcha point les Juaristes de déclarer que la France avait pillé les finances mexicaines !

On agit de la même façon pour la réfection du môle de Vera-Cruz, pour la construction de routes, pour la continuation du chemin de fer de Vera-Cruz à Mexico. Il serait injuste de ne pas nommer ici, parmi ceux qui prirent la part la plus active à ces travaux, le colonel Doutrelaine, le colonel Bressonnet et le capitaine Cord.

Les faits de guerre coûtaient autant d'argent et du sang en plus. L'inconvénient de cette guerre de partisans était d'obliger nos troupes à se disséminer et à opérer par petits paquets. Il arrivait parfois que le chef d'un de ces corps, doué de plus d'audace, ou poussé par le désir d'attirer l'attention par un coup d'éclat, ne conservait pas la prudence nécessaire, et hasardait sa vie, celle de ses hommes, avec une folle

témérité. Le commandant de Brian avait été un de ces téméraires : dans les premiers jours de mars, il s'était jeté, avec trois compagnies françaises et un cent de cavaliers mexicains, sur les forces beaucoup supérieures d'Escobedo, et lui-même ainsi que toute sa troupe avait été massacré ; à peine quelques cavaliers avaient-ils pu échapper et porter la nouvelle de ce désastre.

Ces échecs causaient toujours et avec raison une grande tristesse à l'Empereur, et le maréchal Bazaine en souffrait vivement, lui qui, mieux que personne, savait l'inutilité de pareils sacrifices. D'autres engagements victorieux faisaient heureusement compensation ; notamment vers cette même époque, Regulès fut battu en plusieurs rencontres. Mais le malheur de la situation amenait toujours ce triste résultat que nos troupes voyaient diminuer leur effectif par leurs victoires aussi bien que par leurs défaites, tandis que les généraux dissidents vaincus retrouvaient comme par enchantement de nouveaux soldats, avec lesquels ils recommençaient la lutte.

Le point noir était toujours la situation de plus en plus mauvaise et périlleuse du général Mejia à Matamoros. Les événements de Bagdad avaient amené un instant de répit, mais Brownsville, d'après les nouvelles qu'il envoyait, restait un foyer d'agitation, « où les dissidents trouvaient l'abri et les ressources dont ils avaient besoin. »

Cette attitude était de nature à encourager l'ambition de Santa-Anna et à favoriser ses projets. Si l'on

en avait pu douter, une lettre de lui saisie par hasard dissipait toutes les incertitudes. L'ancien président se préparait à l'action :

... Les moments sont solennels et tous ceux qui peuvent prendre un fusil ou une épée ne doivent pas refuser d'entrer en campagne ; il ne s'agit rien moins que de l'indépendance qui a coûté si cher aux Mexicains. Mes lettres que Maximilien et ses satellites ont publiées sont considérablement dénaturées. Ces gens-là sont infâmes...

Continue à travailler de toutes tes forces pour soulever les patriotes et qu'ils redoublent leurs efforts pour chasser ces bourreaux qui se vautrent dans le sang de nos pères...

Je n'ai pas reçu de lettre de mon ami le général Cirès : dis-lui de ma part qu'il ne manque pas l'occasion de se rendre célèbre ; cette occasion tient à un cheveu et elle ne se présente jamais deux fois ; qu'il aille prendre position sur un point de la côte d'où il pourra venir se joindre à moi avec quelques forces quand le moment sera venu. Il approche rapidement et il n'y a pas de temps à perdre.

Par bonheur pour l'Empire, ces menées déplaisaient fort aux Juaristes. Pour combattre ce concurrent, Juarez publia une protestation contre les agissements de Santa-Anna; on allait jusqu'à l'accuser de haute trahison et jusqu'à le menacer d'un châtiment exemplaire, s'il débarquait au Mexique. Fallait-il que la cause de l'Empire fût compromise pour qu'en présence de telles divisions elle ne pût se relever ?

Le gouvernement impérial procédait toujours avec la même lenteur, et ne sortait pas de la période soi-disant d'organisation. On venait de mettre au jour un nouveau projet pour la création d'une armée natio-

nale ! Et ce qu'il y a de plus étonnant c'est que l'incohérence qui régnait en souveraine à Mexico gagnait parfois jusqu'à Paris. La correspondance officielle le témoigne assez.

Le 14 mars 1866, le ministre de la Guerre écrivait au commandant en chef :

Mon cher Maréchal,

L'Empereur se préoccupe sérieusement de ce qui adviendra au Mexique lorsque le moment sera arrivé de rappeler nos troupes. Déjà, d'après ses ordres, je vous ai recommandé de prendre les dispositions nécessaires pour obtenir de l'Empereur Maximilien que les légions française, autrichienne et belge fussent réunies en un seul corps, sous le commandement d'un officier général français, lequel corps formerait, pour l'armée mexicaine, une puissante réserve ; mais cette organisation ne paraît pas devoir parer à toutes les éventualités qui pourront surgir après le départ de notre drapeau...

Sa Majesté pense qu'il serait possible de former une nouvelle légion dont les cadres seraient français, sans exclusion toutefois des Mexicains ; les soldats seraient pris parmi les indigènes, dont les rangs seraient grossis par des hommes de bonne volonté que fournirait notre armée...

Six semaines plus tard, le maréchal Randon écrivait :

Je vous ai précédemment accusé réception de votre projet de constitution de la légion étrangère que nous devons laisser au Mexique. *Le moment ne me paraît pas encore venu de régler les détails de cette organisation*, et je crois qu'il convient de s'en tenir, pour le moment, à en arrêter les bases principales, dont j'ai déjà entretenu Votre Excellence dans plusieurs de mes dépêches, notamment dans celle du 1er avril dernier...

Que pouvait le maréchal Bazaine au milieu de cette confusion de projets, au milieu de ces instructions contradictoires ? Il cherchait à obéir de son mieux sinon aux ordres, du moins aux intentions qu'on lui manifestait, et, lui aussi, préparait des plans d'organisation destinés à disparaître promptement dans les cartons de l'administration.

Cependant Maximilien avait compris l'intérêt qu'il y avait pour lui à se rapprocher du commandant en chef et à ramener, entre leurs relations, cette cordialité qui les avait rendues faciles et utiles autrefois. C'est moins à un mouvement personnel qu'aux conseils du commandant Loysel, récemment rentré à Mexico, qu'il faut attribuer cet heureux changement. Loyal et dévoué aussi bien au souverain qu'il était autorisé à servir qu'à son pays même, le commandant rapportait à Maximilien les conseils les plus sages, reflet de ses entretiens avec Napoléon III. Il s'entremit avec courage ; il ne négligea aucun effort pour, dans la sphère de son action, pallier les fautes et empêcher les divisions. S'il n'a pas réussi, c'est que la situation était plus forte que sa volonté, et que les événements étaient lancés avec une telle puissance qu'il n'était plus au pouvoir de personne de les détourner ni de les arrêter.

L'influence de ces bons conseils amena la lettre du 17 mai 1866 adressée par Maximilien au commandant en chef, sur la formation de l'armée :

... Afin d'atteindre sûrement ce but, je considère comme une obligation et même comme un devoir de conscience de me mettre avec vous, mon cher Maréchal, qui êtes le chef

des deux armées, en relations complètes et suivies pour fixer d'une manière complète et définitive les plans d'organisation, assurer leur exécution, arrêter les dépenses à faire et déterminer les hommes à choisir...

En ce moment la question militaire me paraît devoir être envisagée sous trois points de vue essentiels : l'organisation urgente de 20000 hommes de troupes nationales, la formation solide des corps mixtes que vous avez désignés sous le nom de *cazadores de Mexico*, et qui sont pour moi la base principale de l'armée future et de la pacification du pays...

Si nous nous mettons courageusement à l'œuvre, je crois que nous devons compter dans peu de mois sur un résultat brillant qui couronnera les efforts de valeur et de sagesse que vous avez déployés pour les intérêts de ce pays...

Maximilien se décida alors à tenter une première application du décret du 1er novembre 1865, instituant le tirage au sort pour le recrutement de l'armée. L'essai fut restreint à trois départements : Puebla, Queretaro et la vallée de Mexico. Comme toutes les innovations, celle-ci produisit une vive impression ; les mœurs n'étaient pas faites, non plus que les idées, à cette égalité des charges militaires, et les classes élevées de la société y opposèrent une vive résistance. Seule, la classe populaire parut s'y résigner.

Les efforts, infructueux d'ailleurs, que tentait le gouvernement de Maximilien pour l'organisation de la défense nationale se bornaient à l'armée de terre ; le Mexique ne possédait aucune force navale. A la marine française seule incombait donc le soin de surveiller les côtes immenses du vaste empire.

Deux divisions navales, l'une, celle du Pacifique

sous les ordres de l'amiral Mazères, l'autre, celle de l'Atlantique, sous le commandement de M. le capitaine de vaisseau Cloué, s'efforçaient, par des démonstrations militaires, d'amener la reconnaissance de l'Empire chez les populations côtières, ou donnaient la chasse aux navires américains et autres chargés de contrebande de guerre.

Les services que nos marins rendirent ainsi, le courage, le dévouement, la résignation qu'ils montrèrent dans des postes périlleux à tant d'égards, sont d'autant plus dignes d'éloges, et méritent d'autant plus le souvenir, qu'en presque tous ces cas la gloire à recueillir n'était en rapport ni avec les dangers, ni avec les efforts. Un jour devant San-Blas, un autre jour devant Guaymas ou Mazatlan, nos navires sillonnaient la mer par tous les temps, et ne se rapprochaient des côtes que pour y risquer la mort sous les balles ennemies ou sous les effluves pernicieux d'un affreux climat. C'est le cas de s'écrier avec le Cid :

O combien d'actions, combien d'exploits célèbres
Sont demeurés sans gloire au milieu des ténèbres !..

Les périls étaient les mêmes du côté de l'Atlantique, mais le rôle de la marine était plus considérable, car la division navale avait à assurer le service des transports entre le Mexique et la France. Vera-Cruz était resté le port où tout ce mouvement se concentrait. Les difficultés n'étaient plus aussi terribles qu'aux premiers jours de l'occupation, alors que le vaillant commandant Roze gardait la ville avec une garnison

dérisoire, et montrait ce que peut l'énergie morale au milieu des périls les plus grands, mais la situation restait assez mauvaise pour que ses successeurs eussent leur part de gloire. C'était à cette époque au capitaine de frégate Peyron qu'incombait la responsabilité des multiples services de ce port d'attache, et le choix était heureux.

Quant au commandant Cloué, devenu depuis vice-amiral et ministre de la Marine, il donnait les preuves de l'activité la plus grande et de l'énergie la plus précieuse. Sûr de Vera-Cruz, grâce à la présence du commandant Peyron, il se transportait alternativement sur tous les points de la côte.

Au commencement du mois de mai, il était à Matamoros ; il y séjournait quelque temps, inspectait ses défenses, et adressait au Maréchal un long rapport l'informant de la triste situation de cette place. Puis, quelques jours plus tard, une révolte des Indiens dans le Yucatan le rappelait à toute vapeur devant Campèche et Mérida, à l'extrême sud.

Lors des craintes conçues, dans le courant de 1865, au sujet de l'attitude des États-Unis, le Maréchal lui demanda confidentiellement son opinion sur le degré de résistance que pouvait opposer Vera-Cruz à une attaque de la flotte américaine. Le commandant Cloué connaissait trop son métier pour se faire illusion sur les défenses de ce port, mais la constatation du péril n'alarmait en rien sa bravoure, et il ajoutait à sa réponse ces calmes et belles paroles, où il traçait en héros son devoir :

...Nous chercherons à le faire cependant si les circonstances veulent qu'on nous laisse dans une situation aussi compromise. Je ne connais aucune situation, quelque déplorable qu'elle soit, qui autorise à se rendre sans combat. Nous combattrons donc, mais nous succomberons; ce résultat est certain.

Le commandant Cloué montrait en toute occasion une énergie vigoureuse. A la fin d'octobre 1865 il avait dû se porter de nouveau au secours de Mejia à Matamoros. Témoin de faits graves commis contre la neutralité par des soldats à la solde des États-Unis ou tout au moins protégés par eux, il adressa au général Weitzell, commandant les forces des États-Unis sur le Rio Grande une protestation à la fois correcte et ferme :

DIVISION NAVALE
DU
GOLFE DU MEXIQUE

Devant le Rio-Grande, 6 novembre 1865.

—

N° 556

Monsieur le Général,

J'ai toujours été exactement renseigné sur tous les événements qui se passent aux environs de Matamoros, c'est vous dire que je connais parfaitement tous les secours que les soi-disant libéraux ont retirés et retirent encore du Texas, et en particulier de Brownsville.

Les hommes, les vivres, les munitions de guerre sont fournis à nos ennemis par des personnes qui relèvent de votre commandement; les pièces d'Escobedo sont servies par des canonniers qui viennent de votre armée et ne sont même pas encore congédiés.

Les blessés sont reçus à l'hôpital de Brownsville; les officiers d'Escobedo et de Cortina viennent journellement en armes dans cette ville prendre leurs repas, ou se reposer

dans les intervalles de loisir que leur laisse l'attaque de Matamoros.

En un mot, Brownsville semble être le quartier-général des Juaristes, et personne ne doute que ni Escobedo, ni Cortina ne seraient en état d'entreprendre quoi que ce soit, s'ils n'avaient les ressources continuellement renouvelées du Texas pour les soutenir.

Je prendrai la liberté de vous rappeler, Monsieur le Général, combien a été différente de ce qui se passe ici la conduite de la France pendant la récente guerre qui vient de déchirer l'Union américaine.

La France est restée loyalement neutre : s'il en avait été autrement, si nous avions fait la centième partie de ce qui se fait à Brownsville ou sur les bords du Rio Grande, le peuple américain aurait protesté hautement, et il aurait eu raison.

Les lois internationales, adoptées par les nations civilisées, sont obligatoires *pour toutes*. De même que ces lois nous engagent d'honneur à rester neutres, *elles vous engagent* à votre tour; car vous ne pouvez pas prétendre à être affranchis des règles sur lesquelles vous vous êtes appuyés, sous le prétexte qu'elles ne vous sont plus bonnes à rien.

Après vous avoir présenté les observations qui précèdent, Monsieur le Général, je termine ma lettre en protestant de la manière la plus formelle contre la violation flagrante de la neutralité sur cette frontière et particulièrement à Brownsville.

Veuillez agréer, etc.

G. CLOUÉ.

Le général Weitzell fut très embarrassé de cet énuméré de griefs trop exacts; c'est à peine s'il répondit par une lettre non signée. Le commandant Cloué fit justice de cette grossièreté en la lui renvoyant.

On voit par cet incident qu'en parlant haut et ferme

on ne risquait pas grand'chose; c'est une nouvelle confirmation de ce que nous avons dit au sujet de l'attitude des États-Unis : ils ne sont devenus militants et agressifs qu'au fur et à mesure qu'ils savaient le devenir sans danger.

CHAPITRE IV

Embarras financiers croissants. — M. de Maintenant succède à M. Langlais. — Le trésor français ne peut plus faire d'avances. — Le Maréchal prend en maintes circonstances sous sa responsabilité de donner des secours. — L'entourage de l'Empereur continue ses attaques contre le Maréchal. — Le Ministre de la Guerre en informe le commandant en chef (1er avril 1866). — Napoléon III autorise le maréchal Bazaine à rentrer en France. — Appréhensions du maréchal Randon (14 avril). — L'évacuation officiellement annoncée dans le *Moniteur universel* du 6 avril. — Effet produit par cette nouvelle à Mexico. — Maximilien espère que Napoléon III reviendra sur sa décision. — Inquiétudes des populations. — Nomination de M. Campbell comme ministre des Etats-Unis auprès de Juarez. — Santa-Anna se rend auprès de M. Seward. — Situation de plus en plus difficile du maréchal Bazaine. — Maximilien se rapproche du Maréchal. — Lettre du 28 mai. — Résistance du commandant en chef approuvée par Napoléon III et le maréchal Randon. — Les envois de volontaires autrichiens arrêtés par le cabinet de Washington. — Lettre de Napoléon III au Maréchal (15 mai). — Mort de M. Jesus Téran. — Inauguration du chemin de fer de Chalco. — Désastres de la division du Nord. — Reddition de Matamoros (22 juin). — Cas de désertion dans l'armée française. — Répression énergique. — Projet d'une expédition dans le Nord. — Le Maréchal demande une entrevue à l'Empereur. — Refus de l'Empereur.

L'histoire de cette période deviendrait bien mono-

tone s'il fallait relater tous les petits incidents dont les causes sont déjà trop connues. La lutte entre l'armée française et les bandes Juaristes se poursuit sur divers points; les États-Unis gardent la même attitude arrogante en paroles, soucieuse de la paix en réalité, et, cherchant à concilier leurs secrets désirs avec la prudence, continuent leurs secours détournés aux ennemis de l'Empire.

D'autre part le gouffre financier se creuse de plus en plus. M. Langlais a emporté dans la tombe les espérances de relèvement que ses capacités et ses travaux avaient fait concevoir. Maximilien, reconnaissant qu'il n'y a pas parmi les hommes d'État mexicains une personnalité capable de lui succéder, sollicite de Paris un nouvel envoyé. Ce poste difficile est offert à des conseillers d'État d'une haute valeur et d'un grand mérite, notamment à MM. Genteur et Chassaigne-Goyon, mais les événements pressent, et finalement c'est à M. de Maintenant, inspecteur des Finances, présent au Mexique, qu'est dévolue la succession de M. Langlais.

M. de Maintenant en cette qualité reçut les dernières dépêches adressées à son prédécesseur et il y trouva des instructions aussi formelles que les précédentes. Le ministre des Finances défendait rigoureusement toute nouvelle avance au Trésor mexicain; bien plus, la faculté laissée primitivement de payer certaines troupes mexicaines sur la caisse de l'armée était restreinte à la légion austro-belge et encore à la condition que cette troupe fût placée sous le commandement d'un officier français.

Il était facile aux ministres français d'édicter de tels ordres; il était impossible au commandant en chef, responsable de la sécurité de ses troupes, de les exécuter à la lettre. Pouvait-il laisser passer à l'ennemi des corps entiers de soldats mexicains, et compromettre gravement ainsi nos bataillons isolés, disséminés sur cent points éloignés, faute de quelque argent nécessaire à la solde des troupes impériales? Évidemment non : c'eut été une économie dérisoire d'abord, et de plus, une mesure imprudente et criminelle. Les ministres ménageaient l'argent des contribuables, le Maréchal songeait à épargner le sang des soldats français. En plusieurs circonstances, il transgressa les ordres du ministre, vint en aide au Trésor mexicain, et il faut reconnaître qu'il fit bien.

Les ministres français qui se rendaient moins compte de la situation du Maréchal au Mexique, et qui s'effrayaient quelque peu de leur responsabilité devant les Chambres, témoignaient assez vivement de l'ennui que leur causaient ces avances au Trésor mexicain.

Le ministre des Finances, mon collègue, écrivait le 1er avril le maréchal Randon, a été très ému en apprenant par le dernier courrier que vous aviez déjà usé du droit de réquisition qui vous a été donné pour faire sortir de la caisse du payeur de l'armée la somme de 14 millions pour les besoins du gouvernement mexicain. Le payeur ajoutait que vous aviez annoncé devoir continuer ces réquisitions pendant les mois suivants, ce qui mettait le Trésor français en déficit pour des sommes importantes et non prévues au budget.

On voit par là que le commandant en chef aurait eu

les meilleures raisons du monde, s'il lui avait plu, d'aggraver les embarras du gouvernement de Maximilien en lui refusant tout subside. Mais cette attitude n'empêchait nullement les membres de ce gouvernement de faire montre d'une hostilité chaque jour plus vive contre lui : il semblait qu'il fût responsable de tous les périls de la situation et qu'on ne lui dût aucune reconnaissance pour les secours et l'appui qu'il donnait de sa propre autorité, contre la volonté de son gouvernement, à ceux-là mêmes qui le critiquaient en mainte occasion.

Cette tendance si fâcheuse se traduisait ouvertement par des propos, dont les échos étaient transmis au loin par les correspondances. Dans ce moment même, M. Eloin, qui se trouvait à Paris, recevait du Mexique des lettres où la conduite du Maréchal était violemment incriminée, et, étant donnés les sentiments connus de M. Eloin, on juge si de pareils commérages étaient répétés.

Notre ministre de la guerre ne les ignorait point, et, avec sa franchise habituelle, il en avertissait le maréchal Bazaine, dans cette même lettre du 1er avril :

Certain personnage attaché à l'Empereur Maximilien et qui se trouve dans ce moment à Paris répand le bruit que vous êtes au plus mal avec l'Empereur, que vous ne vous présentez presque plus au palais, etc., etc. Je réponds que, s'il en était ainsi, vous m'en auriez probablement écrit quelques mots; je dis que votre position était assurément très délicate, et que vous pouviez quelquefois être d'un avis différent de celui du souverain, mais c'est aussi que vous aviez

de doubles devoirs à remplir. Qu'est-ce donc qu'il y a de vrai dans tout cela ?

Soit qu'il prêtât plus volontiers l'oreille aux bruits hostiles contre le Maréchal, soit que l'impatience le gagnât d'en finir au plus vite avec l'aventure mexicaine, Napoléon III, quelques jours après la lettre du ministre, mais avant qu'elle fût parvenue à destination, transmit au commandant en chef de nouvelles instructions :

Paris, le 12 avril 1866.

Mon cher Maréchal,

J'ai décidé d'après vos propres avis que la rentrée des troupes en France s'exécuterait de la manière suivante :

A la fin d'octobre 1866, environ. .	9 000	hommes
Au printemps de 1867	9 000	—
Et au mois d'octobre 1867	11 300	—
TOTAL DE L'EFFECTIF AU 1er MARS 1866.	29 300	—

Dans cette prévision, je crois que votre présence au Mexique n'est plus indispensable, et j'ai dit au Ministre de la Guerre de vous autoriser à rentrer en France, quand vous le jugerez convenable.

En partant vous remettrez le commandement au général Douay, en lui communiquant toutes les dernières instructions que je vous avais transmises. Vous lui direz d'employer les dix-huit mois qui nous restent encore, à organiser de la meilleure manière possible les contingents étrangers et l'armée mexicaine. Il faudrait, pour les contingents étrangers, les mettre, ainsi que notre Légion, sous un même commandement, et choisir un général que l'Empereur Maximilien agréerait, tel par exemple que Brincourt, qui pourrait être général de division au titre mexicain.

Je vous le répète avec instance : pour votre propre gloire, comme pour la mienne, il faut faire en sorte qu'après le

départ de nos troupes, le Gouvernement de l'Empereur puisse se maintenir et vivre de ses propres forces.

Je n'ai pas besoin de vous dire combien je serai heureux de vous revoir et de vous témoigner de vive voix toute ma reconnaissance pour votre conduite au Mexique.

Croyez, mon cher Maréchal, à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

P.-S. — Je vous recommande de faire tous vos efforts afin d'attirer dans notre légion étrangère des soldats français, en leur offrant quelques avantages.

Et notre ministre de la Guerre, subissant l'influence de son souverain, ou se laissant impressionner à son tour par les récits dont il était assailli, revenait, deux jours après, sur les instructions données par Napoléon III et les confirmait dans une longue lettre. Un passage en est particulièrement significatif, c'est celui où le ministre invite le Maréchal à user de moins de rigueur envers Maximilien. On sent que, malgré lui, le ministre a subi l'influence des propos contre lesquels il a d'abord protesté :

... Ces considérations nous imposent le devoir de nous montrer empressés à satisfaire, dans la limite du possible, aux demandes du Gouvernement mexicain et je ne saurais trop vous prier de donner votre concours à toutes les mesures qui seraient de nature à favoriser l'accomplissement des vues de l'Empereur.

L'embarquement de nos troupes commencera à la fin de septembre ou dans les premiers jours d'octobre et devra se continuer pendant les premiers mois de l'année 1867 de façon à ce que les deux tiers environ de l'armée quittent le Mexique d'octobre 1866 au mois d'avril 1867.

Le commandement du corps expéditionnaire, après ces réductions, ne cessera pas assurément d'avoir une grande importance; néanmoins il faut reconnaître qu'il ne comportera pas la même autorité de grade qu'aujourd'hui. L'Empereur me donne l'ordre de vous faire savoir *qu'il vous autorise à rentrer en France avec la division qui doit commencer le mouvement.*

Vous pouvez même, si vous le croyez opportun et suivant les circonstances, hâter votre départ, et afin de vous donner toute liberté d'action à cet égard, je vous envoie une lettre de service qui investit le général Douay, en raison de son ancienneté, du commandement des troupes. Cette lettre n'est pas datée, vous indiquerez vous-même la date quand vous vous déciderez à quitter le Mexique...

... Je n'ai pas besoin d'ajouter, mon cher Maréchal, que l'Empereur, toujours satisfait de vos services, vous réserve en France une position en rapport avec le rang que vous occupez dans l'armée et qui sera la digne récompense de ce que vous avez fait au Mexique.

Le retour du Maréchal en France eût eu, aux yeux du Cabinet français, ce précieux avantage d'être pour le pays le présage assuré de la rentrée des troupes, et conséquemment il eût mis fin aux oppositions de tous genres que rencontrait à cette occasion le gouvernement. C'est à une préoccupation de même nature qu'est due la note publiée quelques jours auparavant dans le *Moniteur universel*, alors journal officiel de l'Empire français, et qui portait à la connaissance du public les décisions prises par Napoléon III, à savoir le rappel du corps expéditionnaire dans les délais fixés au maréchal Bazaine.

Cette note évidemment n'avait d'autre but que de

donner satisfaction à l'opinion publique en France, car, en dehors de ce très mince avantage, elle offrait de très graves inconvénients. Elle rassurait complètement Juarez et les dissidents sur l'avenir de la lutte qu'ils poursuivaient sans trêve, elle décourageait Maximilien, paralysait les efforts que pouvait encore tenter le commandant en chef dans le sens d'une consolidation du gouvernement mexicain, et jetait la terreur dans l'âme de tous ceux, résidants ou indigènes, qui avaient plus ou moins adhéré au régime impérial.

Si, en France, elle jeta l'alarme dans l'esprit des nombreux porteurs de rente mexicaine, elle provoqua, au Mexique, une crise commerciale intense. Les transactions furent aussitôt arrêtées, chacun redoutant les incertitudes du lendemain. En vain le Maréchal essaya-t-il d'enrayer les effets de cette panique en rappelant que le départ de l'armée française ne laisserait pas l'empire sans défenseurs, puisque des troupes européennes, à commencer par la légion étrangère, resteraient pour soutenir les institutions impériales ; mais que pourraient ces dix ou quinze mille hommes français, belges ou autrichiens? On prévoyait trop qu'ils seraient insuffisants pour une pareille besogne.

Maximilien, qui s'était remis de la première alarme, et qui, confiant dans l'habileté de son nouvel ambassadeur à Paris, le général Almonte, comptait toujours sur une prolongation de l'appui de la France, Maximilien retrouva toutes ses craintes, et, naturellement, se rapprocha du commandant en chef.

Dès le lendemain de l'arrivée du courrier porteur

des mauvaises nouvelles, il eut une conversation avec le Maréchal, dans laquelle il lui répéta le propos qu'il lui avait déjà tenu quelques mois auparavant, et il s'efforçait de lui persuader, comme de se persuader à lui-même, que ces décisions de Napoléon III, bien que réitérées, n'avaient cependant rien d'irrévocable.

— « Votre Empereur, disait-il, en me tendant la main comme témoignage de sa parole, m'a promis de me soutenir pendant cinq ans. Je ne peux croire qu'il l'ait oublié. Les décisions qu'il prend et publie aujourd'hui ne sont qu'une satisfaction donnée aux États-Unis : *le temps les modifiera.* Napoléon III ne peut pas ne pas comprendre que la grandeur et la prospérité du Mexique, c'est la grandeur et la prospérité de la France. »

Le Cabinet de Washington triomphait. En mars, M. Seward écrivait à M. Bigelow :

Vous informerez M. Drouyn de Lhuys en toute franchise que les sympathies du peuple américain se manifestent tous les jours avec plus d'ardeur en faveur de la République du Mexique, et qu'il est disposé à regarder avec impatience l'intervention prolongée de la France dans ce pays.

Et pour corroborer cette attitude, on annonçait officiellement la nomination définitive de M. Campbell comme ministre de l'Union près la République mexicaine. Les États-Unis n'avaient d'ailleurs que l'embarras du choix parmi les alliés qui s'offraient à eux pour renverser le trône de Maximilien : à cette époque, Santa-Anna jugeait le moment plus propice que jamais pour tenter la réalisation de ses espérances, et se ren-

dait près de M. Seward pour s'entendre avec lui sur l'opportunité du soulèvement de ses partisans.

Pendant ce temps, le général Ortega, l'ancien défenseur de Puebla, qui considérait la mission de Juarès comme venue à son terme, réunissait 10 000 flibustiers, 40 pièces de canon, et se préparait à rentrer au Mexique par Piedras Negras, comptant de là se diriger sur Zacatecas.

Avec Cortina et Barrios du côté de Monterey, Negrete dans le Tamaulipas, le cercle se resserrait autour des impériaux, et de jour en jour la situation devenait plus critique.

Contre tant d'ennemis, il eût été à souhaiter que l'union la plus complète existât entre l'Empereur et ses soutiens naturels. Maximilien, poussé par la nécessité, fit de nouveau des avances au Maréchal, et dans le même moment où il sollicitait son rappel à Paris, il lui écrivait des lettres dans lesquelles il l'assurait chaque fois de « sa sincère amitié ». De plus, informé que la maréchale était sur le point d'accoucher, il déclarait vouloir être le parrain de l'enfant, et l'Impératrice la marraine.

Il avait momentanément secoué son apathique insouciance. Malgré les résolutions connues relatives à l'évacuation, il se flattait encore d'obtenir un retour offensif des troupes françaises vers le nord. Il le demandait nettement, en tout cas.

Chapultepec, le 28 mai 1866.

Mon cher Maréchal,

Les nouvelles que je reçois de l'extérieur et de l'intérieur

me démontrent l'impérieuse nécessité de renvoyer Juarez de Chihuahua et d'occuper cette ville définitivement pour ôter aux États-Unis le seul prétexte plausible d'accréditer près de lui un ambassadeur, et l'occasion de présenter chaque jour de nouvelles exigences.

Il est évident qu'il entre autant dans les intérêts de votre glorieux souverain et de mon auguste allié l'Empereur Napoléon que dans les miens de mettre un terme aux prétentions du Cabinet de Washington en renvoyant Juarez de sa dernière capitale : il y va même de notre honneur.

Je le répète, les nouvelles extérieures que je viens de recevoir font ressortir l'urgence de cette mesure, et, *comme chef de mon armée, vous aurez la bonté d'aviser immédiatement à son exécution.*

J'insiste de nouveau sur la prompte formation des bataillons mexicains et la nécessité de constituer sur-le-champ leurs cadres français, car le temps presse. J'écris sur tous ces points à l'Empereur Napoléon, auquel je fais part de mes résolutions.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis,

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

La forme aussi bien que le ton de cette lettre étaient de nature à causer au Maréchal une surprise profonde. Comment Maximilien l'appelait-il « chef de son armée » ? Comment osait-il donner des ordres aussi nets, aussi formels à un maréchal de France? Comment enfin s'imaginait-il qu'il était possible à l'armée française de retourner tenter une expédition dans l'extrême-nord, alors qu'elle était sur le point de se replier vers le sud, pour se rembarquer?

Une semblable tentative avait-elle chance de réussir

quand, en 1864, la marche foudroyante du général Bazaine n'avait pas abouti, et quand enfin l'occupation de Chihuahua par le général Brincourt en 1865 n'avait pu durer [1] ?

Ému de cette lettre, le commandant en chef profita des quelques heures qui lui restaient avant le départ du courrier d'Europe pour la copier et la transmettre à son ministre. Puis il s'efforça de convaincre Maximilien de l'impossibilité où il se trouvait de recommencer une pareille expédition; l'essayât-on, quel résultat pouvait-on s'en promettre? En admettant que la colonne, munie d'un matériel suffisant, franchît heureusement les énormes distances qui séparaient Chihuahua des points extrêmes occupés par nos troupes, soit Durango et Saltillo, avait-on l'espoir de capturer Juarez? Évidemment non; le Président ferait ce qu'il avait déjà fait, il s'enfoncerait dans les solitudes du nord, et en serait quitte pour un nouveau séjour à Paso-del-Norte. Était-il bien utile de risquer la vie de tant d'hommes et de se livrer à de fortes dépenses pour aboutir à un si mince résultat?

Disons tout de suite que l'approbation de Napoléon III et de son ministre de la Guerre ne se fit point attendre, et par le retour du courrier le commandant en chef en recevait l'assurance du maréchal Randon :

> ... L'empereur, auquel j'ai donné connaissance de votre lettre du 28 mai, vous approuve de ne pas songer à occuper avec vos troupes la ville de Chihuahua. Les raisons que vous mettez en avant, en opposition aux considérations

1. Voir *l'Empire de Maximilien*, p. 263.

développées par l'Empereur Maximilien, lui ont paru parfaitement logiques. Ce n'est pas la personne de Juarez qui peut servir de prétexte aux aspirations des États-Unis, mais bien la constitution même de l'Empire qui a été intronisée au Mexique.

Maximilien, de son côté, parut se rendre aux raisons invoquées par le maréchal Bazaine; mais, comme s'il eût voulu donner une leçon à l'armée française, il annonça le projet de tenter lui-même l'aventure avec des troupes indigènes. Ceci le ramena vers les projets d'organisation de son armée, et il écrivit au Maréchal une lettre dans laquelle, pour la première fois, il exprimait son désir de donner à des officiers français une action prépondérante.

Quelle était la pensée de l'Empereur en manifestant ces résolutions contraires à ses intentions précédentes? Pour arriver à la saisir, il est bon de connaître une lettre intime adressée par lui à un Européen venu pour prendre du service au Mexique. Elle est datée du 23 juillet 1865 :

... Les hauts fonctionnaires sont paresseux, je dirai plus, incapables. Ces braves gens n'ont rien appris, n'ont rien vu et veulent tout savoir mieux que nous autres qui avons vu et parcouru une bonne partie de notre globe; et cependant que faire? Voilà la grosse question. Il n'y a que deux chemins à suivre et je me trouve dans la position gênante d'Hercule : ou il faut gouverner le Mexique avec des Mexicains à la hauteur de leurs compatriotes, en s'exerçant à la patience et au calme imperturbable, en choisissant toujours le mieux qu'on puisse trouver; ou il faut gouverner ce pays avec des instruments étrangers.

Mais ce dernier cas nous met dans un grand danger. La susceptibilité nationale ne se plie que devant de grandes supériorités qui opèrent avec tact et persuasion : les supériorités passent rarement l'Océan; je n'en ai vu en quatorze mois qu'une seule : c'était M. Corta[1]. C'est l'homme qui avait compris la situation de ce pauvre pays. Dans l'armée, il y en a plusieurs, mais leur position militaire ne leur donne pas la possibilité d'agir. D'autre part, je vois pulluler au Mexique une effrayante quantité de médiocrités étrangères qui ne connaissent et ne proposent qu'un seul principe gouvernemental, celui de copier religieusement les règlements imprimés qu'ils apportent de leur pays natal. Or, comment peut-on gouverner le Mexique avec des règlements et des lois qui sont le fruit d'une civilisation de plusieurs siècles? *Les preuves de ce que je dis, nous les voyons tous les jours chez les Eloin, les Scherzenlechner, etc.* Tout ce monde me fait, avec la meilleure volonté, un tas de propositions et de projets que les pauvres Mexicains ne peuvent digérer et qui les tueraient à force de matières succulentes et fines.

Il faut donc malheureusement revenir au premier chemin; il ne sera pas prompt et glorieux, mais durable. Si on suit le premier chemin, quelles sont les nécessités? C'est de chercher et de trouver le mieux qu'offre ma nouvelle patrie, Il s'agirait donc de trouver des hommes actifs et de bonne volonté qui aident les efforts de leur souverain et qui, en gouvernant, n'oublient pas d'apprendre. Il faut des jeunes gens qui aient le feu sacré de leur devoir et le véritable amour de la Patrie. Voilà ce qui me paraît le secret de la situation; ne perdons pas courage; cherchons les hommes, comme Diogène, avec la lanterne, et formons une liste de jeunes gens, toujours prêts à servir leur souverain dans la

1. Rappelons que la lettre est antérieure à l'arrivée de M. Langlais, lequel nous paraîtrait mériter beaucoup plus que M. Corta l'appréciation élogieuse de Maximilien.

lutte épineuse qu'il a entreprise... En formant la liste des hommes capables, nous ne nous laisserons guider que par le résultat qu'il faut atteindre ; c'est la capacité, le zèle et l'intégrité que nous cherchons ; ni les castes, ni les couleurs, ni les opinions politiques, ni l'âge ne doivent influencer sur notre choix...

La première réflexion que suggère cette lettre est celle-ci : combien Maximilien jugeait mieux les autres qu'il ne se jugeait lui-même ! Ce qu'il reprochait avec justice aux Eloin, aux Scherzenlechner, ne le faisait-il pas ? Et lui qui avait publié en un an de règne une interminable série de décrets, comment ne s'apercevait-il pas qu'en raillant le « tas de propositions et de projets » qu'on lui soumettait, il se raillait quelque peu lui-même ?

En second lieu, cette lettre nous donne une des raisons qui l'avait poussé à éloigner l'élément français au début. S'il y revenait maintenant c'est donc qu'il commençait à comprendre combien il était difficile de confier un pouvoir quelconque à des incapables, eussent-ils le mérite d'être Mexicains, et il cherchait de bonne foi des gens à la hauteur des situations où il se proposait de les placer. Mais cette raison n'était peut-être pas la seule, et la suite nous en apportera la preuve : Maximilien isolé, sur le point d'être abandonné par la France, n'était pas fâché de compromettre un peu les Français, et, en leur donnant une part du pouvoir, de leur faire endosser aussi une part de responsabilité.

La nécessité de recourir toujours à la France s'im-

posait d'autant plus qu'un incident assez extraordinaire montrait à quel point était montée l'arrogance des États-Unis. La légion autrichienne attendait d'Europe de nouveaux volontaires. Les enrôlements se faisaient à Trieste, et 2 200 hommes s'y trouvaient réunis, prêts à s'embarquer. Dès qu'il eut connaissance de la chose, le Cabinet de Washington poussa la hardiesse jusqu'à déclarer qu'il n'admettait point l'intervention des puissances européennes dans les affaires du Mexique, et il annonça son intention de retirer son représentant à Vienne si un seul navire, porteur de troupes à destination du Mexique, prenait la mer. Le gouvernement de François-Joseph n'osa pas résister à cette sommation, et, s'inclinant devant cette volonté d'outre-mer, ordonna le licenciement des volontaires.

Parvenue à Mexico au commencement de juin, cette nouvelle y produisit un effet déplorable. En vain crut-on en atténuer le mauvais effet par l'annonce de la création de bataillons d'élite qui devaient porter le nom de *Cazadores de Mexico*, l'opinion ne se laissait plus prendre à ces projets toujours pompeusement annoncés et si rarement mis à exécution. Aussi le Maréchal s'efforça-t-il de combiner quelques mouvements stratégiques qui pussent inspirer aux dissidents un retour de terreur, sans pour cela contrarier le mouvement de concentration de nos troupes en vue de leur prochain départ.

Vers ce temps, le commandant en chef reçut de Napoléon III une lettre qui montre une fois de plus à quelles difficultés était soumise son action au Mexique,

quand, d'un côté, il devait lui imprimer une direction conforme aux nécessités de la situation et que, d'autre part, il recevait des instructions contraires émanées de la plus haute autorité.

Palais des Tuileries, le 15 mai 1866.

Mon cher Maréchal,

J'ai reçu votre lettre du 9 avril, qui me donne bien peu de renseignements sur l'état actuel du Mexique et sur les mesures à prendre pour rendre l'évacuation de nos troupes moins préjudiciable à la consolidation de l'Empire.

J'ignore l'époque à laquelle vous jugerez convenable de quitter le Mexique; mais, soit que vous restiez, soit que vous transmettiez le commandement au général Douay, je pense qu'il faut faire tous ses efforts pour pacifier le Mexique avant le départ de nos troupes.

Parmi toutes les lettres que les officiers écrivent à leurs parents ou à leurs amis, j'en ai remarqué une qui m'a semblé pleine de bon sens. J'en extrais le passage suivant parce qu'il est complètement conforme à mes opinions :

« *Enfin, voulez-vous que je vous résume l'opinion de tous, la* « *voici : partant de ce principe qu'il faut évacuer le pays, mais* « *cependant en le laissant dans les conditions les plus favorables* « *à ce que nous sommes venus établir, tout le monde est d'avis* « *ici qu'il faut faire une grande râfle ici et surtout une râfle de* « *têtes. Il faut abattre Regulès dans le Michoacan, Corona* « *dans le Sinaloa, Mendez dans le Tamaulipas, Escobedo dans* « *le Nouveau Léon, et deux ou trois autres encore au plus. Pour* « *y arriver, qu'on fasse des colonnes et qu'on les confie avec* « *plein pouvoir à des officiers intelligents. Chacun s'accro-* « *chera à son dissident, et, avec des jambes et de l'argent,* « *l'aura bientôt jeté à bas. Les Mexicains sont incapables de* « *le faire, nous seuls nous pouvons y arriver. On fera ainsi* « *table rase et on pourra s'acheminer vers la Vera-Cruz, lais-*

« *sant le pays aussi calme qu'il peut être. Si on ne fait pas*
« *ainsi, apprêtez-vous à apprendre de grands désastres, au*
« *moment de l'évacuation, et des représailles terribles. Outre*
« *qu'une telle conduite ne serait rien moins que politique, il*
« *serait honteux pour le Drapeau français d'être venu ici se*
« *promener pendant quatre ans, compromettre une masse de*
« *gens et les laisser ensuite sans défense devant des rebelles*
« *que nous aurions oublié d'assommer et qui n'attendent que*
« *notre départ pour entrer en guerre avec toutes leurs forces.* »

Il est donc bien essentiel de ne pas perdre un moment pour opérer la pacification du pays. Je ne me dissimule pas les difficultés inhérentes à un pays si étendu. Mais enfin il faut tâcher de faire ce que l'on peut.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Si nous n'avions pas sous les yeux l'original même de cette lettre, nous révoquerions en doute l'authenticité d'un pareil document. Fallait-il que Napoléon III fût exaspéré par les déceptions sans nombre, par les incessantes contrariétés que lui apportait cette conception de son esprit, dont les résultats étaient si éloignés de ses primitives espérances, pour qu'il fît l'honneur à ce correspondant de hasard de recopier un passage d'une lettre si bizarre, si insensée, si dépourvue de raison ? On peut cette fois affirmer hardiment que ce n'était pas du général Douay que venaient de pareils avis : ce n'est pas l'officier général qui avait assisté, depuis le mois de juin 1862, aux péripéties de la lutte entreprise contre les défenseurs de la République mexicaine, et qui, malgré des défauts que nous signalerons sans faiblesse, quand il le faudra, avait

montré de la tenacité et de la bravoure en maintes occasions, qui eût traité de promenade militaire l'action périlleuse de notre armée pendant les quatre années qui venaient de s'écouler.

Le projet de faire une grande « râfle de têtes », en comprenant dans ces têtes celles de chefs commandant à des troupes régulières comme Regulès, Mendez, Corona et Escobedo, ne pouvait germer que dans l'esprit déséquilibré d'un militaire dépourvu de responsabilité. C'était quelque chose d'analogue au projet du colonel du Pin : remèdes d'empiriques auxquels parfois l'esprit s'attache dans les cas désespérés.

Il faut dire, à la louange du maréchal Bazaine, que, s'il éprouva un grand embarras à la réception de conseils qui eussent pu passer pour des ordres, il ne songea pas un seul instant à les mettre à exécution. Mieux que personne, il savait toutes les ressources qu'offrait le Mexique à ses défenseurs indigènes, et, depuis trop de temps on les chassait « avec des jambes et de l'argent, » sans parvenir à les détruire ; il ne pouvait admettre sérieusement qu'on lui imposât de recommencer des expéditions coûteuses et dangereuses, destinées à un avortement certain.

Mais cette lettre de Napoléon III, inutile quant à son objet, lui révélait, ou plutôt lui apportait une preuve nouvelle des périls de sa situation. On était trop porté en France à juger les affaires du Mexique par ce qu'en disaient les correspondances particulières ; or, il était à craindre que ces écrits, émanés de personnes incapables, par leur situation, de connaître le

fond des choses et de porter un jugement d'ensemble, ne lui fussent défavorables. Il le redoutait quelque peu, et l'avenir ne donna que trop raison à ses craintes.

Plus libre d'esprit, moins touché des déceptions éprouvées, plus calme et plus pratique que son souverain, le maréchal Randon voyait avec perspicacité les inconvénients de ces rapports, provenant de gens qui, s'abritant derrière leur irresponsabilité, n'y apportaient ni impartialité ni circonspection. Il comprenait les doutes qui devaient assaillir le maréchal Bazaine, et s'en expliquait avec lui franchement et loyalement. A la suite de la lettre officielle du 15 mai, il ajoutait de sa main ce post-scriptum :

... Il me tarde de savoir le parti que vous prendrez après la réception de ma dernière lettre en ce qui concerne la continuation de votre séjour au Mexique. Il me semble, d'après vos dernières dépêches, que vos relations avec l'Empereur sont devenues plus fréquentes et qu'il désirera vous conserver à la tête des troupes aussi longtemps qu'il y en aura au Mexique.

Les lettres particulières, même adressées en haut lieu, abondent en France : l'une d'elles affirme que le commandant de B., quand il a été tué, était dans un état d'intempérance des plus regrettables. *Je me demande comment ce fait, en admettant son exactitude, peut être connu, car il n'est revenu personne de cette malheureuse affaire...*

Cette déplorable tendance des subordonnés à critiquer les actes de leurs chefs, loin d'être encouragée, eût dû être sévèrement réprimée : elle est destructive de toute autorité et de toute discipline. Elle énerve le commandement et elle émousse l'obéissance. Mais

d'autre part, pour être juste, il faut se rendre compte des inquiétudes qui assaillaient Napoléon III à une aussi grande distance des événements, et il n'était que trop naturel qu'il cherchât à se renseigner par tous les moyens possibles. C'est une tendance de l'esprit humain dont il faut bien reconnaître la force.

L'amélioration des rapports entre Maximilien et le Maréchal signalée dans la lettre du Ministre était à ce moment très réelle. La maréchale Bazaine venait d'accoucher, et, le 20 juin, l'Empereur et l'Impératrice se faisaient un devoir de tenir sur les fonts baptismaux l'enfant qui venait de naître. Cette part que prenaient les souverains à un événement purement privé montre un retour de confiance et de cordialité. On peut le croire sincère : en tous cas, il ne fut pas durable.

Maximilien s'efforçait parfois de conquérir les esprits par ces actes de générosité ou de condescendance si faciles aux souverains. Vers cette même époque, il saisit assez habilement deux occasions de plaire aux Mexicains.

D'abord, ayant appris la mort de M. Jesus Teran, dont le patriotrisme était partout populaire, il fit insérer dans le *Diario* du 1er juin un article nécrologique des plus élogieux; il y était fait une heureuse allusion à la situation :

M. Jesus Teran avait été reçu à Miramar par l'Empereur, qui reconnut immédiatement en lui un homme intelligent, honnête et vraiment ami de sa patrie; il a voulu rester en Europe, loin des agitations des partis, loin des iniquités, de la déva station et des ruines dont sont responsables beau-

coup de ceux qui l'accompagnèrent dans la vie publique et qui soutinrent la guerre civile. *Il ne sympathisa jamais avec les Américains du nord et écrivit nettement à S. M. qu'il considérait leur ingérence dans les affaires mexicaines comme la mort de sa patrie.* Il a malheureusement fini ses jours loin d'elle.

En même temps qu'il louait ainsi un patriote, il octroyait une pension à la veuve du général Zaragoza, lequel, on s'en souvient, s'était illustré dans la première défense de Puebla. Il espérait ainsi, en se rendant solidaire des gouvernements qui avaient précédé le sien, rallier quelques dissidents. La mesure n'était pas mauvaise, mais, dans la situation où l'on se trouvait, elle ne produisit d'autre effet que de mécontenter quelques jaloux.

Maximilien prononça quelques paroles heureuses lors de l'inauguration de la première section du chemin de fer de Chalco, destiné à relier San-Angel à la capitale :

... Chaque lieue de chemin de fer que nous ouvrons à la civilisation, dit-il, est un pas de plus vers la prospérité et la grandeur de la nation, et chacun de ces faits pacifiques vaut plus que de trompeuses utopies et de vaines paroles...

Mais le temps n'était guère propice aux « faits pacifiques », et, quelques jours plus tard, de graves nouvelles parvenaient à Mexico : la division du Nord était détruite. C'était un péril de plus pour l'Empire, un chagrin profond pour l'Empereur ; il ne s'en cacha pas :

... La nouvelle de la destruction presque complète de la division Mejia est venue me surprendre et m'affecter douloureusement. Je fondais sur ces braves troupes une partie de mes espérances pour l'avenir... (*Lettre au maréchal Bazaine, 24 juin.*)

Ce désastre, tôt ou tard inévitable, avait été amené par la nécessité où l'on s'était trouvé de correspondre entre Monterey et Matamoros.

Depuis longtemps les commerçants établis dans cette ville demandaient une escorte qui leur permît de faire parvenir à Monterey un convoi de marchandises destinées à diverses villes de l'intérieur. D'un autre côté, un convoi d'argent attendait à Monterey une force militaire qui pût l'accompagner jusqu'à Matamoros. En outre, les troupes de la division Mejia n'avaient pas reçu de solde depuis la première quinzaine de mai. Le général Douay, d'après les ordres reçus de Mexico, décida que deux colonnes partiraient de Matamoros et de Monterey, se rencontreraient à Mier, feraient l'échange de leurs convois respectifs et reviendraient chacune à leur garnison d'origine. Le général Mejia reçut des ordres en conséquence.

Tandis que la colonne expédiée de Monterey sous les ordres du colonel de Tucé se dirigeait par trois routes sur Mier, le brave Mejia, ayant rassemblé tout ce qu'il pouvait réunir de troupes, ne conservait à Matamoros qu'une garnison insuffisante et confiait à 1 300 Mexicains et 300 Autrichiens la garde du convoi de marchandises.

Le colonel de Tucé avait envoyé des courriers afin

de concerter avec le général Olvera, commandant du détachement austro-mexicain, les mouvements destinés à faciliter leur jonction; par malheur, ces courriers étaient tombés entre les mains d'Escobedo. Celui-ci, averti, songea à profiter de l'occasion que lui offrait le hasard.

La troupe austro-mexicaine cheminait lentement sous un soleil torride; pendant les premiers jours, elle n'aperçut aucun ennemi. Tout à coup, le 14 juin, l'arrière-garde reçoit quelques coups de fusil; le 15, un gros de dissidents se montre. Le général Olvera s'arrête, fait reposer ses bommes, puis repart le lendemain de grand matin : les Autrichiens ouvrent la marche.

A peine se sont-ils mis en mouvement que des hauteurs voisines s'élance une nombreuse cavalerie. Deux pièces de canon tirant à mitraille arrêtent le premier élan de l'ennemi, mais bientôt de fortes colonnes d'infanterie apparaissent de tous côtés. Ici, des Mexicains, là des nègres, restes de l'armée fédérale, tous se ruent sur la petite troupe, qui résiste courageusement. Mais bientôt la trahison fait son œuvre; un bataillon mexicain, suivi bientôt par celui des zapadores, crie : *Viva la Libertad!* et charge les Autrichiens. En vain ceux-ci montrent-ils, chefs et soldats, un courage héroïque. Décimés, ils ne peuvent résister plus longtemps. Ils mettent bas les armes et sont faits prisonniers. Le guet-apens organisé par Escobedo a admirablement réussi.

Le général Olvera parvient à s'échapper avec une centaine de cavaliers, et, le 17, il rentre à Matamoros

où il apporte la nouvelle de cette lamentable déroute.

La garnison déjà si faible, se voyant encore diminuée, se montre découragée. Que peut Mejia avec quelques centaines d'hommes démoralisés en face des troupes victorieuses d'Escobedo? De plus, la population tout entière, qui craint les horreurs d'un siège et surtout d'une prise de possession de vive force, pèse de tout son pouvoir sur l'esprit du gouverneur. La presque unanimité des notables, réunis en une façon de conseil de guerre, se prononce pour la reddition. Mejia se soumet.

Reste à discuter les conditions avec l'ennemi : Mejia obtient que lui et ses soldats demeurés fidèles se retireront librement avec armes et bagages sur Bagdad, que la vie et les propriétés des habitants seront respectées. Ces conditions acceptées le 22 juin, la ville est abandonnée aux dissidents le 23. Mejia, de Bagdad, s'embarque pour Vera-Cruz, d'où il remonte à Mexico.

Pendant ce temps le colonel de Tucé, parvenu à Mier, attendait le convoi annoncé : ce fut la nouvelle du désastre qui lui parvint...

Un an plus tôt, un officier français, dans de semblables conditions, se fût précipité à la poursuite des dissidents vainqueurs, et peut-être fût-il parvenu à reprendre le convoi et à venger nos alliés défaits. A cette heure, l'enthousiasme cédait le pas à la prudence. Le colonel de Tucé ne se crut pas en droit de se lancer dans cette aventure, ni de compromettre la sécurité du convoi d'argent qui lui était confié : il ramena sa troupe en arrière.

Puis, il faut bien le dire, si le découragement s'emparait parfois des chefs, la démoralisation faisait des ravages affreux, même dans les troupes françaises. Il n'est pas bon de laisser si longtemps des hommes guerroyer plus en partisans qu'en soldats dans des contrées éloignées, où l'absence de surveillance finit tôt ou tard par rendre à leurs instincts les natures grossières difficilement assouplies par la discipline. Les désertions se multipliaient : en vingt jours, 82 hommes du régiment étranger avaient passé aux États-Unis.

Un post-scriptum du général Douay, dans sa lettre du 30 juin, datée de Saltillo, en dit bien long sur cette situation :

P.-S. 5 juillet. — Les désertions continuent. On m'en signale onze à Matehuala, cinq à Monterey, trois à Saltillo. Un déserteur repris a été fusillé. Deux embaucheurs mexicains ont été pendus. J'ai approuvé ces exécutions.

Ce n'était pas seulement des engagés de nationalités étrangères qui trahissaient ainsi leur devoir : des Français, las d'un service pénible, épris de vie libre et indépendante, cédaient aux suggestions perfides des dissidents et désertaient le drapeau de leur pays. C'est à peine si des mesures énergiques parvenaient, non à supprimer, mais à enrayer le mal.

Des insuccès, comme la perte de Matamoros, n'étaient pas faits pour ranimer les courages ébranlés des rares partisans restés fidèles à Maximilien. Une autre conséquence de la reddition de cette place ne fut pas

moins sensible, dans la pénurie croissante du Trésor mexicain; Matamoros était, après Vera-Cruz, le port dont les douanes rapportaient le plus. Pouvait-on le reprendre? Fallait-il le tenter? Le maréchal Bazaine y songea.

Les mois d'août et de septembre étaient une époque favorable ; le général Douay avec sa division était à Saltillo ; de là, on pouvait se mettre en marche vers le nord...

Mais les objections se présentèrent en foule à l'esprit du Maréchal. D'abord, Mejia affirmait que c'était folie de se lancer dans ces parages dangereux sans avoir au moins une douzaine de mille hommes à sa disposition; de plus, une expédition aussi importante était en contradiction avec les ordres reçus de France; puis, en admettant qu'on rentrât dans Matamoros, il faudrait se résoudre à l'évacuer de nouveau au bout de quelques mois, lors de la retraite définitive des troupes françaises. A quelles représailles n'exposerait-on point alors la malheureuse ville?

Et cependant, il en coûtait au Commandant en chef de ne rien faire et de paraître accepter avec résignation cet échec et cet affront. Il résolut de s'éclairer par lui-même et de pousser une pointe vers le nord. Il composa une colonne légère qu'il confia au colonel du Preuil : il la devait rejoindre le 2 juillet.

Le 1er, il se présenta au palais pour prendre congé de l'Empereur. Il trouva portes closes : l'Empereur ne le reçut pas. Le prétexte invoqué était une indisposition.

La vérité est qu'un important courrier était arrivé d'Europe la veille. Les dépêches qu'il contenait avaient bouleversé les esprits. L'Empereur était en proie au découragement le plus complet : il sentait de nouveau le terrain se dérober sous ses pieds...

CHAPITRE V

Mission du général Almonte. — Dénonciation de la Convention de Miramar. — Nouvelles propositions. — Dépêche du Ministre des Affaires étrangères. — Copie remise au maréchal Bazaine avec instructions secrètes du Ministre de la Guerre. — Le retour du Maréchal ajourné. — Maximilien est atterré. — L'Impératrice seule conserve son sang-froid. — Elle s'offre pour aller en France plaider auprès du gouvernement français la cause du Mexique. — Maximilien prépare pour Napoléon III un long mémoire. — Récriminations contre le maréchal Bazaine et les agents financiers français. — Plaintes contre l'inaction de l'armée française et l'incurie de ses chefs.

On a vu[1] que Maximilien, à la première nouvelle de l'évacuation possible du Mexique par les troupes françaises, avait manifesté un vif mécontentement, et qu'il avait cherché à rejeter la faute de n'avoir pas su défendre les intérêts de sa couronne sur son ministre à Paris, M. Hidalgo. Il avait aussitôt mis fin à sa mission, et chargé le général Almonte de se rendre à

1. *L'Empire de Maximilien*, p. 323.

Paris pour tâcher de faire revenir le gouvernement français sur une résolution aussi funeste.

Mais Maximilien se trompait en croyant avoir été mal servi par M. Hidalgo. Les événements dont l'Europe allait être le théâtre mettaient en jeu de façon trop directe les intérêts mêmes de la France : vis-à-vis de ceux-ci, que pesaient ceux de la couronne de Maximilien ? Le général Almonte serait impuissant à justifier les espérances de son souverain : il devait échouer comme avait échoué M. Hidalgo, comme aurait échoué tout autre envoyé[1].

1. M. Hidalgo nous a demandé de vouloir bien publier dans cet ouvrage les deux lettres suivantes, qui rétablissent la vérité sur le point qui le concerne :

Paris, le 2 mai 1866.

Mon cher monsieur Hidalgo,

Il m'est impossible de comprendre les bruits dont vous me parlez. Il n'est sorti ni une parole de ma bouche, ni une ligne de ma plume qui ait pu autoriser même la simple supposition qu'on pût désirer ici votre remplacement. C'est un témoignage que je me plais à rendre : il est tout à fait inutile pour tous ceux qui voient quel accueil vous trouvez tant à la cour qu'au Ministère des Affaires étrangères et dans la société parisienne.

Je saisis cette occasion, mon cher monsieur Hidalgo, pour vous réitérer assurance de mes sentiments les plus distingués.

DROUYN DE LHUYS.

P.-S. — Il va sans dire que vous pouvez faire de cette lettre l'usage que vous trouverez convenable.

Mon cher monsieur Hidalgo,

Je reçois à l'instant votre lettre et je m'empresse de vous répondre que je ne comprends rien, absolument rien, aux allégations qu'elle renferme.

Je puis vous le déclarer hautement, je n'ai pas été chargé par S. E. M. Drouyn de Lhuys de demander votre rappel, et à ma connaissance aucune démarche dans ce sens n'a été faite ni officiellement, ni officieusement.

Veuillez agréer, cher monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués et les plus dévoués.

ALPH. DANO.

Février 1866.

Arrivé à Paris le 15 mai, le général Almonte fut reçu, le 20 mai, en audience solennelle par Napoléon III ; il lui exposa les vœux et les demandes de Maximilien ; puis, le 23, il remit à notre ministre des Affaires étrangères la note officielle dans laquelle se trouvait résumé l'objet de sa mission, à savoir la revision de la Convention de Miramar par la prolongation de l'occupation française et la continuation du secours financier.

La réponse n'était pas douteuse. Elle ne se fit point longtemps attendre. Le Conseil des ministres fut unanime à rejeter ces propositions nouvelles. Bien plus, dans une note datée du 31 mai 1866, et qui fut remise le 29 juin à l'Empereur par notre ministre à Mexico, le Cabinet français ripostait aux demandes du gouvernement mexicain en lui imposant des conditions beaucoup plus dures. Non seulement il refusait toute prolongation de secours militaire ou financier, mais il s'autorisait de l'inexécution de la Convention de Miramar pour la dénoncer. Il proposait une nouvelle convention qui mettait entre nos mains la moitié du produit des douanes, afin de l'affecter au paiement des dépenses courantes et au remboursement des dettes antérieures. A cette seule condition, le gouvernement mexicain pouvait espérer conserver les troupes françaises jusqu'aux époques déjà fixées, sinon l'évacuation commencerait immédiatement.

... La France, disait cette note, ne s'était obligée à maintenir aux Mexique des forces militaires que dans des conditions déterminées. Le Cabinet de Mexico s'était engagé en

retour à payer aux termes et d'après le mode indiqués, les frais de cette occupation; il s'était engagé en outre à rembourser les dépenses de l'expédition..... Et cependant nos découverts s'augmentaient chaque jour par les avances sans cesse réclamées au nom des besoins les plus urgents.

Nous devions respecter dans la conduite de ses affaires l'indépendance du gouvernement de S. M. l'Empereur Maximilien, tout en nous efforçant de le prémunir par des conseils amicaux, contre les dangers qu'il nous paraissait courir... mais on ne saurait retarder plus longtemps la conclusion des arrangements rendus chaque jour plus indispensables...

L'Empereur Napoléon a la conscience d'avoir jusqu'à ce jour largement accompli la tâche qu'il s'était réservée dans l'œuvre commune. C'est au Mexique désormais qu'il appartient de consolider, sous les auspices de son souverain, la régénération que nous lui avons préparée. La nation mexicaine, rendue à elle-même, maîtresse de ses destinées, puisera dans le sentiment de sa responsabilité l'énergie nécessaire pour cicatriser ses plaies, assurer son avenir et seconder les besoins de l'Empereur Maximilien. L'indépendance d'un peuple ne se fonde pas sans un rude labeur, sans luttes et sans sacrifices...

C'étaient là de bonnes paroles, dont le moindre défaut était de ressembler plutôt à un cruel persiflage qu'à des conseils pratiques et amicaux. On ne saurait demander à la diplomatie de parler le langage de la sincérité et de la franchise, mais peut-être notre ministre eût-il pu se dispenser de représenter comme devant assurer les destinées de l'Empire mexicain les qualités mêmes qui faisaient le plus défaut au peuple et à son souverain. Et cette réserve eût été d'autant plus à désirer qu'au fond le Cabinet français n'aurait

point été fâché que son attitude amenât l'abdication de Maximilien, c'est-à-dire la seule fin prompte et souhaitable de l'aventure mexicaine.

Moins diplomate que son collègue des affaires étrangères, le maréchal Randon s'ouvrait de cette espérance au commandant en chef dans la lettre qui accompagnait une copie de la note en question (31 mai 1866) :

Les embarras de toute nature qui entourent le gouvernement de l'Empereur Maximilien, et, en première ligne, la déplorable situation de ses finances, *peuvent amener des résolutions extrêmes de la part de Sa Majesté.* Si cette éventualité, sur laquelle je ne veux pas insister davantage, venait à se réaliser, un de vos devoirs les plus impérieux vis-à-vis de l'armée placée sous vos ordres serait de veiller à ce qu'après avoir concouru, pendant quatre ans, à arracher le Mexique au désordre et à l'anarchie, suite de tant de révolutions, et, après avoir sauvegardé les intérêts de nos nationaux, elle puisse évacuer le pays en laissant intacts le souvenir de nos services et le prestige de nos armes.

La prévision des graves événements que pouvaient amener les résolutions de Maximilien, prises à la suite des nouvelles conditions qui lui étaient imposées, fit craindre au gouvernement français qu'un changement dans le commandement en chef ne fût préjudiciable à la sécurité de notre armée, et le Ministre, d'après l'ordre de Napoléon III, revint sur les instructions précédemment données. Le 15 avril, il autorisait le maréchal Bazaine à rentrer en France, ce qui n'était qu'un rappel déguisé ; le 31 mai, il lui laissait la liberté d'ajourner autant qu'il le jugerait bon son retour, ce qui était une façon détournée de lui exprimer le désir

qu'il n'abandonnât point encore le commandement.

Voici le passage de la lettre ministérielle relatif à cette question :

Dans de semblables circonstances, *les instructions que je vous ai adressées le 15 avril, au sujet de votre retour en France, devraient recevoir tel ajournement que votre Excellence jugerait utile d'y apporter.* Il y aurait là une question de tact, de mesure, de dévouement aux intérêts de l'armée, je dirai même aux intérêts du Mexique, que *je suis autorisé* à laisser à votre appréciation.

Le maréchal, soit qu'il considérât sa présence à la tête de l'armée comme encore nécessaire, soit qu'il craignît qu'un départ en ce moment ne parût une disgrâce déguisée, soit qu'il lui répugnât de quitter si promptement le Mexique, alors que son mariage avec une Mexicaine l'y rattachait par tant des liens, le Maréchal n'avait pas songé à profiter de la liberté qui lui avait été donnée de rentrer en France. La nouvelle lettre de son ministre l'autorisait à ajourner son départ : elle était trop d'accord avec ses désirs et les nécessités de la situation pour qu'il n'usât pas de la permission.

On avait besoin en effet des hautes capacités du Maréchal pour exécuter les ordres qu'on lui envoyait, et l'on comprend que Napoléon III et son ministre préférassent voir à la tête du corps d'occupation l'homme qui connaissait le mieux la situation plutôt qu'un commandant en chef nouveau.

C'était toujours la question financière qui préoccupait le cabinet de Paris. Le maréchal Randon di-

sait à ce sujet dans un post-scriptum de sa lettre du 31 mai :

Je tiens à vous dire que le Ministre des Finances écrit à M. de Maintenant au sujet des avances de 2500000 francs par mois que vous avez autorisé à prendre dans les caisses de l'armée pour venir en aide au gouvernement mexicain. Cette détresse financière entre pour beaucoup dans les résolutions prises par notre gouvernement de mettre un terme à une situation qui ne fait qu'empirer. Quand ma lettre vous parviendra, les avances en question pour deux mois seront devenues un fait accompli. Les observations que je vous adresse sont donc pour les empêcher à l'avenir.

Donc, d'une part, les instructions envoyées au commandant en chef portaient la suppression absolue de tout secours financier, et, d'autre part, le gouvernement français, désireux de rentrer dans quelques-uns de ses débours, voulait mettre la main sur une partie du produit des douanes maritimes.

Or, le produit des douanes maritimes s'élevait à 53 millions sur une recette totale de 95 millions. Comme ce produit était déjà grevé d'un prélèvement de 24 p. 100 au profit des créances anglaises, il ne restait disponible que 76 p. 100 ; il s'agissait d'en prendre la moitié, soit 38 p. 100, ou une vingtaine de millions environ. Devant la pénurie du trésor mexicain, c'était provoquer une catastrophe immédiate.

Maximilien fut atterré en recevant de pareilles nouvelles. S'il refusa de voir le Maréchal et donna pour prétexte le mauvais état de sa santé, le refus s'explique non moins que le prétexte. Maximilien supportait mal le climat dangereux du Mexique, et surtout de Mexico,

avec ses journées brûlantes et ses nuits souvent glacées : l'émotion ressentie pouvait fort bien avoir provoqué chez lui une aggravation de ses malaises habituels. En outre, dans l'ignorance où il était des ordres envoyés par Napoléon III au maréchal Bazaine, il pouvait croire que celui-ci l'avait desservi auprès de son souverain, et n'était en réalité que l'inspirateur des mesures prises à Paris contre le gouvernement mexicain. La position était assez fausse pour prêter à toutes les ambiguïtés et autoriser toutes les suppositions.

Le moment n'était pas loin des résolutions graves que redoutait et qu'espérait à la fois le Cabinet français, et nul doute que si Maximilien avait été un homme énergique, il n'eût pris en cet instant une résolution virile : ou il aurait déclaré se passer entièrement de la France et cherché à se maintenir par ses seules forces, ou il eût renoncé à une entreprise condamnée, et son abdication eût mis fin à une situation sans issue. Maximilien ne sut que s'attrister.

En présence du coup qui fondait ainsi sur leurs espérances, l'impératrice Charlotte, qui depuis quelque temps se tenait à l'écart, reparut en scène et se montra la femme intelligente et énergique qu'elle avait toujours été.

C'était folie, pensait-elle, d'attendre au Mexique les résolutions du gouvernement français. Ce n'était point avec le commandant en chef qu'on pouvait traiter : il n'en avait pas le pouvoir, et puis, pour dire vrai, on se défiait de lui, on allait jusqu'à le considérer comme l'ennemi du gouvernement impérial mexicain. Échan-

ger des notes à travers l'océan était impraticable ; des notes arriveraient qui répondraient tant bien que mal, et, pendant cet échange inutile, le temps s'écoulerait, la situation empirerait, et tout serait perdu avant qu'on eût pu ébaucher un accord quelconque. Un seul parti se présentait, logique, pratique et séduisant dans sa hardiesse pour un esprit comme celui de l'impératrice Charlotte. Plus de plénipotentiaires, plus de notes : elle partirait, irait à Paris, verrait Napoléon III, et par les raisonnements, les prières, les supplications au besoin, obtiendrait de lui qu'il n'abandonnât pas son œuvre. L'intérêt de l'Empire, la gloire même de la France n'étaient-ils pas en jeu ? Entre elle et le souverain de qui dépendait sa couronne, il n'y aurait plus d'intermédiaires capables d'obscurcir les choses et de perpétuer les malentendus : si l'on était desservi par les ministres ou les généraux, on serait bien servi par soi-même. Elle ne doutait point du succès.

L'énergie et la confiance de Charlotte rendirent la confiance à Maximilien. Il adopta avec empressement cette idée, et tout bientôt fut préparé pour un prompt départ.

Alors l'Empereur rédigea de sa main un long mémoire destiné à Napoléon III.

Ce rapport était du commencement à la fin un acte d'accusation contre le maréchal Bazaine. On le rendait responsable de tout ce qui avait été fait, et de tout ce qui n'avait pas été fait, et avec lui on englobait dans une même critique l'armée et l'administration françaises.

— Dans deux mois, le Maréchal pourrait bien être

dans une position plus fâcheuse que moi, disait l'Empereur au moment du départ de l'Impératrice[1].

Le sentiment qui portait Maximilien à rejeter la responsabilité de l'avortement de l'œuvre entreprise sur le Maréchal était assurément un sentiment bien naturel, bien humain, mais c'est tout ce que l'on peut dire pour l'excuser. Quoique l'Empereur eût conservé en lui-même et dans ses capacités gouvernementales la plus grande confiance, il pouvait difficilement être dupe des raisonnements à l'aide desquels il repoussait tout blâme pour lui et faisait du seul commandant en chef le mauvais génie de l'entreprise commune.

> Les fonds provenant des deux emprunts ont été engloutis en grande partie dans cette guerre civile, et il faut en imputer les conséquences au commandant en chef de l'armée franco-mexicaine, qui, par son inaction d'une année, a fini, il faut le dire, par laisser les dissidents se rendre maîtres aujourd'hui de plus de la moitié du pays.

Maximilien n'ignorait pas que les sommes provenant des deux emprunts avaient été englouties beaucoup moins dans la guerre civile que dans d'autres gouffres connus de lui. Ne se rappelait-il pas les sommes laissées en Europe pour payer ses dettes personnelles et l'achèvement du château de Miramar, pour solder les volontaires belges et autrichiens, pour satisfaire aux réclamations des créanciers du Mexique, et principalement aux réclamations anglaises? Il ne pouvait oublier les millions donnés à Jecker, non

1. *Expédition du Mexique,* par G. Niox, p. 597.

plus que les dépenses de la liste civile, et celles des gros traitements de quelques fonctionnaires aussi décoratifs qu'inutiles. Pour ceux qui auront lu attentivement ce que nous avons déjà conté de cette histoire, la preuve est faite que le commandant en chef, loin d'avoir à sa disposition les sommes provenant des emprunts, était constamment obligé d'enfreindre les ordres de son gouvernement et de faire payer par le Trésor de l'armée les troupes au service du Mexique, et dans maintes occasions Maximilien lui en avait témoigné assez de reconnaissance pour qu'il parût étrange qu'il l'eût oublié avec tant de facilité.

Quant à l'accusation d'inaction portée contre le Maréchal, elle était plus injuste encore. Le Maréchal devait rester à Mexico, siège de son commandement, parce que c'était le seul centre d'où il put communiquer avec les soixante garnisons disséminées sur un territoire immense. Quand il avait fallu accomplir une opération militaire importante, le Maréchal n'avait pas hésité à en prendre en main la direction, et le succès remporté à Oajaca contre le meilleur général dissident, Porfirio Diaz, était là pour le témoigner. En dehors de ce fait, les troupes françaises ne restaient pas immobiles, et, suivant la pittoresque expression du général de Courcy, ses « soldats rapportaient en France 1 800 lieues à la semelle de leurs souliers ». L'Empereur ne pouvait exiger que le Maréchal se mît en personne à la tête de tous les détachements opérant sur tant de points du territoire. Le mémoire contenait même la réponse à cette accusation, puisque

Maximilien constatait lui-même que nos troupes avaient occupé « quatorze fois le Michoacan, cinq fois Monterey, deux fois Chihuahua ».

Lorsque plus loin, l'Empereur écrit ces lignes :

Lors de la fin de la guerre civile aux États-Unis, l'Empereur Maximilien pensa qu'il était de son devoir de rappeler sérieusement au commandant en chef la nécessité de déployer la plus grande activité pour terminer la pacification. Le Maréchal est resté sourd à toutes ces exhortations, et il a abandonné des provinces entières pour retirer ses troupes, qui restèrent pendant de longs mois dans une inaction fatale.

l'Empereur ignorait les mobiles auxquels obéit alors le Maréchal, mais nos lecteurs les connaissent aujourd'hui. Ils savent les craintes que causait à ce moment au gouvernement français l'attitude des États-Unis, et ils n'ont point oublié les ordres très précis envoyés par Napoléon III [1].

A différentes reprises, dit encore le mémoire, le commandant en chef a prétendu expliquer les résultats déplorables de son attitude en se plaignant de quelques autorités infidèles.

Le Commandant en chef n'avait-il pas cent fois raison de se plaindre des fonctionnaires mexicains ? Ceux qui n'étaient pas incapables étaient généralement d'intelligence avec les dissidents et traitaient en toute occasion les Français comme des ennemis.

Les conseils financiers n'étaient pas mieux traités.

1. Voir *l'Empire de Maximilien*, pp. 258 et suiv.

MM. Budin, Corta et Bonnefons recevaient leur part de reproches directs et indirects, et, si M. Langlais était épargné, c'est que sa mort avait suivi de près son arrivée au Mexique.

Le mémoire contenait encore une allégation qu'on pourrait plus volontiers qualifier de boutade :

On impute au gouvernement impérial mexicain de n'avoir point pressé l'organisation d'une armée nationale. *Mais ignore-t-on que le Commandant en chef était chargé de la former et investi de tous les pouvoirs nécessaires?*

Ceci dépasse la mesure, et l'on a peine à se figurer Maximilien émettant de bonne foi une pareille assertion. Certes oui, le 5 juillet 1864, il avait, par un décret, confié au maréchal Bazaine la présidence d'une Commission chargée de la réorganisation de l'armée indigène; mais huit mois plus tard, le 26 mars 1865, il mettait fin à cette mission en des termes qui ne laissent aucune place à l'ambiguïté :

La Commission et les Sous-Commissions dont vous étiez Président sont dissoutes, et le ministère de la Guerre récemment réorganisé pourra, au moyen des règlements mis en vigueur, traiter les dernières questions qui n'auraient pas encore reçu de solution.

En résumé, le mémoire n'avait qu'un but : montrer à Napoléon III que tout ce qui s'était passé de malheureux était imputable à son représentant officiel, au Commandant en chef, et que lui, l'Empereur avait été constamment ou paralysé ou contrecarré dans ses meilleures intentions. Ces assertions ne reposaient

sur aucun fondement. Les accusations portées contre le Maréchal étaient injustes; elles étaient en outre maladroites, et, pour qui sait aujourd'hui, par la correspondance secrète de Napoléon III, que le Commandant en chef n'avait fait qu'obéir à son souverain, il est facile de prévoir quel accueil un pareil mémoire devait recevoir à la Cour des Tuileries.

Mais il était dans la destinée de Maximilien de s'aveugler jusqu'au bout. Le récit des derniers mois de son règne le démontrera surabondamment.

CHAPITRE VI

Le Maréchal part pour le Nord (2 juillet). — Maximilien offre les ministères de la Guerre et des Finances au général Osmont et à l'intendant en chef, M. Friant. — Sa lettre au commandant en chef. — Cérémonie du 6 juillet. — Émotion de l'Impératrice. — Départ de Mexico. — Puebla. — Vera-Cruz. — Incidents. — Embarquement sur le paquebot l'*Impératrice Eugénie*. — Marche du Maréchal dans le Nord. — Abandon de Monterey. — Mesures prises en vue de l'évacuation. — Maximilien informe le Maréchal de l'entrée au ministère du général Osmont et de M. Friant. — Réponse du Maréchal. — Convention du 31 juillet 1866. — État de siège décrété dans cinq départements. — Tampico tombe aux mains des Juaristes (1er août). — Reproches immérités de Maximilien. — Défection du général Lozada. — Les bandes de Regulès. — Évacuation de Guaymas et de Mazatlan. — Le général Douay demande à rentrer en France. — La légion belge. — Retour du Maréchal à Mexico (26 août). — Mesures violentes du gouvernement mexicain. — Arrière-pensées de l'Empereur Maximilien.

Le maréchal Bazaine avait mis à exécution son projet de campagne dans le nord. Désireux de voir les choses par lui-même, il était parti le 2 juillet.

Maximilien n'attendait évidemment que ce départ

pour réaliser un plan qui ne manquait pas de finesse, et qui devait contribuer, dans sa pensée, à le faire sortir de la fâcheuse situation où le mettaient les dernières résolutions du Cabinet de Paris. Dès le 3, il manda près de lui le général Osmont, chef d'état-major général, et M. Friant, intendant en chef du corps expéditionnaire, et il leur offrit les portefeuilles de la Guerre et des Finances.

La pensée du souverain, en faisant à des officiers généraux de l'armée française de pareilles propositions, est facile à découvrir. S'il ne se fût agi que de remettre la direction de ces deux départements à des hommes capables, et, s'il n'en eût cru trouver que parmi les Français, il pouvait le faire vingt-quatre heures plus tôt, et s'entendre à ce sujet avec le Maréchal. Le soin qu'il avait pris de ne démasquer son projet que le lendemain du départ du commandant en chef prouvait assez que cette offre cachait quelque piège. Effectivement, il pensait que ces officiers généraux, tout en acceptant la position qu'il leur offrait, conserveraient leur situation dans l'armée française ; de la sorte ils compromettraient la France, si bien que le gouvernement français aurait toutes les peines du monde à se dégager de cette nouvelle responsabilité.

Ni le général Osmont ni l'intendant Friant ne discernèrent ce que cachait la flatteuse proposition de l'Empereur; et, loin de repousser de pareilles ouvertures, il les acceptèrent en principe, se contentant de poser certaines conditions, lesquelles ne devaient

point arrêter Maximilien, décidé à toutes les concessions pour arriver à son but.

Maximilien, en effet, se croyant certain de leur acceptation, écrivit aussitôt au Maréchal une lettre, dont le ton affectueux contrastait singulièrement avec les accusations du mémoire qu'il venait de rédiger pour le gouvernement français :

Alcazar de Chapultepec, le 5 juillet 1866.

Mon cher Maréchal,

Vous connaissez tout aussi bien que moi la situation actuelle du Mexique, et vous sentez tout aussi bien que moi qu'il y a nécessité de donner à l'action du gouvernement la plus grande énergie.

Je compte beaucoup sur les résultats de la campagne que vous avez entreprise; mais je crois qu'il est nécessaire de prendre en même temps, à Mexico, des mesures radicales qui dessinent la marche dans laquelle je désire entrer, et qui soient de nature à rallier tous les gens de bien en ravivant leur confiance.

Pour arriver à ce but, j'ai besoin de votre concours; j'ai besoin aussi du concours de quelques officiers de votre armée, et je viens vous demander de les mettre à ma disposition. Ces officiers seraient : le général Osmont, à qui je voudrais confier la direction du ministère de la Guerre, et un fonctionnaire de l'Intendance qui, sous la direction de M. Friant, serait chargé de l'administration de ce ministère. Peut-être demanderai-je plus tard quelques autres officiers pour aider ces messieurs dans leurs travaux; mais, pour le moment, je viens vous prier de mettre à ma disposition M. Osmont et un membre de l'Intendance; inspirés par vous, habitués au travail, animés du désir de faire le bien, ils peuvent me rendre de très grands services pour l'accom-

plissement de la mission que nous nous sommes proposé de remplir jusqu'au bout.

Recevez, etc.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Le Maréchal fut d'autant plus surpris de cette lettre qu'en même temps il en recevait une de M. Friant qui lui disait textuellement : « L'Empereur m'a proposé aujourd'hui d'être son ministre des Finances ». Que signifiaient les réticences de la lettre impériale ? Le Maréchal se trouva très embarrassé, et il crut tourner la difficulté en remettant à plus tard sa réponse. En cela, il eut tort, car à ce moment les choses étaient entières, et un refus de sa part n'eût eu qu'une importance relative. Il savait déjà toutes les difficultés que faisait naître la dualité des fonctions quand il s'agissait de simples officiers, les embarras seraient bien plus grands et autrement dangereux lorsque le chef d'état-major et l'intendant en chef seraient en même temps ministres de Maximilien. Qu'arriverait-il lorsque les intérêts de la France et du Mexique seraient en opposition ?

Il est regrettable que le Maréchal, dont la finesse était grande, n'ait pas tout de suite compris et déjoué le plan de Maximilien : il se fût évité des ennuis, et il eût épargné à MM. Osmont et Friant bien des désagréments.

Cependant le bruit du départ de l'Impératrice commençait à se répandre, et mille rumeurs circulaient à cette occasion.

Le 6 juillet, jour anniversaire de la naissance de l'Empereur, l'Impératrice parut pour la dernière fois en public, et elle y parut seule. L'Empereur était souffrant. Elle assista au *Te Deum* chanté dans la cathédrale. On remarqua qu'elle restait agenouillée plus longtemps que d'habitude, la tête cachée entre ses mains. Aux grands dignitaires qui la vinrent complimenter, elle se borna à dire :

— Messieurs, il m'est agréable de recevoir vos vœux au nom du prince qui vous a consacré toute son existence et de vous assurer que sa vie et la mienne n'ont d'autre but que votre bonheur.

Elle ne fit aucune allusion à son départ.

Mais elle ne pouvait le cacher aux personnes de son intimité; et, lorsqu'elle rentra dans ses appartements, ses dames d'honneur, spontanément, obéissant à la respectueuse affection qu'elles ressentaient pour elle, cédant à cette émotion qui ne raisonne pas, ses dames d'honneur lui demandèrent la permission de l'embrasser.

L'Impératrice ne se méprit point au sentiment qui leur dictait cette demande, elle y acquiesça; mais bientôt des sanglots couvrirent le bruit des embrassements et les larmes coulèrent. Charlotte, honteuse d'une émotion qu'elle considérait comme une faiblesse, rentra vivement dans sa chambre.

Cette scène touchante ne resta point ignorée. Les souverains prirent le parti d'annoncer dès le lendemain le départ projeté. Le 7 juillet, le *Journal officiel* contenait cette note :

S. M. l'Impératrice part demain pour l'Europe. Sa Majesté va traiter les intérêts du Mexique et régler diverses affaires internationales. Cette mission, acceptée par notre souveraine avec un véritable patriotisme, est la meilleure preuve d'abnégation qu'ait pu donner l'Empereur à sa nouvelle patrie, d'autant plus que l'Impératrice va affronter le danger du vomito, sur la côte de Vera-Cruz, si dangereuse pendant la saison des pluies.

Nous donnons cette nouvelle pour que le public connaisse le véritable objet du voyage de Sa Majesté.

Quelques jours plus tard, une seconde note plus explicite paraissait dans le *Journal officiel.* Il s'agissait pour l'Impératrice d'aller conclure un nouveau traité devenu indispensable à l'avenir du Mexique, et l'Empereur, en présence des résolutions imprévues qu'il y aurait sans doute à prendre, n'avait pu mieux choisir que celle qui partageait sa couronne et son autorité.

Le lundi 9 juillet, à quatre heures du matin, l'Impératrice partit de Mexico, l'Empereur l'accompagna jusqu'à Ayotla, au pied du Rio-Frio. Le soir, elle entrait à Puebla.

Un incident eut lieu dans cette ville, qui montre combien l'esprit de la malheureuse femme était désemparé. En effet, tout à coup, au milieu de la nuit, elle réveilla son entourage et manifesta la volonté d'aller voir sur-le-champ le préfet de la ville, M. Esteva. Devant son insistance, il fallut céder, et cette singulière visite donna à tous ceux qui en furent témoins les plus sombres pressentiments sur l'état mental de la souveraine.

Le 11, elle partit pour Orizaba, le 12 pour Cordova et Paso-del-Macho. Ce fut l'étape la plus pénible et la

plus longue. La pluie tombait à torrents; la voiture s'embourbait à tout instant; finalement les roues se brisèrent. Nerveuse, impatiente, elle voulait continuer la route à cheval. Il fallut toute l'énergie du colonel Rolland, qui l'accompagnait avec une escorte française, pour lui faire renoncer à son projet. Il était une heure du matin lorsqu'on atteignit Paso-del-Macho.

Le vendredi 13, elle repartit pour Vera-Cruz, où elle arriva vers deux heures; mais là encore une scène plus pénible peut-être encore que celle de Puebla se renouvela en présence de nos marins et de la foule.

Au moment de s'embarquer, l'Impératrice recula vivement à l'aspect du canot qui l'attendait. Elle rebroussa chemin et vint s'enfermer dans le bureau de la direction française du port, où elle fit appeler le préfet maritime, le général Marin.

Les assistants ne comprenaient rien à cette scène.

Enfin, au bout de quelques instants, pâle, ému, M. Marin reparut, et, s'approchant du commandant Cloué :

— Sa Majesté, lui dit-il, refuse de descendre dans un canot monté par des Français et portant pavillon français.

Le commandant Cloué comprit que ce n'était ni le lieu ni le temps de discuter, et sagement il donna l'ordre de remplacer, à l'arrière du canot, le pavillon français par le pavillon mexicain. Il alla lui-même chercher l'Impératrice, qui, cette fois, s'embarqua sans résistance.

Bientôt on atteignit le paquebot de la Compagnie

transatlantique *l'Impératrice-Eugénie.* Elle y monta, toujours sombre et préoccupée. Elle ne quitta cet air soucieux que pour remercier le commandant Cloué, à qui elle annonça son retour au bout de trois mois.

A six heures du soir, on leva l'ancre, et le paquebot emmena l'Impératrice loin des côtes du Mexique, — qu'elle ne devait jamais revoir.

Le vulgaire, qui aime le mystérieux, a longtemps cru et croit peut-être encore que ce trouble de l'esprit, manifesté par ces tristes incidents, devait être attribué à une tentative d'empoisonnement. Cette opinion a été assez répandue pour que nous en parlions ici, bien que nous n'y ajoutions nulle créance. Elle ne repose d'ailleurs sur aucun fait : c'est une simple conjecture énoncée sans preuve. Qui aurait eu intérêt à faire disparaître cette princesse ? Personne. Quant à sa folie, elle ne s'explique que trop par ses chagrins privés et publics, par la tristesse de son isolement, par les désillusions et les déceptions sans nombre qui avaient détruit ses plus belles espérances. Elle qui avait poursuivi avec acharnement son rêve d'Impératrice, qui avait concentré sur les pensées de grandeur et d'ambition l'énergie entière de son âme, elle voyait tout manquer sous sa main, tout s'effondrer misérablement autour d'elle. Quel appui avait-elle rencontré, quel soutien, quel conseil ? Son père venait de mourir, et ce deuil de sa vie privée, s'ajoutant aux mécomptes de sa vie publique, les lui faisait trouver plus amers et plus pénibles encore ! En fallait-il davantage pour troubler un cerveau, et l'explication la plus naturelle

n'est-elle pas en même temps la plus vraisemblable, la seule vraie ? Qu'on ajoute à cela le souci de la mission qu'elle allait accomplir, le poids de la responsabilité qu'elle avait assumée, les craintes, les désespérances en songeant à l'Empereur, qu'elle laissait au Mexique, et à cet autre Empereur qu'elle allait affronter ; et, si l'on peut s'étonner d'une chose, c'est, non point que cette femme faible et seule soit devenue folle, mais qu'elle ait résisté si longtemps à tant de causes de folie !

Tandis que l'Impératrice s'éloignait de Mexico et gagnait l'Europe, le Maréchal s'avançait dans le nord, et le 10 juillet il se trouvait à San-Luis de Potosi. Les événements se précipitaient, de plus en plus défavorables à l'Empire. En outre, le Maréchal avait reçu de son gouvernement des ordres si précis, si formels qu'il ne pouvait point, avant même d'engager la moindre action contre les dissidents, ne pas poser à l'Empereur l'ultimatum dont on l'avait chargé. Il se décida à le faire.

San Luis de Potosi, 11 juillet 1866.

Sire,

J'ai l'honneur d'informer Votre Majesté que je suis arrivé ici hier à 4 heures du soir : j'y ai trouvé une dépêche que le général Douay m'a fait parvenir de Saltillo par un indien et dans laquelle il m'expose la situation du pays dans les termes suivants :

« L'ennemi coupe les routes par des postes avancés de cavalerie qui surveillent tous les points de passage. Je forme une colonne légère pour faciliter le passage de cette dépêche, emporter les courriers de Saltillo et prendre ceux accumulés à Matehuala.

« Les événements du Nord, la capitulation de Matamoros, la défection de Parras, le départ du général Mejia, etc., le mauvais esprit qui anime le corps belge, le manque d'argent pour solder les troupes de Lopez et de Quiroja, le vide absolu des caisses de l'État, toutes ces raisons réunies entretiennent l'agitation et ne peuvent qu'accroître l'hostilité des populations. »

Votre Majesté remarquera le défaut de confiance que le général Douay a dans le corps belge. Je crois que la nouvelle organisation qui va lui être donnée modifiera l'esprit actuel de ce corps, qui pourra être laissé à Monterey pour y tenir garnison. Il n'y a d'ailleurs pas d'autres troupes européennes à laisser maintenant de ce côté.

Je ne puis rien entreprendre en ce moment, au point de vue offensif, avant de connaître la solution que Votre Majesté aura cru devoir donner à la note que S. E. le ministre de France lui a remise le 9 de ce mois et dont j'ai reçu copie de mon gouvernement.

La dernière partie de ces instructions prescrit la concentration des troupes françaises dans le cas où Votre Majesté n'acquiescerait pas aux propositions du gouvernement français.

J'ai l'honneur de prier respectueusement Votre Majesté de vouloir bien me faire part de ses volontés à cet égard, afin de mettre le temps à profit pour faire le plus que nous pourrons dans l'intérêt de la pacification du pays.

L'organisation du bataillon de Cazadorès de San-Luis marche bien.

Je suis, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

L'Empereur ne reçut pas sans grand mécontentement cette mise en demeure si catégorique ; mais il n'en témoigna rien au commandant en chef. Confiant dans le succès de la mission de l'Impératrice,

il prit le parti de céder, et la réponse qu'il envoya au Maréchal ne trahit aucun regret, ne renferme aucune plainte.

Elle contient ce passage significatif :

Vous me faites observer que vous ne pouvez rien entreprendre d'offensif contre les dissidents avant la réponse donnée par mon gouvernement à la note présentée par M. le Ministre de France, et que, suivant vos instructions, vous devez concentrer les troupes françaises dans le cas où les propositions du gouvernement français ne seraient pas agréées. J'ai le plaisir de vous annoncer que ce cas ne s'est point présenté. Après avoir reçu quelques éclaircissements demandés à M. Dano, j'ai accepté ses propositions, et aujourd'hui il ne reste plus, en fait de discussion entre les ministres du Mexique et de France, que quelques points de détail sur lesquels nous nous entendrons facilement...

L'Empereur terminait par cette phrase :

J'ai confiance, cependant, que vous mènerez à bonne fin cette œuvre si impatiemment attendue de la pacification générale, dans laquelle est engagée la parole de l'Empereur Napoléon, la consolidation de l'Empire mexicain et les intérêts les plus sacrés, l'existence même des résidents français.

C'était bien de pacification générale qu'il s'agissait ! Au moment où il recevait cette lettre, le Maréchal, averti par le colonel Van der Smissen des dangers que courait sa petite troupe, ordonnait l'évacuation de Monterey ; bien plus, les colonnes françaises allaient quitter Saltillo, et commencer le mouvement de retraite.

Le Commandant en chef venait de recevoir une let-

tre de son ministre, datée du 15 juin, dans laquelle on l'informait qu'une convention avait été passée avec la Compagnie transatlantique, et qu'à la fin de septembre trois grands transports à vapeur pouvant contenir chacun de mille à onze cents hommes seraient mis à la disposition de l'armée du Mexique.

Le maréchal Randon ajoutait :

Je me préoccupe de votre dernière colonne : quelles sont les positions que vous ferez occuper aux régiments qui la composeront? A quoi seront-ils employés pendant les cinq ou six mois qu'ils devront attendre leur tour d'embarquement? Le pays sera-t-il dans une situation telle qu'ils puissent se diriger sur Vera-Cruz, entourés seulement des bénédictions des populations à la tranquillité et au bien-être desquelles ils auront consacré quatre ou cinq années des plus rudes travaux?...

J'ai voulu me réserver le droit de faire embarquer sur des transports de l'État les chevaux et mulets *qui n'auraient pas pu être vendus* et qui cependant représenteraient une valeur vénale que l'on ne saurait sacrifier...

... Le moment va devenir critique pour le gouvernement mexicain, qui n'a jamais voulu s'y préparer. Les courriers qui vont se succéder nous donneront peut-être des nouvelles plus précises que par le passé sur la marche que l'Empereur Maximilien croira devoir suivre aux points de vue militaire et financier. Il est certain que le temps des hésitations est passé.

Cependant Maximilien hésitait toujours, et il venait de donner une nouvelle preuve de la faiblesse de son caractère, à la suite d'un incident fâcheux à bien des titres.

Le Maréchal, qui surveillait de loin tous les points

du vaste territoire occupé par les troupes franco-mexicaines, avait, à l'annonce de certains mouvements de dissidents, ordonné au général de Thun de se porter de Puebla sur Tulancingo. Le général autrichien, invoquant comme prétexte qu'il n'avait pas d'argent, avait refusé d'obéir. Maximilien s'était contenté de lui renouveler l'ordre du Maréchal, sans punir autrement cet acte d'indiscipline. Qu'allait devenir la défense de l'Empire si chacun des chefs n'agissait plus qu'à sa guise?

L'Empereur n'avait point perdu de vue son projet de confier le ministère au général Osmont et à M. Friant. Ne recevant point de réponse à sa lettre du 3 juillet, il se décida à passer outre, et il fit porter par un courrier spécial au commandant en chef la dépêche suivante, dans laquelle il lui notifiait la résolution prise.

Palais de Mexico, le 25 juillet 1866.

Mon cher Maréchal,

L'Empereur Napoléon m'a écrit à différentes reprises qu'il mettait à ma disposition les officiers et fonctionnaires français dont le concours me serait utile, c'est-à-dire utile à l'œuvre que nous avons entreprise en commun.

Les circonstances actuelles m'ont paru nécessiter ce concours pour deux motifs : d'abord pour mettre au grand jour ma constante résolution de marcher d'accord avec la France, et, en second lieu, pour déposer dans vos mains de nouvelles garanties pour activer la pacification du pays.

J'ai donc appelé M. le général Osmont à diriger le ministère de la Guerre, et M. l'intendant Friant à diriger celui des Finances. Ces deux officiers généraux m'ont demandé

d'obtenir préalablement votre assentiment; *je le leur ai garanti sur la foi de la parole de l'Empereur Napoléon*, convaincu qu'en confiant la direction de ces services fondamentaux à des officiers généraux qui ont votre entière confiance, je ne pouvais que répondre à vos vues et étendre votre pouvoir. MM. Osmont et Friant resteront d'ailleurs, comme vous le désirez, à la tête de leurs services respectifs dans le corps expéditionnaire.

Vous acquerrez donc ainsi de nouveau la certitude que vos combinaisons militaires auront tout l'ensemble possible et que les ressources du pays seront consacrées, comme par le passé d'ailleurs, à l'entretien des troupes et aux frais de guerre.

Les titulaires des ministères actuels sortent, à l'exception de M. Salazar Ilarregui, dont le dévouement à l'alliance française ne fait l'objet d'un doute pour personne.

Je crois, par ces mesures, avoir mis à votre discrétion tout ce dont je pouvais disposer pour contribuer à l'œuvre de la pacification. J'y ajouterai cependant encore un dernier pouvoir.

Si, dans le cours de votre campagne du Nord, les autorités vous paraissent devoir être changées, vous pouvez faire entier usage de la faculté de les remplacer par d'autres qui vous inspireraient plus de confiance et, au besoin, déclarer l'état de siège.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Puis, sans attendre la réponse du Maréchal, les décrets nommant ministres M. Osmont et Friant furent signés le lendemain et publiés le 27 juillet, avec une note, qui, écrite par l'Empereur lui-même, laisse per-

cer l'intention de compromettre de plus en plus « les glorieux alliés ».

Pour obtenir dans le plus bref délai la pacification complète et durable du pays, les circonstances actuelles paraissent réclamer l'unité d'action et d'idées qui a toujours été le remède le plus efficace.

L'Empereur, convaincu que cette unité doit être complète, a confié le portefeuille de la Guerre au chef d'état-major général du corps expéditionnaire, et celui des Finances à l'intendant en chef.

Ces mesures, en harmonie avec la mission de l'Impératrice, démontreront que le gouvernement marche d'accord avec ses glorieux alliés, et qu'il fait tous les efforts que la nation a le droit d'exiger pour activer la pacification du pays...

Le général Osmont et M. Friant, aux premières ouvertures de Maximilien, avaient écrit au Maréchal pour lui demander son assentiment; ils ne l'avaient point reçu quand parurent les décrets. Mais, soit qu'ils crussent ainsi faire acte de dévouement, soit qu'ils cédassent à la satisfaction de se voir ministres, ils passèrent outre et acceptèrent les fonctions qu'on leur imposait ainsi d'une façon fort irrégulière.

Le Commandant en chef, au reçu de la lettre de Maximilien, se trouva fort embarrassé, et, bien qu'il comprît tous les inconvénients qui devaient résulter de la dualité des fonctions confiées aux deux officiers généraux, il n'osa pas s'opposer franchement à une mesure mauvaise, et il eut tort. L'avenir ne le prouva que trop. On peut dire que, malgré sa finesse et sa perspicacité, il se laissa, en cette occasion, tromper

par Maximilien. Et sa réponse montre que pourtant il ne se faisait point illusion sur les embarras de toutes sortes qui en seraient la suite obligée.

Hacienda de las Bocas, 4 août 1866.

Sire,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Majesté de sa lettre en date du 25 juillet dernier.

Je ne puis qu'obtempérer aux désirs exprimés par Votre Majesté, et mettre à sa disposition M. le général Osmont et M. l'intendant Friant, tout en faisant respectueusement observer toutefois, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de l'écrire à l'Empereur, que les fonctions de ministres de la Guerre et des Finances ne me paraissent pas compatibles avec celles de chef d'état-major général et d'intendant en chef de l'armée française.

Votre Majesté n'ignore pas non plus que les fonctions ministérielles auxquelles Elle a daigné appeler ces deux chefs de service doivent, aux termes de la loi française, être soumises, comme acceptation, à la sanction de S. M. l'Empereur Napoléon.

Mon assentiment ne saurait donc être que provisoire.

Je désire vivement que M. l'intendant Friant puisse procurer au gouvernement de Votre Majesté des ressources qui, en facilitant le jeu de tous les rouages administratifs, allègent les charges qui pèsent si lourdement sur le Trésor français. Car on ne peut se dissimuler que c'est la France qui supporte la plus grosse partie des frais de la guerre.

Quelque extrême que puisse paraître, au premier aperçu, le parti auquel je me crois décidé en faisant évacuer Monterey et Saltillo, je constate chaque jour davantage qu'il y avait urgence d'agir ainsi.

En effet, les populations n'ont point de sympathies pour le nouvel ordre de choses établi; le pays ne saurait offrir

assez de ressources pour l'entretien d'une garnison suffisante pour maintenir l'ordre et assurer la sécurité.

La garnison que j'aurais pu laisser à Monterey n'était elle-même pas sûre et se fût trouvée dans une situation d'isolement absolu qui eût réagi sur le moral des soldats, et peut-être même sur celui des officiers.

Il eût été indispensable de se mettre souvent en relations avec elle au moyen de colonnes expéditionnaires assez fortes, et, par conséquent, très coûteuses.

Il n'y avait donc pas à hésiter, à aucun point de vue, politique, financier ou militaire. En outre, cela permet de renforcer les places en arrière, de constituer, pour ainsi dire, une nouvelle ligne de frontières du Nord, très solide et plus facile à garder : un véritable désert aride et sans ressources séparant les points extrêmes de cette ligne et le pays évacué.

Les mouvements insurrectionnels qui se sont produits derrière moi, autour de la capitale d'abord, dans la Huatesca ensuite et jusqu'au Guanajuato, démontrent suffisamment qu'il faut condenser ses moyens d'action et donnent raison aux derniers ordres que j'ai prescrits à cet égard.

Je hâte mon retour dans la capitale, où je m'empresserai d'entretenir Votre Majesté de toutes ces questions qui touchent de si près aux intérêts de l'Empire mexicain.

Daignez agréer, Sire, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Quelques jours plus tard, le Maréchal recevait une nouvelle lettre de l'Empereur lui annonçant que, sur l'avis du conseil des ministres, il avait décrété l'état de siège « dans les départements qui lui avaient paru les plus agités en ce moment » : Michaocan, Tancitaro, Tuxpan, Tulancingo et le district de Zacatlan (département de Tlascala). Il ajoutait que « plusieurs mem-

bres de son ministère l'invitaient à déclarer l'état de siège dans tout l'Empire », que ce serait ainsi « mettre le pouvoir entre les mains des commandants supérieurs militaires, *qu'on choisirait, partout où ce serait possible, parmi les officiers français* ».

L'Empereur ajoutait qu'il voulait avant de prendre cette décision recevoir l'avis du Maréchal, et il l'invitait en même temps à lui désigner des officiers de l'armée pour les commandements supérieurs.

L'intention de Maximilien de se décharger de tout le fardeau du gouvernement et de toute la responsabilité du pouvoir sur les Français était bien visible. Il suivait son plan de nous compromettre tellement que, bon gré mal gré, nous fussions obligés de rester au Mexique et au besoin d'en recommencer la conquête.

Le Maréchal ne fut pas moins surpris de cette seconde lettre que de la première. Alors que tant de fois il s'était plaint qu'on tînt en suspicion les Français, alors que l'entourage particulier de l'Empereur et ses ministres avaient si longtemps traité nos compatriotes en ennemis, quand pourtant leurs conseils et leur action eussent été profitables à l'Empire, il avait sujet de se méfier en voyant Maximilien choisir précisément le moment où l'évacuation était officiellement annoncée pour renoncer à ses prétentions et livrer l'autorité à ceux qui ne pouvaient plus, qui ne voulaient plus en prendre la responsabilité. Il répondit à l'Empereur une longue lettre, pleine de réflexions sages et prudentes et qui mérite d'être reproduite ici afin de donner une idée exacte des capacités politi-

ques dont, en maintes occasions, le Maréchal sut faire preuve.

Péotillos, 10 août 1866.

Sire,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Majesté de la lettre du 2 août courant par laquelle elle veut bien me demander mon avis sur l'opportunité de la mise en état de siège de tout ou partie du territoire de l'Empire mexicain, en m'invitant à lui faire connaître les officiers français qui pourraient être nommés commandants supérieurs dans les départements ou districts mis en état de siège.

Ainsi que le fait remarquer Votre Majesté, la question est très importante et touche aux plus sérieux intérêts.

L'état de siège, en effet, constitue un état transitoire par lequel tous les pouvoirs sont réunis entre les mains de l'autorité militaire, état qui modifie singulièrement le système des rouages administratifs et judiciaires et qui place les citoyens dans une situation anormale et tendue.

C'est également dans l'intérêt d'une mesure générale et dans un moment de grande crise imprévue que l'autorité souveraine a recours à ce moyen extrême pour indiquer que la force est le seul argument qui lui reste à employer.

Est-ce le cas aujourd'hui d'appliquer cette mesure à l'Empire mexicain? Je ne le crois pas, et je demande à l'Empereur la permission de lui démontrer que la mesure est inutile.

L'état de guerre, qui est, pour ainsi dire, l'état normal de ce pays depuis cinquante ans et qui ne se modifiera qu'à la longue, ne donne-t-il pas toutes les facilités désirables pour obtenir par la force ce que ni la persuasion ni les efforts d'une administration normale n'ont pu créer?

La substitution d'une seule autorité à toutes les autres, d'un seul pouvoir à tous ceux qui régissent la société, ne saurait donner plus d'unité à la marche du gouvernement qu'autant que les autorités momentanément suspendues

(car l'état de siège, je le répète, ne peut être que transitoire) seraient en même temps et partout remplacées par d'autres sur la valeur et la foi desquelles on pût compter.

N'est-il pas plus rationnel d'agir que d'édicter? Et dans l'état de guerre incontestable où se trouve le pays, la transition, pour arriver à l'état de siège, n'est-elle pas simple et facile?

Les généraux, les commandants supérieurs existent partout ou à proximité des points sur lesquels leur action pourrait devenir indispensable.

Les cours martiales fonctionnent dans toute l'étendue de l'Empire; il est facile, et on m'en signale l'urgence pour quelques-unes, d'en modifier la composition, sans sortir de la situation actuelle.

L'état de siège donnera-t-il plus de force, plus d'action, plus de prestige à l'autorité militaire? Non, Sire; il supprimera tout simplement l'action directe des autorités civiles.

On peut arriver au même but sans effrayer personne, en restant dans l'état de guerre, sans sortir de la légalité, et en remaniant le personnel administratif, judiciaire et financier.

Dois-je maintenant, comme corollaire du sentiment qui me pousse à rejeter la mise en état de siège, sauf dans des cas urgents et dans des localités données, mais toujours très transitoirement, dois-je ajouter aux considérations générales que je viens d'avoir l'honneur d'exposer à Votre Majesté les considérations tirées de la situation propre de l'armée française au Mexique dans les circonstances actuelles, alors qu'elle a remis, depuis deux ans, à l'autorité mexicaine tous les pouvoirs qu'elle exerçait avant l'arrivée du souverain?

Quel que soit mon désir de mettre à la disposition de Votre Majesté tous les officiers dont elle aurait à me faire la demande, il est des limites que je ne saurais dépasser.

Je ne pourrais, en effet, au moment où une portion de l'armée française se dispose à quitter le sol mexicain, dés-

organiser les cadres et la priver de ses officiers supérieurs, les seuls qui puissent avoir assez d'autorité pour exercer des fonctions de commandant supérieur de départements mis en état de siège.

Je ne puis encore moins songer à éloigner de leurs troupes les officiers supérieurs appartenant à des corps destinés à rester au Mexique.

Et enfin serait-il prudent, lorsque déjà deux fonctionnaires de l'armée française remplissent deux des plus importantes charges dans le gouvernement mexicain, serait-il prudent, oserai-je dire à Votre Majesté, d'augmenter la dose de responsabilité qui nous incombe, en absorbant tous les pouvoirs dans l'intérieur, en annihilant tous les éléments nationaux sur lesquels Votre Majesté s'est appuyée jusqu'à ce jour, et qui peuvent être encore utilisés ?

En un mot, l'état de siège deviendrait la source d'un vif mécontentement ; il donnerait le prétexte à une désaffection générale qui, s'étendant du souverain du Mexique, paraissant désespérer de son peuple, à la puissance alliée dont l'action ne se ferait plus sentir que par des rigueurs, ordonnées uniquement par des officiers français, imputerait à des alliés tout l'odieux des mesures exceptionnelles. L'état de siège, dans ces conditions, augmenterait le nombre des ennemis de l'Empire et pourrait donner créance à la calomnie répandue par les dissidents pour surexciter l'esprit national, à savoir que la France est venue au Mexique dans un but de conquête.

Obliger les préfets, les sous-préfets, à adresser aux généraux et aux commandants supérieurs, quelle que soit leur nationalité, les rapports politiques sur l'état du pays et sur ses besoins ; leur retirer la disposition de quelque troupe que ce soit sans l'assentiment de l'autorité militaire à laquelle ils devront adresser une réquisition par écrit ; créer enfin une sorte de solidarité entre les deux pouvoirs, au lieu de les poser en antagonisme, pousser activement l'organisation d'une bonne gendarmerie ; tels sont les moyens qui me paraîtraient devoir être d'abord essayés.

Votre Majesté me pardonnera cette longue exposition, qui m'est dictée par le désir sincère que j'ai de lui être utile, et par la crainte que j'aurais de voir engager la question dans une voie plus nuisible qu'utile.

Je suis avec respect, Sire, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Ces conseils étaient excellents, mais le temps était passé où on eût pu les suivre avec fruit. Peu importait à l'heure actuelle que le Mexique fût mis en état de siège, le résultat final n'en serait point modifié; les événements suivaient leur cours.

Conformément à sa promesse, l'Empereur s'était décidé à accepter, le 30 juillet, la nouvelle convention qui lui avait été proposée par la France dans la note du 31 mai. Cet accord, signé par MM. Alphonse Dano et Luys de Arroyo, au nom de leurs gouvernements respectifs, portait dans l'article premier que « le gouvernement mexicain accorde au gouvernement français une délégation de la moitié des recettes de toutes les douanes maritimes de l'Empire.

« Art. 5. — Le prélèvement de la délégation mentionnée dans l'article premier sera opéré à Vera-Cruz et à Tampico, par des agents spéciaux placés sous la protection du drapeau de la France.

« Art. 7. — La convention signée à Miramar, le 10 avril 1864 sera, dès lors, abrogée en tout ce qui a trait aux questions financières... »

Une nouvelle apportée à Mexico, le 4 août, vint donner, à une clause de cette convention un démenti humiliant. Des agents spéciaux devaient être placés à

Tampico sous la protection du drapeau de la France : Tampico venait de tomber aux mains du général dissident Pavon, qui s'était établi dans la ville avec 12 500 hommes.

La faible garnison, détachée de la contre-guérilla du Pin et composée de 200 hommes sous les ordres du commandant Langlois, n'eut que le temps de se réfugier dans le fort de Casa-Mata. Bloquée par les troupes nombreuses de Pavon, elle attendait des secours.

Par bonheur, le commandant Cloué, informé de ce désastre, ne perdit pas une minute, et, avec l'*Adonis* et les deux canonnières *Diligente* et *Tactique*, il se rendit à Tampico. Ces forces étaient trop réduites pour qu'il pût entrer en communication avec le commandant Langlois : force lui fut de parlementer. Il obtint que la garnison sortirait du fort avec les honneurs de la guerre, et rejoindrait la petite flotte.

Après la chute de Matamoros, celle de Tampico était le plus grave échec que pût subir le gouvernement impérial. En dehors du préjudice que causait au Trésor la perte de cette douane fort importante, c'était un coup terrible à ce qui restait de prestige à l'Empire. Et le coup était d'autant plus dur que la saison mauvaise rendait impossible toute tentative de reprise immédiate.

En apprenant cette nouvelle, Maximilien entra dans une violente colère, et, comme il était dans ses habitudes de toujours rejeter sur autrui la responsabilité des fautes commises ou des malheurs arrivés, il écrivit au Maréchal :

Alcazar de Chapultepec, le 4 août 1866.

Mon cher Maréchal,

La prise de la ville de Tampico par les dissidents, l'évacuation de Monterey par vos ordres m'apprennent que les résultats de votre campagne dans le Nord auront pour mon pays les plus graves conséquences.

Je désire donc, à titre de souverain, être instruit du plan que vous vous proposez de suivre dans vos opérations, afin que je tente de sauver, s'il est possible, les adhérents à l'Empire dans les provinces non pacifiées que vous voulez abandonner : mon honneur exige que je n'oublie pas ce soin.

Sans la connaissance de la ligne de conduite que vous avez adoptée, je suis, comme vous le comprendrez aisément, dans l'impossibilité de prévenir au moins les malheureux fonctionnaires qui se sont sacrifiés pour notre cause.

Recevez les assurances de ma bienveillance.

MAXIMILIEN.

Les reproches indirects adressés au Commandant en chef n'étaient pas justifiés. Maximilien oubliait que le Maréchal lui avait demandé d'envoyer à Tampico le général Mejia, et que, celui-ci ayant refusé de s'y rendre sous prétexte que le vomito sévissait dans la région, la ville se fût trouvée sans garnison, si le Maréchal n'avait donné l'ordre à la contre-guerilla du Pin d'y détacher les 200 hommes qui s'y trouvaient. Cette force était insuffisante, mais on ne pouvait faire plus.

Quant au plan mis à exécution dans la campagne du Nord, il provenait directement de l'ordre d'évacuation précédemment donné, et, sur ce point comme sur tant d'autres, le Commandant en chef était couvert par des

ordres supérieurs. Voici, du reste, la preuve de ce que nous avançons : c'est un passage d'une lettre confidentielle adressée le 30 juin par le ministre de la Guerre au Maréchal Bazaine :

... L'Empereur auquel j'ai donné connaissance de votre lettre du 28 mai vous approuve de ne pas songer à occuper avec vos troupes la ville de Chihuahua. *Les raisons que vous mettez en avant, en opposition aux considérations développées par l'Empereur Maximilien, lui ont paru parfaitement logiques...*

Le Maréchal reçut le 12 août à l'hacienda de Péotillos les reproches de l'Empereur. Il ne s'émut guère, car il conservait son sang-froid; toutefois il jugea de son devoir de les relever tous, et il le fit avec autant de modération que de fermeté.

Péotillos, 12 août 1866.

Sire,

Je reçois à l'instant la lettre de Votre Majesté en date du 4 août courant.

En associant le fait de la prise de Tampico par les dissidents à l'évacuation de Monterey par mes ordres, Votre Majesté semble vouloir m'imputer la responsabilité de ces deux faits.

Je croyais avoir suffisamment exposé à Votre Majesté par mes deux lettres écrites de San-Luis de Potosi, à la date du 11 juillet, n° 7, et du 20 juillet, n° 46, la situation du Nuevo-Léon et du Cohahuila, pour que la nécessité de l'évacuation de Monterey, après la destruction des troupes du général Mejia et la capitulation de Matamoros, dans les conditions morales où se trouvait la légion belge, fût reconnue, non seulement au point de vue politique, mais encore et surtout au point de vue militaire.

La capitulation de Matamoros et les conséquences qui en sont résultées ne sont point de mon fait, et je n'ai pas pu formuler mon appréciation à ce sujet. J'avais à parer aux exigences d'une situation que je trouvais toute faite, et je crois avoir rempli mon devoir envers le souverain en mettant sous ses yeux tous les documents joints à mes lettres précitées, dont j'ai d'ailleurs envoyé le duplicata à mon gouvernement.

Quant à la prise de Tampico par les dissidents, j'aurai l'honneur de rappeler respectueusement à l'Empereur qu'avant d'entreprendre ce qu'il veut bien appeler ma campagne dans le Nord, au moment où les débris des troupes du général Mejia arrivaient à Vera-Cruz, j'ai demandé l'envoi à Tampico du général Olvera avec ce qui restait de sa brigade. Les instances du général Mejia auront vraisemblablement fait modifier la première décision de Votre Majesté, qui était favorable au mouvement projeté ; car la brigade Olvera ne s'est point rendue à Tampico et a été dirigée depuis sur Mexico, contrairement à des ordres que j'avais laissés et qui correspondaient à une combinaison militaire dont l'effet avorté a ses conséquences actuelles dans l'État de Queretaro.

Un défaut de concours analogue, que refusa de me prêter M. le général de Thun, n'a pas peu contribué non plus aux désastres qui frappent le Tamaulipas.

Le général Mejia se plaignit que ses soldats fussent exposés aux dangers de la fièvre jaune à Tampico.

Un faible détachement de la contre-guérilla, le seul dont je pusse disposer pour constituer une garnison à Tampico, fut alors embarqué à Vera-Cruz sans compter avec les rigueurs du climat qui nous a coûté un bataillon l'année dernière. Je ne sache pas que ce détachement ait abandonné son poste, ni livré ce qu'il était chargé de défendre.

Votre Majesté m'exprime le désir d'être instruite du plan que je me propose de suivre dans mes opérations.

Si Votre Majesté eût daigné me recevoir lorsque, la veille

de mon départ de Mexico, je sollicitais l'honneur de prendre congé d'elle, je lui eusse exposé mes projets, qui consistaient simplement à reconnaître de mes propres yeux l'effet produit dans le nord de l'Empire par les événements de Matamoros, à m'assurer de l'exactitude des rapports qui m'étaient adressés sur le peu de confiance que l'on devait avoir dans les principaux fonctionnaires et sur l'esprit généralement hostile des populations de ces contrées.

C'est après avoir constaté toutes ces vérités, et beaucoup d'autres encore, que, m'appuyant sur les rapports des généraux Douay et Jeanningros, j'ai reconnu l'impossibilité de conserver, pour le moment, des points avancés qui ne pourraient être qu'une source de dangers et de dépenses continuels. J'ai pris, en en rendant compte à Votre Majesté, le parti, que je persiste à croire sage, d'ordonner l'évacuation de Monterey et de Saltillo, afin d'établir en arrière une ligne forte, facile à garder et séparée de la première par un véritable désert, où nos alliés et nos ennemis ne peuvent compter sur aucune ressource. Mon opinion était et est encore qu'il est préférable de développer son influence dans l'intérieur en concentrant ses moyens d'action dans une zone déterminée, plutôt que de s'exposer aux extrémités soumises aux influences de la frontière.

Votre Majesté provoque des explications : je les lui donnerai sincères.

L'abandon absolu dans lequel les anciens ministres de l'Empire ont laissé le général Mejia à Matamoros a déterminé la capitulation de cette place ; la triste situation qui est faite au général Montenegro, à Acapulco, malgré mes nombreuses réclamations, malgré les promesses toujours faites et jamais tenues, entraînera, je n'en doute pas, un jour ou l'autre, ou la défection de cette troupe, qui a donné des preuves réelles d'abnégation et de dévouement, ou la capitulation de la place.

En présence de cette inertie, de ce mauvais vouloir flagrant que je ne crains pas de dénoncer encore à Votre Ma-

jesté, tout en accomplissant loyalement envers l'Empereur du Mexique, avec conscience et dévouement, la mission que m'a confiée mon souverain, je dois me préoccuper des soins que m'impose mon devoir comme mon droit de commandant en chef de l'armée française.

Ma lettre du 11 juillet a exposé à Votre Majesté mes devoirs en vue des éventualités d'une prochaine évacuation par une notable portion de l'armée confiée à mon commandement.

Comme conséquence naturelle des événements et des appréhensions qu'il m'est permis de concevoir sur le rôle que l'élément mexicain joue dans ce pays, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Majesté qu'il me sera impossible de laisser mes troupes à Guaymas et à Mazatlan.

Depuis longtemps le gouvernement mexicain a pu et dû s'occuper d'assurer le maintien du pouvoir impérial dans ces deux places. Je me vois forcé de laisser la Sonora et le Sinaloa aux seules ressources dont dispose le gouvernement de Votre Majesté et je ne tarderai pas à rappeler les troupes françaises qui occupent ces contrées éloignées.

Quant aux fonctionnaires qui ont prêté leur concours au gouvernement de Votre Majesté, je les crois trop habiles ou pour s'être compromis inutilement, ou pour s'exposer à des éventualités prévues par eux.

Ils ont su, jusqu'ici, et sauront tous, dans l'avenir, se mettre d'eux-mêmes à l'abri de tout danger.

En résumé, Sire, je ne crois pas que l'évacuation de Monterey et de Saltillo puisse avoir, pour le pays de Votre Majesté, des conséquences aussi graves qu'elle semble le craindre.

Il faut savoir, à la guerre, faire la part des éventualités et sacrifier momentanément une portion de son territoire pour assurer le principal, dût-on plus tard, quand l'ennemi s'est usé ou affaibli par ses désertions, reprendre le territoire momentanément abandonné.

J'ai l'honneur d'être de Votre Majesté, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Malgré l'optimisme de commande qui terminait cette lettre, le Maréchal se faisait peu d'illusions sur les conséquences de l'évacuation annoncée et du mouvement de retraite commencé. D'ailleurs les événements parlaient plus haut que tous les raisonnements.

L'audace des ennemis de l'Empire croissait de jour en jour. La nouvelle de la prise de Tampico fut comme le signal d'un nouveau soulèvement parmi eux. Quelques jours après, Tlacotalpam était attaqué par des forces supérieures ; la garnison, contrainte d'évacuer la ville, s'embarquait sur la canonnière *la Tempête*, envoyée à la hâte par le commandant Cloué.

Dans l'État de Guadalajara, le général Lozada, dont le nom avait rallié beaucoup d'adhérents à l'Empire, déclarait se retirer dans la vie privée. Dans la Michoacan, les bandes toujours battues et jamais détruites de Regulès s'avançaient vers la vallée du Rio de Lerma, et on rattachait ce mouvement à une entente avec Diego Alvarez et Porfirio Diaz, redevenus maîtres l'un du Guerrero, et l'autre d'une partie de l'État d'Oajaca[1].

Le 19 août, le Maréchal, informé des dangers multiples que couraient les troupes placées sous ses ordres en présence de ces soulèvements, songea à ramener les garnisons éloignées : il donna l'ordre d'évacuer Guaymas et Mazatlan.

Sur ces entrefaites, le plus ancien divisionnaire du corps d'occupation, le général Douay, demanda à ren-

1. Ces bruits étaient prématurés, car cette prise d'armes n'eut lieu qu'en 1867, après le départ des Français.

trer en France, déclarant que son état de santé ne lui permettait pas de continuer la campagne.

Le commandant en chef lui répondit aussitôt :

Mon cher général,

Je ne saurais vous dissimuler la peine que j'ai ressentie à la reception de votre lettre; je croyais votre santé rétablie et ne pensais pas qu'elle pût vous mettre de nouveau dans la nécessité de nous quitter.

Votre demande de congé, appuyée d'un certificat des médecins, ne permet pas de retarder votre départ. Je vous laisse donc libre d'en fixer le moment. Je dois cependant vous prévenir, ainsi que je vous l'ai fait écrire confidentiellement, que vous êtes désigné par le ministre de la Guerre pour prendre le commandement des troupes qui doivent rester au Mexique, lorsque je croirai devoir rentrer en France.

La perspective d'hériter du commandement en chef, objet de ses convoitises depuis longtemps, jointe à un sentiment de patriotisme et au regret de paraître abandonner un poste périlleux dans des circonstances difficiles, agit suffisamment sur l'esprit du général Douay pour l'empêcher de donner suite à sa demande de congé.

Des incidents excessivement graves venaient, en effet, dans ce moment même, compliquer la situation de l'armée française. La légion belge, qui jusqu'à ce jour s'était toujours bien conduite, et qui, en certaines circonstances, comme dans les deux combats de Tacambaro, avait fait preuve d'un courage poussé jusqu'à l'héroïsme, la légion belge donnait l'exemple de

l'insubordination. Les officiers démissionnèrent en masse, et les soldats découragés demandaient à rentrer en Europe; leur chef, le colonel Van der Smissen refusait de se mettre sous les ordres du commandant de la Hayrie.

Le général Douay se rendit immédiatement à Venado et essaya d'arrêter ce mouvement de sédition par des mesures énergiques. Il était temps : on disait hautement que, non seulement les soldats n'obéiraient pas, mais encore que, si on mettait des officiers français à leur tête, ils les massacreraient.

C'étaient là de bien terribles symptômes. Les inquiétudes qui en résultaient pour le Maréchal, jointes à celles que lui causaient la politique de Maximilien et l'entrée au ministère de MM. Osmont et Friant, lui firent hâter son retour dans la capitale. Le 26 août, il rentrait à Mexico.

Dès le 29, il adressait à son ministre un long rapport, dans lequel, revenant sur les derniers incidents rapportés ici, il indiquait, dans un passage significatif, son opinion sur le voyage de l'Impératrice, et la coïncidence qu'il y avait, selon lui, entre le voyage et la nomination de deux Français comme ministres :

Je ne sais quel résultat aura la mission de S. M. l'Impératrice Charlotte, mais *je sais qu'elle est intimement liée aux combinaisons qui ont appelé le général Osmont et l'intendant Friant aux affaires*. Je sais que l'Empereur a déclaré qu'il se jetait dans les bras de la France, parce qu'il y était forcé, et *je crois avoir trop raison en ne voyant dans cette politique nouvelle qu'une manœuvre pour entraîner la France,*

malgré elle, à reconstituer le rôle de l'intervention, ou même pour lui susciter des embarras.

Dans le rapport du 9 septembre le Maréchal revenait sur ce point :

L'Empereur Maximilien, aussi bien que ceux qui sont hostiles à la politique française, ne tenant aucun compte du temps perdu avant de se jeter dans nos bras, se plaît ou se plaira à dire que les fonctionnaires français, mis au pied du mur, n'ont pas mieux réussi que les Mexicains, et l'on ne manquera pas de faire rejaillir sur le nom français l'odieux des mesures extrêmes auxquelles on est forcément amené *pour prolonger l'agonie d'une situation impossible.*

Comme un désespéré, le gouvernement impérial devenait de plus en plus un gouvernement de combat. On a vu les dispositions relatives à la proclamation de l'état de siège dans plusieurs départements ; pour rendre effective l'action du gouvernement, il fallait de l'argent et des hommes. On chercha à se procurer l'argent en établissant un nouvel impôt de 15 p. 100 sur les biens désamortis, et c'est l'intendant Friant qui en endossa la responsabilité, puisque c'est lui qui, comme ministre, le proposa. Quant aux hommes, on avait renoncé à les recruter par la conscription, qui avait le double désavantage d'être un procédé lent et impopulaire ; on se rabattit sur le système de la *leva.* Puis, ce moyen lui-même ayant paru trop long au gré des singuliers organisateurs des forces nationales, on eut recours à quelque chose de plus pratique : on ouvrit les portes des prisons, pour en extraire les cri-

minels et les vagabonds, qu'on incorpora aussitôt dans l'armée mexicaine.

On peut juger de ce que valait cette armée par les recrues qu'elle recevait.

Les espérances qu'avait fait naître le départ de l'Impératrice Charlotte pour l'Europe n'avaient pas été de longue durée. Dès le commencement de septembre, on savait qu'un vapeur frété par l'Empereur, pour son service particulier, lui avait rapporté, de la Nouvelle-Orléans, un télégramme chiffré. Rien n'ayant transpiré du contenu de cette dépêche, l'opinion s'était aussi formée que les nouvelles reçues étaient mauvaises, puisqu'on ne les publiait point. La presse se fit l'écho de ces bruits fâcheux; le *Journal officiel* n'y répondit que par une note insignifiante qui contribua à les confirmer plus qu'à les détruire.

Sur ces entrefaites, on annonça le départ du général Uraga pour l'Europe. Le général s'était rallié à l'Empire au moment de l'arrivée de Maximilien. On ne faisait pas grand fonds sur son dévouement, et lui-même, trop clairvoyant pour ne pas prévoir les événements, ne tenait pas à se compromettre davantage dans une aventure destinée à mal finir. Aussi fut-il aussi heureux de partir que l'Empereur de l'éloigner. Quant à la mission que l'opinion publique lui prêta alors, il nous est impossible de dire si elle exista autre part que dans quelques imaginations : on dit qu'il était chargé d'empêcher le retour de l'Impératrice.

Et, à ce propos, il est curieux à noter combien souvent, sans indices précis, sans renseignements directs,

l'intuition des masses est perspicace. Le Maréchal la résumait en ces lignes :

On raconte, à l'appui de cette opinion, que l'Impératrice tient beaucoup plus à sa couronne que l'Empereur Maximilien, et que *son retour au Mexique pourrait, peut-être, nuire à certaines aspirations que ce souverain peut avoir vers l'Europe.* Des officiers placés près du souverain essaieraient, dit-on, de lui persuader que *ses véritables intérêts sont en Autriche bien plutôt qu'au Mexique,* et deux ou trois missions secrètes viennent d'être données, peut-être pour savoir à quoi s'en tenir à ce sujet.

Qu'on veuille bien rapprocher les indications contenues dans ces lignes de la résistance opposée par l'Archiduc à la signature du pacte de famille, de la protestation rédigée un an plus tard contre ce même pacte de famille, et l'on comprendra mieux les mobiles qui le poussèrent à rester au Mexique après le départ des troupes françaises.

Maximilien eut toujours « des aspirations vers l'Europe », et lorsque nous les exposerons plus explicitement, en temps et lieu, on verra quelle responsabilité pèse sur ce prince dans l'échec définitif de l'aventure mexicaine. On verra également combien se sont trompés les écrivains qui, guidés par l'esprit d'opposition, se sont plu à rejeter toute la faute sur Napoléon III, et combien est fausse l'accusation portée contre l'Empereur des Français d'avoir « trahi celui qu'il avait entraîné » .

1. *Histoire des Français,* par Théophile Lavallée, t. VI, p. 257.

CHAPITRE VII

Événements d'Europe. — Sadowa (3 juillet 1866). — Arrivée de l'Impératrice Charlotte à Saint-Nazaire (8 août). — Arrivée à Paris. — Napoléon III malade. — Entrevue de Saint-Cloud (11 août). — Refus opposés par Napoléon III aux demandes de l'Impératrice Charlotte. — Départ de Paris (22 août). — Le maréchal Randon au maréchal Bazaine. — Lettre de Napoléon III (29 août). — L'Impératrice Charlotte à Miramar. — Voyage à Rome. — Entrevue avec le Pape. — La folie se déclare. — Le comte de Flandres ramène sa sœur à Trieste.

Tandis que la situation s'assombrissait ainsi au Mexique, des événements, dont le contre-coup devait violemment réagir contre le jeune empire d'outre-mer, s'accomplissaient en Europe.

La querelle longtemps pendante entre la Prusse et l'Autriche éclatait enfin : la guerre était déclarée entre ces deux nations jadis unies dans ce faisceau de peuples groupés sous le nom d'Allemagne. Mais la Prusse, plus prévoyante et sentant qu'il faut diviser pour vaincre, s'était assuré le concours de l'Italie.

Celle-ci, entraînée par l'espoir d'une récompense,

accepta le rôle, ingrat, mais plus à sa portée, de recevoir les coups et d'être battue ; elle le fut consciencieusement sur terre et sur mer, à Custozza et à Lissa. Toutefois elle avait retenu ainsi une flotte entière et cent vingt mille hommes, dont l'absence sur le champ de bataille de Sadowa donna la victoire à la Prusse (3 juillet).

On sait ce qui s'ensuivit : la Vénétie cédée à la France à charge de la remettre à l'Italie, l'hégémonie en Allemagne passant à la Prusse.

Notre ennemie séculaire, l'Autriche, était abattue, mais nous ne gagnions rien au change, puisque nous avions maintenant à redouter une jeune ennemie, la Prusse.

C'était là le sentiment général. Le parti militaire en France cria bien haut que c'était nous, bien plus que les Autrichiens, qui avions été battus à Sadowa, et l'opposition, toujours heureuse de trouver des griefs contre le gouvernement impérial, ne se fit pas faute de le répéter. Et le pays, qui écoute volontiers ce qu'on lui crie sur tous les tons, ne tarda pas à le croire.

Ce n'était point entièrement faux, mais ce n'était point entièrement exact. On n'est jamais battu par procuration, surtout lorsqu'on n'a pas donné de procuration, et la preuve c'est qu'il fallut recommencer l'expérience en 1870.

Si nous n'avions pas été battus en 1866, nous étions du moins, depuis cette époque, d'autant plus menacés que nous nous l'imaginions davantage. Dans ces conditions, l'expédition du Mexique, qui avait été un embar-

ras pour la politique impériale, risquait de devenir un péril pour la nation. Il n'était pas prudent à la France, au moment où elle pouvait avoir besoin de la totalité de ses forces en Europe, de maintenir deux divisions, une partie de sa flotte, et tout un état-major de généraux, d'amiraux et d'officiers de valeur dans des parages lointains, occupés à une besogne stérile.

Napoléon III devait donc se maintenir dans les termes de sa lettre du 30 janvier 1866. Il en résultait que si la mission de l'Impératrice Charlotte avait à l'origine bien peu de chances de réussir, elle n'en avait plus aucune aujourd'hui.

La malheureuse femme était partie de Mexico et de Vera-Cruz ignorant encore les événements accomplis en Europe.

Accompagnée de M. Martin Castillo, ministre des Affaires étrangères, du comte del Valle, grand chambellan, de M. Neri del Bario, chambellan, du comte de Bombelles, grand écuyer, d'un médecin et de Mme Neri del Bario, dame du Palais, elle s'était embarquée sur l'*Impératrice-Eugénie*, après les incidents racontés plus haut. M. Léonce Détroyat, lieutenant de vaisseau, détaché pendant deux ans au service de Maximilien, et rappelé par son gouvernement, avait été autorisé à voyager avec elle.

La traversée fut des plus pénibles. L'Impératrice se montra d'une humeur sombre et taciturne qui frappa tous ceux qui l'approchèrent. On juge de l'effet que produisit sur elle la nouvelle du triomphe de la Prusse qu'elle apprit en débarquant à Saint-Nazaire, le

8 août. Néanmoins, elle ne se découragea pas complètement, et songea à tenter, auprès de Napoléon III, la dernière chance de salut qui restât à elle et à son mari. Elle partit le 9 de Nantes pour Paris.

Une série d'incidents malheureux, insignifiants en eux-mêmes, aggravèrent encore les dispositions sombres de son humeur. On arrive de Nantes soit par la gare d'Orléans, soit par la gare Montparnasse : c'est à cette dernière gare que le train l'amena. Or le général Vaubert de Genlis, M. de Cossé-Brissac, écuyer de l'Empereur, et les officiers désignés pour servir de cortège, par suite d'un malentendu, s'étaient rendus à la gare d'Orléans.

Ne trouvant personne, ne voyant aucune voiture de la Cour, l'Impératriee Charlotte dut se contenter d'un simple fiacre pour gagner les logements qui lui avaient été préparés. A ce sujet encore, elle éprouva une vive déception : elle s'attendait à être conduite aux Tuileries, on la mena simplement au Grand-Hôtel. Ce furent là des froissements qui lui furent particulièrement douloureux.

Un malentendu d'autre sorte avait laissé ignorer à Napoléon III que l'arrivée de Charlotte fût si proche. Une dépêche du préfet de la Loire-Inférieure avertit inopinément le ministre de l'Intérieur que l'Impératrice du Mexique venait de débarquer et se rendait à Paris. Au milieu des graves préoccupations du moment, c'était à la fois une complication et un ennui de plus.

L'Impératrice Eugénie, désireuse d'effacer autant qu'il était en elle les premières impressions fâcheuses,

se rendit, dès le 10, au Grand-Hôtel et s'efforça par son amabilité et la grâce qui lui était naturelle de les dissiper. L'entretien ne pouvait porter sur la question politique, cependant l'Impératrice Charlotte se plaignit du Maréchal Bazaine, « trop occupé, dit-elle, de sa jeune femme ».

Le Commandant en chef était devenu le grand ennemi, nous en pouvons donner une preuve irrécusable.

C'est une note confidentielle adressée au Maréchal par M. de la Noue, son officier d'ordonnance, alors que celui-ci venait de partir vers le nord (juillet 1866) :

Maury (directeur de la police) est venu me trouver aujourd'hui pour compléter les renseignements qu'il avait commencé à me donner hier. Il m'a supplié de ne compromettre son nom ni dans mes dépêches, ni dans mes télégrammes, afin de ne pas lui faire perdre le moyen d'être informé[1]. Il prétend tenir de Tindal (colonel commandant la gendarmerie), qui a besoin de lui pour son organisation, et est par suite expansif, les renseignements suivants :

Tindal a déjeuné l'autre jour en particulier avec l'Empereur à Chapultepec, et là on lui aurait dit que le câble transatlantique allait fournir à l'Impératrice Charlotte un document signé Maximilien, Osmont et Friant, par lequel elle pourrait prouver au gouvernement français que la situation peut être sauvée, et qu'on répond de le faire. On lui aurait ajouté (et Tindal s'en réjouissait parce qu'il n'aime pas Votre Excellence), que demande était faite pour que Votre Excellence fût remplacée immédiatement.

Maury prétend que cette demande aurait été appuyée par

1. En effet, dans la dépêche, tous les noms propres sont écrits en chiffres.

les *deux* ministres. J'aurais volontiers cru la chose possible pour l'un d'eux, mais me refuse encore à croire qu'il en soit de même pour le second.

L'Empereur aurait encore confié à Tindal qu'il engageait l'Impératrice à se servir énergiquement des documents qu'elle a emportés contre Votre Excellence, et il lui aurait ajouté que ces documents étaient terribles, car quelques-uns avaient rapport à de l'argent.

Votre Excellence peut penser que ce dernier détail a fait rire de pitié mon interlocuteur autant que moi. N'est-ce pas en effet étourdissant de voir des gens nés sur les marches du trône s'abaisser à inventer de pareilles calomnies ?....

Le câble transatlantique ne fournit cependant rien de semblable à ce qui était annoncé, et pour cause. L'impératrice Charlotte n'avait, d'ailleurs, aucun besoin d'être excitée à attaquer et à dénigrer le commandant en chef. Ne pouvant se plaindre de Napoléon III à Napoléon III, elle tenta d'atteindre le but qu'elle se proposait, en rejetant tout sur le Maréchal.

Aussitôt arrivée, elle chercha à voir l'Empereur des Français ; mais celui-ci était alors au palais de Saint-Cloud, malade, et retenu à la chambre, depuis le 6 août. On a su depuis la grave maladie dont il subissait les premières atteintes, et cette réclusion n'était point un prétexte pour éviter une entrevue.

Sans doute, Napoléon III ne tenait guère à recevoir l'Impératrice Charlotte. Il savait par avance que le but de sa mission était de lui demander des hommes et de l'argent, et les circonstances intérieures aussi bien que la politique extérieure lui interdisaient tous nouveaux sacrifices pour une cause perdue. Il n'aurait

donc que des refus à opposer à ses sollicitations, et il eût assurément préféré se décharger de ce soin pénible sur M. Rouher. Mais l'Impératrice du Mexique ne l'entendait point ainsi : elle voulut voir Napoléon III, et elle le vit.

C'est le 11 août, au palais de Saint-Cloud, que cette entrevue eut lieu. Que se passa-t-il entre les deux nterlocuteurs? Il est facile de le deviner : d'un côté, des prières, des récriminations et peut-être même quelques violences de langage; de l'autre, une obstination froide et polie, des refus, et l'impassibilité de celui que sa mère, la reine Hortense, appelait « un doux entêté ». De détails précis, il n'est pas possible d'en avoir : l'entrevue se passa sans témoins; quant aux confidents, s'il y en eut, il ont été discrets.

On sait seulement que l'entretien se prolongea pendant une heure environ, et que, lorsque l'Impératrice prit congé de Napoléon III, elle avait le visage animé, les yeux très rouges[1]...

Malgré l'échec incontestable subi, et bien qu'il ne lui restât plus d'espoir, elle ne quitta point Paris immédiatement. Elle vit à diverses reprises les ministres, notamment M. Rouher, et M. Fould, ministre des Finances. On rapporte même que celui-ci, émerveillé de l'intelligence et de l'énergie de la jeune souveraine, lui aurait dit après une conversation qui n'avait pas duré moins de deux heures :

— Je demande à Votre Majesté la permission de

1. Le général Castelnau était précisément de service ce jour-là, et c'est de lui que nous tenons ce détail.

me retirer, car elle finirait par me convaincre bien au delà de ce que je dois désirer dans ma position de ministre des Finances.

Le 20 août, Napoléon III vint rendre visite à l'Impératrice au Grand-Hôtel; il la revit le lendemain à Saint-Cloud, le surlendemain encore à Paris. Il était alors accompagné de l'Impératrice Eugénie.

Sans qu'il y eût rien de changé au fond, ces entrevues furent empreintes de plus de cordialité. Les deux Impératrices s'embrassèrent, Napoléon III baisa la main de Charlotte. On lui exprima les regrets les plus vifs des refus auxquels on était contraint. Cependant on lui promit de retarder l'embarquement des troupes françaises jusqu'à fin janvier. C'était un mince délai dont l'avantage était fort problématique pour la cause de Maximilien : mais pour lui laisser, en dépit de tout, un reste d'espoir, on sembla considérer ces conditions comme susceptibles de modifications, et l'on convint qu'elle reviendrait à Paris vers le 1er octobre. A ce moment-là, on lui ferait connaître les résolutions définitives.

Malgré ces précautions et cet atermoiement simulé, l'échec était complet. Il ne lui restait qu'à quitter Paris, et à aller à Rome tenter d'accomplir l'autre mission dont elle s'était chargée auprès du Pape : l'obtention d'un concordat. Mais avant de se rendre à Rome, elle voulut retourner à Miramar, désireuse d'attendre là la réponse au courrier exprès qu'elle avait envoyé à Maximilien après son entretien de Saint-Cloud.

Elle quitta Paris le 23 août, accompagnée jusqu'à Mâcon par le général et Mme Almonte. La fatigue qu'elle ressentait l'obligea à des haltes nombreuses; elle s'arrêta ainsi à Mâcon, à Turin, à Milan, dans la villa du roi Léopold, sur les bords du lac de Côme. Le 27 août, elle fut reçue à la gare de Vicence par le prince Humbert, à la gare de Padoue par le roi Victor-Emmanuel. Le 29, elle arrivait à Miramar.

Quelles durent être ses réflexions en revoyant ce palais quitté avec un si brillant cortège, moins de trente mois auparavant, et quel effrayant contraste entre les espérances, les illusions d'alors et la réalité d'aujourd'hui!...

La visite de l'Impératrice du Mexique, jointe aux événements militaires d'Europe, avait poussé le gouvernement français à prendre des résolutions graves. Elles furent communiquées au maréchal Bazaine dans deux lettres, l'une du 15 août, adressée par le ministre de la Guerre, l'autre du 29, et écrite par Napoléon III.

En dehors des ordres transmis au Commandant en chef, ces documents contiennent des détails sur le voyage de l'Impératrice, et prouvent qu'à ce moment les attaques portées contre lui n'avaient fait aucune impression sur l'esprit de son souverain, ni sur celui de son ministre : tout au moins, n'en laissait-on rien paraître.

Paris, 15 août 1866.

Mon cher Maréchal,

Je vous approuve fort d'avoir quitté Mexico pour vous porter au milieu des troupes dans les provinces du Nord,

afin d'être mieux placé pour vous faire une idée exacte de la situation politique et militaire du pays, et de donner à vos ordres une exécution plus immédiate.....

... Quand cette lettre vous parviendra, le mouvement d'évacuation sera bien près de commencer : il est évident qu'il y aura des mesures de prudence et peut-être même de vigueur à prendre pour aller au-devant des impressions diverses que ce mouvement pourra produire dans le pays. Je ne puis rien vous prescrire à ce sujet, éloigné comme je le suis, et plein de confiance dans votre expérience, mais il me suffit de vous faire savoir que le gouvernement de l'Empereur ne se fait pas d'illusions sur les affaires du Mexique en général, et sur ce qui touche l'armée que vous commandez en particulier. Aussi regarde-t-il comme très important que vous dirigiez les mouvements de l'armée aussi longtemps que les circonstances le commandent, et, *si je dois vous faire connaître mon opinion personnelle, je crois que vous ne devez quitter le Mexique qu'avec la dernière colonne*, parce que c'est assurément celle qui sera la plus difficile à conduire au port.

L'Impératrice Charlotte est depuis quelques jours à Paris. J'ai eu l'honneur d'être mandé par Sa Majesté, et elle a bien voulu m'entretenir de la situation du Mexique à différents points de vue. L'Impératrice se montre pleine de confiance dans l'avenir de l'Empire, et l'on ne peut qu'admirer la grandeur de ses sentiments, non moins que la résolution qui l'a fait arriver en Europe pour soutenir la grande cause à laquelle elle s'est dévouée.

Mais, malheureusement, le gouvernement ne peut pas marcher à l'encontre de l'opinion publique de la France, laquelle ne doit pas se contenter toujours d'espérances qui ne se réalisent pas ; voilà plus de quatre années que nous attendons le prix des efforts de tout genre que nous avons faits, et, au lieu d'en entrevoir le terme, il semblerait que nos sacrifices devraient aller en augmentant; au lieu de voir les ressources se développer, il semble qu'elles péri-

clitent de plus en plus ; au lieu de voir la tranquillité et la confiance se fonder l'une par l'autre, il semble qu'elles s'éloignent chaque jour de plus en plus. Que pourrions-nous faire de plus que ce que nous avons fait, et où nous conduirait la continuation de tant de sacrifices ? L'expérience du passé est là pour nous l'apprendre. Le gouvernement mexicain, dès le principe, n'a pas voulu comprendre qu'il devait se préparer à faire lui-même ses affaires, à asseoir son crédit, à organiser son armée. Au lieu de cela, il paraît avoir compté sur l'appui indéfini de la France, sur son trésor, sur son armée. Il y a un terme à toutes choses, et l'histoire ne manquera pas de reconnaître que l'Empereur Napoléon aura fait tout ce qui était humainement possible pour consolider l'Empire mexicain, que le dévouement, le courage et la persévérance de nos troupes avaient puissamment contribué à fonder.

L'Impératrice, entre autres observations, m'a parlé des sacrifices que le Trésor mexicain avait eu à supporter par le fait des expéditions entreprises par notre armée : ces sacrifices s'élèveraient à seize millions pour le seul service des transports. Je pense bien qu'il en est de cette dépense comme de celle de dix millions qui avait été consacrée à l'expédition de Oajaca, et qui s'est trouvée réduite à 900 000 francs. Dans tous les cas, ces transports, c'est pour rendre possible ces incessantes marches dans toutes les directions qui ne suffisent pas cependant à protéger les convois, pour assurer les communications et réprimer les exactions des bandes.

Quoi qu'il en soit du profond respect avec lequel a été accueillie l'Impératrice Charlotte, et le désir bien sincère que le gouvernement de l'Empereur aurait eu de donner satisfaction aux réclamations que Sa Majesté est venue apporter de si loin, il n'a pas été possible de rien changer aux mesures arrêtées précédemment, et à celles qui vont prochainement recevoir un commencement d'exécution.....

MARÉCHAL RANDON.

Napoléon III écrivait par le courrier suivant :

Saint-Cloud, le 29 août 1866.

Mon cher Maréchal,

Le moment approche où je dois faire appel à toute votre énergie et à toute votre intelligence pour terminer, *d'une manière ou d'une autre*, les affaires du Mexique. L'arrivée à Paris de l'Impératrice Charlotte n'a pu rien changer à l'état des choses, et *je lui ai déclaré franchement qu'il m'était impossible de donner au Mexique un écu ou un homme de plus*.

Les questions se résument donc ainsi : ou l'Empereur Maximilien pourra se maintenir avec ses propres forces, ou s'il ne le peut pas il faudra qu'il abdique, et alors nos troupes s'embarqueront en entier pour revenir en France. Dans ce dernier cas, il faudrait, comme je vous l'ai déjà écrit, réunir à Mexico une assemblée représentant le pays et faire élire un gouvernement qui offrît quelques chances de stabilité; faire avec lui un traité qui reconnût toutes nos créances, et enfin tâcher, en rétablissant une République, la moins mauvaise possible, d'obtenir des garanties d'ordre et de sécurité pour nos nationaux.

Tout cela, je l'avoue, est bien difficile, mais je compte sur vous pour débarrasser la France de cette question mexicaine qui nous entraîne dans des difficultés insolubles. J'ai écrit dans ce sens à l'Empereur Maximilien, en lui déclarant que le temps des demi-mesures est passé, qu'il faut ou qu'il se soutienne de lui-même, *en n'ayant d'appui que la partie de l'armée française qui doit rester jusqu'en 1867, ou bien qu'il abdique, et alors l'armée reviendrait tout entière vers le mois de février prochain.*

J'ai pris une vive part à la joie que vous avez dû éprouver de la naissance d'un fils, et vous ne pouvez douter de l'intérêt que je porte à tout ce qui vous touche. Vous pouvez

communiquer ma lettre à M. Dano et vous concerter avec lui sur les mesures à prendre.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Dans le cas où vous seriez obligé de convoquer une assemblée, il faudrait faire une assemblée dans laquelle vous diriez que je n'ai jamais voulu imposer au Mexique une forme de gouvernement quelconque; que j'ai voulu seulement les aider à établir un gouvernement stable, les arracher à une anarchie qui depuis cinquante ans paralysait les ressources du pays; que c'était le peuple mexicain qui avait voulu revenir à une forme monarchique et avait élu l'Empereur Maximilien; que, celui-ci abdiquant, le peuple rentrait dans ses droits et devait choisir librement le gouvernement qui lui conviendrait, etc.

J'apprends avec surprise qu'Osmont et Friant ont accepté d'être ministres de la Guerre et des Finances de l'Empereur Maximilien, tout en conservant leur position dans l'armée française : cela est impossible et ne doit pas être toléré.

Saint-Cloud, le 30 août 1866.

Mon cher Maréchal,

J'apprends la prise de Tampico. Dans ces circonstances il ne peut être question de renvoyer les troupes. Il faut les conserver réunies, et les embarquer plus tard à la fois, après avoir puni les envahisseurs.

Croyez à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

On le voit, par ces correspondances, la mission de l'Impératrice Charlotte n'avait rien changé à des résolutions prises de façon irrévocable avant son arrivée à Paris. Si le ministre cachait sous un langage étudié

ses véritables sentiments, Napoléon III ne les déguisait point. Il fallait en finir « d'une manière ou d'une autre », et, bien qu'il envisageât l'hypothèse où Maximilien chercherait à se maintenir avec ses propres forces, il ne croyait pas que l'Empereur du Mexique s'abandonnât en aveugle à un parti aussi insensé, aussi désespéré; il prévoyait une abdication qui aurait l'avantage de simplifier les choses, en facilitant le départ des troupes.

La simplification était plus apparente que réelle, et le Maréchal, resté au milieu des difficultés, devait bien en sentir les inconvénients. Quelle autorité pouvait avoir un gouvernement quelconque, établi à la hâte, par une force destinée à s'éloigner aussitôt? Les événements, d'ailleurs, trompèrent tous les calculs et déjouèrent toutes les prévisions. Jusqu'à la fin, tout fut surprise et malechance dans cette expédition.

Mais avant de reprendre le récit des faits qui se passaient alors au Mexique, il faut raconter les tristes incidents du voyage de l'Impératrice Charlotte.

Arrivée à Miramar à la fin du mois d'août, la malheureuse femme chercha à recouvrer, dans le repos et la solitude, un peu de son énergie, sinon de son espoir. Elle fit venir auprès d'elle le jeune prince Iturbide, âgé de quatorze ans, que Maximilien avait placé à Sainte-Barbe, pour y achever ses études. M. Eloin l'accompagna.

L'Impératrice eut aussi la visite de l'archiduc Louis-Victor, que François-Joseph lui envoya, témoignant ainsi à sa belle-sœur des égards d'autant plus méri-

toires qu'il avait plus de griefs contre son frère Maximilien[1].

Elle reçut également le président et le vice-président de la Chambre de commerce de Trieste, et, dans sa réponse à leur allocution, elle affecta une sécurité et une confiance qu'elle n'avait guère, allant jusqu'à dire que « dans le cas où l'Empereur Maximilien ferait, l'année suivante, *un petit voyage en Europe,* il ne manquerait pas de visiter Trieste... »

Elle ne désespérait cependant point encore complètement, et même, vers le 5 septembre, elle envoyait à Mexico un télégramme annonçant son retour prochain. Elle devait auparavant se rendre à Rome.

On n'a pas oublié à la suite de quels incidents fâcheux les négociations entamées entre le Pape Pie IX et Maximilien s'étaient trouvées rompues à Mexico, sans avoir abouti[2]. Ces négociations avaient été reprises à Rome. Trois projets de concordat avaient été successivement soumis à l'approbation du Souverain Pontife, qui avait péremptoirement écarté les deux premiers.

Le troisième, élaboré par un habile intrigant, le père Fischer, qui jouera un rôle si considérable dans l'agonie de l'Empire de Maximilien, et sur lequel nous reviendrons avec plus de détails, le troisième projet avait reçu un meilleur accueil. Pour mener à bien ces négociations, la présence de l'Impératrice pouvait être très efficace.

Avant de quitter Miramar, elle y donna une fête, la

1. Voir *l'Empire de Maximilien,* pp. 97 et suiv.
2. Voir *l'Empire de Maximilien,* ch. VII, pp. 101 et suiv.

dernière que ce triste château ait vue. Elle célébra l'anniversaire de l'indépendance mexicaine, accomplissant ainsi ses devoirs de souveraine, même ceux qui devaient lui être le plus pénible à remplir.

Le 18 septembre, elle partit pour Rome. Afin d'éviter les quarantaines imposées en Italie aux voyageurs qui arrivaient directement de Trieste, où sévissait encore le choléra, elle passa par Villach et Inspruck, et mit ainsi quatre jours pour parvenir à Mantoue ; de là, elle continua sa route par Reggio et Bologne, et n'entra dans Rome que le 25 septembre.

On lui rendit les honneurs dus aux souverains, et le cardinal Antonelli se hâta de la venir voir; mais ce ne fut que le surlendemain, 27, qu'elle se rendit en grande solennité au Vatican, et qu'elle eut avec le Pape un long entretien. Le 29, le Pape lui rendit sa visite à l'hôtel de Rome.

Son exaltation, sa tristesse étaient visibles, mais elles s'expliquaient par trop de causes pour étonner beaucoup; rien ne faisait donc prévoir la scène lamentable qui devait déchirer tous les voiles.

C'est le 30 septembre : l'Impératrice retourne au Vatican, elle pénètre dans le château, et là, sous l'empire de la folie qui a triomphé de sa belle intelligence, elle se livre à des actes, à des paroles, qui ne laissent aucun doute sur son état mental. Le Pape lui fait donner un appartement près du sien : on veut encore espérer qu'avec des soins et du repos on guérira l'infortunée souveraine...

On s'efforce de masquer la gravité de son état. « On

a parlé d'aliénation mentale, écrit-on. L'Impératrice est atteinte d'une exaltation d'esprit indiquant une grande agitation nerveuse, mais n'excluant pas l'exercice des facultés de la raison. Cette exaltation se manifeste notamment chaque fois qu'il est question du Mexique ou que des Mexicains sont en sa présence.

« C'est une crise qui demande avant tout du repos, du calme pour l'esprit aussi bien que pour le corps, et c'est pour cela que le Pape a donné à l'Impératrice un appartement au Vatican dans le voisinage du sien, en attendant que le comte de Flandres puisse ramener son auguste sœur à Miramar. »

On veut espérer encore que ce ne sera qu'un mal passager, un accès dont elle se remettra bien vite; cependant son frère, prévenu, arrive le 7 octobre, et, dès le lendemain, il l'emmène à Miramar.

L'état de la malade est trop grave pour qu'on le cache plus longtemps à Maximilien; le télégramme suivant lui porte la triste nouvelle :

S. M. l'Impératrice Charlotte a été saisie le 4 octobre à Rome d'une congestion cérébrale de la nature la plus grave. L'auguste princesse a été reconduite à Miramar.

Les premiers jours furent bien pénibles pour ceux qui l'entouraient. Elle avait cette idée fixée qu'on voulait l'empoisonner, et elle faisait goûter auparavant ses aliments par un chat. Le plus souvent même, elle refusait toute nourriture.

Un jour elle se rend, sur la route de Trieste, chez l'ancien maître-d'hôtel du château, qui a établi un café-

restaurant très fréquenté. Elle le prie de lui envoyer des aliments préparés par lui, parce que, dit-elle, elle n'a aucune confiance dans ses serviteurs mexicains, qui veulent l'empoisonner.

— J'ai faim, ajoute-t-elle. Et il y a en effet plusieurs jours qu'elle n'a mangé.

On mande auprès d'elle les plus savants spécialistes, et le malheur veut que leurs soins réussissent à moitié. Au bout de quelques jours, l'Impératrice recouvre la raison par instants; elle lit, fait de la musique, se promène et perd ses craintes d'empoisonnement. Guérison partielle plus terrible que le mal incurable. L'infortunée n'aura plus assez d'intelligence pour continuer la lutte avec et pour son mari; elle en aura assez pour apprendre successivement tous ses malheurs et pour en souffrir.

Première et touchante victime d'un rêve généreux et chimérique !

CHAPITRE VIII

Mécontentement du gouvernement français de l'entrée dans le ministère mexicain de MM. Osmont et Friant. — Note du *Journal officiel.* — Lettre du général Colson. — Complications. — Le maréchal Bazaine reste au Mexique. — Dépêche du 13 septembre. — Approbation du Ministre de la Guerre. — Événements graves. — Changement d'orientation dans la politique de Maximilien. — Ministère Larès. — Échange de lettres entre l'Empereur et le commandant en chef. — Arrivée du P. Fischer. — Situation de plus en plus compromise. — Combat d'Ixmiquilpan. — Extraits du rapport du 28 septembre. — L'Empire n'a plus de partisans. — Dangers d'un plus long séjour pour l'armée. — Le maréchal Bazaine à Puebla. — Annonce du retour de l'Impératrice Charlotte.

Dès qu'il avait appris la nomination de deux officiers français comme ministres de Maximilien, Napoléon III avait nettement manifesté son mécontentement, et il l'avait exprimé dans les termes les moins ambigus au Maréchal Bazaine dans sa lettre du 31 août.

L'incident pouvait avoir une portée très grave en ce qu'il ne manquerait pas d'amener les États-Unis, dont la politique ombrageuse ne laissait rien échapper, à prendre ce prétexte pour communiquer au Cabinet de Paris quelque note désagréable. Avec un voisin aussi

susceptible, la chose était à craindre; des observations furent faites dans ce sens. Pour y répondre, et couper court à un malentendu inutile, le *Moniteur universel,* journal officiel de l'Empire, publia une lettre rappelant que, par un décret du 26 juillet, l'Empereur du Mexique avait confié le portefeuille de la Guerre au général Osmont et celui des Finances à l'intendant M. Friant : « Les devoirs militaires de ces deux chefs de service, « attachés à une armée en campagne, étant incompa- « tibles avec la responsabilité de leurs nouvelles fonc- « tions, ils n'ont pas été autorisés à les accepter. »

Le ministère de la Guerre était non moins net sur ce point.

Paris, 31 août 1866.

Monsieur le Maréchal,

Votre courrier daté de San-Luis de Potosi, 9 juillet, Mexico, 28, et la Vera-Cruz, 1er août, est arrivé à Paris le 29 à midi. J'ai envoyé le même jour copie des dépêches les plus importantes à M. le Maréchal ministre de la Guerre, qui est allé présider son conseil général à Grenoble. J'ai reçu ce matin les éléments de la réponse, que j'ai signée en son nom et *par son ordre.*

En raison de l'importance des renseignements apportés par le courrier, je me suis empressé de le faire passer sous les yeux de l'Empereur par l'intermédiaire de M. le général Castelnau, en ce moment de service près de Sa Majesté.

Le général, en me renvoyant ces papiers, m'annonce que l'Empereur désapprouve formellement l'immixtion de M. le général Osmont et de M. l'intendant Friant dans les affaires du Mexique, en qualité de ministres l'un de la Guerre et l'autre des Finances.

Je ne puis que me borner, monsieur le Maréchal, à vous

transmettre cette communication, et, d'après ce que me dit le général Castelnau, je pense que l'Empereur vous écrit directement à ce sujet.

Nous venons de recevoir par la voie du Consulat de France à Southampton la triste nouvelle de la chute de Tampico. Cet événement est le pendant de la prise de Matamoros et n'aura pas de moins désastreuses conséquences. Il ne peut qu'augmenter encore les sérieuses préoccupations qu'inspire la situation du Mexique.

Veuillez agréer, etc.

E. COLSON.

Les instructions envoyées au Maréchal Bazaine témoignaient assez des préoccupations qui assaillaient le gouvernement français et en même temps exigeaient pour les suivre un homme connaissant la situation et capable de la dominer. Au point de vue politique, comme au point de vue militaire, les complications surgissaient, et de tous côtés les périls croissaient non plus seulement autour du trône de Maximilien, mais autour de notre armée, obligée de se replier dans un pays qui se couvrait d'ennemis aussi hardis que nombreux.

Était-ce bien le moment d'ajouter à tous ces dangers celui d'un changement dans le commandement en chef? Était-ce bien le rôle du commandant de quitter son armée et de laisser à un lieutenant le soin de diriger la retraite et de présider à l'abandon de l'œuvre entreprise ?

De Paris on avait pensé, sans envisager évidemment toutes les faces de la question, que la présence du Maréchal Bazaine n'était plus nécessaire, et qu'il pouvait revenir en France quand il voudrait, en laissant

le commandement à son plus ancien divisionnaire, le général Félix Douay. Cette latitude donnée ressemblait fort à un rappel.

Le Maréchal ne s'y était point mépris, mais il avait fait au début la sourde oreille. Le désir qu'il avait peut-être au fond du cœur de prolonger son séjour au Mexique s'était trouvé d'accord avec le sentiment de son devoir et de sa responsabilité. Il ne s'était pas pressé de partir. Bien lui en avait pris, car des instructions nouvelles n'avaient pas tardé à venir modifier celles qui lui avaient été précédemment transmises. Le maréchal Randon, le premier, ainsi qu'on l'a vu plus haut, lui avait donné l'avis, dans sa lettre du 15 août, de rester jusqu'au départ de la dernière colonne.

Le Commandant en chef, heureux d'une si haute appréciation, s'était hâté d'informer son ministre qu'il suivrait le conseil donné, et il l'avait fait par le câble.

Mexico, le 13 septembre 1866.

Le Maréchal Bazaine à S. E. le Maréchal ministre de la Guerre, à Paris.

Reçu la dépêche de Votre Excellence du 15 août. Votre opinion personnelle est un conseil que je suivrai, qui était dans ma manière de voir, mais je crois que l'on désire ma rentrée. .

Je resterai donc jusqu'au dernier soldat, et Votre Excellence peut compter sur tout mon dévouement à mon devoir. Le courrier complétera les renseignements demandés sur chevaux, harnachements et donnera des explications sur les médisances semées pour le bien de la cause maximilienne.

BAZAINE.

On voit par cette dépêche, que les renseignements confidentiels adressés au Maréchal l'avaient éclairé sur les intentions de l'Empereur à son égard. Il n'était plus dupe de la conduite de Maximilien et de Charlotte, et il n'avait pas tout à fait tort de parler d'eux avec une certaine aigreur; d'autant qu'à ce moment ses ennemis de Mexico et de Paris avaient recommencé leurs insinuations touchant la prétendue participation au règlement de la créance Jecker. C'est à ces bruits malveillants, dont il avait été averti par son ministre, qu'il fait allusion dans les derniers mots de sa dépêche. Disons tout de suite qu'il adressa à Paris un nouveau dossier à ce sujet et qu'il n'eut pas de peine à prouver sa parfaite innocence.

Sa résolution de rester au Mexique jusqu'à la fin de l'occupation reçut de Paris la plus complète approbation. Comme il a été souvent émis des doutes à cet égard, voici deux pièces qui les dissiperont :

Paris, le 13 octobre 1866.

Monsieur le Maréchal,

Votre courrier du 8 septembre m'est parvenu le 11 octobre courant, et je me suis empressé d'en mettre les parties les plus importantes sous les yeux de l'Empereur.

Aucun fait saillant ne s'est produit depuis la date de vos précédents rapports, mais la situation générale de l'Empire ne s'est pas non plus améliorée, et elle continue à nous apparaître sous des couleurs assez sombres.

J'ai constaté avec satisfaction la continuation régulière du mouvement de concentration prescrit par Votre Excellence, mouvement que les dissidents se contentent d'observer sans rien oser entreprendre pour l'inquiéter...

... En même temps que votre courrier du 8 septembre, j'ai reçu votre dépêche télégraphique chiffrée du 13, accusant réception de la dépêche de M. le maréchal Randon en date du 15 août, et exprimant votre intention de rester au Mexique jusqu'au départ de la dernière colonne. *Cette décision, monsieur le Maréchal, étant conforme aux intentions de l'Empereur et aux instructions que vous avez reçues ultérieurement, je ne puis qu'engager Votre Excellence à y persévérer.*

Sa Majesté a daigné me communiquer votre dépêche télégraphique chiffrée du 27 septembre, ainsi que la réponse qu'Elle y a faite le 8 octobre; les ordres que nous adresse l'Empereur sont la conséquence nécessaire du programme d'ensemble qui vous a été porté par M. le général Castelnau; en m'informant, à la date de ce jour, qu'elle n'a rien à y ajouter, Sa Majesté m'invite à vous répéter qu'il faut concentrer les troupes et vous préparer à une évacuation générale pour l'hiver ou pour le printemps...

Agréez, etc.

Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, chargé par intérim du département de la Guerre,

ARMAND BÉHIC.

M. Armand Béhic écrivait dans la lettre précédente (29 septembre) :

Votre Excellence verra par ces instructions *combien il importe qu'elle conserve, pendant la dernière période de notre occupation, le commandement du corps expéditionnaire et la haute direction des affaires.* Les difficultés de la situation que va vraisemblablement traverser le Mexique, le rôle glorieux encore que l'armée française est appelée à jouer, quelles que soient les éventualités qui surgissent, *rendront jusqu'au dernier moment ce commandement digne du chef qui a conquis sur nos soldats et sur le pays lui-même une si légitime influence, et dont la main habile et ferme peut seule*

mener à bien la délicate opération de la rentrée de nos troupes.

Le gouvernement français avait en outre sagement renoncé au premier système adopté de faire rentrer l'armée en France par échelons, et il venait de décider que « l'évacuation, au lieu de s'opérer par rapatriements successifs à partir du mois d'octobre prochain, se ferait en bloc, et serait différée jusqu'au printemps[1] ».

Les complications ne cessaient point en effet, et, comme s'il n'eût pas suffi de celles qu'apportaient les ennemis armés de l'Empire, Maximilien en faisait surgir de nouvelles. A ce moment, il éprouva le besoin d'opérer dans sa politique un changement complet, et il lui imposa une nouvelle orientation.

On sait qu'il avait d'abord essayé de gouverner avec des libéraux, des membres du parti républicain, des Juaristes déguisés, et l'expérience n'avait pas été heureuse. Il avait tenté une aventure en appelant deux officiers français au ministère, et la nouvelle combinaison, désagréable pour la France, combattue par tous, n'avait point réussi. Vers le milieu de septembre, il jugea bon d'appeler au pouvoir les cléricaux, et confia le soin de former un ministère à M. Larès, qui passait avec raison pour l'âme damnée de Mgr La Bastida.

M. Larès, ministre de la Justice et président du Conseil, plaça M. Teofilo Marin à l'Intérieur, M. Manuel Garcia Aguirre à l'Instruction publique et aux Cultes,

1. Le Ministre de la Guerre au maréchal Bazaine (12 septembre 1866).

M. Joaquin de Mier y Cerran aux Travaux publics et Commerce. Deux sous-secrétaires d'État étaient nommés : M. Larraniza aux Finances, et le général Ramon Tavera à la Guerre.

Le programme du nouveau ministère ne laissait aucun doute sur ses tendances, comme on en peut juger par cet extrait :

On s'efforcera avec la plus grande sollicitude de rétablir la bonne intelligence entre l'Église et l'État, au moyen du Concordat avec le Saint-Siège, dans lequel on devra convenir des mesures indispensables à la répression des abus que la démoralisation générale du pays a laissés s'y introduire. Jusque-là les dispositions adoptées par le gouvernement auront pour but d'aplanir les difficultés existantes et celles qui pourront s'élever par la suite.

En raison de la gravité des préjudices causés à l'État par l'insécurité dans laquelle se trouvent les propriétés désamorties au moyen des adjudications, et de laquelle il résulte une dépréciation de leur valeur, ce point important sera traité avec le Saint-Siège, afin que dans le Concordat on convienne du mode à employer pour donner aux acquisitions une validité suffisante pour faciliter les transactions commerciales, mettre en mouvement les valeurs de cette nature, et rapporter au gouvernement tous les bénéfices dont il a été privé par la dépréciation actuelle de ces propriétés.

Le droit d'acquisition, que l'Église possède originairement, sera réglementé, quant à son exercice, conformément aux bases qui seront stipulées dans le Concordat qui sera prochainement signé avec le Saint-Siège. On arrêtera de la même manière le mode d'après lequel seront aliénés, de temps à autre, les immeubles que l'Église acquerra. Dans la même convention, on déterminera les mesures qui doivent assurer au clergé une subsistance décente.

La prompte pacification du pays étant la première de toutes les nécessités, le gouvernement se préoccupera avant tout de veiller à l'exécution rapide et énergique des lois par l'organisation de l'armée. Pour donner de la fixité et de la stabilité à la législation relative à cette branche, le code militaire, qui est terminé, sera publié le plus tôt possible.

Sous le vague voulu de ces déclarations se cachaient mal les tendances ultra-réactionnaires du nouveau ministère. Le Maréchal, qu'un long séjour au Mexique mettait à même de bien connaître les hommes politiques, ne se méprit pas un instant sur la portée du ministère Larès, et il jugea urgent « de dégager l'action de la France de toute participation à cette nouvelle évolution ». On a vu en effet que les portefeuilles de la Guerre et des Finances n'avaient point de titulaires, et restaient confiés à des sous-secrétaires d'État; on espérait toujours garder dans la combinaison MM. Osmont et Friant. Sans doute on ne les jugeait pas encore assez compromis, eux et la France, par le ministère de deux mois dans lequel ils s'étaient si maladroitement et si inutilement fourvoyés.

Le Maréchal n'entendait pas que les choses allassent plus loin. Il n'avait pas encore reçu l'expression du mécontentement de Napoléon III à cet égard, mais il le pressentait; comment tolérer que deux de nos chefs de service cumulassent leurs fonctions dans l'armée française avec des fonctions non moins importantes dans l'administration mexicaine, et cela au moment où commençaient les préparatifs de l'évacuation?

Le Commandant en chef mit en demeure MM. Osmont et Friant de se retirer, en les invitant à donner comme prétextes à leur retraite les observations, qu'il leur avait faites maintes fois touchant l'incompatibilité de leurs doubles fonctions.

Ces deux officiers ne parurent point comprendre immédiatement la portée de ces observations, et leurs tergiversations laissèrent le temps à Maximilien d'intervenir dans ce débat :

Palais de Mexico, le 16 septembre 1866.

Mon cher Maréchal,

Je crois qu'on a surpris votre bonne foi en vous présentant la modification ministérielle comme le commencement d'une ère de réaction incompatible avec la présence de deux généraux français au milieu de leurs nouveaux collègues.

Mon passé et ma tolérance politique bien connue sont, si je ne me trompe, un gage certain que la transition sera celle que les événements demandent et digne de mes glorieux alliés et de moi.

Recevez, etc.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Cette lettre ne lui parut point assez nette, assez explicite, car quelques heures après il en adressait une seconde au Maréchal.

Mexico, le 16 septembre 1866.

Mon cher Maréchal,

Je regrette que vous mettiez MM. les généraux Osmont et Friant dans une alternative qui sera pour eux l'obligation de laisser leurs portefeuilles. Tous deux s'acquittent de

leurs fonctions à mon entière satisfaction : le premier a su se concilier les sympathies de l'armée mexicaine, le second vient d'élaborer une suite de décrets propres à augmenter les ressources, mais que lui seul peut mettre à exécution. *Si donc il est vrai que l'alliance entre mon gouvernement et le gouvernement français doive être prise pour une réalité, comme je me plais à le croire*, je désire que ces deux officiers généraux restent en fonctions, car, si je ne me trompe, il n'est pas impossible de les remplacer, provisoirement au moins, dans les charges qu'ils occupent au corps expéditionnaire.

Votre réponse me fera connaître à quel ordre d'idées je dois m'arrêter.

Recevez, etc.

MAXIMILIEN.

Le Commandant en chef ne pouvait laisser sans réponse de pareilles lettres, où perçait un ton à la fois caressant et agressif; il riposta le jour même :

... Si j'ai engagé MM. Osmont et Friant à opter entre les fonctions qu'ils remplissent auprès de Votre Majesté et celles qui leur sont assignées dans le corps expéditionnaire, c'est que l'expérience démontre chaque jour que les deux fonctions sont incompatibles, car il se produit des tiraillements tels que les divers services de l'armée en souffrent trop.

Il ne m'appartient pas d'apprécier la nuance politique que représente le nouveau cabinet; aussi n'est-ce point le motif qui m'a fait prendre une détermination.

Lors de ma rentrée à Mexico, j'ai laissé à MM. Osmont et Friant la faculté de rester auprès de Votre Majesté parce que le ministère n'était pas complètement constitué : aujourd'hui qu'il l'est, j'ai pensé qu'ils pouvaient se retirer sans amener aucun inconvénient.

Cependant, j'ai l'honneur de le répéter à Votre Majesté, *je suis tout disposé à laisser à son gouvernement le concours*

de ces Messieurs, s'ils veulent résigner les fonctions qu'ils remplissent dans le corps expéditionnaire.

C'est dans ce sens que j'ai écrit à mon gouvernement par le dernier courrier, et c'est à ce point de vue que la solution de cette affaire doit être envisagée.

Ce langage était à la fois énergique et correct. MM. Osmont et Friant comprirent enfin que leur place n'était point dans un ministère mexicain, quel qu'il fût, et ils remirent leur démission à l'Empereur. Il était temps.

Comme tous ceux qui se sentent perdus, Maximilien, sans vouloir toutefois s'avouer la gravité du péril, s'en remettait aux remèdes empiriques, et était tout prêt à se confier aux pires conseillers. Justement un homme revenait en ce moment au Mexique, qui réunissait les qualités nécessaires à ce rôle. Il était de ces aventuriers qui surgissent on ne sait d'où, qui s'imposent on ne sait comment, et qui réussissent finalement à tout compromettre, à tout perdre, et même à tout avilir dans la dégringolade d'un gouvernement.

Celui qui parut à ce moment s'appelait depuis peu le « Padre Fischer ». Il arrivait de Rome, où il avait posé les bases d'un Concordat, le seul qui semblât présenter quelques chances d'être accepté par le Saint-Siège.

Il faut avouer que la curie romaine s'était montrée vraiment de bonne composition en consentant à traiter des intérêts les plus sacrés avec un envoyé comme le père Fischer. C'était un prêtre, il est vrai, mais sa robe couvrait le plus étrange chrétien qu'on eût jamais chargé de telles négociations.

D'origine allemande, comme son nom l'indique, Fischer était venu au Mexique vers l'année 1845, enrôlé dans une troupe de colons pour le Texas. Il débuta modestement comme clerc de notaire; mais peu satisfait d'une aussi humble situation, il passa en Californie et se fit chercheur d'or. Certains disaient qu'il n'en avait pas cherché uniquement dans les gisements.

On le retrouve quelque temps après à Durango. Il était alors protestant, mais cela ne lui donnait pas une position. Il abjura, se fit baptiser et reçut les ordres. Ayant rencontré une de ses anciennes coréligionnaires, il entreprit sa conversion; mais il ne se contenta pas de l'arracher à l'hérésie, il l'enleva également à son mari, et en eut deux enfants.

Il était prêtre : cette aventure le consacra prêtre mexicain, et l'évêque de Durango l'attacha à sa personne en qualité de secrétaire. Par malheur, l'évêque avait une jeune et jolie servante qui préféra le service du secrétaire. Celui-ci fut renvoyé, et partit avec elle.

Cette disgrâce le servit. Un notable mexicain, bien en cour, M. Sanchez Navarro, s'intéressa à lui, et le présenta à Maximilien. Le père Fischer était trop intelligent, trop rusé, trop fin, pour ne pas promptement percer à jour le caractère de l'Empereur. Il l'éblouit, le séduisit et entra par la petite porte dans la grande politique. Il se trouvait là dans son élément. L'Empereur lui donna bientôt toute sa confiance, et resta longtemps le seul à ne pas s'apercevoir combien elle était mal placée.

Quand le père Fischer revint de Rome, son esprit

d'intrigue, ses habiletés de toutes sortes parurent d'un utile secours au souverain désemparé, si bien que celui-ci l'attacha à sa personne. Son influence devint toute-puissante.

Mais il fallait autre chose qu'un intrigant habile pour rétablir les affaires de l'Empire. La situation devenait de plus en plus critique. Les revers succédaient aux revers, et le 25 septembre un engagement malheureux réveillait douloureusement le souvenir des échecs de Matamoros, de Parras et de Tampico.

Les Belges sous la conduite du lieutenant-colonel Van der Smissen attaquaient Ixmiquilpan, défendu par des forces imposantes, et, malgré leurs courageux efforts, se voyaient obligés de battre en retraite, laissant sur le champ de bataille six officiers morts ou mortellement atteints. Cinq autres étaient blessés; la troupe comptait dix-neuf tués et vingt-quatre blessés. Les Belges avaient fait bravement leur devoir, et leur chef leur avait donné dignement l'exemple de la vaillance; mais les Mexicains, à force d'être battus, avaient appris à se battre.

Cet échec avait aussitôt réveillé l'hostilité des populations, jusqu'à ce jour soumises, au moins en apparence. Les Rancheros étaient sortis de leurs habitations, avaient d'abord inquiété l'avant-garde et s'étaient joints ensuite à la cavalerie qui assaillait l'arrière-garde. Maintenant ils semaient d'obstacles la marche des Belges, détruisaient les ponts, coupaient les routes, élevaient des barricades. L'Empire perdait ses derniers partisans.

Il semblait ne plus se soutenir que par la présence des baïonnettes françaises. Dès lors à quoi bon éterniser cette présence? L'expérience était faite, et les résultats en étaient concluants. Le Maréchal Bazaine transmettait à son ministre les réflexions que cette constatation lui inspirait :

...Si on a pu dire que la diminution des forces françaises au Mexique était une des causes de la décroissance du prestige impérial et avait été, de ma part, une faute militaire et politique, je suis prêt à soutenir encore et à prouver que j'étais dans le vrai.

Pour quiconque connaît le Mexique, la continuité d'une occupation étendue ne servirait qu'à entretenir les illusions des gouvernants, leur quiétude, leur confiance dans le bon vouloir d'une alliée forte, riche et puissante, dans les caisses et sur les effectifs de laquelle on persisterait à compter, sans se soucier de l'avenir.

De la part des populations, ce serait un engourdissement absolu qui ne pourrait que s'accroître, de telle sorte que lorsque, dans cinq, dix, quinze ou vingt ans, le corps d'occupation se retirerait, les terreurs se changeraient en désespoirs chez les hommes ralliés, tandis que la passion et les haines contenues par la force et par la crainte se réveilleraient plus hostiles, plus avides que jamais chez les antagonistes de l'Empire. (*Rapport politique du* 28 *septembre* 1866.)

Une occupation prolongée n'avait pas d'inconvénients pour le seul Mexique. On connaît cette loi de l'humanité qui donne aux autochthones une telle force que le vainqueur qui domine le vaincu en apparence en est bientôt dominé en réalité :

Græcia capta ferum victorem cepit[1].

1. *La Grèce conquise a conquis son farouche vainqueur.*

L'armée française en faisait la triste expérience, et le Commandant en chef signalait courageusement le danger à son ministre :

Je ne parle que très bas de la démoralisation qui aurait gagné notre armée elle-même. Le Mexique a des principes énervants et dissolvants tirés de son état climatérique et de son état social.

Je ne veux point traiter ici cette question, dont les funestes effets se font déjà sentir dans certains corps. Votre Excellence comprendra ma réserve à cet égard.

Cependant le mouvement de concentration se faisait sur Mexico; il importait que la grande ligne de communication entre cette ville et la mer fût libre pour que la retraite s'opérât en bon ordre. Or, des bandes commençaient à circuler non plus seulement dans les Terres-Chaudes, mais dans le territoire qui avait été le premier occupé par nos troupes et où la sécurité aurait dû être plus grande que partout ailleurs.

Le Maréchal fut informé qu'un certain colonel Rodriguez, entre autres, auquel l'*indulto* avait été accordé et qui commandait à Los Llanos, s'était emparé de Huamantla, après avoir fait massacrer un convoi de malades autrichiens qui se rendait de Perote à Puebla. Du côté de Tulancingo, des bandes nombreuses menaçaient la ville; des rassemblements considérables étaient signalés du côté de Tlasco. Enfin, plus au sud, Porfirio Diaz et Figueroa se préparaient à attaquer Oajaca. Le département de Puebla se trouvait donc ainsi inquiété au nord et au midi. Le Commandant en

chef jugea nécessaire de se transporter sur les lieux, et d'inspecter lui-même la place de Puebla et son armement.

Il quitta Mexico le 2 octobre, et, accompagné du général Clinchant, il arriva le 4 au soir dans cette ville. Depuis plusieurs mois, elle était occupée par les Autrichiens sous les ordres du général de Thun. L'intention du Maréchal était de les remplacer par des Français; il y installa le général Aymard comme commandant supérieur, et il y ramena le 51° de ligne.

Après une pointe sur Tlascala et Atlancatépec, il rentra à Mexico. Il apprit à ce moment les bruits qui couraient du retour de l'Impératrice Charlotte.

Maximilien, soit qu'il y crût, soit qu'il voulût paraître y croire, écrivit officiellement à ce sujet au Maréchal, l'informant que « cette arrivée aurait probablement lieu du 20 au 31 de ce mois (octobre) », et, comme il désirait la recevoir personnellement au port de débarquement, il annonçait son dessein de partir prochainement à sa rencontre.

Il écrivait ceci le 4 octobre; le 9, il avait changé d'avis : il ne parlait plus de son départ et demandait seulement au Maréchal de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de l'Impératrice.

Bien qu'il sût l'échec de sa mission, il s'était repris à espérer, en apprenant l'arrivée prochaine du général Castelnau. Pour que Napoléon III eût jugé bon d'envoyer au Mexique un de ses aides de camp, il fallait que sa confiance dans le Maréchal Bazaine eût faibli. Les accusations portées contre celui-ci avaient donc

réussi : peut-être s'ensuivrait-il dans la marche des affaires un changement heureux pour l'Empire.

Dernières espérances, dernières illusions. Comme un présage de malheur, le câble lui apporta à ce moment la nouvelle de la folie de l'Impératrice.

Un revirement complet s'opère alors dans son esprit, non le dernier toutefois, et l'aventure mexicaine entre encore dans une phase nouvelle.

CHAPITRE IX

Effet produit sur l'Empereur par l'annonce de la folie de l'Impératrice Charlotte. — Lettres de Maximilien au maréchal Bazaine (20 et 21 octobre). — Départ pour Orizaba. — Démission du ministère. — Note de M. Herzfeld. — Le Maréchal obtient de M. Larès que le ministère reste en fonctions. — L'opinion publique croit à une abdication prochaine. — Maximilien croise à Ayotla le général Castelnau et refuse de le voir. — Arrivée à Orizaba. — Le *Dandolo* à Vera-Cruz. — Tergiversations. — Dépêche du 31 octobre au Commandant en chef. — Nouvelles résolutions de Maximilien. — Une lettre de M. Eloin.

En apprenant la folie de l'Impératrice, en voyant ainsi frappée la compagne dévouée de sa vie, l'Empereur reçut un coup violent au cœur. Il resta enfermé dans son palais de Chapultepec, et les malaises presque constants dont il souffrait déjà depuis longtemps s'aggravèrent considérablement. Il ne cacha point l'effet terrible produit sur lui par ce nouveau malheur, et la lettre qu'il écrivit alors au Maréchal témoigne de la profondeur aussi bien que de la sincérité de sa douleur :

Alcazar de Chapultepec, le 20 octobre 1866.

Mon cher Maréchal,

J'ai été profondément touché des paroles de consolation que vous m'avez écrites en votre nom et au nom de Mme la Maréchale, et je vous en exprime ma plus vive et ma plus profonde reconnaissance.

Le terrible malheur que m'ont annoncé les dernières nouvelles et qui a tant affecté mon cœur, le mauvais état de ma santé causé par les fièvres intermittentes, qui durent depuis si longtemps, et qui, dans ces derniers jours, ont naturellement augmenté, rendent nécessaire, d'après l'avis de mes médecins, un séjour momentané dans un climat plus sain.

Pour être en même temps plus à proximité du courrier extraordinaire qui m'est annoncé de Miramar et dont j'attends les nouvelles avec une anxiété facile à comprendre, j'ai l'intention de me rendre à Orizaba.

C'est avec la plus grande confiance que je m'en rapporte à votre tact pour le maintien de la sécurité de la capitale et des points les plus importants qui sont en ce moment occupés par les troupes de votre commandement.

En ces circonstances douloureuses et difficiles, je compte plus que jamais sur la loyauté et l'amitié que vous m'avez toujours témoignées.

Je suivrai l'itinéraire ci-joint, et je prendrai avec moi les trois escadrons de hussards du corps des volontaires autrichiens et les hommes disponibles de la gendarmerie.

Cette lettre vous sera remise par le conseiller d'État Herzfeld, mon ancien compagnon de mer, et qui se met à votre disposition dans le cas où vous désireriez des éclaircissements.

Je vous réitère, ainsi qu'à Mme la Maréchale, ma vive gratitude pour les sentiments d'affection qui ont tant fait de bien à mon cœur ulcéré.

Recevez, etc.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Ainsi l'Empereur dans cette lettre parlait de la loyauté et de l'amitié dont le Maréchal lui avait maintes fois donné des preuves : quel contraste avec les accusations envoyées à Paris, et comme souvent le malheur remet les choses en leur vraie place !

La résolution de quitter Mexico et de se rendre à Orizaba indiquait dans l'esprit du souverain des décisions graves. Le désir d'être dans un climat plus sain ou de se rapprocher de la mer pour recevoir plus rapidement les nouvelles d'Europe n'était qu'un prétexte assurément. Si le Maréchal en avait douté, une seconde lettre de l'Empereur l'aurait éclairé à cet égard.

Hacienda de Zoquiapa, 21 octobre 1866.

Mon cher Maréchal,

Demain je me propose de déposer en vos mains les documents nécessaires pour mettre un terme à la situation violente dans laquelle je me trouve, non seulement moi, mais aussi tout le Mexique.

Entre bien d'autres, trois choses me préoccupent, et, d'une fois, je veux me décharger de la responsabilité qui me touche.

1° Que toutes les cours martiales cessent d'avoir intervention dans les délits politiques;

2° Que la loi du 3 octobre soit révoquée de fait ;

3° Que, pour aucun motif, il n'y ait de persécutions politiques et que toutes espèces d'hostilités cessent.

Je désire que vous appeliez les ministres Larès, Marin et Tavera, pour convenir des mesures nécessaires afin d'assurer ces trois points, sans qu'il y ait nécessité que mes intentions exprimées dans le premier paragraphe transpirent tant soit peu.

Je ne doute pas que vous n'ajoutiez cette nouvelle preuve de véritable amitié à toutes celles que vous m'avez données, et, pour cette raison, je vous donne par avance mes sentiments de gratitude, en même temps que je vous renouvelle les assurances de mon estime et amitié avec laquelle je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Cette seconde lettre, datée de la Hacienda de Zoquiapa, fut apportée au Maréchal par un envoyé spécial : l'Empereur n'avait pas voulu rentrer dans Mexico, et il avait, de l'Alcazar de Chapultepec, rejoint la route de Mexico à Vera-Cruz, en tournant la ville par le sud.

La nouvelle du départ de Maximilien se répandit promptement. En vain le *Diario official* inséra une note annonçant que « l'Empereur ne s'éloignait que tempo-« rairement pour des raisons de santé et pour être « plus près des nouvelles de l'Impératrice », l'émotion produite dans le public fut considérable. Presque personne ne douta que ce voyage ne fût la première étape de Maximilien vers l'Europe et le premier acte de l'abdication.

Le ministère subit le contre-coup de ces impressions. Si l'Empereur abdiquait, qu'allait-il devenir et quel serait son rôle ? Il jugea bon de prendre les devants et de se retirer avant l'Empereur : il donna sa démission en masse, avant même que Maximilien eût quitté Chapultepec. Ceci se passait dans la journée du 20 octobre.

Cette crise qui éclatait si inopinément était cepen-

dant facile à prévoir ; mais elle n'avait pas été prévue, et Maximilien se trouva pris au dépourvu. Il n'était malheureusement point dans un état moral et physique qui lui permît de faire tête à l'orage et de prendre des résolutions énergiques ; il trouva plus simple et plus facile de recourir encore une fois aux services du Commandant en chef, et il remit sa cause entre ses mains. Ce fut M. Herzfeld, son ancien compagnon de mer, comme Maximilien aimait à l'appeler, qui servit en la circonstance d'intermédiaire.

Excellence,

M. Larès vient de présenter la démission de tout le ministère et a déclaré que, aussitôt que l'Empereur sortirait de la capitale, il n'y aurait plus de gouvernement. Sa Majesté étant dans un état de faiblesse extrême et insistant de partir, il faudra prendre des mesures. Je supplie Votre Excellence de vouloir bien conseiller l'Empereur encore ce soir.

Je suis, de Votre Excellence, le très dévoué serviteur,

HERZFELD.

A cet appel quelque peu désespéré et qui montrait dans quel désarroi se trouvait le gouvernement mexicain, le Maréchal, qui n'avait pas encore vu le général Castelnau et qui ignorait les instructions dont celui-ci était chargé, le Maréchal pensa que le mieux en l'espèce était de maintenir le *statu quo,* et il se mit en devoir d'obéir au désir exprimé par M. Herzfeld au nom de l'Empereur.

Il répondit immédiatement que « des mesures allaient être prises pour faire rester les ministres à

leur poste, et que Sa Majesté pouvait en toute sécurité entreprendre son voyage sur Orizaba ».

Puis il manda M. Larès et le pressa très énergiquement de garder, lui et ses collègues, leurs portefeuilles. Une crise ministérielle, se greffant sur un incident déjà aussi grave que l'absence de l'Empereur, pouvait amener les plus redoutables complications, et il importait dans l'intérêt de tous d'éviter les dangers d'un interrègne gouvernemental.

M. Larès se retira sans avoir donné une promesse ferme de demeurer à son poste ; mais à minuit, après avoir consulté ses collègues, il écrivit au Maréchal que le Cabinet restait constitué et gardait la direction des affaires. Pendant ce temps, l'Empereur continuait sa marche sur Orizaba. A Ayotla, le cortège impérial croisa le général Castelnau. Celui-ci, prévenu de la présence de l'Empereur, sollicita aussitôt une audience ; mais Maximilien lui fit répondre par un de ses aides de camp qu'il était souffrant et ne pouvait le recevoir. Quelques instants après, il continuait sa route.

Cet incident ancra le Maréchal dans la pensée que Maximilien était décidé à abdiquer. Divers autres indices semblaient confirmer cette opinion. Ainsi l'on apprenait qu'une frégate autrichienne, le *Dandolo*, se trouvait dans le port de Vera-Cruz, prête à prendre la mer, que l'Empereur l'avait mandée spécialement et qu'il la réservait pour son service particulier. En outre, dans le palais impérial, tous les objets précieux, sauf l'argenterie, avaient été emballés et dirigés sur Vera-Cruz.

Néanmoins, l'Empereur ne se hâtait pas de mettre à exécution la résolution qu'on lui supposait à juste titre. Il n'envoyait pas au Maréchal « les documents » qu'il lui avait annoncés dans sa lettre du 21 octobre et ne répondait point à une dépêche du Maréchal qui, sous couleur de parler de la convention douanière, avait saisi ce prétexte pour rappeler à l'Empereur ce passage de sa missive.

Le 31 octobre, le Maréchal reçut cette lettre :

Mon cher Maréchal,

Dans les circonstances difficiles dans lesquelles je me trouve, et qui, *si les négociations que je viens d'entamer n'aboutissent pas à un heureux résultat, me forceront à rendre le pouvoir que la nation m'a confié*, il me tient avant tout à cœur de fixer le sort des corps volontaires autrichien et belge, et de leur garantir l'accomplissement entier des conditions contractées avec ces corps.

Pour arriver à ce but, je vous envoie mon aide de camp, le colonel de Kodolich, auquel je viens de remettre le commandement du corps des volontaires autrichiens et que je munis des pleins pouvoirs nécessaires pour régler cette question qui m'intéresse plus que toute autre.

Cet officier jouit de mon entière confiance, et en mettant entre vos mains, entre celles de la France, si sensibles pour tout dévouement, le sort de ces corps si braves et si dévoués, j'attends avec une entière sécurité le dénouement satisfaisant de cet arrangement.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance des sentiments de sincère amitié avec lesquels je suis

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Orizaba, le 31 octobre 1866.

Que signifiait cette lettre? Quelles étaient les négociations entamées auxquelles était soumise l'éventualité de son abdication? Pour augmenter l'incertitude, le *Journal officiel* publiait à la même date une note annonçant que l'Empereur avait recouvré la santé, et qu'ainsi se trouvait accompli le but de son voyage.

S'il voulait rendre le pouvoir que la nation lui avait confié, qu'attendait-il pour faire connaître sa décision? Si, au contraire, il entendait se maintenir sur le trône du Mexique, pourquoi, maintenant que sa santé était rétablie, ne rentrait-il pas à Mexico et ne reprenait-il pas la direction du gouvernement?

Le Commandant en chef éprouvait toutes ces anxiétés.

Rien n'est changé dans la situation générale du pays, écrivait-il à son ministre le 9 novembre, depuis mon dernier rapport. L'Empereur Maximilien est toujours à Orizaba, et, quoique toutes les apparences fassent pressentir une décision définitive de Sa Majesté, *rien n'indique, d'une manière absolue, qu'il doit partir prochainement ou qu'il songe à remonter à Mexico.*

Cette situation tendue, dont chacun attend le terme avec impatience, irrite les esprits, et, en donnant matière à toutes les conjectures, augmente singulièrement l'inquiétude et le malaise général. Les partis s'agitent et se préparent à la lutte...

Ce que l'on ignorait alors, on le sait aujourd'hui, et l'on connaît les mobiles auxquels obéissait Maximilien. Il n'est point douteux qu'au premier moment il avait eu l'intention de renoncer à un pouvoir qui

n'existait plus que de nom. Atterré par la nouvelle du malheur qui le frappait dans la personne de l'Impératrice, souffrant lui-même, découragé, il n'avait pensé qu'à une chose : se retirer d'une lutte impossible. Mais, par malheur, Maximilien avait auprès de lui le père Fischer, lequel s'était constitué son gardien, et qui entendait le faire servir aux ambitions du parti clérical, dont il était l'agent. Sur un esprit aussi faible que celui de Maximilien, un homme aussi habile que ce prêtre devait avoir une puissante autorité. Il n'aurait point réussi toutefois sans un de ces hasards qui déroutent les combinaisons et déjouent les prévisions les mieux établies. Pendant cette période de trouble et d'incertitude, Maximilien reçut d'Europe une lettre dont l'influence fut capitale : elle émanait de son ancien chef de cabinet, M. Eloin.

Bruxelles, 17 septembre 1866.

Sire,

L'article du *Moniteur français* désavouant l'entrée aux ministères de la Guerre et des Finances des deux généraux français Osmont et Friant prouve désormais que sans pudeur le masque est jeté. La mission du général Castelnau, aide de camp et homme de confiance de l'Empereur, bien que secrète, ne peut avoir d'autre but, selon moi, que de chercher à provoquer au plus tôt une solution. Pour chercher à expliquer sa conduite, que l'histoire jugera, le gouvernement français voudrait qu'une abdication précédât le retour de l'armée, et qu'ainsi il lui fût possible de procéder seul à réorganiser un nouvel état de choses capable d'assurer ses intérêts et ceux de ses nationaux; *j'ai l'intime conviction que Votre Majesté ne voudra pas donner cette satis-*

faction à une politique qui doit répondre tôt ou tard de l'odieux de ses actes et des conséquences fatales qui en seront la suite.

Le discours de M. Seward, le toast à Romero, l'attitude du président, résultat de la couardise du Cabinet français, sont des faits graves destinés à accroître les difficultés et à décourager les plus braves.

Cependant, j'ai l'intime conviction que *l'abandon de la partie, avant le retour de l'armée française, serait interprété comme un acte de faiblesse*, et l'Empereur, tenant son mandat d'un vote populaire, c'est à ce peuple mexicain, *dégagé de la pression d'une intervention étrangère*, qu'il doit faire un nouvel appel, et c'est à lui qu'il faut demander l'appui matériel et financier indispensable pour subsister et grandir.

Si cet appel n'est pas entendu, alors Sa Majesté, ayant accompli sa noble mission jusqu'à la fin, *reviendra en Europe ayant tout le prestige qui l'accompagnait au départ, et au milieu des événements importants qui ne manqueront pas de surgir elle pourra jouer le rôle qui lui appartient à tous égards...*

L'insinuation était nette et la pensée bien visible ; mais M. Eloin, craignant de n'être pas assez compris, ajoutait quelques lignes plus loin :

... En traversant l'Autriche, j'ai pu constater le mécontentement général qui y règne. Rien ne se fait encore. L'Empereur est découragé ; *le peuple s'impatiente et demande publiquement son abdication ; les sympathies pour Votre Majesté se communiquent ostensiblement à tout le territoire de l'Empire* ; en Vénétie, tout un parti veut acclamer son ancien gouverneur, mais quand un gouvernement dispose des élections sous le régime du suffrage universel, il est facile de prévoir le résultat [1]...

1. Voir *Expédition du Mexique*, par G. Niox, pp. 634-635, et *Un Essai d'Empire au Mexique*, par E. Masseras, pp. 100-101.

Celui qui écrivait ces lignes connaissait bien celui à qui il les adressait. Il savait combien l'imagination de Maximilien était prompte à se laisser prendre aux rêveries de l'ambition, et il n'ignorait pas que jamais, à aucun moment, ce prince n'avait cessé d'avoir les yeux tournés vers l'Europe. Il avait toujours eu au cœur l'envie ardente d'y jouer un rôle, et jusqu'alors les événements l'avaient contrecarrée. Même lorsqu'il avait dû quitter Miramar pour le trône du Mexique, ce n'est qu'à regret, et après des hésitations nombreuses, qu'il avait consenti à signer le pacte de famille[1].

Plus tard, alors que rien ne faisait encore prévoir l'échec de sa tentative au Mexique, on l'a vu, revenant sur cet acte, chercher à nier sa signature et à reprendre la parole donnée[2].

On n'a pas oublié enfin les allusions que le Maréchal Bazaine faisait à ses « aspirations vers l'Europe », tant ses ambitions, qu'il tenait cependant secrètes, avaient percé malgré lui !

Cette perspective de jouer un grand rôle en Europe luisait à ses yeux au moment où il se voyait perdu, contraint de quitter le Mexique, de le fuir plutôt. Elle se présentait à lui dans des conditions très favorables : que fallait-il pour suivre le plan que M. Eloin suggérait, plus qu'il ne l'indiquait ? Il suffisait de rester au Mexique quelques mois encore, de s'y maintenir après le départ des Français, de montrer que lui, Maximilien, pouvait faire seul ce que ses

1. Voir *Rêve d'Empire*, pp. 279 et suiv.
2. Voir *l'Empire de Maximilien*, pp. 97 et suiv.

alliés n'avaient pu faire; puis, alors, libre et glorieux, il trouverait un prétexte honorable pour descendre du trône, et, nouveau Charles-Quint, il abdiquerait sans honte; et ce n'était pas un couvent qui l'attendait, c'était une grande situation en Autriche!

Il ne faut pas croire qu'il songeât à s'emparer de la couronne impériale de son frère: non. Il n'en avait pas besoin. « Le pays s'impatientait. » François-Joseph abdiquerait donc lui aussi; il n'avait pour héritier qu'un enfant: une régence serait installée, et qui mieux que le premier frère de l'Empereur pourrait être appelé à ces hautes fonctions? N'aurait-il pas devant lui une longue période de pouvoir, pendant laquelle il montrerait ses qualités de chef de peuple? Il partageait sur ce point l'opinion de M. Eloin, et sans doute il ne songeait même point quelle témérité il y avait pour lui à croire qu'il réussirait mieux à gouverner l'Autriche après Sadowa, qu'il n'avait fait le Mexique avec l'appui de la France.

Son ambition ainsi orientée, il prêta volontiers l'oreille aux propos du père Fischer. Il avait un moyen de contenter tout le monde et lui-même, en restant d'abord, mais en ne restant que quelques mois. Il avait en outre la satisfaction grande de causer des embarras à la France, de gêner, d'embarrasser ce gouvernement qui jetait « le masque sans pudeur » et dont les actes étaient « odieux ».

Aussi se laissa-t-il aller à écouter les propositions que le parti ultra-révolutionnaire lui faisait par l'entremise de son agent. Il lui fallait, les Français partis,

s'appuyer sur quelqu'un, sur quelque chose. Les Fischer, les Marquez, étaient à son service : on lui promettait de l'argent, on lui promettait des hommes.

M. Eloin avait donné le plan, le parti clérical fournissait les moyens de l'exécuter. Maximilien n'hésita plus...

Comment cette lettre confidentielle de M. Eloin parvint-elle à la connaissance des ennemis de l'Empereur? L'aventure est piquante. M. Eloin l'avait expédiée sous le couvert de l'agent consulaire du Mexique à New-York; mais ce politique aux vastes conceptions ne s'était point souvenu qu'il y avait à New-York deux agents consulaires du Mexique, celui de Maximilien et celui de Juarez. Soit erreur, soit complicité, la lettre fut remise à ce dernier, lequel en prit copie, la montra même à M. de Montholon, et ne l'expédia qu'ensuite.

Et n'est-ce pas ici le cas d'admirer ces hasards étranges qui viennent aider l'historien dans sa tâche? Qu'on suppose un instant cette lettre parvenue directement à Maximilien, qui l'eût connue? qui l'eût même soupçonnée? On se perdrait en conjectures sur les motifs qui ont amené un tel revirement. Mais le hasard, qui en ceci fut heureux pour l'histoire, n'a-t-il pas été cruel pour Maximilien?

CHAPITRE X

Mission du général Castelnau. — Lettre de Napoléon III au Maréchal Bazaine. — Motifs de la mission. — Mémoire de Maximilien. — Lettres du général F. Douay. — Napoléon III donne au général Castelnau les pouvoirs les plus étendus. — Un maréchal placé sous la dépendance d'un général de brigade. — Mésintelligence forcée. — Suspicions réciproques. — Le Maréchal ne pouvait s'en aller d'après les dernières instructions reçues de Paris. — Ordres donnés par lui pour l'évacuation. — L'amiral Mazères. — L'arrivée du général Castelnau rend l'espoir aux ennemis de l'intervention. — Note de MM. T. Larès et Luys de Arroyo (4 novembre). — Réponse du Maréchal. — Le capitaine Pierron à Orizaba. — Lettre de l'Empereur Maximilien demandant des garanties (9 novembre). — Le général Castelnau télégraphie à Napoléon III le départ prochain de Maximilien. — Maximilien refuse de partir. — Note du maréchal Bazaine, du général Castelnau et de M. Dano. — Réponse de Maximilien (18 novembre). — Lettre du 20 novembre. — Conférences d'Orizaba. — Le Maréchal refuse de s'y rendre. — Votes des conseillers appelés par l'Empereur. — Maintien de l'Empire. — Proclamation aux Mexicains.

Pendant que Maximilien, à Orizaba, subissait la double influence de M. Eloin et du père Fischer, l'envoyé de Napoléon III, qu'il avait croisé, mais n'avait

point voulu voir, à Ayotla, entrait à Mexico le 21 octobre.

Le général Castelnau était parti de Saint-Nazaire le 16 septembre, sur le paquebot *l'Impératrice Eugénie*, celui-là même qui avait amené l'Impératrice Charlotte en Europe ; et il avait, pendant les longs jours de traversée, recueilli de la bouche même du capitaine et des officiers de bord de nombreux détails sur l'attitude, sur le caractère de la malheureuse princesse. Il y avait vu une preuve de plus que le sort de l'Empire était désespéré : aussi pensait-il pouvoir promptement mettre fin à l'aventure mexicaine.

Dès son arrivée, il se rendit auprès du Maréchal et lui remit la lettre impériale destinée à faire connaître au commandant en chef ce qui pouvait être alors divulgué de la mission qui lui était confiée.

CABINET
DE L'EMPEREUR.

Palais des Tuileries, le 15 septembre 1866.

Mon cher Maréchal,

Le Mexique, après des péripéties auxquelles vous avez assisté, traverse une crise décisive que tous nos efforts et tous nos sacrifices n'ont pu réussir à conjurer.

Le rôle de la France dans ces circonstances critiques devient tous les jours plus difficile et plus compliqué. Si la distance qui me sépare de vous était moins grande, je pourrais, par des communications particulières et intimes, vous faire connaître mes vues, vous notifier mes décisions et vous tracer une ligne de conduite. Il n'en est pas ainsi malheureusement, et cette condition d'éloignement me place, comme vous, dans une situation de plus en plus difficile.

Par ces motifs il m'a paru utile d'envoyer auprès de vous

un officier général appartenant à ma maison et investi de toute ma confiance, avec mission de vous faire connaître mes intentions sur la direction que vous aurez à donner aux troupes placées sous vos ordres, soit dans l'hypothèse où, rien n'étant changé dans la forme actuelle du gouvernement du Mexique, vous auriez à pourvoir à l'évacuation de vos troupes pour l'époque fixée, soit dans le cas, malheureusement plus probable, où l'Empereur Maximilien reconnaîtrait l'impossibilité de se soutenir avec ses propres ressources et sans le concours de la France.

Je vous répète, mon cher Maréchal, que le général Castelnau possède toute ma confiance. Je lui ai fait connaître de la manière la plus étendue mes intentions au sujet de la ligne de conduite politique et militaire qui devra être suivie au Mexique, tant par vous-même que par les autres autorités françaises, civiles ou diplomatiques.

Les pouvoirs que j'ai cru nécessaire de conférer au général Castelnau lui donnent le droit de connaître en mon nom de toutes les mesures à prendre et d'intervenir dans toutes les délibérations qui précèderont ces mesures.

Il m'a paru indispensable de le rendre présent à tout, comme je voudrais l'être moi-même, parce que, dans la participation aux grandes affaires, rien n'est pire que de *ne* les connaître *qu*'imparfaitement[1].

Du reste, l'intervention du général Castelnau n'a pour but ni de paralyser votre liberté d'action ni de détruire ou même d'amoindrir votre responsabilité vis-à-vis de moi, *responsabilité qui demeure aussi complète que ma confiance dans votre esprit politique et dans votre haute capacité militaire.*

Recevez l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Les motifs qui ont poussé Napoléon III à confier au

1. Les mots *ne* et *qu'* ont été ajoutés par l'Empereur.

général Castelnau une semblable mission sont aisés à deviner.

Depuis que la résolution de retirer les troupes françaises du Mexique était arrêtée dans son esprit, il avait hâte de la voir entrer dans le domaine des faits accomplis, et cette hâte s'était encore accrue lorsque les événements d'Europe avaient failli mêler la France à un conflit redoutable. La paix était rétablie, mais le danger subsistait : de là le désir bien naturel de voir rentrer nos soldats le plus tôt possible.

Les ordres transmis à ce sujet au Maréchal Bazaine manquaient-ils de précision, ou Napoléon III craignait-il de les voir mal ou pas du tout exécutés ? Ce dernier point paraît le plus vraisemblable.

A ce moment, et bien qu'il parlât assez haut de la confiance qu'il conservait dans « l'esprit politique et la haute capacité militaire » du Commandant en chef, Napoléon III ne l'avait plus aussi complète, aussi entière.

Le mémoire de Maximilien, remis par l'Impératrice Charlotte, contenait les accusations les plus vives contre le Maréchal. Encore qu'il convînt de n'y guère ajouter foi, ces accusations répétées n'avaient pas été sans frapper l'esprit de Napoléon III, un peu prévenu contre le Maréchal.

L'Empereur des Français avait en effet, à diverses reprises, pris connaissance de lettres émanées d'officiers supérieurs au Mexique ; loin de dédaigner de tels renseignements, ils les recherchait plutôt. On a vu que, dans sa correspondance avec le Maréchal, il lui

arrivait de citer des extraits de ces lettres : il l'avait fait pour le capitaine Loizillon, sans le nommer, pour le général Félix Douay, en le nommant.

Ce dernier était un de ses officiers de prédilection ; il attachait à son opinion une importance particulière. Dans les papiers trouvés aux Tuileries après le Quatre-Septembre, on a recueilli une liasse de dix-sept lettres adressées par le général à son frère, et mises sous les yeux de l'Empereur. Elles ont été publiées, et leur lecture est instructive à plus d'un titre.

Le général Douay ne se gênait point pour critiquer avec une violence extrême son supérieur hiérarchique.

Ne disait-il pas : « Le Maréchal ne vit que d'expédients pour fasciner les yeux de l'Empereur et des gouvernements, qui ont, il faut en convenir, une crédulité à toute épreuve? Je ne serai jamais ni la dupe ni le complice du Maréchal[1]. »

« J'ai affaire à un grand hypocrite, et j'ai eu tout le temps de pénétrer la profonde ineptie militaire que dissimulent les apparences superficielles et le bagou qui ont fait nombre de dupes jusqu'à ce jour[2]. »

« Il était donc écrit là-haut que les gens perfides seraient les seuls écoutés ici-bas. Je t'affirme qu'ils préparent à notre Empereur et à la France une triste solution[3]. »

Il accusait le Maréchal de se débarrasser volontiers

1. *Papiers et Correspondance de la famille Impériale* (12 novembre 1865), p. 91-92.

2. 1er décembre 1865, p, 94.

3. 18 mars 1866, p. 103.

de tous les officiers de valeur, tels que L'Hériller et Brincourt[1], et il en profitait pour traiter de la belle façon les autres officiers supérieurs. En parlant du général de Castagny, il écrivait : « Tu connais ce dernier : cela me dispense d'appuyer sa canditature. » Quant au général Courtois d'Hurbal, il ajoutait : « Je suis bien forcé de dire qu'il a conquis ici une réputation de guerrier grotesque. » Le général baron N*** n'était pas ménagé : « Il est difficile de trouver, en cherchant bien, quelqu'un qui soit aussi décrié... à l'unanimité. » Le général Jeanningros trouvait cependant grâce devant lui, malgré « une dose de vanité[2] ».

Il est assurément regrettable que Napoléon III ait cru trouver la vérité dans de pareils documents. Fatalement ils devaient influencer son esprit. Or, le général Douay, qui reconnaissait lui-même combien il aurait besoin, à son retour, « d'aller à Vichy se débarrasser de toute la bile qu'il se faisait[3] » au Mexique, croyait bonnement frapper juste parce qu'il frappait fort. Sauf en ce qui concerne le Maréchal, qu'il poursuit d'une haine constante, ses lettres renferment des contradictions extraordinaires. Que penser, par exemple, de sa double appréciation sur Maximilien?

Quant à l'aveuglement de l'Empereur Maximilien, il faut, pour s'en faire une idée, se représenter *un des princes les plus idiots et les plus imbéciles*, qu'on bafoue pendant les cinq actes et les trente tableaux d'une féerie de la Porte

1. Voir à ce sujet : *L'Empire de Maximilien*, p. 265.
2. 4 janvier 1866, p. 97-98.
3. P. 110.

Saint-Martin. Le voilà maintenant qui donne un nouveau coup de bascule et se jette dans les bras des cléricaux pour se créer une force. Son entêtement, qu'il prend sans doute pour de l'opiniâtreté, ne peut que le mener à une chute ridicule[1].

Quelques semaines après, ce même prince était jugé bien différemment :

Le fait est que *l'Empereur Maximilien est loin d'être un sot.* Il s'exprime avec beaucoup de facilité, a de vastes connaissances, et sa conversation est séduisante. Il ne dira donc jamais de sottises; mais, si en théorie tous ses systèmes sont admissibles, on peut être sûr qu'en pratique ils sont destinés à faire fiasco[2].

Nous avons muliplié les citations afin qu'aucun doute ne restât dans l'esprit du lecteur sur la partialité évidente du général Douay, et pour montrer combien les lettres écrites par lui, vraies parfois lorsqu'elles rapportent des faits, sont sujettes à caution lorsqu'elles contiennent des appréciations politiques ou militaires. Nous n'avons pas marchandé l'éloge au général Douay lorsqu'il le méritait : nous sommes donc bien à l'aise pour parler avec ces réserves de son esprit politique.

Napoléon III, tout en n'acceptant point les conclusions du général dans leur intégralité, car, en ce cas, il n'aurait eu qu'une chose à faire, rappeler immédiatement le Maréchal, et l'on a vu qu'il lui avait au contraire envoyé des instructions pour qu'il restât au Mexique

1. 27 octobre 1866, p. 115.
2. 27 décembre 1866, p. 124.

jusqu'au départ de la dernière colonne, Napoléon III était dans une situation d'esprit facile à comprendre, et qui peut se résumer ainsi : « Sans doute Douay ne dit pas vrai; sans doute il exagère... Si pourtant il disait vrai? »

Et, comme il ne pouvait se rendre compte par lui-même, il se résolut à envoyer un homme en qui il avait la plus entière confiance, sur le tact, sur le dévouement duquel il pouvait compter. Attaché à sa personne en qualité d'aide de camp, le général Castelnau connaissait son souverain au moins autant qu'il en était connu, et il savait, au sujet du Mexique, sa pensée tout entière.

Napoléon III lui donna les pouvoirs les plus étendus, y compris celui de retirer au Maréchal Bazaine son commandement, s'il le jugeait nécessaire. Evidemment la mission du général Castelnau comportait de pareils pouvoirs, sinon elle n'avait aucune raison d'être ; mais avec ces pouvoirs elle risquait fort de devenir dangereuse. Il n'était, en effet, que général de brigade : or, n'y avait-il pas quelque chose d'étrange et de périlleux à placer ainsi un maréchal de France sous la dépendance absolue d'un officier de grade inférieur ?

Sans doute cet officier représentait l'Empereur des Français, et la qualité du représenté prime celle du représentant. Il est vrai; mais cette fiction n'était entièrement admissible que si le général Castelnau avait reçu un ordre impératif : du moment que la faculté d'user des pouvoirs illimités qui lui étaient confiés était remise à son entière volonté, il n'en subsistait pas

moins en fait, et nonobstant toute fiction, une subordination anormale.

Le maréchal Bazaine était trop fin pour se faire des illusions à cet égard : il comprit tout de suite quelle supériorité possédait sur lui le général de brigade, et ce qui arriverait dès qu'il aurait la velléité d'user de ses pleins pouvoirs. Il en fut profondément froissé et attristé. Néanmoins, il ne crut pas devoir faire un coup de tête et abandonner son commandement. Il s'en tint au dernier paragraphe de la lettre de Napoléon III : il resta à son poste, et attendit les événements.

Le général Castelnau, qui mesurait à l'étendue de ses pouvoirs l'étendue de sa responsabilité, et qui respectait dans le commandant en chef un maréchal de France et un des plus vaillants officiers de l'armée, n'eût pas mieux demandé que de marcher avec lui la main dans la main ; mais il faudrait mal connaître le cœur humain pour croire pareille chose possible. La situation entre lui et le Maréchal était fausse et destinée à amener des froissements. La confiance n'exista jamais entre eux, et si, dans cette position délicate, difficile, ils s'efforcèrent de sauver les apparences, ils ne sauvèrent qu'elles, et encore pendant un temps fort court.

Le général Castelnau devait préparer le rapatriement du corps expéditionnaire entier au plus tard pour le printemps de l'année 1867 : là était l'objet principal de sa mission. S'il pouvait amener l'Empereur Maximilien à abdiquer, c'était là une solution regardée comme très favorable à nos intérêts, et qu'il devait con-

séquemment s'efforcer d'obtenir par les moyens qu'il jugerait les meilleurs.

Peut-être aurait-il à lutter, pour le premier objet, contre la volonté du Maréchal Bazaine, qu'on représentait, à tort ou à raison, comme désireux de rester au Mexique et d'y éterniser l'occupation française, dans un but, assez mal défini d'ailleurs, d'ambition personnelle. Pour le second objet, l'obstacle était dans la volonté de Maximilien; mais, au point où en étaient les choses, on s'imaginait qu'il ne serait pas difficile à vaincre. Comment l'Empereur du Mexique songerait-il à garder une couronne qui depuis si longtemps vacillait sur sa tête, et à laquelle, en rembarquant les troupes françaises, on enlèverait son dernier appui?

Les événements devaient démentir cette double prévision.

Nous n'ignorons pas que l'opinion du général Castelnau est encore aujourd'hui la même qu'alors[1]; mais nous sommes obligé de donner aussi la parole au Maréchal Bazaine. Nous placerons sous les yeux du lecteur tous les documents que nous possédons, et l'on pourra juger de la valeur de nos conclusions et les rectifier si elles semblent erronées.

Bazaine connaissait les accusations portées contre lui : aussi, lorsqu'il envoyait à Ernest Louet le dossier renfermant les ordres donnés à la marine pendant les mois d'octobre et de novembre 1866, il y joignait une note dans laquelle se trouve ce passage : « Ces

1. C'est ce que le général nous a exposé dans les entretiens qu'il a bien voulu nous accorder.

feuilles ont leur intérêt en ce que les ordres relatifs à l'évacuation du Mexique étaient donnés avant l'arrivée du général Castelnau... »

Voici, en effet, ce qu'écrivait le Maréchal au contre-amiral Mazères, commandant l'escadre de l'océan Pacifique, le 15 octobre 1866 :

Je vois avec satisfaction que toutes les instructions que je vous avais adressées vous sont parvenues et que vous avez pu vous y conformer en réunissant à Mazatlan toutes les troupes françaises évacuées de la Sonora...

... Cette considération (que les impériaux ne pourront pas occuper Mazatlan) ne devra point retarder d'un jour l'exécution de mes ordres : le 62e et toutes les troupes françaises réunies aujourd'hui à Mazatlan doivent être transportées à San-Blas sans retard, pour de là gagner Tépie...

... Le général Castelnau, aide de camp de l'Empereur Napoléon, est arrivé à Vera-Cruz par le dernier paquebot. *Il apporte certainement des instructions qui intéressent le sort du Mexique, mais qui ne sauraient modifier mes ordres en ce qui touche Mazatlan.*

D'autres lettres, adressées notamment au commandant Cloué pendant cette période, contiennent les ordres les plus formels pour la mise en état du môle de Vera-Cruz, en vue de l'embarquement des troupes, embarquement probable dans un espace de « trois ou quatre mois » (lettre du 21 novembre).

Une lettre du 29 novembre à l'amiral Didelot renferme ce passage :

J'ai prévenu le commandant Cloué afin qu'il prît toutes ses mesures *pour l'évacuation du corps expéditionnaire en février* 1867. Il m'assure que tout sera prêt. Je n'ai d'ail-

leurs qu'à me louer de lui et de tout ce qui est sous ses ordres dans le golfe. Je me plais à vous en renouveler l'assurance.

Tandis que la question militaire s'acheminait vers sa conclusion naturelle par l'évacuation successive des points extrêmes, par la concentration des troupes sur Mexico, et, de là, par le mouvement qui allait les porter à Vera-Cruz, la question politique devenait de plus en plus épineuse et de plus en plus obscure.

L'Empereur Maximilien, qui s'était réjoui tout d'abord à la nouvelle de l'envoi du général Castelnau, parce qu'il l'attribuait au succès de la mission de l'Impératrice Charlotte, avait éprouvé une vive déception lorsqu'il avait connu la vérité, cette vérité détruisant ses dernières espérances. Que lui importait l'arrivée de l'envoyé de Napoléon III, si elle n'apportait aucun changement aux résolutions connues?

Ses nouveaux conseillers, qui n'avaient point partagé ses illusions, ne partageaient point son mécontentement. Bien plus, ils n'étaient pas loin de se féliciter d'une venue qui leur permettrait de brouiller les cartes et d'opposer l'un à l'autre les représentants du gouvernement français. Ils sentaient que, par la nature même de sa mission, le général Castelnau ne s'entendrait pas avec le Maréchal, qui, lui, ne s'entendrait pas avec le général. Et ils durent se promettre de les opposer l'un à l'autre, de glisser à l'un des insinuations sur l'autre, et l'on verra qu'il le firent avec un certain succès.

Dès les premiers jours de novembre, ils jugèrent bon de tâter le terrain.

Une note adressée par MM. Larès et Luys de Arroyo montre comment ils s'y prirent :

Mexico, le 4 novembre 1866.

Monsieur le Maréchal,

Nous, soussignés, commissionnés *ad hoc* par S. M. l'Empereur Maximilien, pour recevoir toute dépêche ou mission verbale dont le général Castelnau doit être porteur, de la part de S. M. l'Empereur Napoléon, et pour faire exécuter toute décision renfermée dans les instructions ou les dépêches précitées, avons eu l'honneur de nous présenter hier à M. le général Castelnau dans le but de remplir notre mission, en lui présentant les pleins pouvoirs de notre souverain.

M. Castelnau nous a d'abord fait connaître que la mission dont il s'était chargé devait être remplie d'accord avec V. E. et avec S. E. M. le ministre Dano, et, nous ayant invités à aller ensemble parler à V. E., nous eûmes l'honneur de le faire ainsi.

Afin de rendre un compte exact de cette conférence à notre souverain, et pour qu'il puisse prendre la décision que S. M. jugera le plus convenable, nous croyons nécessaire d'adresser une note écrite à M. le général Castelnau, où seront traités d'une manière explicite les points dont il a été question dans la conférence, et que nous devons soumettre à l'examen de S. M. l'Empereur Maximilien.

M. le général Castelnau nous ayant engagés à adresser cette note à V. E., nous disant que la réponse serait faite par Elle conjointement avec lui, nous lui adressons la présente, selon ce qui a été convenu.

Le premier point que nous devons faire connaître à S. M. l'Empereur Maximilien est, d'après ce que V. E. et le général Castelnau nous ont fait savoir, que M. le général Castelnau n'a d'autre mission que celle de confirmer les lettres du 15 janvier et les suivantes, que S. M. l'Empereur

Napoléon a adressées à notre souverain, par lesquelles il lui disait qu'il ne pouvait continuer à aider l'Empire ni avec les troupes françaises ni avec de l'argent, afin que S. M. l'Empereur Maximilien décide avec entière liberté sur ce point : s'il peut continuer à se maintenir avec ses propres ressources ou prendre toute autre décision. Monsieur le Maréchal voudra bien nous répondre si l'idée que nous devons faire connaître à S. M. est textuellement rédigée, afin qu'elle l'étudie et décide ce qu'elle jugera convenable.

Comme S. M. l'Empereur Maximilien ne pourrait se maintenir s'il ne peut disposer librement de toutes les troupes mexicaines, de toute l'artillerie et munitions de guerre de l'arsenal, fabrique de poudre, fonderie de canons et de capsules, qui appartiennent à la nation, et si l'action militaire du gouvernement n'est pas libre pour lever et organiser l'armée, et entreprendre les opérations militaires qu'il jugerait convenables pour pacifier le pays, V. E. voudra bien nous répondre à cet égard, afin de faire savoir à S. M. que les troupes précitées sont entièrement séparées du corps expéditionnaire français et placées sous les ordres du ministre de la Guerre mexicain et si l'artillerie, les munitions de guerre et fabriques susdites sont également à sa disposition.

L'évacuation des villages et des lieux avant que le gouvernement mexicain puisse accourir à leur défense, et l'opposition de quelques commandants militaires aux mesures prises par le gouvernement de S. M., comme par exemple celui de Mazatlan, qui a fait rembarquer les remplaçants envoyés de Tépie, et qui a dissout le corps de la garde stable, seraient des obstacles qui empêcheraient le gouvernement de pouvoir se soutenir : nous espérons donc que Monsieur le Maréchal nous communiquera ce que nous pouvons faire connaître à ce sujet à S. M., et s'il peut donner des ordres pour que l'évacuation des villages ne se fasse qu'après qu'il en aura été donné avis au gouvernement

mexicain, et assez à temps pour qu'il prenne ses mesures.

S. M. l'Empereur, pour donner une décision, doit compter sur le temps que le corps expéditionnaire doit encore rester au Mexique, et nous désirerions faire savoir à S. M. quelle est l'époque la plus reculée de son départ, et quels secours il pourrait prêter au gouvernement de S. M. pour la pacification du pays.

Enfin, dans le cas où la décision de S. M. serait de ne pas continuer à gouverner le pays, ce que le Maréchal et M. le général Castelnau auraient arrêté de faire, selon leurs instructions, pour éviter l'anarchie et les désordres qui auraient lieu par suite du manque de gouvernement.

En attendant la réponse de S. E. le Maréchal et de M. le général Castelnau, nous avons l'honneur, etc.

Le Président du Conseil des Ministres,

TÉODOSIO LARÈS.

Le Ministre du Palais Impérial,

LUYS DE ARROYO.

D'accord avec M. Dano et le général Castelnau, le Maréchal répondit :

1° La mission de M. le général Castelnau a pour but d'affirmer les intentions du gouvernement français, qui sont de retirer ses troupes dans les premiers mois de 1867, et de connaître si S. M. l'Empereur Maximilien peut maintenir son gouvernement avec les seules ressources du pays.

2° Les forces mexicaines et le matériel de guerre ont toujours été à la disposition de S. M. Des ordres à cet égard ont été dernièrement renouvelés aux commandants supérieurs français.

3° Lorsque les troupes françaises ont fait la remise des villes aux autorités civiles et militaires mexicaines, le gouvernement en a toujours été informé en temps opportun. Je continuerai à faire de même.

4° Tant que les troupes françaises resteront au Mexique, elles protègeront, comme elles l'ont fait jusqu'ici, les autorités et les populations, l'ordre, en un mot, dans les zones qu'elles occuperont, mais sans entreprendre d'expéditions lointaines

« Quant au dernier article de la lettre précitée, il est pour ainsi dire impossible d'exposer les mesures qui seraient prises le cas échéant; mais je puis assurer qu'elles auraient surtout pour but de maintenir l'ordre et le respect des vœux des populations, ainsi que la sauvegarde des intérêts français. »

Et, comme le Commandant en chef n'augurait rien de bon de l'insistance de M. Larès à réclamer les établissements militaires de la capitale, il manœuvra pour tenir les troupes mexicaines éloignées de la ville et pour conserver la citadelle, tandis qu'il massait peu à peu les siennes autour de Mexico et sur la grande ligne de communication avec Vera-Cruz.

Pendant ce temps, le général Castelnau, préoccupé des résolutions de Maximilien, avait prié le capitaine Pierron de se rendre à Orizaba. Celui-ci en revenait le 9 novembre, rapportant la conviction, plutôt que l'assurance, que l'Empereur allait quitter le pays, nouvelle que le général Castelnau transmettait aussitôt à Napoléon III.

Quelques jours après, le Maréchal recevait du ca-

pitaine Pierron l'importante communication suivante :

SECRÉTARIAT PRIVÉ
DE L'EMPEREUR.
—
DIRECTION MILITAIRE.

Palais de Mexico, le 16 novembre 1866.

Monsieur le Maréchal,

J'ai reçu cette nuit une dépêche chiffrée de l'Empereur dont je dois donner connaissance à Votre Excellence.

Sa Majesté tient essentiellement, par rapport aux corps autrichien et belge, à l'adoption des trois points suivants, sans préjudice des autres :

1° Le rapatriement;

2° La pension assurée aux mutilés et invalides;

3° L'indemnité à accorder aux officiers et soldats à leur retour en Europe, pour les mettre à l'abri d'une misère subite.

L'Empereur désire en outre, pour ce qui concerne ces deux corps, qu'une convention soit rédigée et signée par Votre Excellence, S. E. le ministre de France et M. le général Castelnau.

Sa Majesté ajoute : « Mon honneur exige que je n'abandonne pas ces troupes autrichiennes et belges, et particulièrement les mutilés. Je compte donc que spécialement ces trois points seront adoptés, car vous savez que mon honneur l'exige, je le répète, et je connais trop l'élévation du cœur de ces trois personnes pour penser qu'elles attendraient de moi une détermination contraire à l'honneur.

« Jamais il ne m'est venu à l'esprit que le gouvernement français devait se charger de payer les dettes de ma liste civile. Voici ce que je désire :

« Que le gouvernement qui va s'établir ici après mon départ paie, tout au moins, à compte de ce qui m'est dû, la somme suffisante pour éteindre les dettes de la liste civile. Déjà j'ai confié tout ce qui m'appartient à M. Sanchez Navarro pour

qu'il puisse payer une partie de ces dettes de la liste civile en vendant mes biens (meubles); le reste doit être couvert par le nouveau gouvernement.

« Je demande à M. le Maréchal Bazaine qu'il protège et aide M. Sanchez Navarro dans l'accomplissement de sa tâche.

« Je demande collectivement à MM. le Maréchal Bazaine, Dano et Castelnau qu'ils exigent du nouveau gouvernement mexicain qu'il remplisse ses engagements en fournissant les *sommes nécessaires pour couvrir toutes mes obligations, particulièrement envers la famille Iturbide, celle de M. le Maréchal Bazaine*[1], *et autres s'il y a lieu.* Je compte donc sur l'appui moral et efficace de ces messieurs, et spécialement sur celui de M. le Maréchal, pour la mission dont est chargé M. Sanchez Navarro. »

J'ai l'honneur, etc.

Le Secrétaire de l'Empereur,
PIERRON.

Cette fois, il n'y avait plus à se méprendre, semblait-il, sur les intentions de Maximilien. Cette lettre était bien un testament, puisqu'elle en renfermait les dispositions habituelles. L'Empereur songeait à ceux qui l'avaient suivi dans son entreprise, et tenait à ce que les engagements pris envers eux fussent exécutés. De plus, il faisait des allusions « au gouvernement qui va s'établir ici après son départ », au « nouveau gouvernement, etc. »

Le Maréchal, M. Dano et le général Castelnau ne doutèrent pas un instant que ce ne fût là le prélude

1. L'Empereur faisait sans doute allusion au palais de Buena-Vista, qu'il avait promis de racheter au Maréchal moyennant 500 000 francs.

de l'abdication, et ils rédigèrent en conséquence la note suivante :

S. M. l'Empereur Maximilien ayant manifesté le désir d'obtenir un document signé collectivement par le Maréchal de France commandant en chef le corps expéditionnaire, par l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France et par le Général aide de camp de l'Empereur des Français en mission, concernant la solution de plusieurs questions exposées dans une lettre impériale datée d'Orizaba, 12 du courant,

Les soussignés, heureux de trouver une occasion de témoigner, autant qu'il dépend d'eux, de leur bon vouloir, sont convenus de transmettre à ladite Majesté la déclaration suivante :

Le Gouvernement français s'engage à effectuer le rapatriement de tous les hommes qui composent la légion austro-belge. Cette opération s'exécutera aussi vite que les circonstances le permettront, et, en tout cas, de telle sorte que les austro-belges aient complètement évacué le Mexique avant le départ de la dernière brigade française.

Les conditions de détail relatives à ce rapatriement seront réglées entre deux personnes, dont l'une sera désignée par l'Empereur Maximilien, l'autre par le Maréchal Bazaine.

Les soussignés s'engagent à faire payer une gratification de réforme aux mutilés et invalides de la légion austro-belge et à faire accorder aux officiers et soldats de cette légion une indemnité payable au port de débarquement.

La liquidation des gratifications de réforme et des indemnités ci-dessus spécifiées sera confiée à une commission nommée par le Commandant en chef de l'armée française, commission dont feront partie les colonels Kodolich et Van der Smissen.

Les soussignés s'engagent en outre à employer toute leur influence pour qu'une avance soit faite à la princesse Dona

Josepha et au jeune prince Don Salvador de Iturbide, sur la pension qui leur est due.

Enfin, conformément au vœu exprimé par S. M. l'Empereur Maximilien, M. Carlos Sanchez Navarro sera chargé du paiement des dettes de la liste civile et de la liquidation des comptes de la Grande Chancellerie. Les sommes provenant de la vente des effets mobiliers appartenant à la liste civile seront affectées à cet usage, et, dans le cas d'insuffisance, les soussignés s'efforceront d'obtenir que le complément en soit fourni par le nouveau gouvernement du Mexique.

En foi de quoi, les soussignés, Maréchal de France commandant en chef le corps expéditionnaire, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France, Général aide de camp de l'Empereur des Français en mission, ont signé la présente déclaration.

Fait, à Mexico, le seizième jour du mois de novembre mil huit cent soixante-six.

MARÉCHAL BAZAINE, ALPH. DANO,
GÉNÉRAL CASTELNAU.

Cette note laissait trop voir la hâte que les représentants de la France avaient d'en finir. Maximilien au fond désirait tâter le terrain, afin de se donner le beau rôle. A la réception de la note, il télégraphia au Maréchal, et sa dépêche indique déjà un pas en arrière.

Orizaba, 18 novembre 1866.

Très confidentiel et urgent.

Je donne les remerciements les plus expressifs à vous, au ministre Dano et au général Castelnau, pour le règlement des points qui me touchaient de plus près; mais *il reste à régler le définitif, un gouvernement stable* pour la protection

des intérêts des Impérialistes compromis. Ces points ne peuvent être traités *sans une entrevue directe avec vous.*

La continuation de mes fièvres ne me permet pas d'aller à Mexico : *je vous invite donc à venir ici,* et en peu de paroles nous pourrons tout régler d'une manière satisfaisante. J'ai cité pour samedi mon Conseil d'État et mon Président du Conseil des ministres.

MAXIMILIEN.

Ce n'était point là la réponse attendue. Que signifiaient ces retardements, et surtout quel était le but de cette convocation extraordinaire? Si Maximilien voulait abdiquer, il n'avait que faire de son Conseil d'État et de son Président du Conseil des Ministres. Il avait donc en tête quelque autre projet. Dès lors qu'il ne s'agissait plus d'abdication, il importait que le Maréchal ne se mêlât point à des discussions d'où pouvait sortir telle décision dont sa seule présence risquait de le rendre plus ou moins responsable. Ce fut du moins l'avis de M. Dano et du général Castelnau, qui lui conseillèrent de s'abstenir. Le Maréchal se conforma à leurs observations, et écrivit à l'Empereur qu'il ne pouvait quitter Mexico en ce moment.

L'Empereur comprit le motif de cette abstention. Immédiatement il riposta. Il chargea son secrétaire le capitaine Pierron de transmettre au Maréchal la dépêche suivante :

Aucun des eas que j'ai donnés n'autorise qui que ce soit à croire que j'ai l'intention d'abdiquer en faveur d'aucun parti, et l'appel fait au Conseil d'État et aux ministres a été précisément pour que, uni avec eux, on désigne en mains de qui on doit laisser le pouvoir intérimaire quand viendra

le cas d'abdiquer, et en attendant que le vote de la Nation détermine le surplus. L'appel fait au Maréchal Bazaine avait pour but que ces mesures soient prises d'accord avec lui comme général en chef de l'armée. La prétention que le gouvernement provisoire fût reconnu par les États-Unis est plus que hasardée. Pourquoi? Qui garantit cette reconnaissance? Qui ira la solliciter? Je crois devoir remettre le pouvoir que j'ai reçu à la Nation même qui me l'a donné, et laisser les autres questions d'origine et d'élection du nouveau gouvernement à la libre élection de la Nation. Mon unique devoir consiste à nommer une régence provisoire en attendant l'appel à la Nation; à prendre les mesures nécessaires pour que la Nation soit convoquée; à chercher protection pour les Impérialistes, mais sans m'immiscer dans d'autres questions.

Il arrivait ce qui se produit toujours entre gens suivant chacun de son côté une pensée personnelle, et qui ne sont pas décidés à s'entendre : chaque échange de correspondance amenait une plus grande confusion. Et ce qui montre bien que les difficultés du moment venaient non des hommes, mais de la situation, c'est que le général Castelnau était aussi impuissant vis-à-vis de Maximilien que le Maréchal et que M. Dano. Sa mission spéciale, ses pleins pouvoirs, l'autorité qu'il tenait de la confiance de Napoléon III se heurtaient à un caractère insaisissable. Il n'y avait qu'à laisser faire, puisqu'il eût fallu la violence pour empêcher quoi que ce fût, et qu'aucun des trois représentants de la France ne songeait à employer la violence.

Les conférences d'Orizaba s'ouvrirent donc sans eux le lundi 26 novembre. Dix-huit conseillers seulement, dont quatre ministres, se rendirent à l'appel de Maxi-

milien. Les discussions furent animées, et les votes exprimés prouvent quelle incertitude régnait dans cette réunion. Huit voix se prononcèrent pour l'abdication, dix pour le maintien de l'Empire. Parmi ces dix voix se trouvaient celles des quatre ministres.

On vota ensuite sur la question de savoir si les ressources restées à la disposition du gouvernement impérial étaient suffisantes pour soutenir la lutte sans appui étranger. Ici les voix se partagèrent : neuf se prononcèrent pour la négative, neuf pour l'affirmative. Ce parti cependant l'emporta, parce que M. Larès avait voté oui, et qu'en sa qualité de président il avait voix prépondérante.

C'est ainsi que fut votée la prolongation de l'Empire, et c'est sur un pareil vote que Maximilien prit, ou plutôt rendit publique sa résolution de continuer la lutte même après le départ des Français. Jamais pire folie eut moins d'excuse.

Mais on sait que ces réunions et ces votes n'étaient que des prétextes, aussi bien que la résolution de rester n'était qu'un subterfuge pour éviter un départ jugé honteux. Maximilien avait ses arrière-pensées, et il ne s'agissait en ce moment pour lui que de bien jouer la comédie de l'abnégation.

Puis, il faut le dire, il conservait un esprit assez enclin aux illusions pour s'en former de nouvelles, à défaut des anciennes. Il s'était longtemps flatté que les Français resteraient indéfiniment et le soutiendraient : dès qu'il acquit la conviction que les Français allaient se retirer, il s'avisa que le plus grand

obstacle à l'établissement de son pouvoir venait de la présence de ces mêmes Français. L'appui étranger, loin de le servir, lui nuisait. N'avait-il pas dit un jour :

— Je sais bien que la présence des Français est un obstacle à ce que les Mexicains manifestent leur affection pour moi. Mais il faut patienter[1].

Depuis quelques jours, deux personnalités que l'influence française avait jadis contribué à faire éloigner étaient rentrées au Mexique. Comme s'ils eussent deviné que les choses étaient assez brouillées et la situation suffisamment troublée pour retrouver un rôle à jouer dans leur pays, les généraux Marquez et Miramon avaient mis fin à leurs missions d'outre-mer et venaient de reparaître.

Le parti clérical resaisissant la direction politique, ils se trouvaient tout désignés pour prendre la direction militaire. Appréciés diversement, — et pour cause, — ils n'en étaient pas moins des chefs de valeur, et leur présence devenait aussi précieuse pour le parti des Larès et des Fischer que dangereuse pour le succès de la mission Castelnau.

Maximilien le comprit, et, afin qu'aucune difficulté ne s'opposât à la présence de Miramon sur le territoire mexicain, il l'attacha à sa personne.

Ceci fait, il porta à la connaissance du pays les résolutions sorties des conférences d'Orizaba, par la proclamation suivante :

1. *Un Essai d'Empire au Mexique*, par E. Masseras, p. 98.

Mexicains,

Des circonstances de grande importance relativement au bien-être de notre patrie, qui ont acquis une plus grande force par des malheurs domestiques, avaient produit dans notre esprit la conviction que nous devions rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

Nos Conseils des Ministres et d'État, convoqués par nous, opinèrent que le bien du Mexique exige encore que nous conservions le pouvoir, et nous avons cru devoir accéder à leurs instances, en leur annonçant, en même temps, notre intention de réunir un congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, où tous les partis auront accès. Ce congrès déterminera si l'Empire doit subsister, et, dans le cas affirmatif, il promulguera les lois vitales pour la consolidation des institutions politiques du pays. Dans ce but, nos conseillers s'occupent actuellement de nous proposer les mesures opportunes, et l'on fera en même temps les démarches convenables pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

En attendant, Mexicains, comptant sur vous tous, sans exclusion d'aucune couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre, avec courage et constance, l'œuvre de régénération que vous avez confiée à votre compatriote

MAXIMILIEN.

Orizaba, 1er décembre 1866.

Les conseillers de l'Empereur furent bien quelque peu étonnés de voir parler de congrès dans une semblable occasion. Ce n'était guère l'usage au Mexique qu'un parti au pouvoir confiât à une réunion, où seraient appelés ses adversaires, le soin de déclarer s'il devait rester ou disparaître. Cela leur semblait impolitique et, en tout cas, inutile. Maximilien, qui avait

sa pensée, et qui, tout en restant, ne cherchait qu'une porte de sortie pour plus tard et croyait l'avoir trouvée là telle qu'il la souhaitait, Maximilien tint à sa rédaction. De guerre lasse, les conseillers laissèrent publier la proclamation telle quelle, jugeant après tout que cette promesse de congrès était inoffensive. Ils comptaient bien en paralyser l'effet, s'en remettant à leur action sur un prince qu'ils regardaient moins comme leur souverain que comme leur captif.

Le sort en était jeté. Maximilien resterait après le départ des Français, et poursuivrait la lutte contre ses adversaires.

Il avait un état-major, des chefs militaires, des ministres. Où trouverait-il de l'argent et des soldats?

A quelqu'un qui lui posait cette question, M. Larès répondit avec un aplomb superbe :

— C'est le secret du gouvernement.

CHAPITRE XI

Mission Shermann et Campbell. — Dépêches de Napoléon III (4 et 13 décembre). — Malgré l'entente apparente entre le maréchal Bazaine, M. Dano et le général Castelnau, chacun suit une politique personnelle. — Le général Castelnau croit avoir des preuves de la duplicité du Maréchal. — Lettres de Mgr La Bastida, de Ramon Tavera et du colonel Kodolich. — Déclaration collective du 8 décembre. — Le Maréchal ne s'y associe qu'à regret. — Extraits de ses rapports politiques au ministre de la Guerre. — Négociations de M. Dano en faveur d'une entente américaine apprises fortuitement par le Maréchal. — Note de MM. Larès et Marquez aux trois représentants de la France. — MM. Castelnau et Dano à Puebla (20 décembre). — Entrevue avec l'Empereur. — Mouvements de retraite et de concentration accomplis dans le meilleur ordre. — Places remises aux impériaux, et abandonnées immédiatement par ceux-ci aux juaristes. — Prise d'Oajaca par Porfirio Diaz. — Obstination de Maximilien. — Établissement de trois grands commandements militaires.

Les États-Unis continuaient à suivre attentivement ce qui se passait au Mexique. En présence des résolutions tant de fois annoncées du gouvernement français de retirer ses troupes, et en présence du commencement d'exécution donné à ces résolutions, il était dif-

ficile au cabinet de Washington de conserver la même attitude batailleuse et défiante : elle n'eût pas tardé à devenir tout à fait ridicule.

M. Seward le comprenait, et songeait à remplacer son rôle de matamore par un rôle plus pratique. Les Français s'en allaient, Maximilien partirait avec eux : il y avait donc urgence à s'entendre pour que l'anarchie ne succédât point à ce double départ. Et, afin qu'il n'y eût aucun doute sur ses intentions, M. Seward confia au général Shermann et à M. Campbell la mission d'aller tâter le terrain et de voir les choses par eux-mêmes.

Le Maréchal fut mis au courant par le contre-amiral Didelot :

Thémis, le 10 novembre 1866.

... Autant que nous pouvons être informés, la mission du général Shermann et de M. Campbell, le ministre nommé auprès du gouvernement du président Juarez, a pour but d'amener, s'il est possible, une entente entre les différents chefs dissidents du Mexique, et notamment le président Juarez et le général Ortega, de manière à établir un gouvernement régulier, au lieu de l'anarchie profonde à laquelle ce pays serait en proie après notre départ et la chute de l'Empire. M. de Montholon a eu, de M. Seward, la promesse que les instructions de Shermann et de Campbell lui seraient communiquées très prochainement...

... Il a reçu d'ailleurs l'assurance formelle qu'elles ne contiennent rien dont nous pourrions prendre ombrage...

Les envoyés en effet, malgré le titre de l'un d'eux, avaient la mission la plus large à remplir. Ils comprenaient quelles difficultés rencontrerait la recon-

naissance pure et simple de Juarez, et ils étaient décidés à chercher au besoin une autre personnalité moins compromise pour faciliter l'entente souhaitée et l'apaisement désiré. La frégate la *Susquehannah* les amena dans les eaux de Vera-Cruz. Ils firent alors sonder le Maréchal sur l'accueil qu'ils en pouvaient attendre, par M. Marcus Otterbourg, chargé du consulat des États-Unis à Mexico.

Le Maréchal répondit que le général Shermann serait accueilli par lui « avec toute la distinction due à son haut grade et avec la plus franche cordialité ».

Le général et M. Campbell allaient descendre à terre et se diriger sur Mexico, lorsque les nouvelles d'Orizaba leur parvinrent. Maximilien n'abdiquait pas : l'Empire subsistait. Il n'y avait pour eux rien à faire présentement. Ils ne débarquèrent même pas, et, le 2 décembre, la *Susquehannah* reprenait la mer, touchait à Tampico, et allait déposer à la Nouvelle-Orléans les deux envoyés des États-Unis.

Cet incident eut du moins un résultat, et fâcheux celui-là. L'affaire fut ébruitée, et ce projet d'entente entre la France et les États-Unis, si vague qu'il fût, ne tarda pas à devenir « un traité franco-américain ». L'entourage de Maximilien en prit texte pour l'exciter encore davantage contre la France, et pour le mettre en défiance des conseils qu'il pouvait recevoir de ses représentants.

On trouve un écho de cette opinion dans une lettre confidentielle du vicomte de la Pierre, adressée le 10 décembre 1866, de Mexico, au général Almonte :

Vous aurez vu par le déplorable communiqué des autorités françaises qu'on ne se lasse pas de chercher tous les prétextes pour justifier un abandon injustifiable, dans lequel les responsabilités personnelles espèrent disparaître devant la grosse responsabilité gouvernementale...

Le côté grave de ce communiqué, c'est d'y avoir compromis M. Castelnau, derrière lequel chacun voit l'Empereur. Le prétexte ressemble à celui du loup contre l'agneau, dans La Fontaine, car depuis six semaines le traité franco-américain était connu de tout le monde, et l'*Estafette*, organe avoué du quartier-général, le tambourinait chaque matin à tour de bras...

Tout n'était pas faux dans ces observations du correspondant du général Almonte. Depuis plusieurs mois déjà, M. Dano entretenait une correspondance officieuse avec le marquis de Montholon dans le but d'arriver à une entente avec le gouvernement des États-Unis; mais les choses n'étaient point aussi avancées qu'on le croyait, et, surtout, c'était une erreur d'attribuer au quartier-général une part quelconque dans cette négociation, car il l'ignorait complètement, ainsi qu'on le verra.

Lorsque le Maréchal et le général Castelnau furent informés du résultat des conférences d'Orizaba, ils télégraphièrent à Napoléon III pour le mettre au courant de cette situation nouvelle. Dans le même temps, Napoléon III envoyait au Commandant en chef le télégramme suivant :

Paris, 4 décembre 1866.

Je suis décidé à rapatrier le corps d'armée du Mexique au commencement de mars. Prenez les mesures nécessaires.

Nos nationaux, avec les Autrichiens et les Belges, sont autorisés à s'embarquer avec nos troupes pour la France. Des instructions complémentaires et une lettre à Castelnau vous parviendront prochainement.

NAPOLÉON.

Les deux télégrammes s'étant croisés en route, Napoléon III adressa une nouvelle dépêche :

Compiègne, 13 décembre 1866.

L'Empereur au général Castelnau.

Reçu dépêche du 3 décembre de Mexico. Évacuation doit être terminée en mars. Rapatriez la légion étrangère et tous les Français, soldats ou autres, qui désirent rentrer, ainsi que les légions autrichienne et belge, si elles le demandent. Les transports partiront d'ici à la fin de décembre.

NAPOLÉON.

Les ordres étaient formels, comme on voit, mais seulement pour ce qui concernait l'évacuation. Pour tous les autres points se rapportant à l'état politique du Mexique, il n'en était pas question, malheureusement, car il n'y avait qu'une entente apparente entre les trois chefs chargés de représenter l'action du gouvernement français, et chacun d'eux, avec ses tendances particulières, suivait une politique personnelle.

Le général Castelnau ne voyait qu'une chose, l'armée à rapatrier, et, pour y arriver plus promptement, il aurait désiré le départ de Maximilien, l'organisation d'un pouvoir quelconque, avec qui on eût pu, en partant, faire un traité honorable : son candidat préféré à la présidence de ce gouvernement était l'homme de

tête et d'énergie qui avait été le bras droit de Juarez jusqu'à ce jour, M. Lerdo de Tejada.

Toutefois il se serait contenté du général Ortega. Celui-ci ambitionnait ce rôle à jouer; il avait envoyé à Mexico un ami, M. Manuel Fernandez, porteur de pleins pouvoirs pour traiter avec le Maréchal. D'autre part, certains pensaient au général Porfirio Diaz, et l'on accusa même le commandant en chef de traiter directement avec lui, ce qui est faux : les rapports courtois qui s'établirent à cette époque entre ces deux personnages n'avaient pour but que d'obtenir l'échange des prisonniers.

Le Maréchal éprouvait la plus vive répugnance à pousser à la chute du trône de Maximilien. Certains attribuaient ce sentiment chez lui à l'influence de la maréchale : Mexicaine et devenue depuis le départ de l'Impératrice Charlotte la femme la plus en vue de Mexico, elle était très sensible aux honneurs que sa haute situation lui valait, et elle passait pour désirer en jouir le plus longtemps possible. Elle aurait au besoin employé toutes les ressources de la diplomatie féminine pour arriver à ses fins; c'est du moins ce qui paraît résulter d'un récit que nous a fait le général Castelnau.

Depuis quelque temps, le général croyait s'apercevoir que M. Dano, jadis partisan très chaud de l'évacuation immédiate, faiblissait dans son zèle et ne le soutenait plus que mollement. Le général ne savait à quoi attribuer ce revirement.

Un jour, un jeune attaché d'ambassade, secrétaire de M. Dano, M. Centule de Béarn, dit au général :

— Demain, j'ai congé : si vous le permettez, je passerai ma journée avec vous.

Il était aimable et spirituel : on accepta sa proposition avec empressement.

Le lendemain, au déjeuner, il dit :

— Savez-vous ce que j'ai fait ce matin? J'ai assisté au mariage de mon chef.

M. Dano s'était marié en effet, ou plutôt la maréchale l'avait marié. Il y avait alors à Mexico une famille étrangère, les B***. M. B*** avait quatre filles et une fortune colossale. L'aînée des filles était mariée; mais non les autres : Mme Bazaine s'imagina qu'en faisant épouser la seconde à M. Dano, elle trouverait par là en lui un auxiliaire, et elle ne s'était pas entièrement trompée.

Ce n'est pas tout. Puisque son plan avait réussi, n'y avait-il pas mieux à faire? M. B*** avait deux autres filles : le général Castelnau et M. de Maintenant, par bonheur, étaient célibataires; si on parvenait à les enchaîner aussi, la chaîne étant d'ailleurs toute charmante et excessivement dorée, de la sorte quatre volontés féminines agiraient de concert. En fallait-il plus pour combattre les ordres de Paris et vaincre les nécessités de la politique? Ses espoirs ne se réalisèrent point : le général Castelnau et M. de Maintenant quittèrent le Mexique sans avoir pris femme.

L'envoyé de Napoléon III, qui ne perdait point de vue les agissements de la maréchale, surveillait plus étroitement encore les agissements du Maréchal. Si habile, si réservé qu'il fût, son attitude n'en donna

pas moins l'éveil aux animosités toujours prêtes à se produire à la faveur de situations troublées. On lui remit divers documents contenant des insinuations contre le Maréchal.

C'était d'abord une lettre de l'archevêque de Mexico à la princesse Iturbide[1] :

3 décembre 1866.

Madame,

Je ne trouve aucun inconvénient à vous dire par écrit que M. Larès m'a rapporté que le Maréchal Bazaine désirait le retour de l'Empereur, et que l'Empereur Napoléon désirait la même chose.

Je suis, de Votre Altesse, l'affectionné et dévoué serviteur.

P. A.,
Archevêque de Mexico.

Le second document était une déclaration du colonel autrichien Kodolich :

Mexico, 3 décembre 1866.

Je déclare solennellement qu'avant mon départ pour Orizaba, le 22 de novembre, S. E. le Maréchal Bazaine m'a autorisé de dire à S. M. l'Empereur qu'il n'avait aucun doute que, en cas que S. M. prenne la résolution de revenir à Mexico et de garder les rênes du gouvernement, les troupes françaises pourraient encore rester au pays jusqu'au mois de novembre 1867.

Le colonel aide-de-camp de S. M.,
KODOLICH.

M. le capitaine Pierron, présent.

1. Ces documents nous ont été communiqués par M. le général Castelnau. Ils avaient été adressés au capitaine Pierron, secrétaire particulier de Maximilien.

La troisième pièce émanait du sous-secrétaire d'État à la Guerre :

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU MINISTRE DE LA GUERRE.

Mexico, le 5 décembre 1866.

Monsieur,

La veille du départ du Conseil d'État pour Orizaba, M. Larès et moi sommes allés ensemble voir M. le Maréchal, et, après avoir réglé la question des escortes pour la sûreté de la route, S. E. le Maréchal déclara que la politique adoptée en dernier lieu par S. M. l'Empereur était la meilleure, et qu'elle aurait dû être suivie d'abord; qu'il croyait, avec le parti conservateur, qu'il pourrait faire le bien du pays; qu'il désirait son retour à la capitale, et que, pour sa part, il était disposé à le soutenir comme toujours en se conformant aux ordres de son souverain. S. E. ajouta que, quoique invitée à se rendre à Orizaba, elle n'y irait point, parce qu'elle n'avait personne à qui remettre le commandement. Sur cela nous nous retirâmes.

Voilà ce qui s'est passé avec le Maréchal et ce que je vous dis pour votre gouverne.

Votre affectionné qui vous baise les mains,

RAMON TAVERA.

Quoique cette dernière lettre ne contînt rien de bien compromettant pour le Maréchal, qui avait pu donner de bonnes paroles aux nouveaux ministres sans que cela l'engageât beaucoup, et qui, du reste, avait pris soin de dire qu'il soutiendrait Maximilien *comme toujours, en se conformant aux ordres de son Souverain,* rapprochée des deux précédentes, elle parut dévoiler le plan du Commandant en chef, et le général Castelnau crut voir dans ces documents la preuve irrécusable de sa duplicité.

Une note trouvée plus tard, dans des circonstances bizarres, nous apprend l'impression alors produite sur lui par ces révélations :

Au moment de fermer mon courrier, on me communique deux pièces qui me prouvent de la façon la plus irrécusable, ce dont je me doutais déjà, que les manœuvres secrètes du Maréchal avaient seules empêché l'Empereur Maximilien de quitter Orizaba, alors qu'il y était le plus disposé.

Ces pièces, dont copie est ci-jointe, sont une déclaration du colonel comte Kodolich,

Et une lettre de l'archevêque de Mexico à la princesse Iturbide.

Il résulte de ces pièces et d'une lettre du Maréchal à M. Larès, président du Conseil, lettre qui a passé sous les yeux de tous les membres de la Conférence d'Orizaba, que, si l'Empereur Maximilien restait au Mexique, le Maréchal s'engageait à maintenir ses troupes jusqu'au mois de novembre!...

Et pendant ce temps-là, dans nos réunions, dans ses conversations avec nous, le Maréchal avait l'air de se désespérer des lenteurs apportées par Maximilien à son départ; lenteurs qui, suivant lui, compromettaient tout le succès de nos négociations futures.

La connaissance de ces documents m'imposait de sérieuses obligations.

J'avais deux partis à prendre :

Retirer au Maréchal le commandement, et le donner au général Douay;

Ou bien aller trouver le Maréchal, lui prouver que je n'étais plus sa dupe, lui faire comprendre toute la gravité de ses torts, et chercher, en faisant vibrer en lui certaines cordes, à le ramener à un dévouement absolu à Votre Majesté et à une ligne de conduite plus droite, etc.

Le premier plan était le plus simple et peut-être aussi le plus séduisant, mais il avait de grands inconvénients : éclat,

scandale, le Maréchal déconsidéré aux yeux de l'armée et perdu à jamais, etc., etc.

Après mûre réflexion, et quand j'ai cru m'être bien inspiré des sentiments de Votre Majesté...

La note se termine là. Ce n'était qu'un brouillon qui ne fut pas expédié à Paris. Toutefois il renferme la substance de la lettre qui accompagna l'envoi des documents à Napoléon III.

Le général pensait avoir de bonnes raisons d'ajouter foi aux accusations portées contre le Maréchal, non point seulement parce que la personne qui les lui remettait lui inspirait toute confiance, mais aussi parce qu'il se rappelait qu'au moment de son arrivée à Mexico, Maximilien partait pour Orizaba et que les sentiments connus de l'Empereur le portaient alors à abdiquer et à regagner l'Europe sans plus tarder. Le général ne s'expliquait pas les changements survenus dans les résolutions de l'Empereur : les lettres qu'on lui communiquait lui apportaient, semblait-il, cette explication. Il crut donc que l'influence du Maréchal s'était effectivement exercée dans un sens contraire à sa mission, contraire aux intérêts de la France et aux ordres de Napoléon III, et il est juste de reconnaître que cette opinion n'avait rien d'invraisemblable. Nous savons en effet qu'à ce moment-là on ignorait encore la lettre écrite par M. Éloin à Maximilien. Le général Castelnau l'ignorait comme tout le monde, et, naturellement, il attribua aux seules causes connues de lui le revirement opéré par elle dans l'esprit si mobile du Prince.

Après avoir envisagé les deux partis qui s'étaient d'abord présentés à sa pensée, il les rejeta : il n'avertit pas le Maréchal, il ne lui retira pas son commandement. Il jugea plus habile de l'amener à faire une déclaration contraire aux propos qu'on lui prêtait, et, à cet effet, il provoqua une réunion dans laquelle le Maréchal, M. Dano et lui signèrent cette note, écrite en entier de la main même du Commandant en chef:

CORPS EXPÉDITIONNAIRE
DU MEXIQUE.

—

CABINET
DU MARÉCHAL
COMMANDANT EN CHEF.

Les soussignés, après avoir examiné sous toutes ses faces la question mexicaine, sont convenus de déclarer qu'ils ne voient plus qu'une solution possible pour sauvegarder tous les intérêts en cause: l'abdication de l'Empereur Maximilien.

Les soussignés, malgré tout le regret qu'ils en éprouvent, ont résolu de constater solennellement cette opinion, qu'ils feront immédiatement connaître au gouvernement de l'Empereur Napoléon.

Fait à Mexico, le 8 décembre 1866.

MARÉCHAL BAZAINE.

Le Ministre de France,
ALPH. DANO.

Le Général aide de camp de l'Empereur,
H. CASLELNAU.

Que le Maréchal ait signé, la chose est certaine; mais qu'il ne s'associât qu'à regret à cette déclaration, la chose est encore moins douteuse. Et c'est même un spectacle assez piquant que de voir cet homme

que l'on accuse d'avoir combattu l'empire de Maximilien, d'avoir constamment rêvé à le renverser, et même travaillé à sa ruine, être le seul des trois agents français qui hésite à lui donner le coup de grâce. Il y aurait là assurément matière à réflexion, si ceux qui ont laissé la passion et la haine remplacer l'impartialité et la justice dans leur esprit pouvaient encore réfléchir.

Quoi qu'il en soit, le Commandant en chef ne cachait pas à son ministre sa façon de penser à cet égard. Elle peut se résumer ainsi : le Maréchal ne croyait pas à la durée de l'Empire, mais il croyait que sa durée, si éphémère qu'elle fût, nous était utile et de nature à faciliter le mouvement de retraite. Tant que les juaristes auraient à combattre les impériaux, ils laisseraient nos troupes se retirer tranquillement. Le raisonnement était juste. Voici maintenant des extraits des Rapports politiques qui viennent à l'appui de notre dire :

Il faut avoir éprouvé toutes les inquiétudes que me causaient l'éloignement du 62e de ligne et de toutes les troupes disséminées sur la surface de l'Empire et la difficulté de les ramener à ma portée, pour se rendre compte des ménagements que j'ai dû garder avec tous les partis, en maintenant, sans compromettre la capitale, au moment où j'opérais mon mouvement de concentration sans fatiguer mes troupes et sans perdre le prestige de nos armes, les bandes dont le nombre et l'audace augmentent chaque jour, l'esprit de réaction qui cherchait à m'envahir, et le mouvement naturel des diverses fractions du parti libéral qui ont hâte d'en finir avec l'Empire. (*Rapport politique du* 28 *novembre* 1866.)

En résumé, Monsieur le Maréchal, le parti conservateur a su

inspirer à l'Empereur Maximilien assez de confiance pour le faire revenir sur sa décision première, qui était d'abdiquer le pouvoir. Après les essais infructueux tentés avec les autres partis, il ne restait plus qu'à se jeter dans les bras du parti conservateur; l'expérience commence : *nous aurions mauvaise grâce à susciter des embarras au pouvoir que nous avons contribué à élever.* L'Empereur déclare qu'il se maintiendra avec ses seules ressources; notre rôle est terminé : il ne nous reste plus qu'à nous retirer le plus promptement possible. (*Id.*)

Quittons donc le Mexique le plus tôt possible... Je serai prêt à embarquer toutes les troupes françaises *au commencement de février* 1867.

L'Empire durera alors ce qu'il pourra; mais, s'il tombe, nul ne pourra nous accuser d'avoir contribué à sa chute. La France aura, jusqu'au dernier moment, rempli ses engagements; elle aura, en partant, assuré ses droits, ses réclamations, les intérêts de ses nationaux, *choses que tout autre gouvernement que le gouvernement impérial lui refusera systématiquement.* (*Id.*)

N'avions-nous pas à craindre aussi que la surexcitation causée dans tout le pays par cette entente avec les États-Unis, ne réunisse contre nous tous les partis, *et ne rende notre retraite plus difficile?*

C'est pourquoi, Monsieur le Maréchal, j'ai considéré et je considère encore de notre intérêt, pendant notre présence au Mexique, de soutenir l'Empire tant qu'il croira pouvoir vivre de ses propres ressources. (*Rapport politique du* 29 *décembre.*)

Cette dernière citation contient une allusion à l'entente avec les État-Unis, cette entente dont on parlait beaucoup à Mexico, et en vue de laquelle M. Dano entretenait depuis plusieurs mois une correspondance avec M. de Montholon. Mais, — et c'est ici le lieu de signaler quelle confusion régnait entre nos repré-

sentants au Mexique, — M. Dano n'avait pas jugé à propos d'en informer le Commandant en chef. Le hasard seul mit celui-ci au courant de la chose, ainsi qu'il l'écrivit à son ministre (29 décembre 1866) :

... Il me semble opportun de faire ressortir aujourd'hui à Votre Excellence *un fait que j'ignorais alors*, qui m'est signalé par une lettre venue de Washington, *et dont M. le Ministre de France à Mexico est convenu depuis*. C'est par le chef d'escadron d'artillerie de Noüe, mon officier d'ordonnance, marié à une jeune femme de Saint-Louis (Missouri), auquel j'ai donné un congé, pour régler, au moment de notre départ, des affaires d'intérêt, et auquel j'avais recommandé de me renseigner sur l'état du pays, que j'ai appris ce qui suit...

C'est-à-dire les susdites négociations.

Les ennemis de l'intervention avaient beau jeu en présence de cette défiance réciproque : ils bénéficiaient en quelque sorte de la confiance que nos représentants ne s'accordaient pas entre eux.

Le 4 décembre, MM. T. Larès et Luys de Arroyo étaient revenus à la charge, et, dans une nouvelle note, avaient réclamé les établissements militaires, ateliers, poudreries, etc.; car « S. M. l'Empereur, disaient-ils, pour rendre effective la résolution qu'il a adoptée, s'occupe de dicter les ordres nécessaires pour lever l'armée mexicaine et organiser les forces qui doivent soutenir l'Empire ».

Ce document était encore daté d'Orizaba; mais Maximilien ne devait pas tarder à remonter vers Mexico : le 17, il faisait sa rentrée dans Puebla.

C'est dans cette ville qu'eut lieu, le 22 décembre, une entrevue sur laquelle jusqu'à ce jour ont plané bien des obscurités. En voici d'abord le récit, tel qu'il a été fait par le général Douay, lequel le tenait du général Castelnau et de M. Dano[1].

Le général et M. Dano, porteurs de la déclaration du 8 décembre, avaient jugé bon d'aller au devant du Souverain, décidés, grâce à cette pièce, à tenter un dernier effort pour amener ce prince à renoncer à une tentative inutile et dangereuse.

Les envoyés se trouvèrent d'abord en présence d'un personnage vraiment fourbe, et autrement rusé que Maximilien.

C'était le père Fischer, lequel venait de remplacer officiellement le capitaine Pierron comme secrétaire particulier de l'Empereur. Le père Fischer mena toute 'affaire. Confiant dans une vieille tactique qui réussit presque toujours, il travailla d'abord à diviser les plénipotentiaires. Guidé par lui, l'Empereur ne voulut recevoir que le général, et encore prit-il prétexte de son mauvais état de santé, très réel d'ailleurs, pour n'aborder point à fond les questions palpitantes qui cependant les mettaient en présence; il lui annonça toutefois qu'il lui enverrait dans la soirée une personne en qui il avait pleine confiance, son secrétaire, le père Fischer.

Le soir, celui-ci fit son apparition, et mit en jeu

1. *Papiers et correspondance de la famille Impériale*, pp. 120 et suiv.

toute sa finesse, toutes les ressources de son esprit, pour éblouir, séduire et duper le général.

— Vous êtes maître de la situation, lui dit-il. Vous avez plu à l'Empereur, qui désire s'entendre exclusivement avec vous, qui représentez votre Empereur. Les conditions qu'il acceptera seront, passant par votre intermédiaire, des arrangements de souverain à souverain. L'Empereur Maximilien ne peut se résoudre à traiter avec votre ministre : M. Dano a un caractère diplomatique officiel ; il n'est pas sympathique et s'est montré trop de fois inflexible. Pour réussir, il faut absolument évincer de la négociation votre ministre, vous en emparer, et vous êtes sûr d'un succès éclatant dont tout le mérite vous profitera.

Le général écoutait avec attention, intrigué de savoir si ce beau discours n'était pas destiné à amener, tout en la masquant, quelque demande d'argent, auquel cas il s'apprêtait déjà à en passer par les exigences de ce singulier interlocuteur pour en finir plus vite. Mais le père Fischer avait d'autres visées : le général s'en méfia.

Désireux d'acquérir une certitude, il lui posa cette question :

— Dans combien de temps pourra-t-on avoir une solution définitive ?

— Oh ! il nous faut bien un mois !

Le piège était visible : on voulait gagner du temps, et l'employer à brouiller les cartes. On avait déjà si bien commencé.

L'entretien en resta là. Le général s'en fut rejoindre

M. Dano, et lui conta par le menu la petite machination qu'on lui avait proposée.

— Je la connaissais, répondit M. Dano, mais je n'ai pas voulu vous prévenir de cette tentative, parce que je vous savais trop habile pour être dupe de cette comédie et trop honorable pour y donner la main.

Disait-il vrai? Il est permis, sans offense, de douter des paroles d'un diplomate. En tout cas, le général eût préféré être prévenu : un bon avertissement n'aurait ni nui à son habileté, ni embarrassé son honorabilité.

Ils convinrent de s'adresser directement à l'Empereur, dont ils sollicitèrent une audience pour le samedi 22. Elle leur fut accordée.

Maximilien les reçut froidement, et les laissa parler. Ils s'efforcèrent de l'amener à la résolution qu'ils souhaitaient, eux, et que les événements imposaient. A cet effet, ils lui firent un tableau de la situation qui n'avait rien de flatté, mais qui était par cela même fort exact; puis, démasquant leur dernier argument, ils lui remirent la note collective du 8 décembre, qui concluait si nettement à la nécessité de l'abdication.

L'Empereur tourna la note entre ses mains, y jeta un regard distrait, puis :

— De quelle date est-elle? demanda-t-il non sans une certaine ironie.

— Sire, du 8 décembre.

— Oh! j'en ai une plus récente.

Il tira un papier de sa poche, et, le montrant à ses interlocuteurs :

— Tenez, voilà une dépêche télégraphique que j'ai

reçue hier au soir. Lisez-la, et vous verrez que le Maréchal me dit qu'après mûres réflexions il est convaincu que la seule solution possible est de me maintenir au pouvoir. Il m'engage à persister et à pousser vigoureusement la guerre, en armant solidement Marquez, Miramon, Mejia... Enfin il me propose de me donner des armes et m'assure de son appui jusqu'au dernier moment de l'occupation.

Ce coup de théâtre produisit son effet. Le général Castelnau et M. Dano, surpris de cette révélation, se trouvèrent quelque peu décontenancés devant la tournure inattendue que prenait l'entretien. Cependant le général recouvra le premier sa présence d'esprit :

— Sire, je laisse au Maréchal la responsabilité de son changement d'opinion, dit-il; quant à moi, investi par l'Empereur Napoléon III de la mission de faire rembarquer les troupes, je la mènerai jusqu'au bout sans atermoiement ni faiblesse. D'ailleurs, j'ai reçu la confirmation des ordres qui m'avaient été donnés au départ.

Et, pour que Maximilien n'en ignorât, le général tira, lui aussi, de sa poche un papier qu'il lui présenta, et qui n'était autre que la dépêche adressée à lui de Compiègne, par Napoléon III, le 13 décembre, et arrivée le 18 à Mexico.

Nos plénipotentiaires se heurtaient à une résolution trop arrêtée pour en pouvoir triompher. Maximilien maintint énergiquement sa décision première. Non seulement il refusa d'abdiquer, mais il exposa ses plans, ses projets, tout le système sur lequel il ap-

puyait sa persistance à se maintenir sur le trône. Puis, se laissant aller à son penchant naturel, il profita de 'absence du Maréchal Bazaine, pour entretenir ses interlocuteurs de ses nombreux griefs contre lui. Il le fit avec une assurance et une abondance qui leur eussent inspiré plus de défiance que de satisfaction s'ils avaient prévu que, quinze jours plus tard, l'Empereur devait dire d'eux au Maréchal ce qu'il leur disait de lui à cette heure. Maximilien, en effet, dans ces derniers temps, se plaignait toujours : s'il changeait de confidents, il ne changeait point de langage.

Il parla, en terminant, du Congrès; il répéta que, s'il quittait un jour le pouvoir, ce ne serait que sur un vote de cette assemblée, et non autrement.

L'entrevue n'avait point donné les résultats attendus. Nos plénipotentiaires se retirèrent et reprirent le chemin de Mexico.

Ils étaient furieux contre le commandant en chef, à l'intervention duquel ils attribuaient l'échec de leur démarche. Il semble que cette fois, puisque la division entre eux et lui était publique, et que le scandale avait éclaté, le général n'eût plus de ménagements à garder et se crût en droit de retirer au Maréchal son commandement. Il ne le fit point pourtant.

Il attribua cette versatilité du Maréchal à une influence féminine. Le général Douay s'est fait l'écho de cette opinion :

Il paraît qu'après le départ de Mexico de ces messieurs il y a eu des scènes domestiques dans le palais de Buena-Vista. La tribu entière des Peña a donné l'assaut. La jeune

maréchale, qui est enceinte, a fait jouer les grandes eaux et les grands ressorts, et on a arraché à ce malheureux éperdu la fameuse rétractation qu'il a envoyée à Maximilien. (*Lettre à son frère,* 27 *décembre* 1866.)

Qu'y a-t-il de vrai dans tous ces faits et dans tous ces dires? Il est impossible de le déterminer exactement : c'est le seul point important sur lequel force nous est de reconnaître que la vérité absolue, la vérité prouvée nous échappe. Le récit qu'on vient de lire ne peut en effet ni être accepté ni être rejeté avec certitude.

Le premier point qui frappe tout d'abord c'est l'étrange attitude de Maximilien montrant à ses interlocuteurs une dépêche dans laquelle le Maréchal lui promet son appui, et se plaignant violemment de lui devant ceux-là mêmes qui venaient lui demander d'abdiquer, et contre lesquels il éprouvait une animosité grande dont il devait plus tard faire hautement l'aveu.

Le second point, c'est qu'il n'a pas été parlé au Maréchal de cette dépêche. Le Commandant en chef n'a donc jamais été mis en demeure de la nier ou de l'avouer. Or, plus d'une fois on lui a attribué des propos ou des actes dont il a pu démontrer qu'il était bien innocent dès qu'il les a connus; et, au milieu des intrigues qui se croisaient dans ces moments troublés, il est sage de se défier de l'esprit inventif et point scrupuleux d'un père Fischer.

Il est possible cependant que le Maréchal ait modifié son opinion première. Comment croire toutefois à l'influence féminine dont parle le général Douay? Si

elle s'était exercée dans le sens d'une prolongation du séjour de l'armée française au Mexique, le Maréchal aurait arrêté ou ralenti les ordres de départ et le mouvement de concentration des troupes. Or, il n'en fut rien, et tout se prépara, sous sa direction, pour l'évacuation dans les délais fixés par Napoléon III lui-même. Cette constatation a beaucoup plus de valeur, ce semble, que des secrets d'alcôve, toujours suspects. Enfin, il ne faut point oublier que le Maréchal, tant qu'il n'était pas dépossédé du commandement par l'envoyé de Napoléon III, demeurait le chef; que, suivant les propres termes de la lettre de ce souverain, « l'intervention du général Castelnau n'avait pour but « ni de paralyser sa liberté d'action, ni de détruire ou « même d'amoindrir sa responsabilité », et qu'il pouvait, en changeant d'opinion, obéir à des mobiles moins intimes et surtout plus honorables que ceux qu'on lui prête[1].

Si le maréchal Bazaine s'appelait de tout autre nom, et qu'on pût un instant faire abstraction des souvenirs de Metz, l'avis que nous émettons ne rencontrerait

1. Voici l'extrait d'une lettre particulière de Bazaine, qui montre bien quelles préoccupations pesaient alors sur son esprit :

« Les derniers instants de l'intervention t'intéresseront. Je savais que l'Empereur Napoléon s'inquiétait des affaires d'Allemagne; mais on ne peut réunir en quinze jours une armée éparpillée sur un territoire aussi immense que le Mexique : c'est ce que l'on ne voulait pas comprendre. *J'ai heureusement tenu bon,* et notre retraite s'est opérée dans l'ordre le plus parfait.

« Tu n'as qu'à jeter un coup d'œil sur la carte, et tu jugeras par toi-même, de Guaymas à Mazatlan et Vera-Cruz, puis de Matamoros, Monterey, San-Luis, tous les kilomètres à parcourir. »

nulle contradiction. Et la preuve, c'est qu'un écrivain à l'impartialité duquel chacun rend hommage n'a pas hésité à exprimer cette opinion, à une époque où il était déjà difficile de parler de ces choses froidement et sans parti-pris. Nous sommes heureux de pouvoir invoquer ici le témoignage de M. G. Niox :

La connaissance qu'il avait acquise du caractère mexicain révélait au Maréchal des difficultés dont ne pouvaient se rendre compte les personnes moins au courant que lui des hommes et des choses du pays. Il voyait le parti libéral se morceler en factions qui ne seraient pas assez fortes pour dominer la situation et garder le pouvoir; toutes garanties accordées par l'une et l'autre de ces factions seraient illusoires, et il y aurait même quelque humiliation à les solliciter, au risque de s'exposer à un refus...

Dans le désordre et l'anarchie qui suivraient une abdication, quel serait le sort des garnisons et des colonnes françaises, encore éparses, encombrées de convois, n'ayant plus aucun appui dans le pays, débordées de tous côtés par des ennemis dont les moins irrités ne seraient pas les alliés de la veille ?

Le Maréchal différait d'opinion avec le général Castelnau; il commençait à trouver très lourde la tutelle qui lui avait été imposée : « Je serai heureux de sortir d'une situation qui devient tous les jours plus pénible sous bien des rapports, et qui affecte mon moral ainsi que mon énergie, par suite de la restriction apportée à toute initiative de ma part, quoique les instructions de l'Empereur, du 15 septembre, assurent que ma liberté d'action doit rester la même, ainsi que ma responsabilité vis-à-vis de S. M. : c'est assez difficile à concilier avec l'autorité de contrôle donnée à M. le général Castelnau... Je ne puis que m'incliner, mais il est dur de passer au second rang. » Le seul désir du Maréchal était alors de partir au plus vite ; il demandait au

ministre d'envoyer sans retard tous les transports, et promettait d'être prêt à s'embarquer au mois de février [1].

Pendant cette période, malgré les divisions des chefs de l'intervention, les mouvements de retraite et de concentration s'accomplissaient avec un ordre excellent. Nos soldats soutenaient de leur mieux, dans cette situation délicate, l'honneur du drapeau, et, à part quelques incidents regrettables, on peut dire que notre prestige militaire fut conservé aussi intact qu'il était raisonnable de l'espérer.

Aucune place abandonnée par nous ne fut livrée aux juaristes : toutes furent remises aux autorités impériales. Il est vrai que vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées depuis notre départ que ces singulières autorités ou se sauvaient, ou appelaient les libéraux ; mais qu'y pouvions-nous?

Au Sud-Est, un événement malheureux s'était passé : Porfirio Diaz avait repris Oajaca (30 octobre). Malgré cette série d'échecs, Maximilien ne perdait rien de son obstination; nous en avons donné et on en sait aujourd'hui le motif. Il venait de créer trois grands commandements militaires, et les avait confiés aux généraux Marquez, Miramon et Mejia.

Puis, tout en regrettant ses promenades à travers champs, où il se livrait avec tant d'entrain au plaisir d'herboriser, il songea à remonter vers le Nord, et à rentrer dans la capitale, qu'il avait cru abandonner pour toujours. Il obéissait à la pensée qui le dominait.

1. *Expédition du Mexique*, par G. Niox, pp. 656-657.

Le dominerait-elle jusqu'au bout ? Il n'importait. A ce moment il aurait eu un éclair de raison, une lueur de bon sens : c'était trop tard. Il eût voulu se reprendre qu'il ne l'aurait pu.

Le Padre Fischer faisait bonne garde.

CHAPITRE XII

Le maréchal Randon au maréchal Bazaine (30 novembre 1886). — Maximilien rentre à Mexico le 5 janvier 1867. — Incident du brouillon de lettre trouvé par hasard et porté au Maréchal. — Protestation de celui-ci avec documents à l'appui. — Lettres de Mgr La Bastida, de M. Larès, du colonel Kodolich. — Réponse du maréchal Niel, ministre de la Guerre. — Lettre du général Colson. — Conférence du 14 janvier. — Déclaration du commandant en chef. — Triomphe du parti clérical. — Mesures rigoureuses de Marquez à Mexico. — Affaires de Pedro Garay et du journal *La Patria*. — Nouvelle conférence entre M. Dano et M. Larès. — Rupture des relations entre l'Empereur et le quartier-général français. — Le *Dandolo*.

Napoléon III devait faire d'amères réflexions sur les difficultés de connaître la vérité. Il avait cru que le général Castelnau ferait la lumière, mais la confusion était telle que la chose n'était point en son pouvoir : l'ignorance restait la même aux Tuileries, avant comme après sa mission. Le ministre de la Guerre l'avouait :

A défaut de nouvelles officielles, les autres ne font pas défaut, surtout depuis que le câble transatlantique fonctionne...

... Nous saurons enfin quel est le parti que prendra l'Empereur Maximilien, *d'abdiquer ou de monter à cheval pour conquérir son empire...*

En un mot, tout est dans le vague, et il importe beaucoup qu'avant peu on en puisse sortir (30 novembre 1866).

Cette lettre parvenait à Mexico à la fin de décembre, quelques jours seulement avant la rentrée de l'Empereur dans la capitale. Maximilien y arrivait en effet le 5 janvier; mais, soit qu'il éprouvât le besoin de se tenir à l'écart, soit que son palais lui rappelât de trop cruels souvenirs, il allait aussitôt s'installer à 2 kilomètres de la ville, dans la hacienda de la Teja. Dès le lendemain, il mandait près de lui le Maréchal.

L'entrevue fut des plus cordiales. Avec une versatilité que l'on voudrait pouvoir n'attribuer qu'à une mobilité d'impressions, l'Empereur confia au Commandant en chef les griefs qu'il pensait avoir contre M. Dano et le général Castelnau. Il rappela avec amertume leur visite à Puebla, et, bien que nos deux représentants lui eussent témoigné la plus grande déférence, il les accusa de lui avoir montré autant de raideur que d'insistance blessante. Il s'épanchait avec un entier abandon, et témoignait au Maréchal une amitié fort vive. On eût dit qu'il n'avait confiance qu'en lui, et que cette confiance n'avait jamais été plus grande.

Le Commandant en chef entendait avec plaisir les plaintes de Maximilien. Jusqu'à ce moment, il avait supporté avec une résignation plus apparente que réelle la tutelle de l'envoyé de Napoléon III; mais, à cette heure, il était sous le coup d'une violente irrita-

tion, car un hasard assez extraordinaire venait de lui révéler les accusations dont il avait été l'objet.

Un soldat de corvée, a-t-on raconté, en balayant, un matin, le logement occupé par le général Castelnau, ramassa une feuille de papier laissée à terre. Sa besogne finie, il la porta au cabinet du Commandant en chef.

Là, on reconnut bien vite l'écriture du général. D'ailleurs, lui seul pouvait parler en ces termes. La note fut aussitôt remise au Maréchal. C'est celle qui a été publiée plus haut : « Au moment de fermer mon courrier, etc... ».

La situation se trouvait révélée sans ambiguïté aucune; les griefs articulés contre lui l'étaient avec la plus grande netteté, ainsi que les preuves invoquées à l'appui : on l'accusait d'avoir écrit à M. Larès une lettre par laquelle il s'engageait à maintenir les troupes françaises jusqu'en novembre. Cette lettre, disait-on, avait été mise sous les yeux de tous les membres de la conférence d'Orizaba, auprès desquels elle n'avait pas manqué d'exercer une grande influence. De plus, il avait tenu les mêmes propos ou des propos analogues à diverses personnes, ainsi qu'il résultait des témoignages de Mgr La Bastida et du colonel Kodolich.

En présence de cette révélation inattendue, le Maréchal ressentit une vive émotion. Il s'occupa aussitôt d'opposer une réponse aux faits allégués, et, pour détruire l'impression que ces attaques avaient pu produire à Paris, il se hâta de réunir les preuves nécessaires à sa justification. Dès le 10 janvier son dossier

était prêt, et il l'expédiait au ministre de la Guerre, avec la lettre suivante :

Mexico, 10 janvier 1867.

Monsieur le Maréchal,

Le hasard m'a mis en possession de la minute d'une fin de rapport de M. le général Castelnau adressé à S. M. l'Empereur. L'a-t-il été ? V. E. le saura sans doute. Mais, afin de la mettre en situation de pouvoir y répondre, j'ai l'honneur de lui en adresser la copie [1], ainsi que des déclarations établies par les auteurs présumés des documents que M. le général Castelnau joint à son rapport, et qui sont complètement controuvés.

Depuis son arrivée, M. le général Castelnau m'a fort peu entretenu de ses instructions, des idées intimes de notre Souverain, quoique je lui aie fait lire celles qu'il m'a remises (lettre de S. M. du 15 septembre 1866, dont il connaissait sans aucun doute déjà le contenu). Je sais seulement par des tiers qu'elles sont élastiques, sans que sa responsabilité soit en rien engagée.

Cet officier général aurait dit qu'il y trouverait à sa volonté toutes facilités pour agir selon les circonstances, ce qui me paraît difficile à concilier avec la non-responsabilité qu'il invoque du reste lui-même quand il y a une solution à donner.

Qu'ai-je donc fait de coupable pour être ainsi traité dans le rapport de M. le général Castelnau, dont il ne m'a pas parlé, bien entendu, pas plus que du rappel à de meilleurs sentiments, à un dévouement absolu à l'Empereur Napoléon, etc... ?

Il doit y avoir sous tout cela une vilaine intrigue que j'ignore. Je n'ai pas influencé la décision de l'Empereur Maximilien par des manœuvres secrètes, mais j'ai souvent

1. Le Maréchal avait l'habitude de n'envoyer que des copies. C'est ainsi que la collection Ernest Louet renferme *les pièces originales*, ce qui donne à nos citations une valeur indiscutable.

dit dans mes conversations particulières qu'il devait montrer de l'énergie, s'appuyer complètement sur le parti qui l'avait appelé au trône, et que, s'il était résolu à s'y maintenir avec les seules ressources de son pays, il était probable que la Légion étrangère et les éléments français mis à la disposition du gouvernement mexicain pour l'organisation de son armée y resteraient, puisque la convention de Miramar n'avait pas été modifiée par celle de Juillet sous le rapport militaire, ainsi que l'a déclaré le ministre de France dans une séance officielle.

J'étais donc autorisé à parler ainsi jusqu'au 13 décembre, date de la dépêche télégraphique de l'Empereur Napoléon qui m'ordonne de rapatrier la Légion étrangère ainsi que tous les Français servant dans l'armée mexicaine[1].

MM. Dano et Castelnau m'ont empêché d'aller à Orizaba, puis sont allés seuls à Puebla pour conférer avec l'Empereur Maximilien, qui, peut-être, se serait rendu à leur avis d'abdiquer immédiatement, si ces messieurs avaient mis plus de formes diplomatiques et surtout moins de raideur hostile dans leur entrevue.

M. le général Castelnau joue ici le rôle d'un inspecteur général, et, si cette expédition n'était pas arrivée à son terme, j'aurais remis immédiatement le commandement. J'accomplirai donc ma tâche jusqu'au bout, porterai ma croix jusqu'au dernier moment; mais, quoi qu'il advienne, fort de ma conscience, de ma loyauté, de mon dévouement à notre Souverain, sans être obligé d'y être rappelé par qui que ce soit, je prie V. E. de mettre cette lettre sous les yeux de S. M., et de lui exprimer mon désir d'être mis en disponibilité à ma rentrée en France si j'ai perdu sa confiance, et si la plus haute dignité de l'armée, qui ne m'appartient pas seul, peut être ainsi abaissée.

J'ai l'honneur d'être, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

1. Les lettres de Mgr La Bastida, du colonel Kodolich et de M. Ramon Tavera sont des 3 et 5 décembre.

A cette protestation ainsi formulée étaient jointes les copies de quatre autres pièces :

1° La note du général Castelnau ;

2° Une lettre de Mgr La Bastida ;

3° Une lettre de M. Larès, président du Conseil des ministres ;

4° Une lettre du colonel Kodolich.

Mgr La Bastida était-il bien l'auteur de la lettre du 3 décembre à la princesse Iturbide? L'archevêque de Mexico n'hésita pas un instant à déclarer que non, et à l'attester par écrit au Maréchal lui-même :

Mexico, 7 janvier 1867.

Excellence,

Il est arrivé à ma connaissance que l'on m'attribue une lettre dans laquelle j'affirme que V. E. s'est engagée à maintenir les troupes françaises jusqu'en novembre (1867) si l'Empereur n'abdiquait pas. Je n'ai rien dit de pareil *ni par parole, ni par écrit*.

Si cela ne suffit pas pour réprimer la calomnie, je suis disposé à le compléter dans le sens que l'on m'indiquera et avec toute vérité.

Recevez, Monsieur le Maréchal, mes sincères protestations d'adhésion et de distinguée considération.

Je suis de V. E. l'affectueux ami,

P. A.,
Archevêque de Mexico.

Le président du Conseil des ministres n'était pas moins net dans ses affirmations :

Mexico, 9 janvier 1867.

Monsieur le Maréchal,

J'ai reçu la lettre de V. E. en date d'hier dans laquelle vous me communiquez avoir été informé que, lors de la

réunion à Orizaba des ministres et conseillers de S. M. l'Empereur Maximilien, a circulé entre les personnages convoqués une lettre que l'on prétend avoir été écrite par V. E. et à moi adressée, dans laquelle on prétend que vous me faisiez savoir que, selon l'opinion de V. E., si l'Empereur voulait revenir à Mexico et continuer à tenir les rênes du gouvernement, V. E. ne doutait pas que le gouvernement français laisserait des troupes françaises au Mexique au moins jusqu'à la fin de novembre 1867. On suppose que ladite lettre a produit une impression très vive dans l'esprit des ministres et conseillers de S. M. et a singulièrement influencé le vote par lequel S. M. l'Empereur a pris la détermination de rester au Mexique.

V. E. m'a dit ne pas se souvenir m'avoir écrit pareille lettre, et m'en demande copie pour vérifier le contenu, et désire également savoir si toute autre lettre traitant du même objet a été communiquée au Conseil, afin d'en vérifier l'origine et par quelle autorisation semblable document avait été écrit.

En répondant comme je le dois, je manifeste à V. E. *que je n'ai pas reçu à Orizaba de lettre de V. E. traitant du sujet indiqué, ni d'aucun autre; qu'aucune lettre traitant du même sujet n'a circulé dans le Conseil :* par suite, il est absolument faux que ces lettres supposées aient influencé d'aucune manière le vote qui a déterminé S. M. l'Empereur Maximilien à rester au Mexique. Ce dont j'ai l'honneur d'informer V. E.

Recevez, Monsieur le Maréchal, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Conseil des Ministres,

THÉODOSIO LARÈS.

Voici la déclaration du colonel Kodolich :

Mexico, ce 9 de janvier 1867.

Je soussigné, colonel, aide de camp de Sa Majesté l'Em-

pereur Maximilien, déclare avoir eu, vers le 18 de novembre 1866, avec Son Excellence le Maréchal Bazaine, avant de me rendre à Orizaba auprès de l'Empereur, une conversation dans laquelle le Maréchal, me parlant de la situation des affaires au Mexique, me dit entre autres qu'il « avait le ferme espoir qu'en cas que Sa Majesté l'Empereur soit décidé de revenir à Mexico et de conserver entre ses mains les rênes du gouvernement, les troupes françaises pourraient rester au pays jusqu'à la fin de novembre de l'année prochaine (1867) ».

A mon retour à Mexico, *M. le capitaine Pierron me pria de lui certifier par écrit d'avoir tenu ce langage à l'Empereur*, ce que j'ai fait en toute sincérité, ignorant en quel but ce témoignage m'était réclamé.

Le Colonel aide de camp de S. M.,

A. DE KODOLICH.

Dans cette conversation, dit une note du Maréchal, je n'ai voulu parler que de la Légion étrangère, qui devait rester au service du Mexique, d'après le traité de Miramar et même les dernières instructions officielles relatives à sa complète organisation, ainsi que les éléments français servant dans les troupes mexicaines.

Nous avons mis toutes les pièces de l'attaque et de la défense sous les yeux du lecteur. Voici maintenant la réponse du ministre de la Guerre. Ce n'était plus le maréchal Randon; depuis quelques semaines, ce portefeuille était confié au maréchal Niel :

Paris, 13 février 1867.

Mon cher Maréchal,

La lettre que vous m'avez adressée pour être mise sous les yeux de l'Empereur m'a profondément affligé. Votre

belle carrière, les grands services que vous avez rendus au Mexique et la haute dignité que l'Empereur vous a conférée, vous placent, croyez-le bien, au-dessus de toutes les accusations qui vous préoccupent. C'était l'opinion du maréchal Randon, qui m'a précédé au ministère de la Guerre, comme c'est la mienne; nous vous aurions défendu l'un comme l'autre, s'il eût été besoin. Mais je dois vous dire que l'Empereur est toujours resté à votre égard dans les sentiments de bienveillance et de confiance dont il vous a donné des preuves éclatantes; qu'il voit avec satisfaction l'ordre et la précision avec lesquels vous retirez vos troupes; qu'à votre retour vous recevrez de Sa Majesté l'accueil qu'ont droit d'espérer ceux qui l'ont le mieux servie. Enfin, Monsieur le Maréchal, *l'Empereur m'a chargé de vous dire qu'il déplorait les inventions et les indiscrétions qui avaient pu vous blesser et mettre de la mésintelligence entre des officiers qui avaient son estime, et sur la loyauté desquels il n'avait jamais élevé le moindre doute.*

Le Mexique a pu nous causer des déceptions politiques, mais la réputation de notre armée n'a fait qu'y grandir: toutes les opérations difficiles et si lointaines que vous avez entreprises ont été couronnées de succès, et les mouvements combinés de vos troupes qui se retirent avec un ordre parfait, sont un nouveau témoignage de votre habileté. *Quand les faits parlent si haut, ne vous préoccupez pas, mon cher Maréchal, des intrigues par lesquelles on a pu tromper l'opinion du général Castelnau, si en effet elle l'a été au point que vous supposez*, et achevez paisiblement votre œuvre en rapatriant complètement l'armée que vous avez si bien commandée.

Recevez, mon cher Maréchal, l'expression de ma haute considération et de mes sentiments affectueux.

MARÉCHAL NIEL.

Le ministre gardait le silence sur la question posée par le Commandant en chef, et il ne disait pas si le

général Castelnau avait envoyé la note dont il s'agissait. Du reste, la chose avait transpiré dans l'entourage de l'Empereur et parmi les chefs de service du ministère de la Guerre; le chef de cabinet du ministre, le général Colson, écrivait par le même courrier à l'aide de camp du maréchal Bazaine :

Le maréchal Niel écrit par ce courrier à M. le maréchal Bazaine une bonne lettre : *elle a été mise sous les yeux de l'Empereur, qui l'a fort approuvée*. J'espère qu'elle cicatrisera la blessure du Maréchal, et que l'accueil qui lui sera fait à son retour en France complètera la guérison. Il est bien temps que l'on en finisse avec cette malheureuse question du Mexique : le plus tôt sera le mieux.

Que de guignon, que de fatalités se sont attachés à cette grande mais bien difficile entreprise! Je serai bien heureux de vous revoir et de causer des tristes détails qui vous ont si fort irrité...

Napoléon III, en recevant la lettre du général Castelnau, avait aussitôt télégraphié à cet officier général :

Paris, 10 janvier 1867.

L'Empereur Napoléon au général Castelnau.

Reçu dépêche du 7 décembre. Ne forcez pas l'Empereur à abdiquer, mais ne retardez pas le départ des troupes. Rapatriez tous ceux qui ne voudront pas rester. La plupart des navires sout partis.

Communication de cette dépêche fut donnée au Commandant en chef. En face d'ordres aussi précis, il n'y avait plus à s'occuper de la question politique,

et il fallait laisser Maximilien suivre en liberté ses inspirations, quelles qu'elles fussent.

Cependant Maximilien continuait à manifester le désir de s'entourer de conseillers et à demander leurs avis, avec l'intention bien arrêtée de ne les suivre qu'autant qu'ils seraient conformes à sa manière de voir. Il eut encore l'idée de réunir un certain nombre de personnages plus ou moins influents, et il fit prier le Maréchal de se rendre au palais impérial :

Mexico, 11 janvier 1867.

Monsieur le Maréchal,

S. M. l'Empereur, désirant entendre confidentiellement et amicalement l'opinion de V. E. et celle d'autres personnes dans une affaire de grave importance, m'ordonne de m'adresser à V. E., ainsi que j'ai l'honneur de le faire, et de la prier de vouloir bien se rendre au Palais du gouvernement le lundi 14 courant, à 2 heures de l'après-midi.

Recevez, etc.

THEODOSIO LARÈS.

Les termes de cette lettre laissaient entendre que l'Empereur désirait un entretien intime. Le Maréchal se rendit donc à la convocation ; mais quel fut son étonnement en trouvant réunies plus de trente personnes, ministres, généraux, évêques, conseillers d'État, parmi lesquelles l'Empereur brillait par son absence ! C'était là une singulière façon de causer « confidentiellement et amicalement ».

Le Commandant en chef, surpris et mécontent, songea d'abord à se retirer, mais il revint sur cette

première impression. Il avait apporté une déclaration écrite : il en donna lecture à ce conseil improvisé, puis se retira. Le lendemain, il en fit parvenir la copie à l'Empereur, avec une note dans laquelle il déclarait que ce mémoire était « la sincère expression de sa manière de voir ».

Ce document est trop important pour n'être pas reproduit ici in-extenso :

L'évacuation sans coup férir, par les garnisons mexicaines, des principales places fortifiées et suffisamment armées, à la simple démonstration d'un ennemi plus faible que ces mêmes garnisons, a fait disparaître le peu de confiance qui restait dans la protection militaire que l'Empire pouvait accorder aux populations. Aujourd'hui, elles sont généralement prononcées contre l'Empire; chaque État a repris son rang dans la Fédération; les élections sont venues valider la plupart des autorités fédérales établies de fait après le départ des employés impériaux : le régime fédéral est donc rétabli dans la plus grande partie du territoire.

A quoi servirait de faire des efforts militaires et de grandes dépenses pour reconquérir le terrain perdu? A rien, car les populations sont, après l'expérience des deux dernières années, peu disposées en faveur du maintien de l'Empire. Il arriverait donc que les colonnes dirigées dans l'intérieur subissant petit à petit cette influence, se prononceraient, ou s'affaibliraient tellement par les garnisons que l'on serait obligé de laisser dans les grands centres, que l'ennemi, ainsi que nous le voyons à chaque instant, les tiendrait bloquées, et empêcherait toute communication avec le gouvernement central. Comme conséquences immédiates, le commerce paralysé, les travaux industriels et agricoles suspendus, un mécontentement profond dans les populations; enfin un manque absolu de ressources pour maintenir les troupes dans le devoir.

L'organisation fédérale paraissant devoir mettre le pays à l'abri des tentatives hostiles des États-Unis, cette considération semble influencer l'esprit des populations, qui, avec raison, craignent que toute autre forme de gouvernement leur attire en conquérants leurs voisins du Nord.

1° Au point de vue militaire, je ne crois pas que les forces impériales puissent maintenir le pays dans un état de pacification assez complète pour que le gouvernement de l'Empereur puisse s'exercer dans toute sa plénitude : les opérations militaires ne seront que des combats partiels, qui entretiendront la guerre civile par les mesures arbitraires qu'elles entraîneront forcément avec elles.

2° Au point de vue financier, le pays, ne pouvant être régulièrement administré, ne fournira pas les moyens nécessaires au gouvernement impérial, et on sera toujours obligé d'avoir recours à des emprunts forcés, qui ne feront qu'accroître le mécontentement des populations.

3° Au point de vue politique, le pays paraît être aujourd'hui plutôt porté vers la fédération que vers l'Empire; je doute qu'un appel au peuple soit favorable au régime actuel, et que peut-être même il n'obéirait pas à la convocation.

En résumé, je crois que Sa Majesté ne peut continuer à gouverner le pays dans des conditions normales et honorables pour sa souveraineté sans descendre au rang de chef de parti, et qu'il est préférable pour sa gloire et sa sauvegarde qu'elle fasse la remise du gouvernement à la Nation [1].

La lecture de ce document ne produisit naturelle-

1. « Je préparai à l'avance un exposé de la situation dans lequel j'exposais mon opinion personnelle, telles qu'ont dû la modifier les derniers événements militaires qui se sont précipités dans l'intérieur du pays, où toutes les places ont été abandonnées par les troupes impériales, et occupées par l'armée républicaine au fur et à mesure de notre mouvement d'évacuation. » (*Rapport politique du Commandant en chef* du 29 janvier 1867.)

ment aucun effet sur une assistance où chacun avait son opinion faite d'avance.

Le ministre des Finances et celui de la Guerre déclarèrent ensuite que les promesses faites à Orizaba seraient tenues, et ils allèrent jusqu'à affirmer que les hommes et l'argent dont on avait besoin étaient prêts, à savoir 25 000 hommes et 8 000 000 piastres, soit quarante millions de francs.

Quelques personnes, entre autres Mgr La Bastida, refusèrent de s'associer à cette politique; mais la majorité fut favorable au maintien de l'Empire, avec, comme conséquence, la lutte à outrance.

Le parti clérical l'emportait définitivement. Marquez, investi du commandement à Mexico, ne tarda pas à donner des preuves de sa présence. Une contribution de 600 000 piastres fut décrétée, et, afin de briser toute résistance, on emprisonna les personnes désignées jusqu'à l'acquittement de leur quote-part; on alla même jusqu'à forcer leur caisse pendant la nuit. La *leva* fonctionna avec une rigueur nouvelle, et l'on parvint, par ce moyen, à enrôler huit mille hommes, qu'on enferma du reste dans les casernes et les couvents.

Mexico conservait encore une garnison française, et le Maréchal y commandait. Des conflits étaient à craindre : ils ne tardèrent pas à éclater.

Le 15 janvier, Marquez faisait arrêter Pedro Garay, sous prétexte qu'il était l'agent des dissidents. La chose était possible, vraisemblable même, Pedro Garay étant un ancien ministre de Juarez; mais il avait un

sauf-conduit de l'autorité française. Le général de Maussion, commandant la subdivision de Mexico, manda dans son cabinet le général Ugarte, directeur de la police, et lui déclara qu'il le maintiendrait en arrestation jusqu'à ce qu'on eût relâché Pedro Garay. Les procédés n'étaient corrects de part ni d'autre. On parlementa, et l'affaire finit moins mal qu'on eût pu craindre, par la mise en liberté simultanée du général Ugarte et de Pedro Garay.

Le 17 janvier, nouvel incident : le journal *La Patria* publie un article des plus violents contre l'armée française. Le Maréchal le signale au ministre de l'Intérieur, et demande qu'on punisse l'auteur de l'article ou le gérant du journal. Il ajoute qu'il a donné l'ordre d'emprisonner l'un ou l'autre, si on met la main dessus, et qu'en tout cas il vient de supprimer le journal.

Riposte du ministre, qui déclare que, la fin de l'intervention étant officiellement annoncée, l'armée française n'est qu'une armée amie accidentellement sur le territoire mexicain, mais qu'elle n'y a aucun droit, et il engage le Maréchal à transmettre ses réclamations par la voie diplomatique.

Le Maréchal n'admet pas une semblable prétention. Entre temps on a arrêté l'auteur de l'article. Ne voulant point toutefois pousser les choses trop loin, il le fait relâcher, mais maintient la suppression du journal.

C'étaient là de fâcheux symptômes : la situation était trop tendue pour n'aboutir pas à un éclat.

Sur ces entrefaites, M. Larès avait encore convoqué

le Maréchal, M. Dano et le général Castelnau à une conférence, pour traiter divers points en litige. M. Dano seul crut devoir s'y rendre; mais il fut obligé de se retirer bien vite devant les prétentions du président du Conseil.

M. Larès adressa alors au Maréchal (25 janvier) une lettre qui débutait par des insinuations nettement blessantes pour lui et pour l'armée qu'il commandait. Le Maréchal ne pouvait tolérer sans faiblesse un pareil langage. Aussi riposta-t-il immédiatement, mais c'est à l'Empereur lui-même qu'il écrivit :

Mexico, 28 janvier 1867.

Sire,

J'ai l'honneur d'adresser à V. M. copie de l'extrait d'une lettre que m'a fait parvenir, à la date du 25 de ce mois, M. le président du Conseil des ministres.

Il est écrit dans cette lettre :

« ... 1° Le Maréchal et le général Castelnau, par une communication du 7 novembre dernier, ont affirmé que, tant que les troupes françaises seraient au Mexique, elles protégeraient, comme elles ont protégé jusqu'ici, les autorités et les populations, l'ordre en un mot, dans les zones qu'elles occupaient, sans entreprendre toutefois d'expéditions lointaines; mais comme, dans l'attaque récente de Texcoco, le Maréchal n'a pas jugé convenable de fournir le moindre secours, le gouvernement désirerait savoir quelle sera l'attitude des troupes françaises dans la capitale si, avant leur départ, celle-ci venait à être assiégée par les dissidents ou si quelque acte d'agression était commis par l'ennemi. »

L'inconvenance de ce langage n'échappera pas à V. M., qui ne m'a jamais fait l'injure de supposer un seul instant

que la loyauté de l'armée française puisse être mise en suspicion.

En signalant à S. M. l'Empereur du Mexique les procédés dont ses ministres usent envers moi en son nom, je crois faire un dernier et suprême acte de confiance et de loyauté.

Je crois, en effet, rendre encore service à l'Empereur en essayant de l'éclairer sur les tendances et sur les insinuations perfides d'une faction qui ne réunit que peu de sympathies, et dont les chefs abusent de l'ascendant qu'ils croient avoir ou de la confiance qu'ils ont su inspirer pour préparer au Mexique et à V. M. une ère de sanglantes représailles, de douloureuses péripéties, de ruine, d'anarchie et d'humiliations sans nombre.

J'ai l'honneur d'informer V. M. que, plus que jamais désireux de conserver son estime et l'amitié dont elle a bien voulu m'honorer, j'ai fait savoir à M. le président du Conseil qu'en présence des termes de la lettre précitée, je ne voulais plus, à l'avenir, avoir aucune relation directe avec l'administration dont il est le président.

J'ajouterai, Sire, que les chefs d'armes de M. le général Marquez sont journellement en relations avec les commandants du génie et de l'artillerie de l'armée française pour se mettre au courant de l'état des fortifications, des défenses, des approvisionnements en matériel, en armes, en munitions de la place.

V. M. m'ayant témoigné le désir de savoir, à l'avance, à quelle époque je quitterai Mexico, j'ai l'honneur de l'informer que mon départ, avec les derniers contingents du corps expéditionnaire, aura lieu dans la première quinzaine du mois de février.

Jusqu'au dernier moment, Sire, je serai toujours prêt à me rendre aux appels que V. M. voudra bien m'exprimer, et toujours disposé à faire concorder mes efforts à vos désirs dans la limite de mes instructions.

J'ai l'honneur, etc.

MARÉCHAL BAZAINE.

Ce langage était celui de la franchise : avait-il chance d'être écouté ? Maximilien était volontairement le prisonnier des gens que visait le Maréchal, et de pareils avis venaient bien tard. La preuve ne s'en fit pas attendre : dans la soirée, on lui renvoyait sa lettre, accompagnée de celle-ci :

28 janvier, 7 heures du soir.

Monsieur le Maréchal,

S. M. l'Empereur m'ordonne à l'instant de retourner à V. E. la lettre ci-jointe, ne pouvant admettre que vous parliez de ses ministres dans les termes qui s'y trouvent employés.

A moins que V. E. ne juge opportun de donner une satisfaction sur ces termes, S. M. m'ordonne de faire savoir à V. E. que, dans ces conditions, Elle ne veut plus à l'avenir avoir aucune relation directe avec V. E.

J'ai l'honneur d'être, etc.

FISCHER.

Ainsi se terminaient, sur un incident pénible, les relations de l'Empereur et du Commandant en chef. Cette rupture violente aurait-elle pu être évitée? En tous cas, c'eût été désirable. Mais il était dit que, dans cette triste aventure, tout ce qu'on pouvait craindre serait dépassé par la réalité, et qu'en prévoyant même le néfaste, on tomberait encore sur le pire.

Maximilien allait-il donc « monter à cheval et conquérir son empire », suivant l'expression du maréchal Randon? Quelques lignes serviront de réponse. Deux

semaines auparavant, l'Empereur avait écrit au commandant en chef :

Mon cher Maréchal,

J'ai reçu votre lettre, par laquelle vous me demandez *le Dandolo,* pour transporter en Europe les Autrichiens qui doivent être rapatriés.

C'est avec peine que je suis obligé de vous répondre que, ce bâtiment *étant exclusivement affecté à ma personne,* il n'est pas possible de lui donner une autre destination, comme vous m'en témoignez le désir.

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

Ce souci de conserver à Vera-Cruz un bâtiment « exclusivement affecté à sa personne », n'est-il pas une preuve de plus que l'Empereur du Mexique n'avait point abandonné « ses aspirations vers l'Europe »?

CHAPITRE XIII

Proclamation du Maréchal (3 février 1867). — Départ de l'armée française. — Le maréchal Bazaine et le général Castelnau quittent Mexico le 5 février, à 10 heures du matin. — Aspect de la ville. — Esprit des populations. — Le Commandant en chef à Puebla. — Nouvelles de Maximilien. — Le Maréchal s'arrête quelques jours pour l'attendre. — M. Dano annonce que l'Empereur est parti pour le Nord. — Le Maréchal à Orizaba. — Le 1er mars il est à Vera-Cruz. — Il quitte le dernier le sol mexicain, le 12 mars, sur le *Souverain*.

La cessation de toutes relations entre l'Empereur Maximilien et le Commandant en chef du corps expéditionnaire ne permettait plus de différer le départ de nos troupes. Les ordres furent donnés en conséquence, et la proclamation suivante affichée sur les murs de la ville :

Mexicains,

Dans quelques jours les troupes françaises sortiront de Mexico.

Durant les quatre ans qu'elles sont restées dans votre belle capitale, elles n'ont eu qu'à se louer des relations sympathiques qui s'étaient établies entre elles et ses habitants.

C'est donc au nom de l'armée française sous son commandement, et aussi sous l'impulsion de ses sentiments personnels, que le Maréchal de France commandant en chef, en se séparant de vous, fait des vœux pour la félicité de la chevaleresque nation mexicaine.

Tous nos efforts ont tendu à établir la paix intérieure.

Soyez assurés, et je vous le déclare au moment de nous séparer, que notre mission n'a pas eu d'autre but, et que jamais il n'est entré dans les intentions de la France de vous imposer une forme quelconque de gouvernement contraire à vos sentiments.

MARÉCHAL BAZAINE.

Au quartier-général de Mexico, le 3 février 1867.

Le 5 février, les troupes françaises, en tenue de route, étaient massées sur le Paseo.

Le Maréchal Bazaine, accompagné du général Castelnau, vint se mettre à leur tête. Musique en avant et aigles déployées, elles traversèrent les quartiers les plus populeux de la capitale.

Une foule énorme était accourue pour contempler ce spectacle. Toutefois, elle évita de manifester ou sa joie ou sa tristesse, et sur tout le parcours elle se montra calme et silencieuse. Il n'était pas difficile, cependant, de démêler, dans son attitude, un double sentiment : certain regret sympathique pour nos soldats, et, en même temps, l'appréhension des événements auxquels leur départ allait donner lieu.

Seul, le Palais impérial parut morne au milieu de cette agitation populaire. Les fenêtres en étaient hermétiquement fermées, et, bien que l'effet ne fût pas voulu, cette grande masse muette donnait l'impression de l'isolement.

Aucun incident ne signala la sortie de la place. Le Maréchal avait pris toutes les précautions nécessaires pour permettre aux citoyens mexicains qui se croiraient trop compromis de partir sous la protection de nos armes.

Le lendemain 6, la dernière colonne quitta le camp de la Piedad, et bientôt aucun soldat français ne se trouva plus en vue de Mexico.

Sur la route, les populations, comme celle de Mexico, ne témoignaient ostensiblement ni sympathies ni regrets, pas plus qu'un contentement quelconque. Quant aux troupes libérales, elles suivaient d'assez près, mais elles avaient soin de se tenir hors de la portée de nos armes, et restaient volontairement inoffensives. Elles n'éprouvaient aucun désir de se mesurer une dernière fois avec des soldats dont elles connaissaient la vigueur et la bravoure.

Le 10 février, le Maréchal entrait à Puebla, d'où il expédiait son rapport au ministre, puis il se remettait en marche.

Les nouvelles étaient rares de Mexico. Notre ministre, M. Dano, y était bien resté, ainsi que le voulait le devoir, mais le service ne se faisait plus exactement comme par le passé : les diligences étaient attaquées fréquemment, et, chose triste à dire, on

constatait la présence de plusieurs Français, des déserteurs, parmi les troupes de bandits qui rançonnaient les voyageurs. Cependant, à Acutzingo, une nouvelle parvint au Maréchal qui arrêta un instant sa marche.

Dans les derniers jours de janvier, le général Miramon, parti dans le Nord depuis quelque temps déjà, avait remporté une victoire, que l'on crut décisive, sur les juaristes. L'Empereur l'avait apprise au moment du départ des Français, et il en avait manifesté une grande joie. Mais ce succès n'avait pas eu de lendemain, ou plutôt il avait eu un lendemain qui avait fait plus que d'en détruire l'effet : Miramon, atteint par Escobedo, avait été battu et son armée dispersée.

La note de M. Dano parvenue au Commandant en chef (10 février) était ainsi conçue :

Depuis le départ de notre armée, la capitale mexicaine offre l'aspect le plus triste. L'inquiétude domine tous les esprits, malgré les efforts tentés pour ramener la confiance. L'ordre le plus parfait règne cependant dans l'intérieur de la ville, et les mesures les plus sévères ont été prises pour qu'il ne fût pas troublé. M. Larès continue à diriger d'une manière absolue la politique du gouvernement, quoiqu'il soit battu en brèche par la fraction modérée du parti conservateur et qu'il soit parlé de son renvoi.

Le général Marquez, qui a le commandement de l'armée, a adressé à la population une proclamation suivie d'un arrêté énumérant les peines auxquelles s'exposeraient les ennemis du gouvernement. « Je viens de prendre le commandement de cette ville : comme vous me connaissez, je crois inutile de vous rien dire. »

La garnison impériale, rappelée de Toluca, a été attaquée

par les dissidents au défilé dit « Monte de los Cruces ». La perte en hommes tués, blessés ou disparus, ne s'élève pas à moins de 200. Les dissidents ont poursuivi les impérialistes presque à deux lieues de Mexico. Le général Tavera, qui commandait ces derniers, s'est, paraît-il, fort bien conduit et s'est emparé d'un obusier qui lui barrait le passage.

Le *Journal officiel* et, d'après lui, tous les journaux de la capitale ont annoncé d'importants succès remportés par Miramon. Ce général est, en effet, entré le 29 janvier à Zacatecas, et son triomphe a été célébré avec enthousiasme. Malheureusement ce triomphe n'a pas été de longue durée. Le 3 février, Miramon était complètement battu par Escobedo et Trevino à l'hacienda de San-Jacinto, à 14 lieues de Zacatecas. Son artillerie, ses bagages, ses munitions, sa voiture et 25 000 piastres tombaient aux mains des dissidents. 5 ou 600 prisonniers étaient faits, dont 200 seraient, dit-on, des hommes qui appartenaient aux Cazadores ou des déserteurs de notre armée. J'espère que ce dernier point est faux.

Miramon se serait enfui vers Queretaro, où il serait actuellement. Ces nouvelles ne sont pas publiées, mais elles sont probablement exactes.

Voici un bulletin assez original qui m'est communiqué de Zacatecas :

22 janvier : Entrée de Juarez.

23, 24 et 25 : Dîners, bals, feu d'artifice à Juarez.

26 : Miramon à Guadalajara. Juarez s'en va.

27 : Entrée de Miramon à Zacatecas. Grand feu. Morts, 3 hommes, 2 chevaux.

28 : Contribution de guerre prélevée.

29 et 30 : Réunion des étrangers. Visite aux consuls. Contribution de guerre.

31 : Miramon abandonne la ville, qui est confiée au consul d'Angleterre.

1er février : Le général libéral Auza et ses forces y rentrent.

2 : Juarez y rentre également.

3 : Miramon entièrement défait par Escobedo à San-Jacinto.

4 : Tout est tranquille...

Tout pouvait être tranquille à Zacatecas, où Juarez venait de rentrer, mais la situation de l'Empereur était gravement compromise par la défaite de Miramon. Le Maréchal, qui n'avait pu oublier, malgré des orages passagers et malgré une rupture violente, la bienveillance et même l'amitié que Maximilien lui avait souvent témoignées, le Maréchal crut devoir faire au malheureux Empereur une dernière fois offre de le secourir. Il était temps encore d'abandonner une partie désespérée : l'armée française protégerait sa retraite.

Le Maréchal expédia donc aussitôt la dépêche suivante au général de Castagny, qui commandait l'arrière-garde :

Acutzingo, 13 février 1867.

Avoir un homme sûr pour aller à Mexico et rapporter nouvelles de la capitale et intentions de l'Empereur, par suite des insuccès du général Miramon.

Je puis encore tendre la main à S. M. pour l'aider à se retirer; dans quelques jours cela sera impossible. Envoyez cela à M. Dano. Le clergé peut vous aider à faire passer la dépêche.

C'était trop tard. Avant d'avoir reçu communication de cette dépêche, M. Dano écrivait, le 14 février, de Mexico :

L'Empereur est parti hier matin de Mexico...

Suivant les communications de M. Murphy, l'Empereur serait parti pour assister aux opérations de l'armée dans l'intérieur...

Sa lettre contenait une phrase prophétique, qui montre bien comme on connaissait, dans le peuple, ce que valait Marquez :

« On affirme qu'aussitôt l'arrivée de l'Empereur à Queretaro, le général Marquez, qui n'est pas tout à fait d'accord avec le général Miramon, *reviendra ici.* »

Le 16, M. Dano avait reçu la communication du général de Castagny, et il répondait par une dépêche chiffrée, dont voici le contenu :

Monsieur le Maréchal,

Vous aurez reçu sans doute la lettre que je vous ai adressée sous le couvert de M. le général de division commandant à Puebla.

Le général de Castagny m'a écrit depuis que V. E., pouvant encore tendre la main à Maximilien pour se retirer, désirait connaître les intentions de S. M. par suite de l'échec du général Miramon; dans quelques jours, cela serait impossible.

Les ministres mexicains prétendent que vous avez écrit directement dans le même sens à leur Souverain. Le jeune Empereur est moins que jamais disposé à accepter cette offre. Je regrette vivement qu'il se soit décidé à tenter les aventures. Il serait très fâcheux qu'il lui arrivât quelque malheur; *mais personne ne pouvait le retenir, et nous moins que personne.*

On a beaucoup vanté un succès, en réalité insignifiant, remporté sur Firagoso. En revanche, le bruit court que les dissidents seraient entrés à Queretaro sans tirer un coup de

fusil, les impérialistes ayant pris le parti d'évacuer cette ville. La nouvelle n'est, du reste, pas certaine. On craint que le chemin de Mexico ne soit fermé à l'Empereur Maximilien.

Le marquis de Moustiers m'informe que le paquebot *Sonora* est affrété pour porter à la Nouvelle-Orléans des télégrammes ayant un caractère d'urgence. J'expédie une dépêche pour demander des instructions, et prie V. E. de vouloir bien ordonner que par un moyen quelconque elle soit portée de suite à la Nouvelle-Orléans. Je préviens notre consul à Vera-Cruz.

J'ai écrit au général Douay la lettre dont copie est ci-jointe au sujet d'une somme de 8 000 piastres dont le gouvernement mexicain avait opéré le dépôt à ma chancellerie.

M. Murphy m'annonce aujourd'hui que la vente des objets venus par le convoi de Pérote est définitive : le dépôt n'ayant plus d'objet, je le fais restituer.

Veuillez agréer, etc.

ALPH. DANO.

Le Maréchal était arrivé à Orizaba quand ces lettres lui parvinrent. Elles le délivrèrent de tout devoir envers l'Empereur Maximilien : il n'y avait plus rien à tenter ni auprès de lui, ni en sa faveur.

C'est dans cette ville et à ce moment que se place un nouvel incident, qui montre une fois de plus quels dangers peuvent causer les jalousies et les rivalités des chefs investis du commandement.

Le général Félix Douay, le plus ancien divisionnaire du corps expéditionnaire et successeur éventuel du Maréchal, menait depuis longtemps contre lui une campagne très vive par paroles et par écrits. Il ne négligeait aucune occasion de critiquer les actes de son

supérieur, et il envoyait à Paris des correspondances où il ne le ménageait guère.

Un passage de sa lettre du 27 novembre 1866 résume la double accusation qu'il portait contre lui :

L'Empereur doit avoir été bien trompé sur la situation, et le Maréchal, qui la voit tourner à notre confusion, continue avec une imperturbable audace à déclarer qu'il n'a fait qu'exécuter les ordres de notre Empereur; et, déclinant ainsi la responsabilité, il fait peser sur notre Souverain l'odieux de toutes les mesures qui ont fait échouer notre expédition. Il est difficile de s'imaginer un type aussi complet de fourberie. Il n'a qu'une seule préoccupation, c'est celle de s'enrichir dans notre désastre. Il sacrifie l'honneur du pays et le salut de ses troupes dans d'ignobles tripotages.

Toujours poursuivi de cette idée, le général Douay, en recevant la lettre de M. Dano où il était parlé d'une somme de 8 000 piastres dont la destination était inconnue, la crut sans doute le produit « d'un ignoble tripotage », et se permit d'insinuer qu'elle était « personnelle au Maréchal ».

Il n'en était rien : le Maréchal, informé de l'insinuation, la releva vertement, comme il le devait. Mais ce nouvel incident rouvrit une blessure qui n'était pas cicatrisée. Le Maréchal savait aussi qu'on l'accusait d'avoir trahi les ordres de Napoléon III : il ne résista pas au désir de se justifier.

Il convoqua les généraux et les chefs de corps présents à Orizaba, et il leur lut les passages des dernières instructions de Napoléon III et du ministre de la Guerre, qui se rapportaient soit à la politique

générale à suivre vis-à-vis du gouvernement mexicain, soit à l'évacuation successive des portions de territoire occupées par nous dans les provinces éloignées.

La correspondance confidentielle de Napoléon III et celle du maréchal Randon, publiées dans le cours de ce récit, ont fait aujourd'hui la lumière sur ces points et montré combien le général Douay se trompait dans ses imprudentes allégations contre son chef. Mais alors il n'en était pas ainsi. Si l'on comprend toutefois le mobile auquel obéit le Maréchal, il n'en faut pas moins constater qu'il manqua à son devoir : l'indiscipline d'un subordonné ne le déliait pas du secret. Lui-même a d'ailleurs reconnu plus tard le tort qu'il avait eu[1].

Et pourtant, dans le même moment, 15 février, le maréchal Niel écrivait au Commandant en chef une lettre qui contenait un passage aussi flatteur pour lui que pour l'armée :

Je suis heureux, Monsieur le Maréchal, de féliciter Votre Excellence de l'ordre qui a présidé à la concentration de vos troupes; j'ai le ferme espoir que le mouvement se continuera jusqu'au dernier moment dans les mêmes conditions. Et, du moins, si l'entreprise du Mexique n'a pas produit tous les résultats qu'on en attendait, l'armée aura été

1. « Le Maréchal eut tort sans aucun doute de donner une telle publicité à des instructions confidentielles adressées au commandement, mais il était sous la pénible impression que lui causait la mission du général Castelnau, à laquelle venait s'ajouter la conduite malveillante du général Douay, dont les intrigues tendaient à lui rendre l'opinion de l'armée défavorable, intrigues qui avaient réussi contre les généraux de Lorencez et Forey, dans l'espoir de les remplacer » (*Note de Bazaine.*)

pendant toute la campagne admirable d'entrain, de vigueur et de discipline.

L'espoir du ministre de la Guerre ne fut pas trompé. Jusqu'au dernier moment, le mouvement de retraite s'opéra dans les meilleures conditions, et avec un ordre parfait. Il en recevait télégraphiquement l'assurance.

Orizaba, 23 février 1867.

Le Maréchal Bazaine au Ministre de la Guerre, Paris.

Toutes les troupes sont en avant d'Orizaba, où je reste encore quelques jours avec l'arrière-garde. L'embarquement se fait sans difficulté ; les transports arrivent bien. Si rien ne contrarie l'opération, tout sera terminé du 5 au 10 mars. Pas de nouvelles de Mexico, toutes les communications étant interceptées. L'Empereur Maximilien est, dit-on, parti pour expéditionner avec le général Marquez et 3 000 hommes.

Nous n'avons rencontré aucun ennemi sur notre route ni à notre portée.

L'armée en se retirant détruisit une certaine quantité de projectiles et poudres qu'elle ne pouvait emporter. On a tiré prétexte de ce fait pour porter diverses accusations contre le Commandant en chef. Ne devait-il pas plutôt les céder, à titre gracieux, à Maximilien ? On oublie que toutes relations étaient, en ce moment, rompues entre l'Empereur et les représentants de la France ; on oublie que les communications étaient interceptées entre l'armée mexicaine et l'armée française ; on oublie que les juaristes entraient presque immédiatement dans toutes les places que nous abandonnions. En laissant ces munitions, on avait donc plus de chances de les voir utilisées contre les troupes

de Maximilien qu'employées par elles. D'ailleurs, ce fait n'eut aucune influence sur la résistance : nulle part elle ne cessa faute de munitions.

2 600 hommes étaient partis en décembre et janvier. A dater du 13 février les embarquements continuèrent régulièrement.

Le Maréchal n'arriva à Vera-Cruz que le 27 février. Il surveilla tous les départs. Le chiffre officiel des soldats rapatriés est de 28 693 : ce simple énoncé suffit à l'éloge de la marine, dont les services furent à la hauteur des difficultés de la situation.

Quand tout le corps expéditionnaire eut pris place dans les navires préparés, le Commandant en chef monta sur le *Souverain*, et, le 12 mars 1867, quittait le dernier la terre mexicaine.

Le Maréchal Bazaine rentrait en France, fier d'avoir obéi, glorieux d'avoir commandé. Il s'attendait à ce qu'on fêtat, au retour, dans sa personne, la vaillante armée dont il s'était montré le digne chef. La politique en décida autrement : les honneurs militaires ne lui furent pas rendus lors de son arrivée à Toulon[1].

Il n'en fallut pas davantage pour que la légende s'établît, qui le rendait responsable de l'échec de l'expédition. Il est mort : la légende vivait toujours.

Est-ce trop présumer de l'impartialité des contemporains de penser qu'aujourd'hui, après la publication de tant de documents authentiques et probants, la légende a vécu?

1. Rappelons ici que les honneurs militaires n'avaient pas été rendus au maréchal Pélissier, retour de Crimée.

DEUXIÈME PARTIE

QUERETARO

DEUXIÈME PARTIE

QUERETARO

CHAPITRE PREMIER

Maximilien à Mexico. — Marche de Miramon dans le Nord. — Son entrée à Zacatecas. — Lettre de l'Empereur à Miramon. — Combat de San-Jacinto. — Proclamation de Marquez. — Départ de Maximilien pour Queretaro (13 février). — Sa proclamation de San-Juan del Rio (17 février). — État des forces des Impériaux et des Juaristes. — Entrée de Maximilien dans Queretaro. — Enthousiasme de la population. — Les ennemis s'avancent en deux corps. — Escobedo et Corona. — Rivalité de Miramon et de Marquez. — Inaction des impériaux. — Investissement de la ville (6 mars). — Départ de Marquez pour Mexico (22 mars).

Maximilien était rentré dans Mexico le 21 janvier. Décidé à jouer sa dernière partie, il attendait pour reparaître en scène le départ des Français, et peut-être ne fut-il point fâché des incidents qui, en amenant une rupture tranchée entre son gouvernement et le quartier-général, le hâtèrent, et lui rendirent ainsi plus tôt sa liberté d'action.

Le 5 février, il avait fait tenir hermétiquement closes toutes les fenêtres du Palais impérial, tandis que défilaient les colonnes françaises évacuant la ville; mais derrière une de ces fenêtres, plongeant le regard dans la rue qui conduit à la route de Puebla, il se tenait avec son secrétaire des commandements, M. de Mangino. Il suivait ainsi, sans être vu, la marche des troupes. Quand les derniers soldats furent passés, il se retourna vers son compagnon :

— Enfin, me voilà libre! dit-il[1].

Ce mot peint bien l'excessive mobilité des sentiments du prince. Il avait été atterré en recevant de Napoléon III la nouvelle que l'intervention cesserait à une date déterminée, et il avait tout mis en œuvre pour faire revenir son puissant protecteur sur cette décision. Elle était maintenue, et il se réjouissait à cette heure de la voir mise à exécution.

La tentative suprême à laquelle il allait se livrer n'était cependant point entièrement folle, et, dans les conditions où il désirait son succès, c'est-à-dire un succès de quelques semaines, de quelques mois au plus, qui lui permît de paraître quitter le trône et non d'en être renversé, ce succès n'était pas impossible.

Maximilien empereur, appuyé par les Français, avait échoué parce qu'il n'avait su railler franchement autour de lui ni les cléricaux, qu'il avait d'abord tenus à l'écart, ni les libéraux, auxquels il s'était trop confié; mais aujourd'hui, abandonnant le rêve d'être l'Empe-

1. *Un Essai d'Empire au Mexique*, par E. Masseras, p. 157.

reur de tout le Mexique, il descendait au rang de simple chef de parti, et devenait ce qu'avaient été tour à tour, avec des fortunes diverses, les Zuloaga, les Santa-Anna, les Miramon. Il revenait au parti clérical qui revenait à lui, et la guerre civile, éternisée ainsi, pouvait lui donner les quelques bonnes chances que le jeu des événements réserve à l'une et l'autre des factions en lutte. Il est certain que, si les promesses d'Orizaba étaient tenues, Maximilien, avec 25 000 hommes et 40 millions, devenait pour les libéraux un adversaire dangereux. L'issue finale n'était pas douteuse, mais on sait assez que l'Empereur ne l'aurait point attendue.

La fortune sembla lui sourire. Miramon, parti pour expéditionner dans le Nord, avait, par un coup d'audace, pénétré à l'improviste dans Zacatecas ; il avait même failli mettre la main sur Juarez, qu'une fuite précipitée avait seule préservé du danger d'être pris.

Ce premier succès sembla troubler Maximilien au point de lui faire croire qu'il était le maître de la situation. Avec son imagination facile, il crut tenir le triomphe qu'il avait rêvé, et il commit, après l'imprudence de s'être laissé bercer si facilement par l'espoir, celle d'envoyer à Miramon des instructions, qui, plus tard, devaient terriblement se retourner contre lui.

Palais de Mexico, 6 février 1867.

Mon cher général Miramon,

Je vous charge d'une manière toute spéciale, pour le cas où vous réussiriez à vous emparer de D. Benito Juarez, de

D. Sébastian Lerdo de Tejada, de D. José Maria Iglesias, de D. Luis Garcia et du général Miguel Negrete, *de les faire juger et condamner* par conseil de guerre, conformément à la loi du 4 novembre dernier, actuellement en vigueur; mais la sentence ne sera pas exécutée avant d'avoir reçu notre approbation. C'est pourquoi vous nous en enverrez immédiatement une copie par l'intermédiaire du ministre de la Guerre, jusqu'à ce que vous ayez reçu notre décision; nous vous recommandons de procurer aux prisonniers un traitement conforme à ce que l'humanité exige, sans négliger cependant pour cela de prendre toutes les précautions nécessaires pour empêcher une évasion.

Nous désirons également, et c'est pour cela que nous vous en chargeons, que l'on se conduise de la même manière à l'égard de tous les fonctionnaires civils, judiciaires, de finances, ou ecclésiastiques qui se trouvent parmi les dissidents et qui ne seront point arrêtés les armes à la main, quoique, du reste, ils doivent être soumis comme tous les autres aux dispositions de la loi précitée.

Quant aux cinq mentionnés nominalement, nous voulons, quelles que soient les circonstances de leur arrestation, que l'on se conduise à leur égard comme il vient d'être dit.

Ces mesures sont de la plus grande importance, et nous comptons sur votre patriotisme et sur votre loyauté pour les exécuter de la manière la plus exacte et la plus efficace.

Votre affectionné,

MAXIMILIEN.

Mais au moment où Maximilien traçait ces lignes, la victoire de Miramon avait été suivie d'un sanglant revers. Atteint par Escobedo à San-Jacinto, le général impérialiste avait été complètement battu, le 3 février; son armée avait été dispersée, et il avait dû se replier en désordre sur Queretaro. Et, pour comble

de malchance, ce n'est pas entre ses mains, mais entre celles de Juarez, que tomba la lettre de l'Empereur.

Ces grandes espérances si promptement dissipées eussent dû être pour celui-ci un avertissement salutaire. Il n'était plus en état de le recevoir ni de le comprendre. Il avait, en outre, auprès de lui, en dehors du père Fischer, son secrétaire particulier, le farouche Marquez, qui entendait bien reprendre la lutte avec la vigueur qui lui était habituelle.

Le lendemain du départ des Français, il avait adressé au peuple de Mexico cette proclamation énergique :

Je viens de me charger de cette belle ville. Comme vous me connaissez, je crois inutile de rien vous dire. Vous avez des preuves que je sais me sacrifier pour ce que l'on me confie, et je mourrai avant de permettre le moindre désordre.

En conséquence, j'ai pris toutes mes précautions pour votre sûreté ; j'ai une force armée suffisante, et vous allez voir vous-mêmes de quelle manière la place sera couverte. Je désire qu'il ne se trouve aucun esprit inquiet qui ait la folle prétention de troubler la paix, afin de ne pas me voir dans la nécessité de lui appliquer la loi, ce à quoi je suis fermement résolu.

Donné au quartier-général de Mexico, le 5 février 1867.

LEONARDO MARQUEZ.

« On le connaissait », en effet : aussi la population resta-t-elle fort tranquille, dans la crainte de la *leva* et des contributions forcées.

Ce n'était pas à Mexico que devait se jouer le dernier acte de la lutte engagée : Maximilien eût été cependant en situation de se défendre aussi bien là qu'ailleurs ; mais, dans le désir chevaleresque d'éviter à la capitale les rigueurs d'un siège, dans le dessein d'aller au devant de ses ennemis et de leur disputer une ville restée fidèle, il songea à se rendre à Queretaro, et à attendre là la destinée que le sort des armes lui réserverait.

Avant de partir, il organisa ainsi le gouvernement : la direction des affaires politiques était confiée à M. Larès, la préfecture politique donnée au général O'Horan. Le général Tavera, qui venait d'abandonner Toluca et de se replier sur Mexico, prenait le commandement de la garnison. Maximilien emmenait avec lui Marquez comme chef d'état-major. On laissait environ 5000 hommes dans la place. Puebla était défendue par une garnison de 2500 hommes.

Ces dispositions prises, l'Empereur, suivi de quelques milliers de soldats, sortit de Mexico, le 13 février, de si grand matin que la population n'apprit ce départ que lorsqu'il était déjà un fait accompli, et se dirigea sur Queretaro.

En route, il rencontra deux fois des troupes juaristes, et, dans des engagements qui méritent à peine le nom d'escarmouches, il les mit en fuite. Ces succès, si légers qu'ils fussent, ranimèrent ses espérances, et, arrivé à l'étape de San-Juan del Rio, il lança à son armée une proclamation, dans laquelle ne manquaient point les allusions désagréables à la France.

L'Empereur à l'armée mexicaine.

Ordre du jour :

Aujourd'hui je me mets à la tête et prends le commandement de notre armée, qu'il y a deux mois à peine j'ai pu commencer à réunir et à former.

Ce jour, je le désirais ardemment depuis longtemps. Des obstacles étrangers à ma volonté me retenaient. A présent libre de tous les compromis, je puis suivre seulement mes sentiments de bon et fidèle patriote. Notre devoir comme loyaux citoyens nous oblige à combattre pour les deux principes les plus sacrés du Pays : pour son indépendance, qui se voit menacée par des hommes dont les visées bâtardes veulent négocier jusqu'au territoire national, et pour l'ordre intérieur, que nous voyons chaque jour offensé de la manière la plus cruelle pour nos compagnons pacifiques.

Notre action libre de toute influence, de toute pression étrangère, nous cherchons à maintenir haut l'honneur de notre Drapeau national.

J'espère que les généraux donneront aux officiers, et ceux-ci à leurs vaillantes troupes le digne exemple de la plus stricte obéissance et de la plus rigide discipline, comme c'est dû à une armée qui doit rehausser la dignité nationale. De la valeur et de la fierté, je ne crois pas nécessaire d'en parler aux Mexicains, car c'est un patrimoine de notre pays.

J'ai nommé le vaillant général Marquez chef d'état-major, et réparti l'armée en corps, donnant le commandement du premier au général Miramon, laissant le commandement du second à son chef actuel, et celui du troisième à l'intrépide général Mejia.

J'espère également, d'un jour à l'autre, l'arrivée du courageux général Mendez avec ses fidèles et endurantes troupes, qui feront partie du deuxième corps. Le patriote général Vidaurri m'accompagnera également afin d'organiser les troupes le plus vite possible et ouvrir la campagne du Nord.

Confions-nous à Dieu, qui protège et protégera le Mexique, et combattons valeureusement et tenacement, avec notre invocation sacrée :

Vive l'indépendance !

MAXIMILIEN.

San-Juan del Rio, 17 février 1869.

Il est à peine besoin de faire ressortir les erreurs contenues dans cette proclamation : jamais ni le gouvernement français ni le Commandant en chef n'avaient empêché l'Empereur de réunir et de former une armée. Si rien de ce côté n'avait été fait, c'est que, d'une part, Maximilien se perdait dans les projets et les études, que, d'autre part, il avait plus de confiance dans les troupes belge et autrichienne que dans les indigènes, et, enfin, que les ressources pécuniaires avaient toujours manqué pour payer régulièrement la solde des hommes sous les drapeaux.

Aujourd'hui, il avait, autour de lui, pour défendre Queretaro, à peine une dizaine de mille hommes, et sept ou huit mille à Mexico, Puebla et quelques autres places, tandis que les forces ennemies se montaient à plus du double : Escobedo amenait 12000 hommes avec lui, Corona 8000; Regulès commandait à 6000, Riva Palacio à 7000, Porfirio Diaz à 8000.

Le 19 février, Maximilien fit son entrée dans Queretaro. Cette ville, entièrement sous la main des cléricaux, l'accueillit avec enthousiasme. Les maisons étaient pavoisées, les balcons occupés par des femmes qui jetaient des fleurs sur son passage; tout respirait la joie et la confiance. L'Empereur se laissa prendre

encore une fois à ces démonstrations, les dernières qui devaient l'accueillir.

Il fallut songer à organiser la défense, car l'ennemi s'avançait. Par la route de San-Luis de Potosi arrivait Escobedo; Corona par celle d'Acambaro. Les deux armées étaient encore séparées par un espace de cinquante lieues au moins: chacune d'elle était à peu près égale en force à l'armée impériale. Une idée bien simple devait venir à l'esprit de tout chef militaire digne de ce nom, c'était de ne pas attendre leur jonction, de se précipiter sur l'une d'elles avec toutes les forces réunies, de la battre, puis de se rejeter sur l'autre, dont on serait venu facilement à bout après un premier succès. Il n'y avait pas d'autre chance de salut: si on attendait dans l'inaction que les deux corps eussent fait leur jonction, il devenait de toute impossibilité de les battre jamais. Les troupes impériales n'étaient point assez bonnes pour triompher dans la proportion de un contre deux.

Miramon comprit la situation aussitôt. Il insista très vivement auprès de l'Empereur pour qu'on lui permît de tenter la chance des combats. En cas de succès, c'était le salut. Mais Marquez s'y opposa. Marquez jouissait de toute la confiance de Maximilien, qui, jusqu'au dernier moment, continuait ainsi à se livrer à ses pires ennemis: ceux qu'il croyait ses amis et qui ne l'étaient pas. Marquez et Miramon étaient d'ailleurs divisés par une haine profonde, et leur rivalité avait éclaté lors de la nomination de Marquez comme général en chef. Miramon ne pouvait admettre que lui,

ancien Président de la République, et qui, comme tel, avait élevé Marquez au grade de général, fût obligé de servir sous son ancien subordonné. Maximilien tourna la difficulté en gardant nominalement le commandement en chef, mais l'influence de Marquez n'en demeura pas moins prépondérante. Miramon vit ses conseils méprisés : on resta dans l'inaction. Escobedo et Corona purent faire leur jonction sans être inquiétés, et, le 6 mars, leurs troupes réunies commencèrent l'investissement de la ville.

Marquez avait évidemment obéi à un mobile personnel en conseillant Maximilien comme il l'avait fait. On se rappelle le bruit qui courait à Mexico au moment de son départ, bruit que M. Dano avait rapporté au Maréchal, et qui dépeignait Marquez comme désireux de revenir dans la capitale. On ne se trompait point. Quelques jours ne s'étaient pas écoulés que le chef d'état-major persuadait à son souverain qu'il serait bon qu'il allât chercher du renfort, et, pour cela, qu'il sortît de Queretaro avant que l'investissement fût plus étroit. Maximilien, aveuglément confiant, accorda à Marquez la permission que celui-ci sollicitait. Bien plus, il le laissa prendre avec lui 1200 cavaliers, les meilleurs qui se trouvassent dans l'armée. C'était peu, s'il fallait faire une trouée par la force, c'était beaucoup pour une simple escorte.

Marquez et ses 1200 cavaliers passèrent à travers les lignes ennemies. Ni les uns ni les autres ne devaient revenir.

Le départ de Marquez ne désorganisait pas seule-

ment la défense de Queretaro; sa présence à Mexico devait encore désorganiser le gouvernement établi par l'Empereur à son départ, car Marquez n'était pas parti sans s'être fait donner des pleins-pouvoirs et nommer lieutenant général de l'Empire. Il emmenait avec lui le général Vidaurri, destiné à remplacer M. Larès.

On s'était lancé dans les aventures: il semble qu'on cherchât les plus incohérentes et les plus funestes.

CHAPITRE II

Siège de Queretaro, d'après une relation inédite. — Reddition de la place. — Le colonel Lopez. — Marquez à Puebla. — Marquez à Mexico.

Nous ne ferons point ici une narration du siège de Queretaro. Nous possédons une relation de ce siège écrite par un ex-capitaine trésorier au 1er bataillon de ligne de l'Empereur, nommé Schmidt, qui s'y trouva mêlé, comme on le verra par le récit même qu'il en fait. Certains passages ont été revus et rectifiés par le colonel Becker, ex-chef d'état-major de Marquez. C'est, en quelque sorte, la déposition de deux témoins que nous présentons au lecteur.

SIÈGE DE QUERETARO

1867

Le 10 février 1867, le général Mendez reçut l'ordre d'abandonner Morelia et tout le Michoacan avec sa brigade et de venir à Mexico.

Le 13, la brigade, composée de : 1er bataillon de ligne de l'Empereur, 2e, 3e et 12e bataillons de ligne, bataillon de la Barca, 4e et 5e régiments de cavalerie, escadrons de la Barca et Patzcuaro, de la batterie mixte d'artillerie, quitta Morélia ; en passant à Célaya, elle fut renforcée par les troupes du colonel Quiroja, les bataillons de Célaya et de Maravatio et plusieurs contre-guerillas.

Le 22, la brigade arrivait à Queretaro, où se trouvait l'Empereur, qui était également parti de Mexico le 13 février. Il avait emmené avec lui le général Marquez, un escadron des hussards hongrois, le régiment des dragons de l'Impératrice, 1er et 2e régiments de cavalerie de la frontière (Vidaurri), les bataillons de Cazadores et Tiradores, garde municipale de Mexico, 7e bataillon de ligne, escadron des Fijos de Mexico et de Valle de Mexico, 2 batteries d'artillerie de montagne et une batterie de campagne.

Le 19, l'Empereur était arrivé à Queretaro, où se trouvaient les généraux Miramon et Castillo, rentrés après l'expédition de San-Jacintho et de la Quemeda.

Il trouva également à Queretaro le général Méjia, qui, le 3 février, avait été attaqué par les troupes de Carbajal.

L'Empereur ne devait séjourner avec ses troupes que quelques jours seulement à Queretaro ; son intention était de marcher contre l'une des deux armées républicaines qui convergeaient vers Queretaro : l'une venant du nord par San-Luis Potosi, l'autre de Morelia par Acambaro.

« Lorsque Maximilien était parti de Mexico, il avait laissé Larès comme lieutenant de l'Empire et lui avait donné l'ordre le plus sévère de lever les contributions nécessaires pour remettre à Queretaro jusqu'à un demi-million de piastres. En quittant la capitale, l'Empereur prit avec lui tout ce qu'il y avait dans le Trésor : 47 000 piastres.

« Peu de jours après notre arrivée à Queretaro cette petite somme était épuisée, et rien que des promesses du ministre des Finances Campos arrivaient. Il répugnait à l'Empereur d'avoir recours aux *prestamos forzosos,* et ce fut là la première cause du retard dans les opérations offensives. Cependant, le 26 février, un *prestamo* de 150 000 piastres fut décrété, et, chose rare au Mexique, le 1er mars, lapresque totalité de cette somme avait été versée sans aucune contrainte.

« Nous aurions donc pu marcher le 2 (même avant le recouvrement s'il n'y avait eu les scrupules de Maximilien de vouloir tout payer comptant, pour faire voir aux Mexicains la différence entre les impériaux et les républicains ; — toujours la pose pour la galerie !) Le 2, Corona sortait d'Acambaro ; Escobedo se trouvait sur la route de San-Luis à quelque vingt-cinq lieues de Queretaro, chacun avec 10 à 12 000 hommes de mauvaises troupes. Entre les deux, à Guanajuato, se trouvait Antillon avec 3 000 hommes ; mais il était trop éloigné de l'un et de l'autre pour relier les deux colonnes.

« L'Empereur aurait facilement pu emmener avec lui 8 000 hommes avec 40 pièces. C'étaient les meilleures

troupes que le Mexique a jamais vues. Le succès ne pouvait donc pas être douteux, si l'on s'était porté d'abord sur l'une et ensuite sur l'autre des deux colonnes ennemies, profitant de nos lignes intérieures.

« Que se passa-t-il dans le Conseil de guerre du 1er mars? Plus tard chacun essaya de se disculper et jeter la faute sur les autres. En tous cas, quels qu'en soient les détails, il est hors de doute que la rivalité entre Marquez, chef de l'état-major, et Miramon fut la vraie cause de la résolution d'attendre. Quoi? personne ne sut le dire; le fait est que nous restâmes dans l'inaction, malgré les rapports *très détaillés et très exacts* que nous reçûmes au Cabinet du mouvement convergent de l'ennemi.

« Enfin, le 5, vers le soir, Corona s'établit avec son corps d'armée sur la route de Célaya, à 8 ou 10 kilomètres de la ville, et quelques heures plus tard le corps d'Escobedo alluma ses feux sur les hauteurs de San-Gregorio, à côté de la route de San-Luis.

« A partir du 4, tout mouvement offensif devenait trop risqué, et, le 6, il était impossible[1]. »

L'armée républicaine était commandée par le général de division Mariano Escobedo.

Nous étions assiégés dans une place avec des barricades non achevées et quelques travaux passagers insignifiants, où les ressources étaient très restreintes. L'armée assiégée était forte de 9400 hommes avec

1. Les passages entre guillemets ont été ajoutés au récit de Schmidt par le colonel Becker.

44 canons, et l'ennemi comptait à cette date 22 000 hommes, de l'artillerie, des munitions et des vivres en quantités plus que suffisantes. Bientôt (le 13) l'ennemi coupa l'aqueduc qui conduit l'eau dans Queretaro : il ne restait donc à la population et à l'armée assiégée que les citernes, qui furent bientôt mises à sec, et la rivière, que l'ennemi gardait, quoique assez mal, sur la rive gauche.

On s'occupa alors à compléter les fortifications de la ville. Le quartier-général s'était établi au Cerro de las Campanas, la nuit du 5 au 6, où une batterie avait été construite; le 13, il s'établit au couvent de la Cruz.

Le 12 mars, une reconnaissance fut dirigée sur la guarita de San-Pablo, où quelques coups de fusil furent échangés.

« Du 6 au 12, l'ennemi restait dans sa position première, appuyant son flanc droit sur les hauteurs qui longent la route de Celaya au sud, et son flanc gauche sur celles de San-Gregorio. Mais dans la nuit du 12 au 13, il fit un changement de front portant son aile gauche sur les hauteurs qui dominent le couvent de la Cruz et d'où part l'aqueduc qui porte l'eau à la ville; le gros de l'aile droite prit position sur les hauteurs à l'ouest de la route de San-Luis, gardant celle de Celaya par des postes sans importance. Le centre de la position des républicains était donc les hauteurs de San-Gregorio.

« La nuit même nos postes avancés rendirent compte du mouvement de l'ennemi, et dès ce moment nous attendions l'attaque, qui n'eut lieu que le 14. »

Le 14, la brigade de réserve était établie à la Cruz, détachant quelques compagnies vers la Alameda ; cette brigade était composée de : 1er bataillon de ligne de l'Empereur, 3e bataillon de ligne, bataillons de Cazadores et Tiradores, garde municipale, dragons de l'Impératrice et 4e de cavalerie. La ligne s'étendant de la Alameda à Casa Blanca et venant se relier au Cerro de las Campanas était occupée par le 2e de ligne, bataillon de Celaya et Tiradores de la frontera. La ligne partant du Cerro de las Campanas, passant au pont et se reliant à la Cruz était occupée par le 7e et le 12e de ligne, les bataillons de la Barca et de Patzcuaro.

« Mejia restait avec la cavalerie à Casa Blanca. Miramon commandait toute l'infanterie et avait établi son quartier-général au Cerro de las Campanas. »

A 9 heures et demie du matin, l'ennemi attaqua la position de la Cruz par un feu d'artillerie très vif; le panthéon en avant du cimetière de la Cruz n'avait pas été occupé. Cette négligence impardonnable permit à l'ennemi de s'emparer de ce point d'une importance capitale et d'où il vint canarder nos soldats sur l'azotea du couvent. Malgré le feu nourri de nos hommes, nous perdions énormément de monde; notre position était fortement compromise. Alors le lieutenant-colonel Rodriguez, à la tête de trois compagnies du 1er bataillon de l'Empereur, sortit par une brèche dans le cimetière, fit charger à la baïonnette l'ennemi, le repoussa vigoureusement et se rendit maître du panthéon. Cette charge nous coûta une vingtaine d'hom-

mes tués, 40 et quelques blessés, le colonel Rodriguez blessé grièvement et 1 capitaine tué.

« Au même instant l'ennemi tourna le couvent et apparut avec deux bataillons à l'entrée de la ruelle qui entre à la Cruz par derrière. Il n'y avait plus de réserve; Marquez se jeta, avec son état-major et une cinquantaine d'hommes ramassés au hasard, sur lui, l'arrêta, et, une pièce de montagne ayant été tirée à bras par les officiers, le fit reculer par un coup de mitraille. »

L'ennemi, voyant que ses bataillons étaient forcés d'abandonner la Cruz, envoya une autre colonne qui vint attaquer à la Alameda. Pendant que cette nouvelle colonne se dirigeait vers nos tranchées, le général Mejia, à la tête de la cavalerie, sortait par la guarita de Celaya, tombait sur cette colonne et chargeait vigoureusement l'ennemi, qui rentra dans ses retranchements.

A 1 heure et demie de l'après-midi, l'affaire était terminée. Nos pertes avaient été de 35 hommes tués, 100 et quelques blessés, 3 officiers blessés et 4 tués. Nous avions pris à l'ennemi 2 pièces de montagne, 1 pièce rayée, 50 prisonniers dont 2 officiers parmi lesquels se trouvait un capitaine américain.

« Des rapports dignes de foi présentèrent la position de l'ennemi, après l'échec du 14, très critique déjà dans la nuit du 15. Il avait perdu en tout près de 3 000 hommes dont les deux tiers déserteurs. Je suis encore persuadé que si l'Empereur s'était décidé à en profiter, et à attaquer le 15, à l'aube, nous aurions eu un nouveau

succès ce jour, quoiqu'il n'y avait guère la même chance de le rendre décisif qu'avant le 4.

« Malheureusement le 15 et le 16 se passèrent en discussions, et seulement ce jour-ci Miramon reçut l'ordre d'attaquer San-Gregorio, le 17, à la pointe du jour.

« Quelles qu'en soient les causes, les troupes *n'étaient pas encore prêtes* à 6 heures et demie. Le jour était survenu et le mouvement fut contremandé. Le 20, nous reçûmes la nouvelle que l'ennemi devait passer un convoi à 4 heures du matin le 21, de la route de Celaya sur celle de San-Luis.

« Une sortie fut commandée, mais, de nouveau, les troupes étaient en retard. Arrivées sur les lieux à 5 heures et demie, elles ne trouvèrent qu'une voiture embourbée, et se consolèrent en faisant une razzia de bétail à San-Juanico, hacienda près de la route de Celaya.

« Bref, en tout et partout, manque complet de commandement suprême et rivalité entre les généraux Marquez, Miramon et Mendez. »

La famine commençait à se faire sentir, la ration était réduite pour la troupe, les fourrages manquaient pour les animaux et nos munitions diminuaient.

L'Empereur envoya alors le général Marquez à Mexico. Il partit le 22 à 11 heures du soir, emmenant avec lui la cavalerie du colonel Quiroja, le 5e de cavalerie et quelques fractions de corps de cavalerie, environ 1 200 chevaux.

L'Empereur, l'envoyant à Mexico, lui avait donné l'ordre de s'y rendre dans le plus bref délai, de ra-

mener de suite à Queretaro le régiment de hussards hongrois, la gendarmerie, l'infanterie, toute l'artillerie rayée, les pièces de siège et un million de piastres, de ne laisser à Mexico que 1 000 à 1 200 hommes pour garder la ville en attendant que les troupes de Puebla puissent se rendre à Mexico pour l'occuper. Le général Marquez devait être de retour à Queretaro au plus tard le 6 avril.

Le 24, dans la matinée, on aperçut l'ennemi qui se formait en bataille sur les hauteurs du Cimatario, en face de la Alameda. Une forte colonne d'infanterie républicaine soutenue par un feu très vif d'artillerie attaqua notre ligne et s'élança avec beaucoup de résolution sur la Alameda malgré le feu de quelques pièces d'artillerie de la place. Le général Mendez, à la tête du 2e bataillon de ligne, la reçut par une décharge presque à bout portant et s'élança sur elle à la baïonnette. Cette colonne est bientôt repoussée; mais, prise en queue par notre cavalerie qui était sortie de la place, elle regagna avec peine le Cimatario en souffrant d'immenses pertes. (Ces troupes libérales qui n'avaient pas encore combattu appartenaient aux divisions Riva Palacio et Martinez.) A peine cette colonne était-elle repoussée, qu'une autre descendait aussi rapidement sur la Casa Blanca, dont elle s'empara; mais, dès qu'elle en eut pris possession, le général Mendez arriva avec la même troupe et les délogea après un sanglant combat.

Le 1er avril, nous fîmes une sortie de la place. L'ennemi, surpris à 4 heures du matin au Cerro San-Gre-

gorio, nous abandonna 2 obusiers, des projectiles, des chevaux et des armes, plus de 200 hommes de *los supremos poderes.* Plusieurs déserteurs de la légion étrangère furent reconnus par des officiers français. Ils furent passés par les armes comme déserteurs de l'armée française pris dans les rangs de l'ennemi.

Le 11, une attaque fut dirigée sur la guarita de Mexico. Elle avait pour but de s'emparer de cette guarita pour pouvoir correspondre avec Mexico et faciliter le passage à certains courriers envoyés à Mexico avec des dépêches pour le général Marquez, duquel on ne recevait aucune nouvelle. Nos troupes furent reçues par un feu meurtrier et furent obligées de se retirer; mais le colonel Rodriguez, commandant le bataillon de la garde municipale, parvint à ranimer ses hommes et marcha de nouveau contre l'ennemi. Après quelques pas en avant il reçut une balle en pleine poitrine. Nos roupes, voyant leur chef tué, continuèrent un instant à charger; mais, vivement repoussées par les troupes républicaines, elles regagnèrent avec peine nos retranchements et en éprouvant de grandes pertes.

Le 27 avril fut pour l'armée Impériale la journée la plus glorieuse de tout le siège de Queretaro. Ce fut l'attaque du Cimatario.

Un faible aperçu sur la position topographique du Cimatario est nécessaire pour se rendre à peu près compte de l'attaque.

Situé à quelque distance de Queretaro, au pied de la Cuesta China (côte frisée) et au sud de la ville, il a une inclinaison favorable; le sol est fortement accidenté

de pierres rocailleuses dans une partie de son étendue et assez facile à parcourir dans l'autre partie. Il domine la campagne en tous sens, prête une grande défense naturelle aux soldats qui l'occupent et un énorme désavantage à ceux qui l'attaquent.

Le 27 avril, à 4 heures du matin, les troupes sous les ordres du général Miramon étaient disposées pour l'attaque de la formidable position du Cimatario. Elles se composaient de 1 000 chevaux et 2 000 fantassins protégés par notre première ligne du périmètre fortifié, par 3 batteries d'artillerie de campagne; de plus, les troupes qui sortirent de la place furent appuyées sur leur flanc gauche par le général chef d'état-major Severo Castillo, qui, à la tête des 3e et 12e bataillons d'infanterie et de 4 pièces de campagne, entra en ligne par la gauche de la première, débordant en même temps l'hacienda de Callegas, située à 500 mètres de nos ouvrages de fortification jusqu'à la partie est de la place.

Les troupes commandées par le général Castillo avaient l'importante mission d'enlever de vive force l'hacienda de Callegas, où elles devaient ensuite se prolonger jusqu'au pied de la Cuesta China, pour empêcher l'ennemi de porter secours à la ligne du Cimatario.

Les troupes d'infanterie et de cavalerie furent placées sous les commandements suivants :

L'avant-garde, composée de bataillons de cazadores et de tiradores, général Pantaléon Morett;

La colonne d'attaque : 2e bataillon de la garde mu-

nicipale, 14e bataillon de ligne et bataillon de Celaya, général Ramon Mendez;

La réserve : 1er bataillon de ligne de l'Empereur et 7e bataillon d'infanterie, colonel Ignacio Garcia;

La cavalerie : 1er, 2e et 4e régiments et celui de Valle de Mexico, général Ignacio Guttierez.

Le mouvement commença à 5 heures du matin.

Dans la combinaison du plan d'attaque, on devait enlever par surprise les ouvrages que les assiégeants avaient établis à l'extrême droite de leur 3e parallèle; mais notre mouvement fut découvert, et l'ennemi ouvrit le feu sur notre colonne d'avant-garde. Les bataillons s'élancèrent vigoureusement sur les ouvrages, les enlevèrent ainsi que 3 obusiers de montagne.

Alors, l'avant-garde, les colonnes d'attaque et la réserve continuèrent leur marche avec rapidité dès la surprise des ouvrages de la droite.

La colonne de cavalerie, le général Guttierez en tête, se mit en mouvement, et, prenant la tête de colonne, prit une direction oblique sur la droite pour attaquer la gauche de l'ennemi. Au même moment, le général Castillo s'était établi à la gauche de notre 1re ligne.

Les 4 batteries de la place, placées en batterie sur le Cimatario, commencèrent un feu nourri qui protégea efficacement le mouvement de l'infanterie lancée à l'attaque.

Les ouvrages à portée de notre 1re ligne furent abandonnés par les assiégeants. Le général Morett, avec l'avant-garde, continua sa marche sur le Cima-

tario par la droite de l'ennemi, et le général Mendez, fit face à celui-ci avec la colonne d'attaque.

C'est alors que commença la retraite des assiégeants, qui battaient en retraite en désordre à mesure que nos troupes avançaient sur eux.

Notre colonne arrivait à la moitié de la distance qui existe de l'extrême droite des parallèles de l'assiégeant à l'hacienda de Jacales, lorsque Sa Majesté sortit de la place accompagnée du général Ramirez de Arellano et arriva sur le champ de bataille. Il fut chaleureusement accueilli par nos soldats. Le général Miramon lui demanda la permission, qui lui fut accordée, de faire replier les troupes sur la ville et de reprendre les lignes de défense.

Ce mouvement s'exécutait, lorsque sur le Cimatario se présentèrent des tirailleurs de la cavalerie ennemie. On détacha immédiatement une faible force impériale pour aller reconnaître celle qui paraissait sur la position où l'ennemi venait d'être dérouté. L'Empereur dirigea en personne cette reconnaissance, en s'exposant à un grand danger. Les tirailleurs, qui avaient apparu, précédaient un renfort de 4 000 cavaliers armés de carabines à 8 et 16 coups. Cette force reconnue, l'Empereur fit exécuter la rentrée des troupes impériales dans la place, mouvement qui se fit non sans de grandes souffrances pour nos soldats, qui l'exécutèrent sous le feu meurtrier des carabines ennemies.

22 pièces d'artillerie, 600 prisonniers, des armes, une quantité de vivres de toutes sortes furent les trophées de ce beau fait d'armes.

Les troupes républicaines qui défendaient le Cimatario étaient ainsi composées :

1er, 2e, 4e et 6e bataillons de ligne de Jalisco, tiradores et cazadores de Jalisco, 1er de Colima, 1er, 3e et 5e du Michoacan, cazadores de Morelia, 2e de Morelia, 1er de Queretaro, Fijo de Guadalajara, bataillon de Sinaloa et Tepie et 6e de cavalerie de Colima.

Le 1er mai, nous fîmes une sortie sur l'hacienda de Callegas; elle fut de peu d'importance.

Le 3, une sortie de la place fut dirigée pour la deuxième fois sur le Cerro de San-Gregorio. Nos bataillons furent lancés dans les retranchements des troupes républicaines; mais ces dernières se reformèrent à quelque distance, attendant les nôtres, qu'elles reçurent par une décharge meurtrière et presque à bout-portant. Les troupes impériales tinrent bon un moment; mais le feu de l'ennemi était tellement vif, qu'elles se replièrent sur la ville en éprouvant de grandes pertes.

Le 5, à 9 heures du soir, l'ennemi tenta une attaque au Pont; ce point était le plus faiblement gardé par nous. L'attaque fut vive de la part de l'ennemi, il pénétra jusque dans nos retranchements intérieurs; mais les bataillons de la garde municipale et de cazadores envoyés pour renforcer cette ligne parvinrent à repousser l'ennemi de l'autre côté de la rivière.

La famine continuait à se faire sentir; le pain, la farine et le maïs étaient complètement épuisés depuis plusieurs jours. La seule nourriture dans la place était seulement du cheval et du mulet; des fouil-

les avaient été faites dans toutes les maisons dans le but de découvrir quelques vivres, mais sans résultat. La position devenait de plus en plus critique. Nos malades et nos blessés, dans les hôpitaux, manquaient de nourriture; beaucoup de médicaments faisaient également défaut; la mortalité augmentait chaque jour. Nos soldats se décourageaient et la désertion commençait dans nos rangs; on comptait déjà une moyenne de 15 à 20 hommes par jour passant à l'ennemi.

Le 13, il fut décidé par l'Empereur que le général Mejia ferait un appel à la population, que les volontaires qui y répondraient seraient armés pour garder les tranchées et que la troupe ferait une sortie sur l'ennemi afin de rompre le siège.

Le 14, eut lieu la réunion d'un conseil de guerre composé de l'Empereur, des généraux Miramon, Mejia, Castillo et Mendez et du colonel Miguel Lopez, major-général des tranchées commandant la brigade de réserve et la ligne de la Cruz. Dans ce conseil, il avait été décidé que, le 15 à 4 heures du matin, les troupes sortiraient de la ville, se dirigeant sur les guaritas de Mexico et de Celaya et sur le Cimatario; que, dans le cas où l'ennemi ne résisterait pas à l'attaque, on le poursuivrait, et que, dans le cas contraire, les troupes impériales marcheraient sur Mexico ou se retireraient dans la Sierra.

Le 14, au soir, les ordres avaient été donnés, nos troupes étaient prêtes pour l'attaque.

Le général Mendez devait prendre avec lui le déta-

chement de gendarmerie et quelques hommes de cavalerie afin de former une escorte particulière pour protéger la sortie de l'Empereur, en forçant la ligne ennemie. Le général Mendez m'avait donné l'ordre de me joindre à lui et m'avait ordonné de monter le 15, à 3 heures du matin, au poste de la Cruz, afin de voir le colonel Lopez, pour lui demander le lieu où l'escorte devait se joindre à l'Empereur. Je fis selon les ordres que j'avais reçus; je trouvai le colonel Lopez sur la place de la Cruz; lui ayant rendu compte de ma mission, il me répondit: « Vous pouvez aller dormir tran-« quille, et dites au général que la sortie n'a pas lieu « aujourd'hui, qu'elle est ajournée à demain ». Je me rendis près du général, qui parut fort étonné en apprenant que l'attaque n'avait pas lieu, puis j'allai au quartier de la gendarmerie donner l'ordre de desseller les chevaux.

Les motifs qui ont empêché l'attaque d'avoir lieu le 15 sont ceux-ci : le 14, au soir, le colonel Lopez se rendit près de l'Empereur où se trouvaient réunis les généraux Miramon et Mejia; il se présenta disant que l'attaque était impossible pour le 15, attendu que toutes les armes n'avaient pu être distribuées aux volontaires et que cette distribution ne pourrait être terminée que le lendemain; que, de plus, un officier de l'armée libérale venant de l'ennemi assurait que les assiégeants devaient évacuer le lendemain matin. Cet officier, d'origine belge, fut amené devant l'Empereur et affirma que l'évacuation devait en effet avoir lieu.

Il fut alors décidé par l'Empereur que l'attaque

serait remise au 16, si l'ennemi n'avait pas abandonné. Le général Mejia insista cependant près de l'Empereur pour qu'elle ait lieu le 15, comme il avait été décidé la première fois. S. M. refusa.

Après avoir été rendre compte de ma mission au général Mendez, je rentrai chez moi à 4 heures du matin et me couchai afin de me reposer un instant. A 5 heures et demie, mon ordonnance entra dans ma chambre, me criant : « Levez-vous, mon capitaine, « l'ennemi est dans la place : la Cruz a été livrée ». Je me refusai à le croire, mais, entendant tirer, je me levai et donnai l'ordre de seller mon cheval ; pendant ce temps, je me rendis sur la place San-Francisco, distante de chez moi d'environ 300 mètres : je vis de suite qu'elle était occupée par des troupes républicaines ainsi que la tour de l'église. Quelques coups de fusil furent dirigés sur moi. Je me rendis en toute hâte chez moi, je montai à cheval, et, suivi de mon ordonnance, je me dirigeai par les rues détournées au Cerro de las Campanas, où je pensais trouver l'Empereur et des troupes. J'y arrivai en même temps que S. M., qui était accompagnée des généraux Mejia et Castillo, du prince de Salm-Salm et du 4[e] de cavalerie. Nous nous arrêtâmes au haut du cerro, ne connaissant encore rien de ce qui s'était passé dans l'intérieur de la ville. Un instant après, arriva le régiment des dragons de l'Impératrice, commandé par le colonel Gonzalez. L'Empereur lui demanda alors s'il avait vu le général Miramon : il lui répondit qu'il venait d'être blessé en cherchant à réunir de nos troupes et

qu'il était entré dans une maison. Pendánt ce temps, la ligne ennemie se resserrait du côté du cerro, toutes les batteries faisaient feu sur nous, une seule route restait encore à peu près libre. Mais l'Empereur refusa de partir, disant qu'il restait, dans la crainte que les officiers qui étaient déjà prisonniers soient fusillés.

Nous demeurâmes encore dans cette anxiété environ une demi-heure. Alors, voyant que tout était perdu, l'Empereur s'adressa au général Mejia, lui demandant si l'on pouvait toujours tenter un passage pour gagner la Sierra. Mejia, après avoir examiné scrupuleusement toute la ligne ennemie, lui dit : « Sire, sortir est impossible; mais si vous l'ordonnez « nous marcherons, je suis prêt à mourir ».

L'Empereur, prenant la parole en français, se tourna vers les 25 ou 30 officiers français réunis autour de lui. « Merci, Messieurs. Je vois avec plaisir que parmi « vous il y a de nobles cœurs; car aux derniers mo- « ments vous ne m'avez pas abandonné et vous êtes « tous réunis à moi et m'êtes restés fidèles; j'avais « juré de ne jamais capituler, mais aujourd'hui j'y « suis forcé afin de pouvoir vous sauver. »

S'adressant de nouveau à Mejia, il lui donna l'ordre d'envoyer parlementer, pour demander à l'ennemi les conditions qu'il imposait pour notre reddition. Une demi-heure après, nous nous rendions à discrétion. L'Empereur demanda seulement la vie sauve pour ses officiers, disant que lui seul était responsable et payerait de sa personne si une seule goutte de sang devait être versée.

A la prise, les troupes impériales étaient fortes de 7 000 hommes et les troupes républicaines de 41 000 hommes. Ce chiffre a été constaté par les listes de revue du 1er mai.

Le général Riva Palacio fut désigné pour venir prendre l'Empereur et ceux des officiers qui l'accompagnaient. Nous fûmes conduits à la Cruz ; l'Empereur et les généraux furent mis dans une salle, et les autres officiers dans l'église du couvent.

Là, nous eûmes connaissance de la manière dont l'ennemi était entré à la Cruz.

M. Albert Hans, sous-lieutenant d'artillerie, commandait une pièce dans l'intérieur du cimetière de la Cruz. Le colonel Lopez vint lui donner l'ordre de faire retirer sa pièce de l'embrasure, il lui fit ensuite diriger la bouche dans la direction de la Cruz, puis il lui dit qu'un bataillon de l'ennemi était derrière et attendait que le passage fût ouvert pour entrer, car il venait se rendre avec ses armes. Une fois la pièce retirée, les bataillons de *los Supremos-Poderes*, commandés par le général Velez, entrèrent et firent immédiatement prisonniers tous les officiers qui se trouvaient à leur portée et entrèrent immédiatement dans l'intérieur du couvent. Ces bataillons furent immédiatement suivis par d'autres troupes, qui furent placées par le colonel Lopez aux tranchées de la Cruz et jusqu'à la place San-Francisco. Lorsque l'Empereur fut prévenu que la Cruz était occupée par l'ennemi, il sortit de sa chambre, accompagné du général Castillo, mais les sentinelles lui barrèrent le passage ; survint

alors le colonel libéral Rincon Gallardo, qui donna l'ordre de les laisser passer, disant : « Je connais ces « messieurs, ils ne sont pas militaires, ils peuvent « sortir ». Il les accompagna lui-même jusque de l'autre côté du couvent. En descendant la rue de la Cruz, l'Empereur rencontra le colonel Lopez, qui courait à cheval; il lui demanda ce qu'il y avait de nouveau. Lopez lui répondit : « Sire, cachez-vous, nous « sommes perdus; je vais voir ce qu'il y a et si je puis « réunir quelques hommes pour nous sauver ».

Une fois enfermés à la Cruz, nous apprîmes par les officiers de l'armée libérale que, depuis plus de 15 jours, le colonel Lopez était en correspondance avec le général en chef Mariano Escobedo, que ce dernier avait plusieurs fois reçu l'ordre, du Président de la République, d'abandonner Queretaro, mais qu'il ne l'avait pas fait parce qu'il était en train de traiter avec le colonel Lopez pour l'achat de la place.

Nous étions environ 600 officiers prisonniers, parmi lesquels nous étions 61 Français.

A minuit, on vint nous annoncer que, par ordre du Président, seraient passés par les armes, le lendemain matin, depuis l'Empereur jusqu'au grade de capitaine inclusivement et tous les officiers étrangers. Le général Escobedo envoya une supplique au Président à San-Luis Potosi, demandant une commutation de peine. 5 jours après, nous apprîmes que nous étions condamnés à deux ans de travaux forcés.

Le 18 mai, à minuit, le général Ramon Mendez fut arrêté et exécuté le 19, à 8 heures du matin.

Le 9 juin, on forma différents détachements des officiers prisonniers pour être conduits sur différents points de l'intérieur. Les lieutenants et sous-lieutenants étrangers furent envoyés à San-Luis Potosi.

Je fis partie d'un détachement de 50 capitaines (dont 6 français) envoyés à Zacatécas, où nous arrivâmes le 23; nous fûmes enfermés à la prison avec les criminels et mis à la chaîne. Nous étions confondus avec les bandits. Nous adressâmes une pétition au Gouverneur de l'État (le général Anza), lui demandant de vouloir bien prendre en considération notre position de prisonniers de guerre, le priant de nous accorder un couvent ou une caserne pour prison, promettant de ne pas tenter de nous évader. Enfin, 5 jours après, nous quittâmes nos chaînes et la prison, et fûmes incarcérés dans une caserne, sous la garde d'un bataillon d'infanterie.

Pendant tout le temps qu'a duré notre détention, c'est-à-dire du 15 mai au 13 décembre, le gouvernement ne nous a donné absolument rien, ni solde, ni vivres. Messieurs les négociants français de Zacatecas sont seuls venus à notre secours pour nous nourrir et nous vêtir. Lorsque, le 13 décembre 1867, nous fûmes mis en liberté, le gouvernement nous donna l'ordre de quitter le territoire, et le gouverneur nous obligea à quitter Zacatécas le lendemain matin. Nous reçûmes des Français de l'argent pour notre route. Nous nous présentâmes au gouverneur de San-Luis Potosi, qui devait nous indiquer le port sur lequel nous devions nous diriger. Je fus envoyé à Matamoros. Je partis de

San Luis avec un convoi de marchandises. Je me présentai le 17 janvier 1868 au gouverneur de Matamoros, qui me remit un passeport. Je passai à Brownsville (Texas), où les Français me donnèrent des secours pour payer mon passage jusqu'à Galveston, où je trouvai M. Fauconnet, vice-consul de France, qui me donna le passage et une lettre pour M. Godaux, consul général de France à la Nouvelle-Orléans. J'obtins alors les secours du Consulat, et m'embarquai le 13 mars. En arrivant à la Havane, étant malade, je fus mis à terre. Je me présentai à M. le consul de France, qui me fit embarquer le 19 avril, à bord du courrier français qui me ramena en France.

SCHMIDT,

Ex-capitaine trésorier
u 1er bataillon de ligne de l'Empereur,
sergent-major au 1er régiment de zouaves.

On voit que le narrateur ne met point en doute la trahison du colonel Lopez; c'est du reste l'opinion de tous ceux qui ont été acteurs dans ce drame[1]. Néanmoins, à diverses reprises, des tentatives de réhabilitation ont été faites en faveur du colonel des dragons de l'Impératrice, et, récemment encore, le *Journal officiel* de Mexico publiait un long rapport du général Escobedo au Président de la République, destiné à

1. Consulter à ce propos le livre fort intéressant et rempli de détails de M. Albert Hans : *Queretaro, souvenirs d'un officier de l'Empereur Maximilien.*

prouver que la présence trop réelle de Lopez dans le camp ennemi, quelques heures avant l'entrée par surprise des Juaristes dans Queretaro, s'expliquait par une mission secrète imposée par l'Empereur lui-même.

On comprend tout l'intérêt qu'a Escobedo à paraître avoir triomphé de la résistance des impériaux par d'autres moyens que la trahison : aussi ses affirmations sont-elles *à priori* fort suspectes. La lecture du rapport entier n'est pas pour détruire cette impression première; et, véritablement, tout ce qui y est dit en faveur de Lopez se heurte à des objections tellement fortes que ce serait faire bien de l'honneur à l'un et à l'autre que de discuter longuement de pareilles allégations.

D'abord Lopez était un assez triste personnage : voici à son sujet le témoignage d'un homme à l'honorabilité et à la droiture duquel chacun rend hommage, le général Woll :

J'étais président de la commission chargée de la révision des brevets de tous les généraux, chefs et officiers de l'armée mexicaine, lorsque ce Miguel Lopez se présenta; et, sur sa demande de revalidation, je lui dis que je ne devais ni ne voulais reviser ses brevets, qu'il devait savoir pourquoi, et que je désirais qu'il ne m'obligeât pas à le dire; la raison de ce refus était qu'ayant demandé des informations à l'état-major général, on m'avait fait savoir que Lopez, quelques années auparavant, avait trahi le gouvernement alors existant, avait déserté et passé à l'ennemi.

Lopez se tut et se retira atterré...

Il se rallia un des premiers à l'intervention française, à laquelle il rendit quelques services importants,

notamment lors du combat de San-Lorenzo. C'est lui qui guida le général Bazaine dans sa marche de nuit contre l'armée de Comonfort.

Maximilien, qui avait plus de bonté que de perspicacité, le combla de faveurs ; il eut même un moment la velléité de le nommer général. Mais il en fut empêché par une démarche de Mendez, qui, au nom de tous ses camarades, vint exposer à l'Empereur l'effet désastreux que produirait sur l'armée une pareille nomination. Lopez ne fut pas général. On peut juger s'il aimait ses compagnons d'armes après une telle aventure, et si son cœur, ulcéré du désir de se venger, aurait reculé devant la pensée de livrer des hommes qui lui avaient donné une marque si éclatante de leur mépris.

A mesure que le siège se poursuivait, il devenait de plus en plus certain qu'il se terminerait par une catastrophe. Toute ville investie est une ville prise, à moins qu'une armée du dehors ne vienne à son secours, et aucune armée ne venait. La reddition s'imposait donc, et Lopez ne devait pas être sans inquiétude sur le sort qui l'attendait. On n'avait pas oublié ses prouesses dans le combat de San-Lorenzo, et il y avait des chances pour que son grade élevé dans l'armée impériale attirât sur lui l'attention fâcheuse des vainqueurs.

Il n'avait qu'un moyen de sauver sa vie, c'était de livrer la place. Il semble bien d'après les dires des officiers libéraux, dires rapportés dans le récit de Schmidt, que Lopez n'attendit pas les derniers jours

pour se mettre en rapport avec Escobedo. En tout cas, il importe peu qu'il ait vu plusieurs fois le général ennemi ou qu'il n'ait eu avec lui qu'un seul entretien. De même, qu'il soit allé vers lui de sa propre initiative, ou qu'il ait été envoyé par Maximilien, chargé d'une mission quelconque, la question est oiseuse, car de deux choses l'une : ou sa mission aurait reçu un accueil favorable, et, dans cette hypothèse, l'Empereur en eût bénéficié comme lui, ou elle n'aurait pas abouti, et, dans ce cas, lui Lopez eût dû partager le sort de son souverain et de tous les autres officiers de l'armée impérialiste.

Il y a donc eu une entente particulière entre Lopez et Escobedo.

Sans cela, comment expliquerait-on que ce soit précisément quelques heures après leur entrevue que les soldats juaristes soient entrés dans la place sans rencontrer de résistance, par l'endroit même confié à la garde de Lopez? Si, après un refus de capitulation, Lopez était rentré dans la place, toujours fidèle, toujours décidé à faire son devoir, il eût dû redoubler de vigilance, puisque, mieux que personne, il connaissait les dispositions de l'ennemi.

Enfin, dernier argument plus concluant encore que les autres, le colonel des dragons de l'Impératrice, le favori de l'Empereur, le Mexicain coupable d'avoir fait battre les Mexicains par l'armée française à San-Lorenzo, ne fut pas inquiété un seul instant. Tandis que les généraux étaient fusillés, que les officiers de tous grades étaient emmenés en captivité et soumis

aux plus durs traitements, Lopez ne s'enfuyait même pas : il se rendait tranquillement à Puebla, muni d'un sauf-conduit délivré par Escobedo !

Ces faits indiscutables parlent plus haut que tous les rapports et que tous les raisonnements. Ils attestent, ils prouvent la trahison de Lopez.

Peu profitable à lui-même, car, depuis, il a toujours vécu et vit misérable, elle n'a pas servi beaucoup à l'armée juariste. Peut-être a-t-elle avancé de quelques jours la reddition de Maximilien, mais Queretaro devait fatalement, et dans un bref délai, tomber au pouvoir des assiégeants.

En vain s'était-on flatté de voir revenir Marquez avec une armée de secours. Marquez avait peut-être d'autres desseins[1] ; en tout cas, Marquez ne revint pas.

Nous empruntons à une note manuscrite du colonel Becker le récit de ce qui se passa alors à Mexico et à Puebla.

ENVOI DU GÉNERAL MARQUEZ A MEXICO

« M. Larès, qui avait été laissé par l'Empereur comme son lieutenant à Mexico, manquait complètement

1. Consulter à ce sujet *Un Essai d'Empire au Mexique*, par E. Masseras. Il semble, d'après ce livre fort intéressant, que Marquez était de connivence avec Santa Anna et qu'il avait abandonné la cause de Maximilien en quittant Queretaro.

d'énergie ; la non arrivée des fonds en était une preuve parmi mille. Les nouvelles de Puebla inspiraient aussi de l'inquiétude. Plusieurs fois, Maximilien avait, dans ses conversations, insisté sur l'importance de la conservation de cette place à l'Empire, sans laquelle on était privé de toute communication avec l'extérieur et des ressources importantes de la douane de Vera-Cruz.

Le ministre des Finances, M. Campos, sur lequel l'Empereur avait recueilli des renseignements les moins favorables pendant son séjour à Queretaro, lui inspirait aussi une méfiance absolue.

Sous ces impressions, et après avoir soumis la question à la discussion du conseil des généraux à Queretaro, Maximilien décida de nommer le général Marquez lieutenant de l'Empire et le général Vidaurri ministre des Finances, et de les envoyer à Mexico pour assurer la sécurité de cette place et de ses communications avec Vera Cruz, ainsi que pour amener à Queretaro les ressources en hommes et en argent disponibles après avoir atteint les buts sus-indiqués.

Officiellement il était dit dans le décret de nomination du général Marquez que l'Empereur lui confiait pleins pouvoirs pour agir dans le bien de la cause. Quelles étaient ses intentions secrètes? Y en avait-il de précises et par écrit? Nous en doutons, car à cette époque l'Empereur avait une confiance aveugle dans le général Marquez ; en outre, le manque de nouvelles de la capitale et de Puebla rendait impossible de donner des instructions détaillées; mais il fallait

laisser une marge très large à l'initiative du général chargé de cette mission de confiance.

Le 22 mars, à 11 heures et demie du soir, Marquez et Vidaurri partirent avec une escorte de 1 200 cavaliers par le sentier qui mène par Amameca, Villa del Carbon et la Colmena à Mexico. L'ennemi n'avait pas encore fermé l'investissement de la place de Queretaro, de sorte que toute notre colonne réussit à passer les lignes sans éveiller son attention. Seulement, à l'aube, il en fut informé et envoya toute sa cavalerie, environ 5 000 chevaux, à notre poursuite, en même temps que l'ordre fut expédié aux guerrillas qui se trouvaient dans la vallée de Mexico de nous barrer le chemin. Mais elles arrivèrent trop tard et furent culbutées avec des pertes sérieuses dans trois rencontres successives.

Le 27 au matin, le général Marquez fit son entrée à Mexico. Il y trouva de très mauvaises nouvelles du général Noriega, qui commandait à Puebla, qui annonçait ne pouvoir tenir que dix à douze jours, s'il ne recevait pas un convoi de vivres et surtout de munitions.

En vue de l'importance de la place de Puebla, le général Marquez, usant de la liberté d'action qu'il avait, prit sur lui d'aller lui-même au secours de cette place, y introduire le convoi après avoir fait lever le siège à Porfirio Diaz, au moins pour quelques jours, et ainsi en outre donner le temps à Noriega de faire entrer dans la ville les vivres qui pouvaient encore être ramassés dans les campagnes environnantes.

Il y avait deux routes pour aller à Puebla, par Rio Frio et par les plaines d'Apam. Celle-ci fut choisie pour deux raisons : 1° parce que, le 29 au matin, Marquez reçut la nouvelle que l'ennemi avait fait sauter le pont de Tesmelucan (cette nouvelle était fausse, mais nous ne le sûmes que plus tard), et 2°, parce que les seules troupes solides dont Marquez pouvait disposer, c'était de la cavalerie. Dans l'infanterie, il y avait à peine 500 hommes de vieux soldats. Des combats dans la plaine nous permettaient donc de tirer profit de notre supériorité en cavalerie ainsi que de la batterie rayée que nous emportâmes. La difficulté de faire rentrer l'argent d'un emprunt forcé fit retarder le départ jusqu'au 26 mars ; la colonne se composait de 1 900 fantassins, 1 600 chevaux, une batterie rayée et une lisse de campagne et une rayée de montagne.

La marche se fit difficilement : les mulets d'une des batteries n'étaient pas dressés, de sorte que le second jour l'on y fit atteler des bœufs.

Enfin, le 2 avril, à trois heures de l'après-midi, nous étions arrivés à quatre lieues de la hacienda de Guadalupe et à douze de Puebla, lorsque, par les passagers d'une diligence arrêtée, nous apprîmes que P. Diaz, ayant appris l'approche de Marquez, avait donné assaut à la ville dans la nuit précédente et l'avait emportée, faisant fusiller les officiers qui étaient tombés en son pouvoir, mais que les forts de Loreto et de Guadelupe tenaient encore. Le lendemain, le 3, Marquez arriva à la hacienda de Guadalupe à 11 heures du matin ; il s'y arrêta hésitant. Sur mes demandes

réitérées, j'obtins enfin de pousser une reconnaissance jusqu'à Apizaco, où il y avait une station de chemin de fer et de télégraphe et qui n'est qu'à six ou sept lieues de Puebla. Je réussis à surprendre les employés du télégraphe et prendre copie de dépêches qui prouvaient que les forts tenaient toujours. Je retournai avec cette nouvelle. Cependant Marquez ne se décida pas de pousser en avant. Le lendemain, le 4, je fus envoyé dans une autre direction faire une nouvelle reconnaissance, où je n'obtins que des renseignements vagues.

Le 5, enfin, Marquez continua sa route, mais, au lieu d'aller droit sur San-Pedro, il résolut de tourner autour de la Malintzi, passer par Huamantla et déboucher sous les forts.

Le 6, je venais d'arriver à 9 heures du matin avec l'avant-garde à Huamantla, lorsque je reçus l'ordre de rebrousser chemin, parce que Marquez venait d'apprendre que les forts avaient déjà capitulé le 4, Noriega ayant été menacé par Diaz d'être fusillé avec tous ses officiers s'il ne s'était pas rendu dans les quarante-huit heures après la prise de la ville. En même temps que cette nouvelle, arriva toute la cavalerie ennemie, forte de 4 000 chevaux, pour embarrasser le chemin et nous y retenir jusqu'à l'arrivée du reste de l'armée de Diaz. Notre colonne rebroussa donc chemin, protégeant ses flancs par la cavalerie. A chaque instant celle de l'ennemi renouvela ses charges, nous forçant à nous déployer en bataille. Elle fut rudement ramenée, surtout par les hussards et chasseurs à

cheval, dont le corps d'officiers et la majorité des soldats se composaient d'Autrichiens; mais le soir nous n'avions fait qu'une lieue et demie. Un peu avant le coucher du soleil, l'ennemi fit une nouvelle charge, mais fut tellement malmené par les hussards de Khevenhüller qu'il ne reparut plus, ni le 7, ni le 8, de ce côté.

Le 8, à 10 heures du matin, notre avant-garde signale l'ennemi devant nous : c'était la brigade Lalanne qui était venue de Toluca pour nous couper la retraite. En moins d'une heure, elle fut culbutée avec la perte de 230 prisonniers.

A 3 heures de l'après-midi, nous arrivâmes à San-Lorenzo, où Marquez commit la faute de s'arrêter pour offrir bataille à Diaz. Celui-ci se montra bien dans l'après-midi, mais à distance; le lendemain, il témoigna clairement de ses intentions de ne pas nous attaquer de front, mais passer avec le gros de ses forces sur la route de Mexico. Notre position devenait intenable dans la hacienda, qui, du côté de Mexico, était dominée par une hauteur où l'ennemi avait établi une batterie et dont les obus manquaient à chaque instant de faire sauter le convoi de munitions. Il fallait donc en sortir.

Le 9, à 9 heures et demie du soir, les colonels comte Wickenburg et comte Khevenhüller, avec les gendarmes à cheval et les hussards, furent envoyés pour reconnaître si, en effet, les ponts sur la route de Mexico avaient été coupés, comme nos espions l'avaient annoncé.

Ils revinrent à 10 heures et demie du soir confirmer la nouvelle. Alors Marquez assembla un conseil de

guerre qui décida de passer par San-Cristobal y Texcoco à Mexico; mais, comme cette route n'était carrossable que jusqu'à San-Cristobal, où l'ennemi avait coupé le pont qui est jeté sur une barranca très profonde, il fut décidé que le convoi et l'artillerie de campagne seraient jetés dans la barranca. Ce qui fut exécuté en partie.

Une explosion qui se produisit à cette occasion, et qui annonça aux troupes la mesure qui venait d'être prise, acheva de démoraliser les soldats mexicains, à tel point que le 10e bataillon, presque tout entier, se rendit prisonnier dans la montagne à une cinquantaine de cavaliers ennemis, et, seulement grâce au bataillon autrichien du baron Hammerstein, qui le remplaça dans l'arrière-garde, le reste de l'infanterie fut sauvé.

Vers les 3 heures et demie de l'après-midi, lorsque la colonne, qui ne présentait plus qu'un désordre infini de soldats à pied et à cheval, de femmes, de mulets détachés, sortait des montagnes qui couronnaient Texcoco, l'ennemi apparut sur la droite. Un instant après, une colonne de cavalerie sortait de Texcoco même et venait nous couper la route.

Alors Marquez, n'espérant plus sauver la troupe, ayant oublié que la cavalerie étrangère n'avait encore été ni entamée, ni même désorganisée, appela à lui un escadron de Quiroga et se lança sur la colonne qui venait nous barrer le chemin. Celle-ci fut culbutée et il continua sa route au grand galop sur Mexico. Sa fuite précipitée jeta le désarroi le plus complet dans

ses troupes, et seulement, grâce au sang-froid du colonel Kodolich, un désastre put être évité. Il prit le commandement; autour des troupes étrangères se rangèrent les débris des mexicaines, et, le 11, vers midi, il arriva avec 2000 hommes, restes des 3500 qui étaient partis de Mexico.

La conduite de Marquez fut naturellement très vivement critiquée. Il faut cependant dire à sa décharge que le général O'Horan, qui était préfet de Mexico, n'inspirait qu'une médiocre confiance et avec raison. Il est donc très probable que, si la nouvelle de notre défaite y était arrivée avant nous, nous aurions trouvé Mexico prononcé à notre retour, tandis que la terreur qu'inspirait Marquez suffit pour contenir ce mouvement une fois qu'il y était. Cependant Marquez commit une faute capitale en ne pas appelant Kodolich, ou quelque autre officier, pour le charger du commandement de la colonne à son départ.

De retour à Mexico, avec les meilleures troupes exténuées de fatigues et démoralisées, le reste se composant de recrues presque sans instruction, il est évident qu'il n'y avait plus de possibilité d'aller au secours de l'Empereur à Queretaro.

D'abord toute marche aurait été matériellement impossible avant une huitaine de jours, nécessaires au repos et à la réorganisation de la troupe. Ce qui nous aurait mené jusqu'au 18. Or, à cette date, Diaz comptait déjà 12000 hommes devant Mexico, tandis que l'effectif de la garnison n'arrivait pas à 7000. — Que faire? Abandonner complètement la capitale? Mais

l'effet moral de cette mesure aurait fait fondre les troupes que l'on en faisait sortir et aurait été déplorable sur la garnison de Queretaro même. Y laisser quelque 4 000 hommes et sortir avec les 3 000 meilleurs? Mais nous ne serions pas arrivés à Arroyo Lardo, même si l'ennemi ne nous poursuivait pas, avant que ces 4 000 recrues disséminées sur les défenses d'une place de pareille extension n'eussent capitulé. Quant aux troupes qui en seraient sorties, elles auraient eu d'abord à déjouer la vigilance du blocus, supposant que, pour une raison ou une autre, ce qui n'est guère probable, Diaz les aurait laissées continuer leur chemin. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque la garnison de Queretaro n'était que d'environ 6 500 hommes; que les forces réunies des générauxCorona, Escobedo, Riva Palacio se montaient déjà à plus de 35 000; que, par conséquent, non seulement la garnison n'aurait pas pu faciliter l'entrée de la colonne de Marquez dans la place, mais elle n'aurait pu empêcher l'assiégeant d'envoyer à sa rencontre un corps de 10 000 à 12 000 hommes, ce qui aurait suffi pour définitivement écraser cette colonne.

Le 24 avril, l'ennemi chercha d'emporter la guarita de Cuantillan par assaut: il fut repoussé et ne fit plus aucune tentative sérieuse, se contentant de bombarder la ville de temps en temps et de la bloquer étroitement. Le 18 mai et le 9 juin, la garnison fit des sorties. Le 15 mai, l'assiégeant essaya un coup de main sur la guarita de Belen (Chapultepec), mais fut repoussé. Le 19, les troupes étrangères, poussées par le bataillon de Lago,

ministre d'Autriche, déclarèrent qu'elles ne se battraient plus. Cette déclaration ayant achevé de démoraliser les Mexicains, Marquez remit le commandement au général Tavera, qui offrit à capituler si l'ennemi lui accordait des conditions honorables. Diaz traîna toute la journée du 20 la réponse; mais à 4 heures de l'après-midi, une demi-heure après que les Autrichiens avaient signé une *capitulation à part,* il exigea la reddition de la capitale à discrétion. Tavera ayant refusé, le feu recommença à 5 heures. Les Autrichiens eurent la pudeur de rester à leurs postes jusqu'à ce que celui-ci eût cessé; mais la contre-guerrilla Chenet (tous Français) partit de la guarita de Belen, où le chef de la ligne ne trouva que *deux* artilleurs mexicains.

La nuit, la débandade à la mexicaine fut complète. A 4 heures du matin, le 21 juin, la ville fut occupée par un escadron de police juariste; à 6 heures et demie, le reste de l'armée commença le défilé. »

Ce que ne dit pas la note, et ce qu'il est bon de savoir, c'est que Marquez, qui avait trouvé moyen de quitter Queretaro, où le danger était grand pour lui s'il était pris, trouva pareillement moyen de se sauver de Mexico. Après avoir remis le pouvoir au général Tavera, il disparut, et se retrouva six mois après, sain et sauf, à la Havane. Marquez avait personnellement du bonheur dans ses entreprises même les plus mauvaises, trop de bonheur peut-être.

CHAPITRE III

Dernières illusions de Maximilien. — Mendez fusillé. — Instructions du gouvernement mexicain à Escobedo. — L'Empereur demande des défenseurs. — Cour martiale. — Sentence de mort prononcée le 14 juin 1867.

Maximilien avait lutté moins longtemps que Marquez, et Queretaro s'était rendu bien avant Mexico. Dans cette nuit du 14 au 15 mai, pendant laquelle les Juaristes avaient pénétré dans la place, la confusion avait été terrible. Les assiégés, démoralisés, sans points de ralliement, sans chefs même, ne pouvaient opposer aucune résistance : ils étaient entourés par un cercle de fer et de feu.

Maximilien, dit Juan de Dios Arias, dans le récit qu'il a laissé de ces événements, comprit alors que tout était terminé. Il fit arborer auprès de lui un pavillon blanc : il donna l'ordre de faire cesser le feu; il demanda à parlementer, et envoya deux ou trois de ses aides de camp à la recherche du général en chef de l'armée victorieuse, pour lui annoncer qu'il se rendait.

Les parlementaires rencontrèrent sur leur chemin les gé-

néraux Ramon Corona et Aureliano Rivera, qui, en apprenant ce dont il s'agissait, firent également suspendre le feu et en donnèrent avis au général Escobedo, occupé alors à visiter la ligne d'attaque.

Avant son arrivée, une troupe impériale située au pied du Cerro se rendit, sous la protection d'un pavillon blanc, au point où se trouvait Corona, et un des officiers qui la commandait s'approcha du général pour lui dire que Maximilien désirait lui parler.

Corona se rendit donc, en compagnie du général Cortina et de son état-major, au lieu où l'attendait l'archiduc, et celui-ci lui dit *qu'il n'était plus Empereur, attendu qu'il avait abdiqué ce titre à Mexico devant son conseil de gouvernement.*

Corona lui répondit poliment qu'il ne pouvait point être question de cela dans un pareil moment, mais qu'il lui promettait qu'il ne courait aucun risque, non plus que les individus qui se trouvaient auprès de lui.

Escobedo, suivi de son état-major, arriva quelques instants après. Maximilien fit quelques pas en avant pour le recevoir; puis, après un salut grave, mais poli, il lui manifesta l'intention de lui parler en particulier. Le général fit retirer sa suite, et se prépara à entendre ce que le prince avait à lui dire.

Il s'agissait de la proposition qu'il avait déjà faite par l'intermédiaire de Lopez[1].

— Me permettez-vous, dit-il, que, sous la garde d'une escorte, je me rende à un point quelconque de la côte où je pourrais m'embarquer pour l'Europe? Je promets sous la garantie de mon honneur de ne jamais remettre les pieds au Mexique.

— Il m'est impossible, répondit laconiquement Escobedo, de vous accorder ce que vous me demandez.

1. C'est une affirmation dont nous laissons toute la responsabilité à son auteur, et que, pour notre part, nous avons peine à admettre, faute de preuves.

— Puisqu'il en est ainsi, répliqua Maximilien, vous ne permettrez pas, je l'espère, qu'on m'insulte, et vous me traiterez avec la considération due à un prisonnier de guerre.

— Vous êtes en effet mon prisonnier, répondit Escobedo.

Après ces quelques mots, le prince détacha son épée et la présenta au général, qui la fit recevoir par le chef de son état-major.

Les généraux de Maximilien se rendirent en même temps...

On ne les traita pas tous en prisonniers de guerre : on ne pouvait pardonner à Mendez les représailles exercées par lui contre Arteaga et Salazar. On s'empara du général, on le conduisit dans les fossés de la ville, et on le fusilla séance tenante, sans jugement. C'était un brave, qui s'était dévoué corps et âme au parti clérical, et qui l'avait servi avec une constance et une abnégation héroïques : il n'est que juste de saluer en passant la mort courageuse de cette victime.

Escobedo, rempli de joie pour ce succès qui mettait fin à l'Empire et par suite à la guerre, télégraphia aussitôt à Juarez, qui, toujours loin des champs de bataille, était prudemment resté à San-Luis de Potosi. Il lui adressait même « ses félicitations pour cet important triomphe des armées nationales ». Il eût été plus naturel que ce fût lui qui les reçût, bien que les causes dernières de son triomphe n'eussent rien de fort glorieux.

Le lendemain il adressa au ministre de la Guerre

une nouvelle dépêche contenant les détails de son entrevue avec Maximilien.

Hier, au moment de se rendre prisonnier, Maximilien m'a fait les déclarations suivantes :

1° J'ai envoyé mon abdication dans la première moitié du mois de mars dernier. La copie de cet acte, certifiée et contresignée par le ministre, se trouve parmi les papiers qu'on m'a pris au couvent de la Cruz. L'original a été envoyé au président du Conseil d'État, M. José M. Lacunza, avec ordre de le publier aussitôt que je tomberai légalement prisonnier.

2° S'il est nécessaire qu'il y ait quelque victime, que je sois au moins la seule.

3° Je désire que mes domestiques et ma suite soient bien traités, car ces gens-là m'ont servi avec loyauté dans les périls et l'instabilité de ma situation.

Il m'a déclaré aussi que son unique désir était de quitter le Mexique, et qu'il espérait qu'on lui donnerait une escorte pour le conduire au lieu où il devrait s'embarquer. Je lui ai répondu que je ne pouvais moi-même lui rien accorder; que je pouvais seulement faire part de ses intentions au gouvernement suprême, et je le fais ainsi pour qu'il dicte à ce sujet les ordres qui lui paraîtront les plus convenables.

Maximilien, on le voit, faisait preuve jusqu'au bout d'une naïveté allant presque jusqu'à l'inconscience. « S'il était nécessaire qu'il y eût quelque victime », disait-il, il demandait à être la seule, mais il ne pensait point que cela fût nécessaire. La guerre était terminée, il était vaincu et prisonnier de guerre : que ferait-on de lui? On l'embarquerait dans un port quelconque et on le renverrait en Europe : c'était là le seul dénouement qu'il envisageait, et, pour le faciliter,

il avait pris, alors qu'il luttait encore, une mesure vraiment enfantine, qu'il considérait comme très importante : il avait envoyé son abdication pour le cas où il succomberait.

Quelle valeur avait une semblable abdication? Il fallait supposer ses adversaires gens bien simples, ou portés à une extraordinaire mansuétude, pour croire qu'ils se contenteraient d'un pareil simulacre de soumission. On ne tarda pas à le lui faire voir, et ce qu'il considérait comme son salut devint bientôt un nouveau chef d'accusation. Dans son interrogatoire, on ne manqua pas en effet de lui reprocher d'avoir « abdiqué le faux titre d'Empereur en s'y prenant de telle sorte que les effets de cette abdication n'en devraient pas ressortir au moment où il la signait, mais quand il serait vaincu, c'est-à-dire quand il serait obligé de déposer ce titre usurpé, non par un effet de sa volonté, mais par la force des choses. »

Le gouvernement mexicain n'entendait point faire le généreux. L'âpreté de la lutte dans les derniers moments, l'insistance de Maximilien à la continuer après le départ des Français, les résolutions prises par lui et envoyées à Miramon, le 6 février, dans cette lettre tombée au pouvoir de ses ennemis, toutes ces causes faisaient taire la pitié dans le cœur de Juarez et de son entourage, de par leur nature d'ailleurs peu enclins à la pitié.

Dans une longue lettre adressée à Escobedo le 21 mai, le ministre de la Guerre lui donnait les instructions les plus sévères au sujet du sort réservé à

Maximilien et à ses deux complices, les généraux Miramon et Mejia. La loi qu'on invoquait contre eux était celle du 25 janvier 1862, « définissant les crimes contre l'indépendance et la sûreté de la nation, contre le droit des gens, contre les droits individuels, la paix publique et l'ordre ».

Le ministre rappelait ensuite tous les actes commis par Maximilien, qui se changeaient en autant de crimes : c'est le sort des vaincus dans ces sortes de luttes de devenir des criminels, puisque le succès seul donne, sinon le droit, du moins la faculté de s'en passer.

Il ajoutait : « L'article 28 de la loi mentionnée ci-dessus dispose que le châtiment dont elle frappe les coupables peut leur être infligé sur la simple constatation de leur identité, lorsqu'ils sont pris en flagrant délit ou dans un engagement de guerre. Comme ces deux circonstances se rencontrent à la fois dans le cas présent, la notoriété des faits suffisait pour nous donner le droit d'agir conformément à cet article de la loi... »

Néanmoins le gouvernement préférait recourir à l'appareil judiciaire, et décrétait que le procès serait poursuivi conformément aux articles 6 à 11 de la loi du 25 janvier 1862.

Les interrogatoires commencèrent bientôt.

Maximilien se défendait mal par cela seul qu'il se défendait. En effet, dans sa bouche, quelle défense était possible ? Il n'avait que ceci à dire : « Je suis venu au Mexique, appelé par le vœu de la nation pour y fonder une dynastie. J'ai fait mon devoir comme

Empereur. Vous m'avez combattu, je suis vaincu. Vous êtes mes adversaires : je ne vous reconnais pas pour mes juges. Je suis à votre merci : disposez de mon sort, comme vous l'entendrez, puisqu'aussi bien vous avez la force pour vous. Quant à discuter avec vous, je ne saurais le faire : ne reconnaissant point votre juridiction, je ne vous reconnais que le droit de m'assassiner. »

Un pareil langage n'eût point aggravé une situation perdue d'avance. Du moment qu'on le faisait passer en jugement, il n'avait pas l'espoir d'être acquitté par un conseil de guerre. Mais sa dignité était sauve, et cette attitude à la fois noble et dédaigneuse le grandissait. Les souverains qui tombent ne devraient-ils pas toujours succomber comme sur un champ de bataille, en recevant la mort sans se plaindre ?

Mais Maximilien, qui persistait à éloigner l'idée d'un dénouement tragique, cherchait par tous les moyens à augmenter ses chances de salut. N'écrivit-il pas à Juarez même qu'il appelait « Monsieur le Président ? »

Queretaro, 26 mai 1867.

Monsieur le Président,

Je désire m'entretenir avec vous au sujet de certaines affaires graves et très importantes pour le pays. Vous l'aimez trop pour me refuser l'entrevue que je vous demande. Je suis prêt à me mettre en chemin en dépit des souffrances que me causent mes infirmités.

MAXIMILIEN.

Juarez fit répondre par le ministre de la Guerre que l'entrevue demandée ne pouvait avoir lieu à cause de

la distance et des délais péremptoires du jugement. La dépêche, adressée à Escobedo, contenait cette phrase dédaigneuse : « Vous lui ferez notifier qu'il lui est loisible de faire constater tout ce qui lui conviendra dans le procès en voie d'instruction ».

Maximilien fit à ses ennemis un bien autre honneur : il demanda des défenseurs, montrant par là même qu'il reconnaissait une défense possible, c'est-à-dire qu'il croyait à l'impartialité et à l'équité de ceux qui allaient avoir à prononcer sur les accusations portées contre lui. Et le choix de ses défenseurs était encore un hommage de sa part au parti qui le poursuivait, puisque ces défenseurs, MM. Mariano Riva Palacio, Raphaël Martinez de la Torre, Eulalio Ortega et Jesus Maria Vasquez appartenaient à l'opinion républicaine, et que l'un d'entre eux, M. Riva Palacio, était le père du chef juariste qui n'avait jamais cessé de combattre l'Empire, et qui venait de contribuer à lui porter le dernier coup à Queretaro même.

C'est une justice à rendre à ces quatre défenseurs, que, une fois investis de la confiance de l'Empereur, ils s'acquittèrent de leur tâche avec un zèle admirable. MM. Riva Palacio et Martinez de la Torre, qui étaient particulièrement liés avec Juarez, convinrent de se rendre à San-Luis de Potosi pour agir auprès du gouvernement, et pour préparer les voies à la clémence du Président de la République, si, malgré leurs efforts, leurs collègues Ortega et Vasquez, chargés spécialement de la défense sur le terrain juridique, échouaient devant le conseil de guerre.

Au fond du cœur, pas plus les uns que les autres, ils n'avaient l'espoir d'arracher leur victime aux rancunes, aux haines, aux peurs surexcitées par cinq années de contrainte et de revers. La loi du 25 janvier 1862 était une loi terrible, au nom de laquelle avaient déjà eu lieu tant d'exécutions sommaires ! Le soin d'en remettre l'application à un tribunal quelconque n'avait visiblement pour but que de dégager la responsabilité du gouvernement, ainsi que de jouer vis-à-vis des autres nations la comédie de la justice.

Cependant les interrogatoires, les préparatifs de la défense avaient exigé diverses remises. Le 12 juin, le dernier délai accordé étant expiré, le major général fit connaître la composition du conseil de guerre.

Il s'agissait de juger un Empereur et deux généraux. Malgré la notoriété des accusés, malgré le haut grade de Miramon, ancien Président de la République, et de Mejia, la présidence de ce tribunal fut donnée au lieutenant-colonel Platon Sanchez. On lui adjoignit comme juges les commandants José V. Ramirez, Emilio Loguero, et les capitaines Ignacio Jurado, Juan Ruida y Auza, José Verastegui et Lucas Villagran.

Le 13 juin, les débats s'ouvrirent. Le lieu de réunion était singulièrement choisi : c'était le théâtre d'Iturbide. La cour siégeait sur la scène, coupée par une toile de fond représentant un portique avec une colonnade. Sur la gauche on avait placé des tabourets destinés aux accusés et à leurs défenseurs ; à droite se tenait le lieutenant-colonel rapporteur, M. Manuel Aspiroz. Le public garnissait les loges et les ban-

quettes, comme à une représentation ordinaire. La gravité des débats et surtout le dénouement que chacun prévoyait ou pressentait donnaient seuls quelque grandeur à cette scène, et il ne fallait rien moins que la profonde émotion qui régnait dans l'assemblée pour qu'on ne se crût point à quelque parodie de la justice.

Au milieu du plus grand silence, les généraux Miramon et Mejia firent leur entrée à neuf heures du matin. L'Empereur avait invoqué son état de santé pour rester à sa prison de Las Capuchinas. Le commissaire du gouvernement s'y transporta, et revint après avoir constaté qu'en effet Maximilien était trop souffrant pour assister aux débats. On passa outre, et le procès s'engagea en son absence.

La journée du 13 juin fut consacrée tout entière aux plaidoyers. Miramon fut défendu par MM. Jauregui, de San-Luis de Potosi, et Ambrosio Moreno, de Queretaro, Mejia par M. Prospero C. Véga, de Queretaro. Puis MM. Ortega et Vasquez prirent à leur tour la parole, et prononcèrent deux remarquables discours dans lesquels ils s'efforçaient d'atténuer, d'innocenter les actes incriminés de leur illustre client.

Finalement, portant l'attaque sur le seul terrain solide, ils discutèrent le principe même de la loi de 1862, la déclarant incompatible avec l'esprit du parti libéral et les droits de la nation, en ce sens que le vainqueur se faisait juge du vaincu. Puis ils adjurèrent les membres du conseil, « au nom de la civilisation et de l'histoire, de sauvegarder la bonne renommée du

pays aux yeux des générations futures, qui applaudiront au couronnement de la plus grande des victoires par le plus grand des pardons ».

Sur ce mot de pardon se termina le plaidoyer. Par la bouche de ses défenseurs, Maximilien se reconnaissait donc implicitement coupable? On devait en arriver là dès qu'on acceptait la discussion. Il est fâcheux pour lui que Maximilien ne l'ait pas compris dès l'abord.

Il était neuf heures du soir. Le président renvoya la suite des débats au lendemain.

Le 14 juin, à huit heures du matin, le Conseil rentrait en séance. Ce jour-là, aucun des trois accusés n'était présent.

Le lieutenant-colonel-rapporteur prit la parole, et prononça un réquisitoire d'une énergie telle que bientôt personne ne conserva de doute sur l'issue du procès.

Il repoussa hautainement la prétention quelque peu naïve, affichée par Maximilien, d'invoquer « *les immunités et les privilèges qui appartiennent en toutes occasions à un archiduc d'Autriche* »; il rappela le fameux décret du 3 octobre, arme terrible qui se retournait aujourd'hui contre celui qui l'avait si maladroitement forgée. En réponse à une allégation de M. Ortega, il produisit une pièce fort grave contre l'Empereur : c'était le décret par lequel celui-ci organisait, en cas de mort, une régence dont l'effet eût été de perpétuer et son gouvernement et la guerre civile[1]. Enfin, abor-

1. Ce décret, daté de Queretaro, le 7 mars 1867, nommait, en cas de mort de l'Empereur, régents de l'Empire, MM. Theodosio Larès, José M. Lacunza et le général Léonardo Marquez.

dant le reproche de n'avoir ni témoignages ni preuves à l'appui de ses accusations, il déclara que tous les faits étaient de notoriété publique, que les accusés avaient été pris les armes à la main, et que leurs crimes, connus du monde entier, n'avaient besoin ni d'être prouvés, ni d'être attestés.

MM. Vasquez et Ortega ripostèrent; mais que pouvait leur parole?

Le Conseil les écouta néanmoins en silence, puis, quand ils eurent terminé, il se retira pour délibérer.

A onze heures du soir, il rentrait en séance et prononçait un jugement aux termes duquel il déclarait :

Ferdinand-Maximilien suffisamment convaincu des crimes spécifiés dans les 1re, 3e, 4e et 5e parties de l'article premier, 5e de l'article second, et 10e de l'article trois de la loi du 25 janvier 1862 contre la nation, le droit des gens, l'ordre et la paix publique;

Les accusés Miguel Miramon et Tomas Mejia coupables des crimes spécifiés dans les paragraphes 2, 3, 4 et 5 de l'article premier et 5 de l'article second de la même loi, contre la nation et le droit des gens, avec la circonstance d'avoir été tous les trois pris en flagrant délit, dans une action de guerre, le 15 du mois de mai dernier, dans cette même place, cas prévu par l'article 28 de la susdite loi.

En conséquence et conformément aux termes exprès de la loi sus-énoncée, le Conseil condamne les susdits coupables Ferdinand-Maximilien, Miguel Miramon et Tomas Méjia à la peine de mort.

La sentence était impitoyable. Ce n'est certes pas nous qui approuverons jamais de pareilles rigueurs, et qui admettrons la fusillade comme un procédé de

gouvernement. Nous sommes d'autant plus à l'aise de le blâmer ici, que nous l'avons blâmé déjà lorsque l'Empereur ou le Commandant en chef ne craignaient pas d'y recourir. Comment ne pas protester énergiquement contre la peine de mort appliquée à des crimes qui n'en sont pas?

Toutefois, une telle extrémité pourrait peut-être trouver son excuse dans la nécessité. Était-ce le cas ici?

Maximilien, implanté au Mexique par la volonté de la France, était malheureusement resté un étranger sur cette terre étrangère. Loin d'avoir poussé des racines profondes dans le sol, sa royauté éphémère ne tenait à rien, et il avait suffi d'un souffle pour la faire évanouir et disparaître.

Les Français partis, que craignaient Juarez et les républicains d'un prince qui avait eu en mains tous les atouts et qui avait perdu la partie par sa faute? La tentative manquée ne pouvait jamais être renouvelée.

Des esprits plus hauts, des cœurs plus nobles eussent compris cette situation, et, après avoir conquis la gloire du triomphe, se fussent donné le bénéfice de la générosité. Dédaignant d'exercer des représailles contre un ennemi à terre, ils l'eussent conduit dans quelque port, et, l'embarquant à destination d'Europe, ils l'eussent renvoyé comme un prince sans emploi chez eux.

Certes, l'humanité se fût applaudie d'un tel dénouement, mais quelle humiliation c'eût été pour le des-

cendant de Charles-Quint! Maximilien, dans son malheur, trouva en face de lui des ennemis qui ne comprenaient que la vengeance brutale et non la vengeance raffinée. En le jugeant digne du dernier supplice, ils le grandissaient comme ils grandissaient son rôle passé. Ils en faisaient une victime digne de pitié, ils lui permettaient de se relever en montrant le courage et la résignation des âmes fortes. Ils reconnaissaient à la fin son titre, puisqu'ils le fusillaient comme Empereur. On peut dire qu'ils l'honorèrent en le tuant.

CHAPITRE IV

Tentatives pour sauver Maximilien. — Décision prise par l'Empereur d'Autriche pour lui rendre son titre d'agnat. — Exécution fixée au 16 juin, puis renvoyée au 19. — Derniers moments. — Lettres de Maximilien au capitaine Pierron, au comte de Bombelles, au baron de Lago. — Souvenir au docteur Jilek. — Entrevue avec Escobedo. — *Le Cerro de las Campanas.*

Maximilien et Miramon reçurent avec courage la nouvelle de leur arrêt de mort. Mejia s'en montra plus frappé. Il avait autrefois sauvé la vie à Escobedo, et il comptait sur la reconnaissance de cet homme!

Sa douleur fut grande en apprenant qu'il lui faudrait mourir, et l'on comprend d'autant mieux l'abattement de son âme que, marié récemment, il chérissait sa jeune femme, ainsi que le fils qu'elle venait de lui donner.

L'Empereur, dans ces derniers moments, retrouva toute la grandeur de son âme, et racheta ainsi bien des instants de faiblesse. Il se prépara à la mort en homme résolu qui a fait le sacrifice de sa vie. A côté

de lui, Miramon, qui s'était vu souvent sacrifié à Marquez, s'apprêtait à donner à son souverain cette preuve suprême de dévouement d'accepter son sort sans exprimer ni regrets ni reproches. Et Mejia, lui aussi, réconforté par leur exemple, ne tarda pas à se montrer digne de partager leur mort, en partageant leur courage.

Des êtres dévoués, des cœurs généreux veillaient autour des prisonniers ; les tentatives pour sauver l'Empereur avaient commencé avant la condamnation. Il faut rappeler ici les efforts d'une jeune Américaine, née de parents français, Mlle Leclère, mariée au prince de Salm-Salm, laquelle combina un plan d'évasion et mit tout en œuvre pour le mener à bien. Mais les obstacles étaient trop grands : cette hardie entreprise ne pouvait réussir et ne réussit point.

Il serait injuste également de passer sous silence les nobles résolutions de l'Empereur d'Autriche. Certes, il avait bien des griefs contre son frère, mais il les oublia généreusement dès qu'il sut sa vie en danger.

Quand on apprit que l'Empereur Maximilien avait été fait prisonnier, rapporte le comte de Beust dans ses *Mémoires*, notre ministre à Washington demanda immédiatement l'intervention des États-Unis, et de même nous fîmes en sorte que l'Angleterre intervînt. Je fis observer qu'au Mexique on demanderait sans doute une garantie contre son retour, et qu'on en trouverait une dans le fait que les droits d'agnat de la famille impériale, auxquels le duc Maximilien avait renoncé avant de monter sur le trône, lui fussent rendus solennellement. L'Empereur convoqua immédiatement le conseil de famille à cet effet, et l'on put connaître à cette occasion son noble cœur.

On a fait tort peut-être à l'archiduc Maximilien et on lui a prêté des plans qu'il n'a jamais conçus. Mais il est certain qu'il était entouré de mauvais conseillers, et que l'on parlait même dans les cercles les plus élevés du rôle qu'il pouvait jouer en Autriche. L'Empereur n'avait pu oublier qu'un jour, après Sadowa, comme il allait en voiture de Schœnbrunn à Vienne, des cris de : « Vive Maximilien ! » avaient retenti dans la foule; certaines paroles imprudentes de l'archiduc lui avaient été rapportées : il avait donc bien des raisons de lui en vouloir et de le soupçonner. Cependant l'Empereur n'avait d'autre pensée que de le sauver. Dans le conseil de famille dont je viens de parler, l'un des archiducs exposa franchement les dangers politiques qui pourraient résulter du retour de l'Empereur Maximilien en Autriche si on lui rendait tous ses droits. Mais l'Empereur répondit : « Il s'agit de la vie d'un homme, et cela suffit à me décider. »

Conformément à cette décision, on pria M. Seward d'informer M. Matias Romero, envoyé extraordinaire du Mexique aux États-Unis, que l'Empereur d'Autriche « rétablirait le prince Maximilien dans tous ses droits aussitôt qu'il aurait été mis en liberté ».

Mais avant que cette communication parvînt même à destination, il était trop tard. D'ailleurs, connue plus tôt, elle n'eût rien changé à une résolution inflexible.

L'envoyé de la Prusse, le baron Magnus, tenta d'agir sur Juarez et s'efforça de l'apitoyer sur le sort de ses ennemis vaincus. A deux reprises, il écrivit à M. Lerdo de Tejada, le suppliant, « au nom de l'humanité, au nom du ciel », d'épargner la vie des condamnés. Il s'engageait à faire donner par les souverains

européens, alliés pour la plupart à Maximilien, toutes les garanties nécessaires que jamais aucun des trois prisonniers ne remettraient les pieds sur le sol mexicain.

Ses démarches échouèrent. Le ministre de Juarez se retrancha derrière « de hautes considérations de justice », d'autant plus difficiles à combattre qu'elles étaient moins définies, et le moment approcha où la sentence du Conseil de guerre allait recevoir son exécution.

Maximilien, qui s'attendait maintenant à un dénouement fatal, s'occupa de dicter ses volontés dernières. En dehors des legs qui sont connus, son testament devait certainement contenir une partie politique, et renfermer peut-être des révélations sur le rôle joué par lui dans toute cette aventure. Mais ce testament est entre les mains de l'Empereur d'Autriche : il n'a pas vu le jour, et l'on ne sait s'il le verra jamais.

A ce moment, sans qu'on en ait jamais retrouvé l'origine, une nouvelle, d'ailleurs fausse, fut transmise à Maximilien : l'impératrice Charlotte venait de mourir.

— Un lien de moins qui me rattache à la vie, dit-il à son médecin le docteur Basch, qui ne le quitta pas pendant les derniers jours[1].

Et à une lettre au baron de Lagò il ajouta ce post-scriptum, qui répétait cette pensée en l'expliquant :

J'apprends à l'instant que ma pauvre femme est délivrée

1. Consulter le livre intitulé : *Maximilien au Mexique, Souvenirs de son médecin particulier, le docteur S. Basch,* pour le récit des derniers instants de Maximilien. Il nous a fourni plusieurs des détails qu'on va lire.

de ses peines. Cette nouvelle, tout en brisant mon cœur, est cependant pour moi une immense consolation.

L'exécution était fixée au 16, à six heures du soir. L'Empereur n'avait naturellement point auprès de lui le père Fischer, qui l'avait poussé à Queretaro, mais qui ne l'y avait pas suivi. Il demanda donc un confesseur, et eut le bonheur de trouver un prêtre digne de ce nom, le père Soria. Ses devoirs religieux accomplis, il songea à ceux dont le dévouement et la fidélité l'avaient accompagné pendant les jours de sa courte royauté. Aux premiers rangs se trouvaient le comte de Bombelles et le capitaine Pierron, ce dernier qui avait été son secrétaire intime, entre M. Eloin et le père Fischer, et, pour son honneur, aussi différent de l'un que de l'autre.

Voici les lettres qu'il leur écrivit :

Queretaro, 15 juin 1867.

Mon cher capitaine Pierron,

A ma dernière heure, je pense à votre bonne amitié si cordiale et aux services que vous m'avez rendus avec tant de loyauté. Je profite de ces derniers instants pour vous envoyer un suprême adieu : je veux vous remercier de nouveau de votre franchise, de votre attachement, et du dévouement que vous m'avez montré en toute occasion.

Cet épanchement est cher à mon cœur.

J'espère que vous conserverez mon souvenir après ma mort, et je fais des vœux pour que vous viviez heureux et tranquille.

N'oubliez pas celui qui a été jusqu'à son dernier soupir

Votre tout affectionné,

MAXIMILIEN.

Queretaro, 16 juin 1867.

Mon cher comte de Bombelles,

Mon cœur ressent le besoin de vous exprimer une fois encore, par ce peu de lignes tracées à la hâte, ma reconnaissance la plus sincère et la plus vive pour l'inaltérable amitié ainsi que pour le touchant dévouement que vous m'avez prouvés avec tant d'affection, pendant le cours entier de ma vie si agitée.

Dites en mon nom à tous mes fidèles amis, que vous connaissez mieux que personne, que je les salue de tout mon cœur. Dites-leur que, toujours fidèle à l'honneur, je n'ai jamais agi que selon mon devoir et ma conscience, et qu'après une longue et pénible défense, la trahison seule me livra aux mains de mes ennemis.

Ma brave armée m'a fidèlement prêté son assistance. Sans provisions et sans munitions suffisantes, elle a tenu une place ouverte contre un ennemi sept fois plus nombreux qu'elle pendant soixante-douze jours. Je ne saurais assez louer la valeur héroïque de tous mes généraux, officiers et soldats.

En vous pressant contre mon cœur encore une fois, mon fidèle ami, je reste

Votre très affectionné,

MAXIMILIEN.

La journée du 16 s'avançait. Maximilien, ses dispotions prises, se retrouva avec Miramon et Mejia : tous trois reçurent la communion.

L'Empereur était calme, presque souriant. Il n'eut pas un mot de récrimination ou de colère contre ceux qui l'avaient condamné.

— Je puis vous assurer, disait-il au docteur Basch,

que mourir est plus facile que je ne me l'étais imaginé. Je suis tout à fait prêt.

Il ajouta :

— Vous vous rendrez à Vienne pour parler du siège à ma mère, aux miens : vous leur raconterez mes derniers jours... Dites à ma mère que j'ai rempli mon devoir comme soldat et que je suis mort en bon chrétien.

C'était vrai; pourquoi le soldat ou le chrétien n'avait-il pu racheter les fautes du souverain?

Cependant le temps s'écoulait, et l'heure approchait où l'on viendrait prendre les condamnés pour les conduire au supplice. Résignés à leur sort, ils souhaitaient maintenant ce moment plus qu'ils ne le redoutaient. Déchus de toute espérance, ils préféraient en finir au plus tôt avec les angoisses des derniers préparatifs et des instants suprêmes.

Tout à coup, le colonnel Palacios pénètre dans la prison, un télégramme à la main. C'est l'ordre de Juarez de renvoyer au 19 l'exécution : « Il jugeait convenable, disait-il, de laisser aux condamnés le temps nécessaire pour régler leurs affaires ».

— C'est dur, dit simplement Maximilien, car j'en avais fini avec le monde.

Cette mesure, en effet, si elle n'était pas le prélude d'une grâce prochaine, devenait, volontairement ou non, un raffinement de supplice. La mort est peu de chose à côté des angoisses qui la précèdent, et ces angoisses, les condamnés, qui venaient de les éprouver dans toute leur horreur, allaient donc avoir à les subir soixante heures de plus.

Ce répit rendit quelque espoir aux défenseurs : MM. Ortega et Vasquez adressèrent aussitôt à leurs confrères de San-Luis de Potosi cette dépêche :

Queretaro, 16 juin 1867.

Les trois accusés s'étaient confessés et avaient communié lorsqu'est arrivé l'ordre de suspension. Ils étaient donc morts déjà moralement à cette heure où ils attendaient qu'on vînt les chercher pour les exécuter. Il serait horrible de leur donner une seconde fois la mort mercredi, alors qu'ils l'ont subie une première fois aujourd'hui.

Vains efforts, vaines illusions. Juarez, qui refusait de recevoir Mme Miramon pour « éviter une entrevue pénible » surtout pour lui, Juarez et Lerdo de Tejada se maintinrent dans la ligne inflexible qu'ils avaient adoptée. Peut-être si Porfirio Diaz s'était trouvé à Queretaro, et non Escobedo, aurait-il pu agir sur leurs esprits, et les aurait-il ramenés à la clémence ; nous estimons assez le caractère de ce général pour lui faire l'honneur de le croire capable d'un tel mouvement, mais il était loin : aucune influence ne pouvait combattre les décisions du gouvernement.

Le 17, Maximilien écrivit au chargé d'affaires de l'Autriche à Mexico une lettre qui témoigne de son courage et de sa résignation :

Queretaro, dans la prison de Las Capuchinas, 17 juin 1867.

Cher baron de Lago,

J'en ai fini avec le monde ; mes tout derniers vœux ne concernent plus que ma dépouille mortelle, qui sera bientôt

délivrée des souffrances, et ceux qui me survivront. Mon médecin, le docteur Basch, fera transporter mon corps à Vera-Cruz. Il ne sera accompagné que de deux domestiques, Gull et Tudos.

J'ai ordonné qu'on conduise mon corps sans pompe et sans accompagnement solennel à Vera-Cruz, et que, sur le navire qui doit porter mon corps en Europe, on ne fasse aucune cérémonie extraordinaire. J'ai attendu la mort avec calme, et je veux jouir aussi du calme dans le cercueil.

Vous ferez en sorte, cher baron, que, sur l'un des deux navires de guerre, le docteur Basch et mes deux domestiques qui prennent mon corps sous leur garde, soient transportés avec lui en Europe. Là-bas je veux être enterré à côté de ma pauvre femme.

Si la nouvelle de sa mort n'était pas fondée, on devra déposer mon corps dans un lieu quelconque jusqu'à ce que l'Impératrice soit réunie à moi par la mort. Ayez la bonté de faire parvenir les ordres nécessaires au capitaine de vaisseau de Grœller.

Ayez aussi la bonté de faire en sorte que la veuve de mon fidèle compagnon d'armes Miramon puisse arriver en Europe sur l'un des deux navires de guerre. Je compte d'autant plus sur l'accomplissement de ce vœu qu'elle est chargée par moi de se rendre auprès de ma mère, à Vienne.

Je vous remercie encore une fois cordialement des peines que je vous donne, et je reste votre bienveillant

MAXIMILIEN.

Il n'avait point oublié, non plus, le vieil ami, le confident de ses incertitudes et de ses troubles, dans les situations les plus graves de sa vie; il songea à envoyer un souvenir au docteur Jilek[1].

1. Voir les deux derniers chapitres de *Rêve d'Empire*.

Il n'avait, dans sa prison, aucun objet précieux; il lui destina un volume dépareillé de l'HISTORIA UNIVERSAL DE CESARE CANTU, *tome V, traduit en espagnol, à Madrid, par Nemesio Fernandez Cuesta.*

Ce livre était le dernier, le seul qui eût occupé ses loisirs pendant sa captivité. Gardé comme une relique par la pieuse et respectueuse affection du docteur Jilek, il porte encore, entre ses pages, de petits signets placés par Maximilien lui-même aux endroits qui l'avaient plus particulièrement intéressé. Ces passages sont par cela même curieux à connaître : c'est d'abord le chapitre relatif à Charles-Quint, à cet ancêtre dont la pensée l'avait malheureusement poursuivi dans toute son existence; le chapitre consacré à Luther; puis le morceau où il est parlé de Camoëns, dont il aimait beaucoup les poésies; deux autres signets se trouvent au chapitre racontant l'emprisonnement de Don Carlos, fils de Philippe II, et à celui qui contient le récit de la Saint-Barthélemy.

Au verso de la feuille de papier marbré qui sert de garde, en regard du titre, Maximilien a tracé ces quelques mots :

Meinen freunden
Doctor Jilek

MAXIMILIAN

Queretaro
Gefangniss die Capuchinas
der 17 juin.
1867.

Il avait encore un jour devant lui : il tenta une dernière fois de sauver ses compagnons. Il pria Escobedo de transmettre à Juarez ce télégramme :

Je désire qu'il soit fait grâce de la vie aux généraux Miguel Miramon et Tomas Mejia, qui ont souffert avant-hier toutes les angoisses de la mort, et que je sois, comme je l'ai dit quand j'ai été fait prisonnier, la seule victime.

Puis il écrivit à Juarez une dernière lettre. Il la data du 19, parce que, suivant ses ordres, elle ne devait être expédiée qu'après l'exécution.

Monsieur Benito Juarez,

Sur le point de subir la mort pour avoir essayé si de nouvelles institutions pourraient mettre un terme à la guerre sanglante qui, depuis tant d'années, désole ce malheureux pays, je donnerai ma vie avec joie, si ce sacrifice peut contribuer à la paix et à la prospérité de ma nouvelle patrie. Profondément convaincu que rien de durable ne peut être fondé sur un terrain arrosé de sang, secoué par les plus violentes agitations, je vous conjure, de la façon la plus solennelle, avec la sincérité que comporte le moment auquel je suis arrivé, que mon sang soit le dernier versé. Consacrez à poursuivre le noble but que vous avez visé la persévérance que vous avez mise à défendre la cause que vous venez de faire triompher, persévérance que j'ai reconnue même dans la prospérité. Réconciliez les partis, et rendez, par des principes solides, une paix durable à ce pays.

MAXIMILIEN.

Le 18, à cinq heures du soir, on apporta au prisonnier le refus de Juarez d'accorder la grâce des généraux Miramon et Mejia. Maximilien se mit au lit vers

huit heures, et lut, pendant une heure environ, l'*Imitation de Jésus-Christ*, puis il s'endormit.

Vers neuf heures et demie, le docteur Riva pénétra dans la cellule, annonçant la visite d'Escobedo. L'Empereur avait en effet manifesté le désir de voir ce général, sans doute pour recevoir de sa bouche l'assurance que ses dernières volontés seraient exécutées. L'entrevue ne dura guère qu'un quart d'heure : elle eut lieu sans témoins.

Vers onze heures, Maximilien se rendormit. Il se réveilla de lui-même à trois heures et demie. Il s'habilla, reçut son confesseur et s'entretint quelques instants avec lui.

Puis le P. Soria célébra la messe, à laquelle assistèrent les trois condamnés. Vers six heures, l'Empereur prit un léger repas, composé de poulet, de pain, de vin et d'une tasse de café. Il remit son anneau de mariage au docteur Basch, et lui recommanda de porter à sa mère le scapulaire qu'il gardait sur lui.

A six heures et demie, le colonel Palacios vint chercher les condamnés, qui montèrent chacun dans une voiture, et le lugubre cortège se mit en marche. Le lieu désigné pour la triple exécution était le *Cerro de las Campanas*.

Durant le trajet, des cris de commisération éclataient, çà et là, parmi la foule. Un spectacle émouvant éveillait la pitié chez cette masse sympathique aux condamnés : la femme de Mejia, son enfant suspendu à sa mamelle, suivait le cortège, s'attachait aux roues de la voiture qui emmenait son mari, et criait : Grâce !

Et le malheureux Mejia, qui n'avait pas tremblé devant la mort, sentait son courage l'abandonner, en entendant ces cris qui lui prouvaient tant de douleur et tant d'amour.

Quel cœur impassible pourrait ne pas maudire les passions des hommes qui rendent de telles exécutions non pas nécessaires, car il n'y a à de telles horreurs nulle nécessité, mais seulement possibles?...

Quatre mille hommes, sous les ordres du général Diaz de Léon, formaient le carré autour du *Cerro de las Campanas*. Les trois condamnés descendirent de voiture, et se rendirent d'un pas ferme à l'endroit désigné.

A ce moment, Maximilien s'approcha de Miramon, et, l'embrassant, lui dit :

— Un vaillant comme vous a droit à la place d'honneur. Passez à ma droite.

L'Empereur se trouva ainsi entre les deux généraux. Il embrassa également Mejia; puis, promenant son clair regard sur ceux qui l'entouraient, il prononça d'une voix assurée ces paroles :

— « Je vais mourir pour une cause juste : celle de « l'indépendance et de la liberté du Mexique. Que mon « sang termine les malheurs de ma nouvelle patrie ! « Vive le Mexique ! »

Miramon, avec un calme superbe, lut alors quelques lignes qu'il avait préparées et dans lesquelles il repousse avec indignation l'accusation d'avoir trahi sa patrie :

Mexicains,

Devant le Conseil de guerre, mes défenseurs ont voulu

sauver ma vie. Ici, près de la perdre, au moment de comparaître devant Dieu, je proteste contre l'accusation qu'on m'a jetée à la face pour déshonorer mon sacrifice. Je meurs innocent de ce crime. Je pardonne à mes accusateurs, comme je prie Dieu de me pardonner, et j'espère que mes compatriotes, me rendant justice, écarteront cette souillure de la tête de mes enfants. Vive le Mexique ! Vive l'Empereur !

Mejia ne dit rien ; il tenait à la main un crucifix qu'il abaissa...

L'officier commanda le feu.

Une décharge générale suivit aussitôt, et les trois condamnés tombèrent en même temps. Les coups, tirés presque à bout portant, avaient fait des blessures, toutes mortelles...

Ainsi finit l'aventure mexicaine. Issue d'une grande pensée, elle aboutit à un dénouement sanglant et misérable. L'Europe avait envoyé au Mexique un Empereur et une Impératrice jeunes, beaux, pleins d'espérance, le Mexique lui renvoyait une folle et un cadavre.

Cette simple constatation parle trop haut pour qu'il soit besoin d'en dégager les enseignements, et l'on ne peut, en présence d'une telle catastrophe, que se demander si l'homme n'est pas bien orgueilleux ou bien insolent de prétendre parfois que, lorsqu'il s'agite, c'est Dieu qui le mène ?

APPENDICE

Le gouvernement autrichien, ayant demandé au gouvernement mexicain le corps de Maximilien, se heurta à des refus inexplicables. Il fallut plus de six mois de négociations pour obtenir que le cadavre de ce prince fût remis à l'amiral Tegetthoff, qui le ramena en Europe sur la *Novara* (26 décembre 1867, 16 janvier 1868).

On s'est longtemps demandé si l'Impératrice Charlotte avait eu connaissance de la fin tragique de Maximilien. Grâce à l'obligeance de M. Hidalgo, nous pouvons aujourd'hui affirmer que oui. Voici en effet une lettre de la malheureuse femme qui lève tous les doutes sur ce point :

Laeken, 14 mai 1868.

Monsieur Hidalgo,

Ce n'est qu'aujourd'hui que j'ai reçu votre lettre si sentie du 26 février. Je suis reconnaissante des sentiments qu'elle

me témoigne avec tant de vérité. Il est impossible que tous les cœurs ne soient pas émus, et plus encore ceux qui ont été près de lui, par la noble et héroïque fin de l'Empereur, unique par son abnégation comme par la grandeur du sacrifice et l'esprit avec lequel il fut consommé.

Je vous envoie une petite image qui est un portrait de l'Empereur, le drapeau de l'honneur à la main. De l'autre côté, il y a des morceaux choisis par moi, parce que j'y trouve la plus grande ressemblance avec la vie et le caractère incomparable de l'Empereur.

Je reste avec une sincère estime,

Votre affectionnée,

CARLOTA.

Voici les morceaux dont il est parlé :

« Le bon pasteur donne spontanément sa vie pour ses brebis. » S. Jean, cap. X, v. 2. « La mémoire du juste vivra éternellement; il ne craindra pas de mauvais discours des hommes. » Ps. III, v. 6.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LES DERNIERS JOURS DE L'OCCUPATION FRANÇAISE

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

DEUXIÈME PARTIE

QUERETARO

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

CHAPITRE IV

Paris. — Typ. G. Chamerot, 19, rue des Saints-Pères. — 26193.

